





# idées

## PHILOSOPHIE

### Dialogue avec M. Constantin Tsatsos

(Suite de la première page.)

« Je voudrais d'abord souligner que, par philosophie, Platon n'entend pas un professeur de philosophie, un universitaire qui se spécialise dans les problèmes de la métaphysique, de la logique ou de la morale. Il entend, en premier lieu, l'homme qui s'est libéré de tout intérêt personnel ; car, selon les lois de la cité, celui-ci n'a le droit ni de posséder personnellement quelque bien matériel, ni d'être dépendant de quelqu'un, puisqu'il ne lui est pas permis de fonder une famille. Son seul lien est la cité qui lui fournit le nécessaire pour vivre et qui régit son éducation et sa vie tout entière. C'est donc seul et libre qu'il est au service de la cité, pendant trente ans, à la fois comme guerrier et comme agent investi d'une fonction publique. En même temps, on lui enseigne la musique et les mathématiques pour qu'il parvienne finalement, une fois qu'il a prouvé ses capacités, à la contemplation philosophique du monde. Rares sont ceux qui atteignent ce sommet ; la plupart s'arrêtent quelque part à mi-chemin, offrant leurs services comme gardiens de la cité. Et seul celui qui, ayant atteint l'échelon suprême après cette longue et dure épreuve, peut s'il est jugé digne de cette place par ceux qui l'occupent déjà, et seulement alors — devenir le dirigeant de la cité, le roi-philosophe qui, après avoir accompli en tant que citoyen ses hautes fonctions politiques, consacrer le reste de son temps à la contemplation philosophique du monde et des hommes. Vous voyez combien une telle figure titanesque, tout à fait idéale et irréalisable en totalité dans la réalité du temps, est loin de ce que nous entendons aujourd'hui quand nous employons le terme « philosophie ».

« Si je devais, malgré tout, trouver dans l'histoire, un dirigeant véritable qui approche quelque peu de l'idéal platonicien, je nommerais Marc Aurèle. Il est, bien sûr, important que le dirigeant politique ne soit pas dépourvu d'une certaine culture philosophique. Cependant, il serait désastreux qu'il veuille gouverner la cité en restant prisonnier de dogmes philosophiques, comme les nazis et, dans certains cas, les communistes.

« En ce qui concerne personnellement — puisque vous m'avez adressé une question personnelle — ma présence à la place que j'occupe n'a pas de rapport avec la philosophie, et la philosophie de Platon. Elle est liée à l'évolution politique de mon pays après le rétablissement de la démocratie.

« Enfin, je ne suis pas néo-platonicien. Les néo-platoniciens, bien qu'ils aient puisé de nombreux éléments dans l'œuvre de Platon — mais qui n'y a pas puisé ? — ne se sont pas occupés de la philosophie politique. Ils ont connu leur essor au III<sup>e</sup> siècle après Jésus-Christ, sous la domination des Romains, quand les cités antiques n'étaient plus que les ombres d'elles-mêmes et qu'avec elles avait également disparu la philosophie politique hellénique. Leur présence est évidente dans le cercle des Pères de l'Eglise grecque.

« Quelle peut être la place de la pensée et de la philosophie dans un Etat moderne, qui, de nos jours, est (ou

tend à être) dominé par la technologie et la technocratie ?

« La technocratie relève du domaine des moyens ; la philosophie, du domaine des fins. La technocratie sert une certaine fin ; la philosophie pose des fins.

« La cité athénienne, Sparte, Rome, avaient pour fin leur grandeur, une fin très simple. Plus tard, imposer une religion devint une fin. De nos jours, sont devenues des fins politiques certaines théories qui ont été avancées comme des vérités philosophiques infaillibles. Le communisme et le nazisme découlent de certains principes philosophiques, et la politique des Etats où ils ont prévalu — ou bien où ils prévalaient — se présente comme une suite obligatoire d'une théorie philosophique infaillible. Ainsi, à

notre époque, la philosophie a pénétré dans la politique ; mais malheureusement, c'est une philosophie de bas niveau qui a pénétré dans une politique de bas niveau. La haute philosophie est restée en dehors de la politique et elle se borne à expliquer la mission de l'homme sur terre, le sens de l'histoire, l'éthos de l'homme, l'élan vers la liberté. Le reste est déterminé par les opportunités temporelles qui se trouvent très loin de la généralité des fins posées par la philosophie.

« Cette philosophie qui se tient haut n'est pas atteinte par la technocratie. Tout au plus, les performances techniques admirables de notre temps dérobent-elles à la vue du grand nombre l'univers des fins à partir duquel l'histoire et l'action politique devraient être considérées.

#### « Les communautés culturelles »

« Dans votre dernier ouvrage, la Grèce et l'Europe, vous écrivez : « Ainsi, ce qu'il y a de durable et d'historiquement important, ce sont uniquement les communautés culturelles ».

« Je n'ai pas besoin de vous rappeler qu'il n'existe pas de races humaines pures, comme pour les espèces animales ou végétales. Les distinctions des races — blanche, jaune, etc. — restent relativement claires, bien que là aussi, les Nations se multiplient. Mais à l'intérieur de ces distinctions, on ne peut même pas parler de races pures. Toutes les nations contemporaines de l'Europe sont le fruit d'unions multiples entre des peuples initialement différents. C'est pourquoi une théorie des peuples élus, de sang pur, comme celle de Gobineau, est dépeçée. Les Nations ne se distinguent

pas par des critères biologiques mais par des critères purement spirituels. Chaque peuple n'a pas un sang qui lui est propre ; mais il a toujours sa propre culture, le réseau des valeurs morales et esthétiques qui ont été élaborées au cours des siècles et qui constituent la spécificité de sa civilisation. C'est là l'élément qui, même si nous parvenons un jour à des unions politiques plus vastes, telle l'Europe unie, ne sera jamais anéanti et qui distinguera, à l'intérieur de l'Europe, chaque peuple européen, de même qu'il distingue les individus de toute société civilisée. Et il ne doit pas être anéanti car c'est de lui que provient non seulement la force créatrice de chaque société isolée, mais aussi la force de l'union de toutes ces sociétés.

« Ceux qui lisent vos écrits sont frappés par le fait que vous êtes, souvent, très criti-

que envers vos compatriotes.

« Je ne suis pas le premier Grec à juger sévèrement les Grecs. Nous sommes, par nature, des libres-penseurs, et dans le domaine politique, nous sommes presque tous des démocrates. Nous jugeons et sommes jugés. Nous dialoguons, et le dialogue est souvent vif. Rappelez-vous les premiers dialogues platoniciens, des discours de Démocrate, des comédies d'Aristophane, des Dialogues des morts de Lucien, qui, par l'esprit, était Grec. Souvenez-vous de Procope, de Théodore le Prodrome, ainsi que de nombreux poètes satiriques, inconnus en Europe, qui furent des juges sévères, à une époque plus récente et jusqu'à aujourd'hui. Cela ne signifie pas l'hostilité mais l'amour et la foi en la grande tradition de la nation, et la désapprobation envers ceux qui s'en écartent. Cela signifie même l'autocritique, qui est un trait des hommes libres et cultivés. Cela signifie un effort continu d'éducation, pour que l'individualisme excessif ne s'étende pas au-delà du domaine de l'esprit — où il est source de création, dans le domaine social — où la soumission de l'individu à un ordre commun est nécessaire.

« J'ai jugé les Grecs par amour, et mû par un désir continu de les aider dans leur voie difficile.

« Lors de notre dernière rencontre vous m'avez parlé d'un traumatisme qui vous a marqué, ainsi que du rôle de la pensée française.

« Mes racines philosophiques se trouvent dans l'idéalisme allemand qui constitue la conception de l'univers la plus proche de la pensée platonicienne. L'emploi qui m'aurait le mieux convenu aurait peut-être été de réfléchir en enseignant la philosophie dans une petite ville universitaire allemande. Malheureusement, quand vint pour moi

le temps de tracer mon chemin, l'Allemagne de la grande tradition du début du dix-neuvième siècle était brisée par la violence du nazisme. En 1933, un abîme me sépara de l'Allemagne. C'est là le traumatisme dont je vous ai parlé.

« Si j'ai été scolarisé, cela est dû d'abord au fait que j'ai préservé l'instance dans ma pensée l'Allemagne de Kant, de Goethe, de Hölderlin, de Fichte, de Schelling — tous étroitement liés à la pensée antique, et surtout à Platon ; cela est dû ensuite au fait heureux que depuis mon enfance, j'ai eu un contact extrêmement profond avec l'esprit français de tous les

siècles. Grâce à ce contact, mon horizon est demeuré toujours ouvert aux grands érudits qui traversent l'histoire spirituelle de la France : le courant cartésien, le courant qui prend sa source chez Montaigne et celui qui prend sa source à Port-Royal ; même si ceux-ci furent différents de mes positions philosophiques, voire parfois, dans certains cas, opposés à elles.

« Ainsi, j'ai été traumatisé par la tempête du nazisme, j'ai pu survivre grâce aux assises plus vastes sur lesquelles j'ai fondé ma vie, mais en balaçant par d'autres voies, lesquelles m'entraînaient de la vie contemplative qui était peut-être ma vocation la plus naturelle.

#### Le bonheur de l'ensemble

« Dans un monde écartelé par des idéologies contradictoires, quelles sont selon vous les perspectives d'avenir de la démocratie ?

« Le monde a toujours été écartelé par des idéologies politiques contradictoires, plus précisément par des dogmes contradictoires. Et derrière ceux-ci se cachait toujours des intérêts opposés. A l'époque de leur grandeur, les Romains et les Britanniques n'ont pas exploité des idéologies pour convertir leur action. La grandeur de leur patrie était pour eux une idéologie suffisante. A notre époque, le nazisme et le marxisme ont tous deux donné l'impression que la politique est l'application d'une philosophie. Mon Dieu ! Comme Lao-Tseu avait raison de considérer que la plus grande révolution qui puisse exister celle qui abolirait les mots — les termes avec lesquels nous nous battons et qui, comme les monnaies très usagées, se sont usées.

« Aujourd'hui, au monde des idéologies en conflit, je trouve une interrogation fondamentale :

la valent première est-elle l'homme ou l'ensemble du corps social ? Et cet ensemble peut-il s'épanouir si l'homme, en tant qu'existence autonome, ne dispose pas d'un champ d'activité libre ? La démocratie croit ce champ d'activité libre nécessaire, et réalisable non pas après une longue période transitoire, mais immédiatement. C'est pourquoi elle recherche le bonheur de l'ensemble sans jamais faire disparaître l'individu.

« Il est inutile de vous répondre au sujet de mes convictions personnelles. Je suis Grec, Athénien, et imprégné d'une foi dans les valeurs primordiales de l'homme, je suis au service de la démocratie hellénique actuelle. Je crois inébranlablement que cet idéal politique qui ne se sépare pas du grand fleuve des traditions de la civilisation européenne, tôt ou tard l'emportera et marchera de front avec le progrès de l'humanité.

Propos recueillis par DIMITRI T. ANALE.

(\*) Ed. Les Belles Lettres, Paris 1977.

## BERTRAND RUSSELL, LA SAGESSE, LA POLITIQUE ET LE RESTE

par J. BOUVERESSE (\*)

l'attitude d'Israël à l'égard des pays arabes, l'amène à prendre position en toutes circonstances pour ce qu'il croit être la vérité, sans tenir aucun compte des réactions de ses amis, de l'opinion et des autres politiques.

Russell est incontestablement l'un des figures majeures de l'histoire de la logique et également, en dépit de l'ignorance et du mépris qui continuent à peser en France sur son œuvre, de l'histoire de la philosophie contemporaine. Mais il a vécu assez longtemps pour devenir, précisément, une figure historique, une sorte de pionnier ou d'encêtre progressivement dépassé par l'évolution rapide et parfois spectaculaire des idées et des connaissances dans les domaines qu'il avait commencé à explorer. En philosophie, il a eu une influence étonnante finement en Angleterre par celle de Wittgenstein, qui avait été son plus brillant élève dans les années qui ont précédé la première guerre mondiale.

#### La « galaxie du talent à Cambridge »

Wittgenstein, qui a rencontré Russell pour la première fois en octobre 1918, n'avait pas tardé à occuper une place prépondérante dans ce que Clark appelle la « galaxie du talent à Cambridge », une galaxie exceptionnellement brillante, puisqu'elle comportait, en dehors de Russell lui-même et de Moore, des gens comme le mathématicien Hardy (entre autres). Russell a d'abord vu en Wittgenstein un des exemples les plus remarquables du génie tel qu'il le conçoit traditionnellement, passionné, profond, intense et dominant. Il retrouvait en lui, à un degré encore plus élevé, la même passion et la même véhémence, le même sentiment que l'on doit comprendre ou mourir, qui avait animé ses propres recherches en logique et en philosophie. Il ne devait cependant pas tarder à se rendre compte que Wittgenstein n'était pas le genre d'élève idéal pour un maître aux intentions un peu trop protectrices et pas tout à fait désintéressées, qui avait : « L'amour du pouvoir est terriblement fort en moi ».

L'intransigeance et l'insupport de la jeune discipline, qui avaient tant enthousiasmé Russell au début, allaient bientôt lui peser de sérieux problèmes : « L'homme, écrit-il, a le mal de faire l'effet d'un faible prêt

à toutes les concessions. » C'est précisément cet effet-là qu'il semble avoir fait de plus en plus à Wittgenstein, dont la persécution pruden- tiale maladroite pouvait difficilement supporter l'abondance, la rapidité extrême, la diversité et le caractère parfois un peu trop « populaire » de la production philosophique russellienne.

Le point décisif dans les objections de Wittgenstein à la théorie russellienne ne rend pas compte de la combinaison des différents constituants du jugement en un tout significatif et de l'impossibilité intrinsèque, pour une proposition dénuée de sens, de constituer à proprement parler l'objet d'un jugement. Sur cet épisode, Russell a écrit plus tard qu'il était agi d'un « événement de première importance dans ma vie [qui] a affecté tout ce que j'ai fait depuis. J'ai vu qu'il avait raison, et j'ai vu que je ne pourrais plus jamais espérer à nouveau faire une œuvre fondamentale en philosophie. Mon impulsion a été brisée, comme une vague qui s'éparpille contre un bris-lames. Je me suis retrouvé envahi par un désespoir extrême ».

Au moment où il rédigeait (péniblement) une préface pour Science et Méthode, de Pollock, Russell avouait que « c'était une affaire

délicate, étant donné que le livre contient une violente attaque contre moi, que je considérais comme ignorante et maladroite, mais que j'étais pratiquement ruiné par la réputation en France ». Si, en dépit des efforts de Couturat, l'attitude négative de Pollock a pesé d'un poids très lourd sur l'avenir de la logique et de la philosophie de la logique en France, elle n'explique évidemment pas à elle seule le peu de succès (c'est le moins qu'on puisse dire) que la philosophie de Russell a connu dans notre pays.

La clarté et l'empirisme trompeuses de son style, son attitude foncièrement sceptique, eouple

et changeante, son absence fondamentale de prudence et de respect, son ironie et son humour souvent iconoclastes, en même temps qu'une désolitude et un manque de sérieux parfois très réels, constituent des éléments qui le desservent au moins autant, dans le monde philosophique français, que son utilisation des techniques logiques. Et ceux qui parlent avec mépris de son « empirisme » (sans avoir le moindre idée de ce dont il s'agit) ignorent probablement toujours que, pour lui, « la première chose que la philosophie fait, ou devrait faire, est de développer l'imagination intellectuelle ».

#### Un choix décisif

De ce point de vue, qu'on le lui reproche ou l'en loue, Russell est resté incontestablement un philosophe tout à fait traditionnel à la différence de beaucoup de penseurs contemporains. Il n'a jamais essayé d'introduire davantage de politique dans la philosophie, mais plutôt d'introduire, si possible, davantage de philosophie et de morale dans la politique. Ses prises de position, fondamentalement individualistes et anarchistes, n'ont jamais été réellement celles d'un théoricien ou d'un stratège, et ont toujours subi, donné nativement la prise en considération des conséquences proprement politiques de l'action à l'obligation morale d'agir.

Sur ce point, Russell a eu à faire un choix décisif dans les années 1920-1931, à la suite de son voyage en Russie. Comme le remarque Clark, « il arrive en Russie dans un état d'esprit correspondant à un optimisme pratiquement sans restriction ; il quitte le pays avec une haine du communisme qui l'écoule d'un bon nombre de ses amis socialistes et devait persister jusqu'à la fin de sa vie ». Sur Lénine, qu'il rencontre à cette occasion, Russell a noté : « Il est dictatorial, calme, incapable d'exciter, peu dévoué de tout égoïsme, une théorie incarnée. La conception matérialiste de l'histoire est sa vie même. [...] J'ai eu l'impression qu'il méprisait la populace et était un aristocrate intellectuel ».

Pour le philosophe de Cambridge, le Russie soviétique était une sorte de vaste prison où une bureaucratie tyrannique s'efforçait d'imposer à une « nation d'aristocrates » un système industriel de type américain (le pire des choses

aux yeux de Russell). De retour en Angleterre, il se brouille effectivement avec un certain nombre de ses amis politiques, en refusant d'adhérer que la construction du socialisme pouvait justifier une violation, même temporaire, de ce qu'il considérait comme les droits les plus fondamentaux de l'individu. C'est un point sur lequel il ne devait jamais changer d'avis par la suite, quels que soient le pays et le système politique concernés.

Les idées révolutionnaires de cet orientisme libéral sur le peuplement, le désarmement, le mariage, l'amour libre, les droits de la femme, etc. font aujourd'hui assez largement partie de la conscience commune dans les pays occidentaux. Doit-on considérer qu'il va, bientôt en être de même de ses idées sur le marxisme (ce qui, bien entendu, ne constitue pas forcément un argument en leur faveur) ? Une chose est certaine en tout cas : nos parcours d'avant-garde, qui sont continuellement en train de découvrir l'Amérique (avec une paillarderie que je n'arrive décidément pas à trouver, comme on dit, « désarmante »), semblent avoir pris conscience, ces temps derniers, des vertus philosophiques et politiques du scepticisme ; cette découverte tardive et onéreuse aurait pu aisément leur être épargnée par le lecture de Russell, le « sceptique passionné » et l'un des esprits les plus authentiquement libres, les plus profondément humains et généreux que notre époque ait produits.

(\*) Maître de conférences à l'université de Paris.

(1) Ronald W. Clark, The Life of Bertrand Russell, Alfred A. Knopf, New-York, 1976, 766 pages.

autrement

68 78

100 ANS

Institutions, idéologies, styles de vie... Sexualité, culture, travail, militismes...

Tout a bougé depuis 10 ans, Mais quels changements réels et pour qui? Quelles tendances? Une tentative de bilan.

autrement n° 12 - 320 pages 40 F

Vente en librairie (Stock) ou par abonnement (1 an = 5 n° = 135 F) au 120, bd Saint-Germain - Paris 6°.

Le Monde

L'ÉPILC

La prise d'otages de Mianmar et l'assassinat de Al Yousef Sedai ont marqué dans le monde une ère de réprobation. Le conseil national de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) dans un communiqué publié samedi a qualifié ces actes de « lâches et criminels » et a déclaré que ceux qui sont derrière ces attentats ont mérité le nom de la Palestine à la mort.

Selon des informations recueillies à Bagdad et publiées par les quotidiens « Al Nahar » et « Al Safir », la délégation palestinienne envoyée à Madrid pour la signature d'un accord de cessez-le-feu a pour mission de négocier avec le

LES OBSEQUES DE YOUSSEF

La seule cause n° 1 des slogans hostiles aux F

De notre correspondant

Les obseques de Youssef Sedai, l'un des dirigeants de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP), ont été célébrées à Bagdad, samedi, dans une atmosphère de deuil et de réprobation. Le corps du jeune homme, tué lors de la prise d'otages de Mianmar, a été exposé dans une salle de la capitale irakienne, où des milliers de personnes se sont rassemblées pour lui rendre hommage. Les discours prononcés lors de la cérémonie ont dénoncé les « lâches et criminels » qui ont commis ces attentats, et ont appelé à la libération de la Palestine.

Le monde a toujours été écartelé par des idéologies politiques contradictoires, plus précisément par des dogmes contradictoires. Et derrière ceux-ci se cachait toujours des intérêts opposés. A l'époque de leur grandeur, les Romains et les Britanniques n'ont pas exploité des idéologies pour convertir leur action. La grandeur de leur patrie était pour eux une idéologie suffisante. A notre époque, le nazisme et le marxisme ont tous deux donné l'impression que la politique est l'application d'une philosophie. Mon Dieu ! Comme Lao-Tseu avait raison de considérer que la plus grande révolution qui puisse exister celle qui abolirait les mots — les termes avec lesquels nous nous battons et qui, comme les monnaies très usagées, se sont usées.

Afghanistan

vingt-cinq personnes ont été tuées lors de la prise d'otages de Mianmar, samedi, dans une atmosphère de deuil et de réprobation. Le corps du jeune homme, tué lors de la prise d'otages de Mianmar, a été exposé dans une salle de la capitale irakienne, où des milliers de personnes se sont rassemblées pour lui rendre hommage.

Colombie

vingt-cinq personnes ont été tuées lors de la prise d'otages de Mianmar, samedi, dans une atmosphère de deuil et de réprobation. Le corps du jeune homme, tué lors de la prise d'otages de Mianmar, a été exposé dans une salle de la capitale irakienne, où des milliers de personnes se sont rassemblées pour lui rendre hommage.

Etats-Unis

vingt-cinq personnes ont été tuées lors de la prise d'otages de Mianmar, samedi, dans une atmosphère de deuil et de réprobation. Le corps du jeune homme, tué lors de la prise d'otages de Mianmar, a été exposé dans une salle de la capitale irakienne, où des milliers de personnes se sont rassemblées pour lui rendre hommage.



Le Monde

# étranger

## L'ÉPILOGUE DE LA PRISE D'OTAGES DE NICOSIE

La prise d'otages de Nicosie et l'assassinat de M. Youssef Sebel ont suscité dans le monde arabe une vive réprobation. Le comité exécutif de l'Organisation de libération de la Palestine (O.L.P.), dans un communiqué publié samedi, a qualifié ces actes de « lâches et criminels » et dénoncé « ceux qui sont derrière cette opération et qui méritent le nom de la Palestine à de tels actes barbares ».

Selon des informations recueillies à Beyrouth et publiées par les quotidiens « An Nahar » et « As Safir », la délégation palestinienne envoyée samedi soir à Larnaca à bord d'un avion spécial aurait en pour mission de négocier avec les

pirates et d'utiliser la force en cas d'échec. Les commentateurs estiment que la délégation, composée de treize membres, était trop importante pour de simples négociations et relevait la présence à sa tête de responsables de la sécurité palestinienne et non de « politiques ». L'agence Wafa a indiqué qu'elle ne pouvait ni confirmer ni démentir ces informations.

Le Front populaire de libération de la Palestine (F.P.L.P.), tout en réaffirmant qu'il considérait le président Sadat et ses partisans comme « des traîtres à la cause arabe », s'est défendu avec force d'être impliqué dans la prise d'otages.

● A ALGER, la presse a critiqué implicitement l'action des terroristes qui ont opéré à Nicosie et a estimé qu'il était peu probable que cette action soit le fait des organisations palestiniennes.

● A KOWEIT, le quotidien « Al Rai Al Aam » écrit dimanche que l'assassinat de M. Sebel constituait « un acte d'attribution à l'égard de la cause dont se prévalent les assassins ».

● A JERUSALEM, M. Menahem Begin a adressé samedi soir des messages de condoléances au gouvernement égyptien et à la famille de M. Sebel. Cette agression, écrit

notamment le premier ministre, « constitue pour le monde arabe une nouvelle étape dans le développement de la véritable nature des terroristes ». Le quotidien « Jerusalem Post » n'hésite pas, quant à lui, à mettre en cause l'Organisation de libération de la Palestine.

● A DAMAS, la radio syrienne a qualifié l'intervention armée égyptienne d'« acte de piraterie ». Elle a souligné que les autorités syriennes avaient accepté la demande chypriote pour que l'avion transportant les terroristes et leurs otages puisse se poser à Damas, où ces derniers devaient être libérés. — (A.F.P., U.P.I., A.P.)

### LES OBSÈQUES DE YOUSSEF SEBEL

#### La foule cairote a lancé des slogans hostiles aux Palestiniens

De notre correspondant

Le Caire. — Les obsèques militaires de « martyr Youssef Sebel » ont eu lieu, le dimanche 19 février, au Caire, en présence d'une foule considérable et de plusieurs personnalités dont le général Moubarak, vice-président de la République, et M. Mamdouh Salem, premier ministre. Le rite, qui avait démarré le veille, à titre posthume, à son « ami et frère » Youssef Sebel le collègue de la République, n'a pas assisté aux funérailles « étant attendu dans la zone du canal de Suez à l'occasion de l'anniversaire de la naissance du prophète ».

L'assassinat de Youssef Sebel, homme politique et surtout romancier célèbre au Proche-Orient — on disait de lui qu'il était un « Maurice Druon arabophone » — suscite évidemment, en Egypte, l'indignation officielle et l'émotion de l'homme de la rue. Cependant, en apprenant la mort, bien des Egyptiens, déjà traumatisés par les retus israélien et arabe devant la nouvelle politique proche-orientale de leur pays, se sont exaltés avec une sorte de résignation : « Cela devait arriver tôt ou tard ».

Sur le plan de la violence, l'hostilité arabe au voyage du roi à Jérusalem, en novembre 1977, n'avait guère provoqué, jusqu'à présent, que quelques jets de pierre dans les vitres des ambassades égyptiennes à Athènes ou à Beyrouth. Mais on redoutait ici, depuis l'extinction dernière, que les menaces de mort portées à Tripoli ou à Damas contre « les traîtres qui sont allés à Palestine occupée » (M. Sebel avait accompagné le roi à Jérusalem) ne fussent un jour ou l'autre mises à exécution contre un dirigeant égyptien. L'attentat contre Youssef Sebel vient donner corps à une inquiétude diffuse, mais, en même temps, il est de nature à renforcer le sentiment nationaliste égyptien et anti-arabe (et plus particulièrement anti-palestinien) qui règne depuis quelque mois dans le val de la Nile. Le fait que l'Organisation de libération de la Palestine (O.L.P.) ait condamné l'assassinat de Youssef Sebel et que des Arabes de plusieurs nationalités, y compris des responsables palestiniens, figuraient parmi les otages, n'ouvrira guère la conviction de la plupart des Egy-

### LE GOUVERNEMENT ÉGYPTIEN : nous avons donné une leçon aux terroristes.

Le gouvernement égyptien a déclaré, lundi 20 février, que l'opération de commando à l'aéroport de Larnaca avait donné « une leçon aux terroristes » et a blâmé les Chypriotes pour l'effusion de sang. Un communiqué diffusé par la radio précise qu'une soixantaine d'hommes des troupes d'élite ont participé à l'opération.

« Le commando égyptien, affirme le communiqué, a accompli sa mission avec habileté et bravoure, obtenant la reddition des deux terroristes et la libération de tous les otages ».

« Mais, au cours de cette courageuse opération, le commando égyptien fut surpris par l'intervention de la garde nationale chypriote, qui tenta de l'empêcher d'accomplir sa mission ».

« La garde nationale chypriote déstabilisée, au moyen d'une roquette antichar, l'unique égyptien, et une unité blindée chypriote prit part aux combats contre les égyptiens ».

« La préfecture a été que la force égyptienne aura été mise à la permission des autorités chypriotes, bien que le premier ministre, M. Momoûh Salem, l'ait notifié à l'agence ».

« Bien que la force égyptienne ait dû faire face en même temps aux terroristes et à la garde nationale chypriote, elle a accompli sa mission avec succès, tout en perdant plusieurs hommes ».

« L'Egypte a ainsi tenu son engagement de combattre le terrorisme et de défendre devant la justice tous ceux qui tentent de recourir à cette base méthodique. Mais l'Egypte tient à faire savoir clairement aux autorités chypriotes qu'elle n'a pas violé le territoire de Chypre, mais qu'elle les a aidés à faire face à cette agression. Le gouvernement de Chypre sait bien que rôle l'Egypte a joué dans la libération de Chypre et à quel point l'Egypte veut que soit maintenue l'indépendance de l'île ».

### Le film des événements

**SAMEDI 18 FÉVRIER**

11 HEURES : deux inconnus armés de pistolets et de grenades plantent dans l'hôtel Hilton de Nicosie, où sont réunis les participants à la conférence de l'Organisation de libération de la Palestine (O.L.P.), des bombes à main. Ils sont plusieurs reprises sur M. Sebel, secrétaire général égyptien de l'Organisation, et le blessent mortellement. Ils réclament ensuite une cinquantaine de concessions en otages dans le hall de l'hôtel Hilton, où ils étaient maîtres de nombreux délégués arabes, M. Youssef Sebel, chef du parti socialiste chypriote, qui va servir d'intermédiaire en attendant par téléphone les négociations avec les autorités de l'île.

12 HEURES : les deux agresseurs relâchent la plupart des otages et exigent de partir librement avec eux d'être eux — deux Arabes — vers un pays non précisé. Un car les emmène à l'aéroport de Larnaca.

13 HEURES : on apprend à Nicosie que les deux terroristes étaient arrivés le 14 février dernier à l'hôtel Hilton où ils étaient installés sous les noms — probablement faux — de Zayed El Ahd, détenteur d'un passeport koweïtien, et de Riad Samih El Ahd, muni d'un titre de voyage irakien.

14 HEURES : les autorités chypriotes précisent que parmi les otages détenus figurent le porte-parole de l'O.L.P., M. Abdel Mohsen Aïon Maysar, qui est également membre du comité exécutif de l'Organisation de libération de la Palestine, M. Zakariya Abdel Rehim, représentant de l'O.L.P. à Nicosie, ainsi que deux journalistes égyptiens, M. Ahmed Bahadidine, éditeur-adjoint de la presse égyptienne, résidant actuellement à Koweït, et M. Hussein Fakel, l'un des rédacteurs en chef de « Al Ahd », journal de parti de la gauche égyptienne.

### LES MILITAIRES CHYPRIOTES ONT TUÉ QUINZE MEMBRES DU COMMANDO ÉGYPTIEN

(Suite de la première page.)

Le pilote de l'avion indiquait que le ministre égyptien de l'information, venu participer aux négociations avec les deux Palestiniens, se trouvait à bord.

L'autorisation accordée, le chef de la police chypriote, M. Savvas Antoniou, monté à bord de l'appareil et constate qu'il transporte un commando armé fort d'une soixantaine d'hommes et des véhicules militaires. Une mise en garde fut immédiatement adressée à l'ambassadeur d'Egypte, M. Shash, qui se trouvait sur place. Il lui fut signifié qu'une intervention militaire ne pouvait être acceptée sur le sol de la République chypriote. D'autant plus que le dénouement pacifique de l'affaire semblait proche. En effet, le président Kyprianou venait de s'engager en personne auprès des terroristes à leur délivrer des passeports chypriotes et à les laisser quitter l'île librement. Des photographes étaient même réclames pour les photos d'identité des saut-communis, ce qui semblait indiquer que les deux terroristes avaient accepté l'engagement du chef de l'Etat chypriote.

Les Egyptiens ont-ils voulu éviter la remise en liberté des deux terroristes ? Soudain, alors que les premiers otages commencent à sortir du DC-8 des Cyprus Airways, une jeep avec quatre membres du commando égyptien à bord, sortit par une rampe de l'appareil venu du Caire et se dirigea vers l'avion chypriote. Les quatre hommes ouvrirent aussitôt la feu et les occupants de la jeep furent tués. Les soldats égyptiens sortirent alors de leur avion, tirant dans toutes les directions, notamment vers la tour de contrôle où se trouvait le président de la République et plusieurs membres de son gouvernement — et vers l'aéroport.

Une fusillade très nourrie s'ensuivit. Des mitrailleuses lourdes, des canons sans recul, des lance-roquettes anti-chars et des mortiers furent utilisés, créant effroyablement et la confusion dans l'aéroport. Le feu cessa vingt minutes plus tard.

De nouvelles négociations, conduites par l'intermédiaire de l'ambassadeur d'Egypte, aboutirent à la reddition du commando, à la faveur de la confusion générale et de la bataille, les deux terroristes s'étaient échappés de l'avion, mais ils furent arrêtés. Les otages furent également l'appareil pour l'aéroport.

Aux premières heures de la matinée, ce lundi, le conseil des ministres chypriote a décidé d'indiquer les deux Palestiniens pour le ministre de M. Youssef Sebel.

Le bilan provisoire de l'opération est très lourd : quinze morts et quinze blessés du côté égyptien. Quarante-deux des membres du commando ont été faits prisonniers. Sept Chypriotes grecs ont été blessés, dont le ministre du commerce et de l'industrie M. Pterides, légèrement atteint.

DIMITRI ANDREOU.

POLITIQUE ET

SEUIL

# REGIS DEBRAY

## Lettre aux communistes français et à quelques autres

Didier Buffin  
Le Matin

"Régis Debray assène des vérités qui font mal. Les communistes auraient tort de toutes les ignorer."

Hervé Hamon  
Politique Hebdo

"La lucidité a toujours quelque chose d'aveuglant. Debray opère à vif, quand il faut, là où il faut."

Le Nouvel Observateur

"Le cri, immense et amer, de tous les floués de l'Union de la gauche."

Collection Combats dirigée par C. Durand. 192 pages, 35 F.

### Afghanistan

● VINGT-CINQ PERSONNES ont été traduites en justice pour complot contre le président Mohammed Daoud, a annoncé Radio-Kaboul, lundi 20 février. Selon la radio, l'assassinat, en novembre dernier, du ministre du plan, s'inscrivait dans cette conspiration fondée par des « ennemis intérieurs et étrangers ». Un complot contre le régime avait déjà eu lieu en décembre 1976. — (Reuters.)

### Colombie

● CINQ PAYSANS, accusés de délation, ont été exécutés dimanche 19 février dans le nord de la Colombie par des guérilleros, apprend-on de source sûre à Bogota. Les paysans, selon l'Armée de libération nationale (E.L.N., pro-castriste), ont été jugés par un « tribunal révolutionnaire ». Vendredi dernier, trois agriculteurs, accusés de collaborer avec les troupes régulières, ont subi le même sort dans l'est du pays. Ces exécutions ont été attribuées aux « Forces armées révolutionnaires de Colombie » (pro-soviétiques).

### Etats-Unis

● L'AGENCE TASS a déclaré, dimanche 19 février, que c'est l'affirmation de M. Robert Faldeman, l'ancien conseiller du président Nixon, selon laquelle l'U.R.S.S. aurait proposé en 1969 aux Etats-Unis

de lancer une attaque nucléaire conjointe contre la Chine, étaient « une affirmation totale du tout ». (Le Monde du 18 février.)

### Inde

● M. JAYAPRAKASH NARAYAN a annoncé dimanche 19 février qu'il se retirait de la vie publique pour des raisons de santé. Agé de soixante-cinq ans, « J. P. », comme l'appellent ses compatriotes, est une des figures les plus respectées du pays. Il avait été mis en prison en 1975 par Mme Gandhi lorsque celle-ci avait proclamé l'état d'urgence. Libéré au bout de plusieurs mois, il mena la lutte contre Mme Gandhi et fut à l'origine de la coalition des partis d'opposition qui remporta les élections de mars 1977. — (Times.)

### Sao-Tomé et Principe

● M. MANUEL PINTO DA COSTA, président de Sao-Tomé-Principe qui vient de faire état de « l'imminence » d'une invasion de mercenaires (le Monde du 17 février), récemment échappé à un attentat, a indiqué, samedi 18 février, l'hebdomadaire portugais Expresso. Des explosifs auraient été placés dans une boîte à courrier similaire à celle dont se sert le président. La substitution a été découverte à temps, écrit le magazine, citant des sources angolaises. — (Reuters.)



## Progrès décisif dans l'étude des langues



avec  
**AAC 4000 PHILIPS**  
le magnétophone  
à cassettes double piste.  
Spécial pour l'étude  
des langues suivant  
la méthode Audio Active  
Comparative.

Pour découvrir ses avantages  
et toutes ses utilisations, renvoyez  
le bon ci-dessous aujourd'hui.

Credit possible  
auprès des revendeurs locaux

**PHILIPS**  
Audéovision

### Bon pour documentation gratuite

à renvoyer à S.A. Philips L.C. BP 131 - 92154 SURESNES CEDEX

Envoyez-moi une documentation sur le AAC 4000 pour les applications cochées ci-dessous.

- |   |  |
|---|--|
| <input type="checkbox"/> Etude des langues      | <input type="checkbox"/> Musique, chant    |
| <input type="checkbox"/> Rééducation du langage | <input type="checkbox"/> Art dramatique    |
| <input type="checkbox"/> Montages sonores       | <input type="checkbox"/> Synchro de diapos |

Nom \_\_\_\_\_  
No \_\_\_\_\_ Rue \_\_\_\_\_  
Code postal \_\_\_\_\_ Ville \_\_\_\_\_

Le bijou c'est Cartier.  
L'ordinateur conversationnel  
c'est Prime.

**PRIME**

9-11 rue Benoît Malon  
92150 Suresnes - Tél.: 772.91.92.

## Amérique latine

Musique de qualité : disques et cassettes, importation exclusive.  
En plus : livres, presse, guides, cartes géographiques,  
méthodes audio-visuelles, diapositives, drappes, etc. du Brésil et  
de toute l'Amérique Latine, de la péninsule Ibérique et des nouveaux  
pays Africains de langue Portugaise.

librairie-centre des pays de langue espagnole et portugaise  
(anciennement Librairie Portugaise et Brésilienne)

16, r. des Ecoles, Paris-VI - Tél. 033-46-16 - Métro Maubert-Mutualité.  
(Vente par correspondance, sauf pour les journaux et les revues)

La voiture de sport  
c'est Ferrari.  
L'ordinateur conversationnel  
c'est Prime.

**PRIME**

9-11 rue Benoît Malon  
92150 Suresnes - Tél.: 772.91.92.

## INQUIET POUR VOS PLACEMENTS ? ALORS, PENSEZ AU DIAMANT !

Valeur-refuge par excellence, le DIAMANT intéresse aussi bien celui qui voit  
ses économies grignotées par l'inflation mondiale que l'investisseur en quête  
de placements à l'abri des caprices de la conjoncture économique ou politique.  
Dans la seule année 1977, les cours du DIAMANT ont accusé une hausse de  
15 % en mars et 17 % en décembre !

Réservée jusqu'ici à une minorité, cette forme de placement est désormais  
à la portée d'un plus grand nombre grâce au PLAN-EPARGNE-DIAMANT\*,  
une exclusivité de l'UNION DES DIAMANTAIRES : sans disposer d'une somme  
importante au départ, avec seulement 5% comptant et jusqu'à 24 mensualités,  
vous pouvez acquérir un CAPITAL-DIAMANT\* de qualité, facile à négocier.  
Vous pouvez aussi régler la totalité au comptant, même de façon anonyme !

Mais la hausse des cours commande d'agir vite !  
Renvoyez sans délai le bon ci-dessous au Centre de Documentation de  
l'UNION DES DIAMANTAIRES, 17, rue St-Florentin (angle rue St-Honoré)  
PARIS 8<sup>e</sup>, Tél : 261.37.12, pour recevoir, sans engagement de votre part, une  
information complète sur le PLAN-EPARGNE DIAMANT.  
Ou venez nous voir sur place, de 10 h à 19 h (le samedi de 10 h à 17 h).  
Concordia ou Madeleine

Union des Diamantaires - Centre de documentation  
Groupement d'Intérêt Économique Régulé par l'Ordonnance du 23.08.1967 :

17, rue Saint-Florentin (angle rue Saint-Honoré)  
75008 Paris - Tél. : 261.37.12

Je désire recevoir à titre confidentiel et sans engagement de ma part, une infor-  
mation complète sur la meilleure façon de constituer un CAPITAL-DIAMANT avec  
le PLAN-EPARGNE-DIAMANT.

M. Mlle, Mlle \_\_\_\_\_ PRÉNOM \_\_\_\_\_

PROFESSION \_\_\_\_\_ TÉL. \_\_\_\_\_

N° \_\_\_\_\_ VOIE \_\_\_\_\_

LOCALITÉ \_\_\_\_\_ CODE \_\_\_\_\_

## EUROPE

### République fédérale d'Allemagne

## Bonn envisage de limiter l'entrée clandestine d'Allemands de l'Est sur son territoire

De notre correspondant

Bonn. — La République fédérale envisage de prendre des mesures contre les passeurs qui organisent la fuite de citoyens de la R.D.A. vers l'Allemagne de l'Ouest. Le ministre des Affaires Intérieures, M. Genscher, a indiqué que, dès le lundi 20 février, une commission spéciale allait commencer l'étude de ce problème extrêmement délicat.

Il est difficile de savoir combien d'Allemands de l'Est sont allés à l'Ouest en payant des passeurs organisés, mais il est certain que, depuis quelque temps, ce commerce très particulier ne cesse de prospérer. Si l'opinion publique, en République fédérale, se réjouit vivement que des « frères et sœurs » d'au-delà du mur trouvent le moyen de rejoindre l'Allemagne de l'Ouest, le gouvernement de Bonn lui-même se trouve placé dans une situation très embarrassante. La plupart des passeurs opèrent en utilisant les autoroutes entre Berlin et la République fédérale. Il est donc difficile de constater la hausse de la R.D.A. selon laquelle un tel commerce constitue ce que les accords interallemands décrivent comme « un usage abusif des voies de communication ».

Le traité inter-allemand qui définit le régime des communications entre Berlin-Est et la République fédérale dénonce lui-même de l'accord quadripartite sur le statut de l'ancienne capitale du Reich. Ainsi les Soviétiques

ont-ils intervenus dans cette affaire. En dépit des démentis, il est désormais certain que le problème a été soulevé lorsque l'ambassadeur de France à Bonn, M. Brunet, et l'ambassadeur de l'O.R.S.S. à Berlin, M. Abramov, se sont rencontrés le 8 décembre dernier. Il est admis également que, depuis lors, les Allemands ont discuté avec les Russes de la possibilité de déclarer que le commerce des passeurs n'était pas légal.

On craint toutefois à Bonn que, faite de recevoir satisfaction dans l'affaire des passeurs, Berlin-Est ne remette en cause d'autres arrangements qui touchent les échanges entre les deux Allemagnes et notamment la circulation des personnes.

JEAN WETZ.

### Grande-Bretagne

## MALGRÉ SON DOUBLE ÉCHEC PARLEMENTAIRE

## Le gouvernement va soumettre aux Communes le projet de loi amendé sur la dévolution des pouvoirs en Écosse

De notre correspondant

Londres. — Malgré son double échec parlementaire de la semaine dernière, le gouvernement a décidé de soumettre mercredi 22 février aux Communes le projet de loi amendé sur la dévolution des pouvoirs en Écosse (le Monde du 17 février). La Chambre a pourtant clairement exprimé ses sentiments en approuvant par des motions solennelles (55 et 45 voix) des amendements visant à empêcher l'application de la législation écossoise. Il est très important, en effet, que 40 % des députés écossais se prononcent lors du référendum consultatif en faveur de la dévolution, ainsi que l'exige l'amendement Cunningham. Mais M. Callaghan estime préférable de laisser les députés écossais décider eux-mêmes de la dévolution, car le his d'une formule électorale douteuse d'amendement créant un « seuil » de 40 % des inscrits aboutit à faire voter « non » les abstentionnistes et les morts, rejeter une loi électorale qui n'aura sûrement une faible majorité de votants.

En fait, les travaillistes rebelles (qui avaient rejoint les conservateurs dans l'opposition) sont maintenant disposés à approuver le projet de loi, de sorte qu'un échec du gouvernement ne provoque des élections générales anticipées dans des conditions défavorables. Enfin, les députés écossais ont refusé de se prononcer sur le projet de dévolution.

Ainsi la législation devrait être adoptée en troisième lecture, mais elle sera à nouveau l'objet d'un débat en la Chambre des lords (où la procédure de la « guillotine » peut être appliquée). Même si elle est promulguée en juillet, la fin de la session parlementaire, son application reste incertaine, compte tenu de l'amendement Cunningham. Néanmoins, M. Callaghan rappelle que le référendum était consultatif, à expliquer que dans le cas où une forte majorité se prononcerait pour la dévolution sans pour autant franchir la barre de 40 % des inscrits, les Communes ayant le dernier mot pourraient reprendre le projet et annuler cette règle restrictive.

Mais quand le référendum aura-t-il lieu ? Pour mieux mobiliser l'opinion écossaise, le gouvernement aurait voulu qu'il ait lieu le même jour que les élections. Mais un amendement adopté précise que le référendum ne pourra être organisé que trois mois avant ou après la consultation générale. Le référendum écossois se déroulerait donc au printemps de 1979, si, comme le prévoit la majorité des observateurs, la situation économique oblige M. Callaghan à consulter le pays en automne 1978, avant la réélection, atten-

due à la fin de l'année, du taux d'inflation.

M. Hesley, chancelier de l'Échiquier, résiste aux pressions de ses collègues à l'Assemblée de l'Est, ministre, qui recommandent, dans la perspective de prochaines élections, un budget expansionniste pour assurer le taux de croissance de 3,5 % prévu pour cette année et réduire le chômage. Mais même si les perspectives du prochain budget se limitent à un chiffre compris entre 1 milliard 500 millions de livres et 2 milliards de livres (un montant bien inférieur aux 3 ou 4 milliards de livres suggérés par la gauche du parti et les syndicats), la balance des paiements, malgré le pétrole de la mer du Nord, restera dans un grave déficit, par suite de l'augmentation des importations stimulées par l'élévation des revenus et des dépenses de consommation. Dans les mêmes termes, les importations, comme l'indique le nouveau rapport de la fédération patronale du C.B.I. affectées par la dévaluation de la livre, continueront de dévaler.

Bombant avec la tradition d'un budget préparé en secret par le chancelier de l'Échiquier, le cabinet s'est réuni, dimanche 19 février, à Chequers, pour étudier la stratégie ministérielle qui sera de nouveau discutée cette semaine avec les dirigeants du TUC et l'Association nationale du parti travailliste. M. Hesley n'a pas la tâche facile face aux syndicats et à l'appareil du parti, qui insistent pour que la priorité soit donnée à la lutte contre le chômage grâce à une relance rigoureuse, protégée, si nécessaire, par des mesures sélectives de contrôle sur les importations.

HENRI PIERRE.

● Mme Aibma du Boisrouvray, signataire du manifeste du Comité des intellectuels pour l'Europe des libertés (CIEL) (le Monde des 15-16 janvier et 27 janvier 1978), fait savoir qu'elle retire sa signature, ce document étant « unidimensionnel » et « trop centré sur l'Est ».

● ERRATUM. — Dans l'article d'André Fontaine « Un spectre en quête d'une identité » (le Monde du 18 février), il fallait lire bien entendu Pie XI (et non Pie X) avant Léon XIII.

### Portugal

## < DÉSALAZARISATION >...

De notre correspondant

Lisbonne. — Une explosion a fait voler en éclats la statue en bronze d'Antonio Salazar, érigée à Santa-Comba-Dão, petite ville du centre du Portugal, où l'ancien dictateur est né en 1889. C'est là l'épilogue violent de la petite guerre qui sévit depuis trois ans autour de ce monument.

La statue avait été décapitée par des inconnus en février 1975, quelques mois après le déclenchement de la « révolution aux œillets ». L'œuvre ainsi mutilée était devenue une véritable attraction touristique, symbole de la « désalazarisation » pour les uns, hommage nostalgique pour d'autres.

Il y a environ deux semaines, une « commission » a prétendu remettre le monument en état. Un tract signé d'un « Groupe d'amis pour la restauration et la conservation de la statue de Salazar » avait invité la population de Santa-Comba à s'associer, le 5 février, à la cérémonie de « repose de la tête ». C'est, disait le texte, « l'histoire qui jugera du bien ou du mal que l'ancien premier ministre a fait au pays ». S'appuyant sur une loi qui condamne les organisations « fascistes », le gouvernement a interdit la manifestation. Néanmoins ses organisateurs ont pu parvenir à leurs fins : la tête, d'un poids de 45 kilos, a été remplacée sur les épaules du docteur. Les forces de l'ordre sont alors intervenues pour saisir la tête de la statue. Alarmé par le fœda et les siffres des pompiers, la popu-

lation de Santa-Comba est accourue vers le centre de la ville où trône cette statue. La présence d'un important contingent de la Garde nationale républicaine (G.N.R.), en tenue anti-émeute, et appuyée par quatre blindés, a échauffé certains esprits. Des affrontements ont eu lieu, qui ont provoqué la mort d'une mère de neuf enfants et ont fait quatorze blessés.

Les autorités ont été accusées d'avoir tenté d'entraîner une affaire dont la solution semblait pourtant simple : la famille de Salazar avait demandé, à plusieurs reprises, qu'on lui rendît la partie intacte de la statue. Il est certain, en tout cas, que la G.N.R. a chargé alors que les circonstances ne l'exigeaient pas.

Quelques aspects de l'activité de la « commission » pour la restauration du monument restent obscurs. L'intéressé avait parlé de trois habitants de Santa-Comba : un peintre en bâtiment, un parapsychiste et un charpentier. Ils ne se considéraient pas comme salazaristes. Leur attitude a été détestée, assurément, par leur volonté de mettre fin à une situation ridicule qui suscitait le risée des passants. Mais, ajoutant-ils, nous avons été dépassés par les événements.

La somme réunie pour refaire la tête de Salazar résultait d'une souscription nationale, la population locale ayant, par ailleurs, contribué à Santa-Comba vote socialiste.

JOSÉ REBELO.

### BIBLIOGRAPHIE

## < Torre Bela », de Francis Pisani

A 60 kilomètres au nord de Lisbonne, Torre Bela est une coopérative paysanne née de la révolution d'avril 1974. Un an après la chute du gouvernement Caetano, l'onde de choc a frappé ce village paisible où le temps s'était figé. Quarante-cinq ouvriers agricoles sont apparus devant le seigneur féodal. Paru qu'on a « tous le droit d'avoir une vie », ils se sont rassemblés pour une nouvelle vérité. Les semences, la salle commune, le forum, la coopérative vivante, les deux ruisseaux tumultueux et déborder de Lisbonne.

Francis Pisani, qui a choisi avec courage et générosité de vivre la révolution portugaise de l'intérieur, a partagé leurs jours, leurs espoirs, leurs peines et leurs déceptions. À la fin de cet été chaud de 1975, les soldats sont venus. En ennemis, comme avant, pour chercher des armes. Il y avait seulement des boues et des faux à Torre Bela. Mais à 20 kilomètres de la coopérative, bastion de la réforme agraire, Rio Maior a donné le signal de la contre-révolution, de la chasse aux communistes, de la remise en question des conquêtes dont le rythme s'est

furieusement accéléré pendant le gouvernement de Vasco Gonçalves. Les militaires détruisent Torre Bela et jettent quelques travailleurs en prison.

Francis Pisani, c'est Fabrice à Waterloo. Il est sur le pied de guerre principal, celui de la réforme agraire, et les paysans soldats, dont il dépend fidèlement les réactions, ne comprennent pas nécessairement les ordres donnés par les États-majors. « Les œillets ont beaucoup d'épines pour les travailleurs », Torre Bela n'est pas le nouveau Portugal vu par le petit bout de la lorgnette. C'est au contraire une micro-expérience qui illustre tout le drame des paysans portugais bien que la coopérative ait été à l'écart du grand flux et reflux de l'Alentejo. Ce rapport sobre et documenté sur un « pouvoir populaire », qui avait suscité bien des espérances, prend tout son intérêt à l'heure des remaniements, des compromissions et des remises en cause par le « pouvoir politique » de Lisbonne. — M.N.

\* Torre Bela, de Francis Pisani, Éditions Jean-Claude Lattès, 744 p., 44 F.

### Espagne

● M. RAMON RUBIAL, dirigeant du parti socialiste espagnol (P.S.O.E.), élu vendredi 17 février président du conseil général du Pays basque, a déclaré samedi à Bilbao, à l'agence de presse E.P.E., qu'il était favorable à la création d'une « fédération d'États autonomes » à l'intérieur de l'État espagnol. M. Rubial a précisé que « la pré-autonomie ne sera la première étape de tous les maux, mais quelque chose pour commencer à aller de l'avant ».

M. Rubial a rappelé qu'il avait été un « fervent partisan de la théorie insurrectionnelle pour conquérir le pouvoir », mais que, dans les circonstances actuelles, cette théorie n'était plus valable. Selon M. Ramon Rubial, la répartition des portefeuilles entre les quinze « ministres » basques pourrait s'effectuer dans les jours qui viennent. La première tâche du conseil général, a-t-il affirmé, sera d'ob-

tenir du gouvernement central de transférer des compétences. Le président a affirmé que le conseil général ne serait pas guidé par un esprit « présidentialiste » et a souligné que le siège du conseil soit installé à Bilbao. — (A.F.P.)

### Italie

● DE VIOLENTS INCIDENTS ont opposé, samedi 18 février, à Milan, des lycéens d'extrême gauche — parmi lesquels huit ont été arrêtés et inculpés de détention d'armes — et de policiers. Plusieurs passants ont, en outre, été blessés, dont le passager d'un autobus, frappé à la tête par des manifestants. Selon un bilan du ministère de l'Intérieur, le nombre des attentats en Italie a, d'autre part, augmenté en 1977 de 77 % par rapport à l'année précédente. Leur nombre est passé de 1.198 à 2.123 : le nombre des enlèvements est passé de 48 à 76. — (A.F.P.)

### République démocratique allemande

● M. WILLI STÖPF, président du Conseil d'État est-allemand, a fait sa première apparition publique depuis le 16 janvier à l'occasion d'une visite officielle en Pologne, samedi 18 et dimanche 19 février. Il était accompagné de M. Erich Honecker, secrétaire général du S.E.D. (parti communiste de la R.D.A.). Il semble que la longue absence de M. Stöpf, qui avait donné lieu à d'importantes interprétations, ait été due à la maladie. — (A.F.P., Reuter.)

La fourrure c'est Revillon.  
L'ordinateur conversationnel  
c'est Prime.

**PRIME**

9-11 rue Benoît Malon  
92150 Suresnes - Tél.: 772.91.92.





## AFRIQUE

### LE CONFLIT DE L'OGADEN

#### La guérilla somalienne dans la région de Harrar ne semble pas à bout de souffle

Tandis que les opérations semblent toujours marquer le pas dans l'Ogaden, le président Syad Barre a lancé, dimanche 19 février, un appel aux pays arabes invités à « venir le plus rapidement possible au secours de la Somalie afin de lui permettre de repousser l'invasion étrangère ». Le ministre somalien des affaires étrangères a, pour sa part, remis le même jour, au Caire, à M. Boutros-Ghali, ministre d'Etat égyptien, un message du chef de l'Etat somalien pour le président Sadat.

A Addis-Abeba, l'envoyé spécial du président Carter,

De notre envoyé spécial

Fiambré (province de Harrar). — Au petit jour, les montagnes sont soudain secouées de très assés bruits d'armes automatiques. « Les Ethiopiens sont arrivés », constate Mohamed Hassan, responsable somalien du secteur. Des premières lignes somaliennes, on aperçoit nettement à la jumelle des silhouettes bouger sur un promontoire à proximité du bourg sans vie de Fiambré. « Toutes les nuits, ils évacuent, ils ont peur qu'on leur joue un mauvais tour et, à leur retour, ils prennent des précautions », explique Hassan. L'ennemi quotidien ou brava ? Il s'empare de son téléphone de campagne et donne un ordre.

Fiambré est situé à une vingtaine de kilomètres de vol d'oiseau au nord-est de Harrar, et Jijiga est à une cinquantaine de kilomètres plus à l'est. La bourgade, apparemment intacte, est perchée à 1000 mètres d'altitude. Sur une ligne de crête assez étroite s'étendent une centaine de toits de tôle, parsemés d'eucalyptus. Quelques plants de caféiers, du bétail, témoignent de la vie semi-nomade du monde musulman somalien. Des vallées et des pentes de la région. Cette nature constitue un obstacle de taille pour les Ethiopiens : pentes abruptes, ravins, séries de crêtes, hautes, quelques comme suspendus dans le ciel. Autant de difficultés naturelles pour l'aviation et l'artillerie. « Ici, les chars russes ne pourront jamais passer », ajoute Mohamed Hassan — un nom de guerre, — qui s'est présenté comme un responsable militaire du F.L.S.O. ».

Qu'ils appartiennent à ce Front de libération ou à l'armée régulière somalienne, les deux mille soldats de ce chef militaire sans insigne sont dispersés par petits groupes mobiles sur les monts du voisinage, comme s'ils avaient pour mission d'en être les yeux et les oreilles. La nuit leur est propice : le téléphone de campagne ou le signal discret d'une torche électrique volée suffit à guider une patrouille silencieuse. Une voix qui s'élève dans la nuit indique que la route est libre. De jour, l'ennemi ne pourrait repérer que de rares positions fixes.

De petits mortiers ou des bazookas du type B-40 permettent à

ces combattants d'assurer une soudure efficace entre les deux fronts militaires les plus importants : celui de Bahlé, juste au sud, et l'autre, plus à l'ouest en direction de Dire-Daoua et du chemin de fer franco-éthiopien. C'est l'un des enseignements de cette première visite de quelques journalistes sur le front insaisissable de cette guerre de l'Ogaden. Mais ce n'est pas le seul.

Mohamed Hassan affirme que ses unités les plus avancées se trouvent sur l'autre versant de la vallée dominée par Fiambré, à 16 kilomètres seulement de Harrar. Qui qu'il en soit, la contre-offensive éthiopienne de février n'a jamais réussi, aux alentours de Harrar, qu'à élargir un périmètre de défense étroit et bien vulnérable à des coups de main des Somaliens. En quatre ou cinq heures de marche nocturne, ces derniers peuvent encore se faufiler assez en avant, entre les positions ennemies, pour lâcher une salve de mortier sur la ville. Les Somaliens affirment que les Ethiopiens ont décroché de Fiambré le 26 janvier. Dans ce secteur si proche de Harrar, les combats sont loin d'être finis.

Si les duels d'artillerie sur le col de Bahlé sont nettement perceptibles d'ici, les forces somaliennes font, à Fiambré, une guerre aux moyens plus modestes. Pour rejoindre ce front à partir de Jijiga, il aura fallu à un vieux Dodge américain — une prise de guerre — deux heures sur des pistes défoncées par les premières pluies. Les derniers kilomètres seront couverts toutes lumières éteintes pour ne pas devenir la cible d'un canon ennemi. L'ultime étape se fera à pied, de nuit, en file indienne sur des sentiers de montagne. Une marche de quatre heures pour franchir une dizaine de kilomètres. Mise à part l'apparition fugitive d'un hélicoptère, l'aviation de l'adversaire ne se manifestera pas et son artillerie ne se signalera que par quelques nuages de poussière s'élevant dans un fond de vallée. Visiblement, les forces somaliennes se conduisent, dans le secteur de Fiambré au moins, comme des guerilleros bien entraînés, à

M. David Aaron, a qualifié, samedi, avant de regagner les Etats-Unis, sa mission de « très constructive ». Le lieutenant-colonel Mengistu, chef de l'Etat éthiopien, a déclaré, pour sa part, le même jour qu'aucun règlement négocié n'est concevable dans la corne de l'Afrique, « tant que des tentes ennemies demeurent plantées sur notre sol ». A propos de l'Erythrée, il a notamment déclaré que, si la situation politique est impossible, « le problème sera réglé par les sangs des fils et filles authentiques de notre pays ».

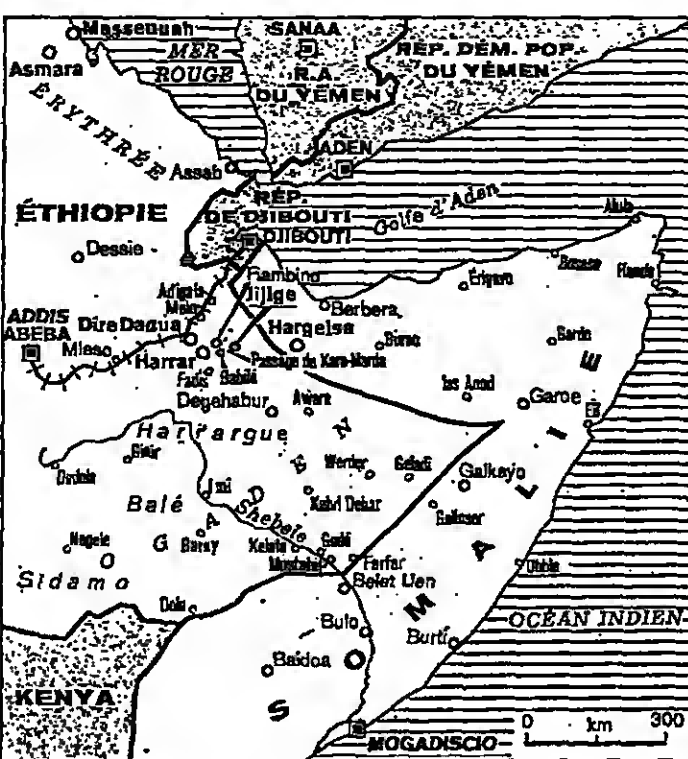
leur affaire, et dont le moral semble loin d'être abattu. Cinq mois après avoir changé de mains, Jijiga donne déjà un peu l'impression d'une ville de l'arrière somalien. Plus animée qu'en novembre, mais toujours misérablement elle continue de fabriquer derrière la passe de Karra-Marda : pas davantage de black-out ici qu'à Hargeisa, la capitale du nord de la Somalie. Est-ce la preuve que la contre-offensive éthiopienne n'est pas redoutée ? L'infanterie éthiopienne est-elle seulement intervenue dans les combats ? Les attaques de chars, les raids aériens et les tirs de canon avaient-ils pour unique objet de désagréer un périmètre de sécurité autour de Harrar ? S'agissait-il plutôt de déconcerter une population rurale vivant en

sympathie avec les forces somaliennes demeurées sur place ? On peut se le demander.

An crépuscule, de jeunes nomades continuent de diriger vers leurs enclos des troupeaux de chèvres, de chameaux et de zébus apparemment peu dérangés par le voisinage du front. La guerre semble alors s'effacer devant un rythme de vie séculaire.

Certes, en bonne logique, les Somaliens devraient perdre la partie, sauf s'ils reçoivent des armes lourdes. Mais, de toute façon, les combats promettent de s'étaler sur des mois. Dans le Harrar, les Somaliens et leur front de libération font la guerre des gneux. C'est celle qui leur convient le mieux et ils ne donnent guère l'impression d'être à bout de souffle.

J.-C. POMONTI



#### Visite impromptue au camp éthiopien de Tatek

Addis-Abeba (de l'envoyé spécial de l'A.F.P.). — Marie Jourdain. — Tatek, à une trentaine de kilomètres à l'ouest d'Addis-Abeba, est le camp d'entraînement des militaires éthiopiens, fer de lance de l'armée rouge que les dirigeants révolutionnaires sont en train de créer. Il aurait déjà formé, depuis mars 1977, trois cent mille militaires. Pour la première fois, un journaliste occidental a pu visiter ce camp interdit aux Ethiopiens comme aux étrangers. J'y ai été admis à la suite d'un malentendu. N'ayant pas été réveillés à temps pour le départ du groupe de journalistes invités par le gouvernement éthiopien, je me suis rendue à Tatek, mentionné par les organisateurs mais qui, en réalité, ne faisait pas partie du programme des visites.

Dès l'approche du camp, un premier barrage militaire. Après des palabres, le taxi est autorisé à poursuivre sa route. L'entrée du camp qui s'étend sur plusieurs kilomètres, est fortement gardée par des militaires en treillis camouflés portant des « kalachnikov ».

Il est près de 7 heures. Des feux, conduites par des Soviétiques en treillis verts, commencent à arriver, suivies de camions, également conduits par des Soviétiques, et aussi, semble-t-il, par des Cubains.

Après de nouvelles discus-

sions, un militaire très jeune, comme la plupart de ceux que nous avons rencontrés, consent à me laisser entrer et prend place dans le taxi. Nous avançons vers le quartier général. La route est jalonnée de postes de garde reliés par des téléphones de campagne. Plusieurs centaines de baraquas en tôle préfabriqués sont entourés d'autres d'entraînement et de champs de manœuvres. Des centaines de militaires font des exercices en plein air ou préparent leur popote sur des feux de bois. Nous ne voyons pas d'armement lourd, mais il est vrai que nous ne nous sommes pas de la route.

L'entraînement dure en moyenne trois mois. Les premiers militaires étaient des paysans, des ouvriers ou des chômeurs, ainsi que des volontaires. Ils ont d'abord été envoyés en Erythrée pour se battre contre les mouvements de libération de cette province septentrionale et ont quadrillé Addis-Abeba entre mai et juillet derniers. Plusieurs dizaines de milliers d'entre eux sont à présent sur le front de l'Ogaden, 80 000, dit-on de sources informées.

Ma visite impromptue a causé un certain remue-ménage au quartier général du camp. Il a fallu près de trois heures pour prouver ma bonne foi. Le garde qui avait laissé entrer le véhicule a été immédiatement mis aux arrêts.

#### « JEUNE AFRIQUE » : l'intérêt de l'Afrique est que l'U.R.S.S. et Cuba soient là.

Dans l'éditorial de l'hebdomadaire Jeune Afrique, en date du 22 février, M. Bechir Ben Yahmed écrit :

« En ces semaines où le conflit somalo-éthiopien emplit les esprits, rien n'est plus important pour les Africains que de garder la tête froide et de raisonner sans préjugés. Rejetons les schémas de droite et ceux de gauche qui obscurcissent la vérité et posons-nous la seule question qui importe : où est l'intérêt de l'Afrique ? »

« L'intérêt de l'Afrique, à partir du moment où elle n'a pas réussi à rejeter toutes les interventions et les dominations extérieures — dont celle de la France, — est que l'U.R.S.S. et Cuba

soient là : en tout cas puissent répondre : « présent ». Sans elles, la colonisation portugaise et, avant elle, la française, auraient traité davantage. Sans elles, les deux rejets de l'Occident que sont la Rhodésie de Ian Smith et l'Afrique du Sud de Van Riebeeck seraient plus forts ; sans elles, les bombes à retardement belgo-anglaises qu'on a été le Katanga et le Biafra auraient causé plus de dégâts. D'une manière générale, sans elles, la domination et l'exploitation occidentales auraient été plus pesantes.

« Sur le plan des principes, que ce soit en Afrique ou au Moyen-Orient, l'Union soviétique et Cuba ont eu jusqu'ici une attitude impeccable ».



## Nous aussi, nous faisons des sondages d'opinion.

De nos jours, le sondage d'opinion est un genre très pratiqué. Chez nous, il est permanent depuis deux ans.

En effet, dans chaque voiture Avis, on trouve une carte d'appréciation que chaque client peut remplir en fin de voyage.

Depuis 2 ans, à notre sondage d'opinion, il y a eu peu d'abstentionnistes et les résultats sont plutôt flatteurs pour nous (l'indice de satisfaction dépasse de très loin ceux qu'on a l'habitude de lire). En créant cette carte d'appréciation nous courions le risque d'avoir des jugements défavorables. C'était un risque, c'est devenu un stimulant.

Pour mériter vos éloges, il faut que vous ayez la liberté de nous blâmer.

Avis loue des Simca-Chrysler et d'autres grandes marques.

En dehors des agences Avis, vous pouvez réserver votre voiture Avis auprès de notre Centre de réservation Tél. 584.12.58 ou auprès de votre agence de voyage.

Après vos voyages, envoyez-nous une carte.



AVIS

Nous essayons toujours d'en faire plus.



# AFRIQUE

## Tchad

### Un accord général de cessez-le-feu serait entré en vigueur

Tandis qu'expire, ce lundi 20 février, l'ultimatum des ravisisseurs du Français Christian Kummerling, l'agence d'information libyenne a annoncé que le cessez-le-feu est entré en vigueur dimanche soir entre les parties en conflit au Tchad. La nouvelle a été confirmée par le radio du FROLINAT.

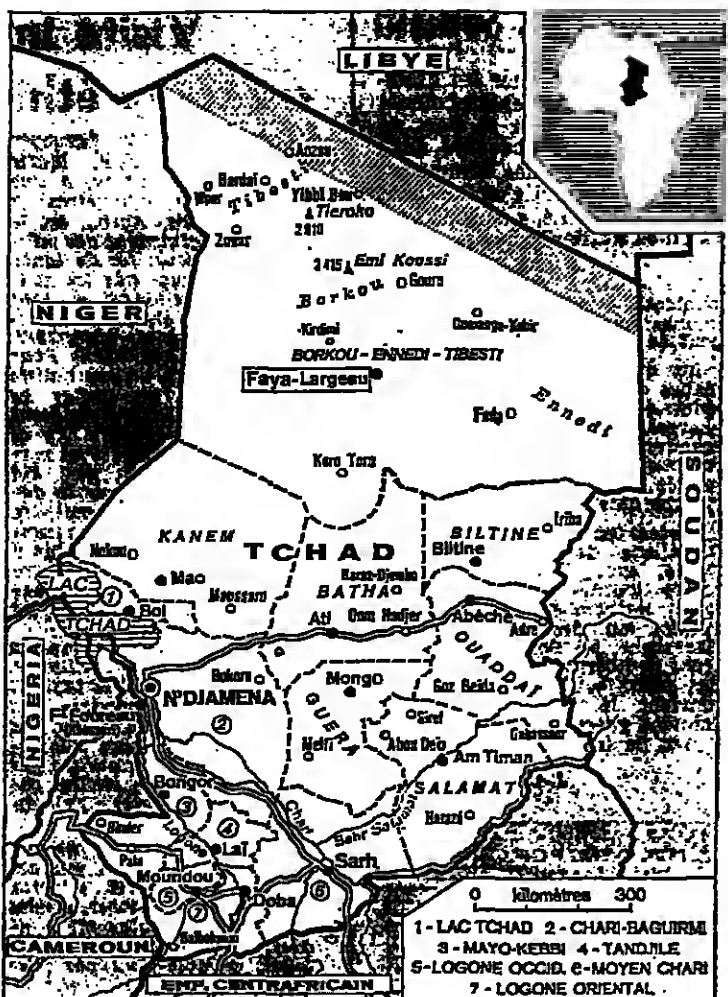
L'annonce de l'entrée immédiate en vigueur d'un accord général de cessez-le-feu doit être considérée comme un nouvel élément de détente au Tchad. En effet, l'accord conclu, le 19 février, à Khartoum (Le Monde du 7 février), par le représentant du gouvernement tchadien, aux côtés des dirigeants libyens, servait de médiateur au conflit. M. Hissène Habré, qui n'adhère qu'une des branches de la rébellion tchadienne.

Le cessez-le-feu de dimanche interrompt l'ensemble des éléments de la rébellion, quelle que soit la tendance à laquelle ils appartiennent. D'autre part, cette nouvelle déescalade est le résultat direct d'une médiation du gouvernement libyen, dont nul n'ignore l'aide militaire et financière qu'il a apportée depuis plusieurs années aux combattants du FROLINAT.

Les conversations qui viennent de se dérouler à Tripoli, entre représentants libyens, soudanais et tchadiens, prouvent que les libyens, dont l'action fut décisive dans la remise en liberté de Mme Claustra, en janvier 1977, sont décidés à continuer à jouer un rôle de premier plan au Tchad.

De leur côté, les tchadiens, qui ont longtemps rejeté toute forme de médiation de la part des libyens, ont consenti à se rapprocher de ces derniers. On ne s'explique pas le chemin parcouru dans ce sens au sein d'un régime contre lequel se profilait une révolution imminente, entre le général Malloum, chef de l'État du Tchad, et le président Kadhafi. Cette réunion sera précédée et préparée par une conférence entre les ministres libyens et tchadiens des affaires étrangères. Ces nouvelles initiatives apparemment d'autant plus encourageantes que, le 6 février dernier, les autorités de N'Djaména avaient suspendu les relations diplomatiques avec Tripoli, et invité l'ambassade libyenne au Tchad à quitter ce pays. Quarante-huit heures plus tard, elles déclaraient même de saisir le Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations unies de l'« agression libyenne ».

Cependant, si la situation s'améliore sur le plan diplomatique, elle reste très confuse sur



A 300 kilomètres au nord de la capitale du Tchad, l'agglomération de Faya-Largeau est la préfecture du Borkou-Ennedi-Tibesti, située dans une cuvette, au centre d'une importante palmeraie, elle compte environ 7 000 habitants regroupés autour d'un ancien poste militaire français. Les troupes du FROLINAT ont annoncé l'occupation de Faya-Largeau à la fin de la semaine dernière (le Monde du 19-20 février), nouvelle qui n'a pas été démentie par les autorités tchadiennes.

le plan militaire. La prise de Faya-Largeau, préfecture du Borkou-Ennedi-Tibesti (BET), annoncée samedi soir (Le Monde du 19-20 février), par le FROLINAT, et que le gouvernement tchadien n'a ni confirmée ni démentie, indiquerait que toute la partie septentrionale du Tchad échappe à l'autorité du général Malloum. On a cependant beaucoup de peine à croire les responsables politiques du FROLINAT lorsqu'ils affirment comme c'est le cas dans un communiqué publié jeudi matin à Paris, qu'ils ont fait prisonniers plus de deux mille soldats gouvernementaux lors de la prise de Faya-Largeau. En effet, cette agglomération ne compte guère que sept mille habitants, et la totalité des effectifs de l'armée régulière tchadienne n'excède pas cinq mille hommes. Enfin, la plus grande incertitude continue de peser sur le sort des deux otages Christian Masse et André Kummerling, dont un communiqué publié à Lagos, au Nigeria, avait annoncé le rapatriement continué de ces deux hommes « dans la région du lac Tchad ». L'ultimatum fixé par les ravisisseurs des deux jeunes gens devait expirer ce lundi 20 février, sans que l'on ait eu de nouvelles sur leur sort. L'identité exacte d'hommes que les dirigeants de la rébellion continuent, pour leur part, à qualifier de « brigands ». — Ph. D.

## Tunisie

### La C.I.S.L. va demander à M. Nouira la libération des syndicalistes emprisonnés

De notre correspondant

Tunis. — Après les démarches — très discrètes — entreprises la semaine dernière auprès du gouvernement tunisien par les syndicats américains A.F.L.-C.I.O. (1), la Confédération internationale des syndicats libres (C.I.S.L.) va, à son tour, demander officiellement la libération des syndicalistes tunisiens arrêtés en lendemain des émeutes du 28 janvier à Tunis.

Une importante délégation conduite par le secrétaire général, M. Otto Kersten, et comprenant notamment M. André Bergeron, vice-président de la C.I.S.L. et secrétaire général de la C.G.T.-Force ouvrière, et des dirigeants des syndicats allemands, italiens et néerlandais, est arrivée dans ce bnt à Tunis, le dimanche 19 février.

Si M. Bergeron s'est borné à dire qu'il souhaitait voir les syndicalistes libérés le plus rapidement possible, le secrétaire général de la C.I.S.L. s'est montré plus disert : « Tant que la promesse de leur culpabilité n'a pas été établie, l'arrestation des syndicalistes constitue une violation de la convention 87 de l'O.I.T. sur la liberté d'association syndicale, et il est déclaré. Si notre mission n'est pas couronnée de succès, nous serons tenus de déposer une plainte auprès de l'O.I.T., mais l'espérons qu'un pays démocratique comme la Tunisie tiendra à honneur de respecter une organisation internationale ».

M. Kersten a précisé qu'il tentera d'obtenir l'autorisation de voir l'ancien dirigeant de la centrale syndicale tunisienne U.G.T.T. M. Habib Achour, et qu'il demandera aux autorités que, si un procès doit avoir lieu, il se déroule « régulièrement » et en présence d'un avocat de la C.I.S.L.

Les dirigeants de la Confédération devaient rencontrer, lundi, les familles et les avocats des syndicalistes emprisonnés et ont rendez-vous mardi avec le premier ministre, M. Nouira.

Actuellement, une centaine de personnes, dont M. Achour, et dix

des douze membres permanents du comité exécutif de l'O.I.T., ainsi que d'autres responsables syndicaux, seraient encore interrogés par les services de police. Si l'on en tient compte des déclarations des dirigeants du parti socialiste des travailleurs (P.S.T.) et aux commentaires de la presse officielle, ils sont accusés de complot visant « la destruction de l'État et du renversement du régime ». Le journal l'Action, organe du parti, écrit qu'en tout état de cause il appartient désormais « à la justice de se prononcer ».

Dès lors, la libération de M. Achour et de ses amis paraît difficile, sinon impossible à obtenir. Toutefois, les pressions exercées par les syndicats occidentaux ne devraient pas laisser insensibles les dirigeants tunisiens, qui entretiennent des relations étroites avec tous les pays concernés, et particulièrement avec les pays européens. L'Union des syndicats arabes et la F.S.M. ont évité jusqu'ici de se prononcer, et seule l'Unité syndicale africaine, organisation modeste, a donné une approbation implicite d'ailleurs contestée par certains de ses membres — aux mesures prises contre les dirigeants de l'ancienne direction syndicale tunisienne.

Les nouveaux leaders de l'Union générale des travailleurs tunisiens ont adressé des invitations à de nombreux syndicats pour assister au congrès extraordinaire qu'ils ont convoqué pour le 25 février, et les acceptations qu'ils recevront fourniront une indication sur l'attitude de la centrale à conserver à l'étranger.

D'ores et déjà, M. Kersten a annoncé que tant que les syndicalistes sont emprisonnés il n'est pas question que la C.I.S.L. assiste à ce congrès. La Confédération ne se prononcera sur la reconnaissance de la nouvelle direction que le 13 mai, lors de la réunion de son comité exécutif à Hambourg.

MICHEL DEURÉ.

(1) Le président Carter aurait, de son côté, écrit au président Bourguiba.

# ASIE

## Chine

### La réunion de l'Assemblée nationale va coïncider avec une vague de « réhabilitations » de vétérans du P.C.

De notre correspondant

Pékin. — L'annonce officielle, huit jours à l'avance, de la réunion le 26 février de la cinquième Assemblée nationale populaire rompt heureusement avec l'habituelle tradition de secret des dirigeants chinois. En janvier 1978, le monde extérieur n'avait été informé de la session de l'Assemblée que lorsque celle-ci était déjà terminée.

Le calendrier politique est donc désormais à peu près clair. La Conférence politique consultative du peuple chinois ou, plus exactement, son comité national, se réunira le 24 février. Cet organisme renait de ses cendres après avoir disparu pendant près de quinze ans de la vie politique. Sa convocation avait été annoncée fin décembre (Le Monde du 31 décembre 1977), mais on apprend que le nouveau comité national a été constitué le 21 février. Les vingt-cinq membres, soit deux tiers de plus que le précédent, Chine nouvelle donne quelques précisions sur la réunion au cours de laquelle la date du 24 février a été arrêtée. Elle indique que deux membres du bureau politique, l'un et l'autre représentants de minorités nationales, y ont assisté : M. Wei Kuo-ching et M. Li Shao-chi. La présence de M. Saïfudin, autre non-Chinois du bureau politique, récemment remplacé dans toutes ses fonctions au Sinkiang, n'est en revanche pas signalée. Chine nouvelle met, d'autre part, l'accent sur le développement de la politique de « front uni », qui fait appel au rassemblement patriotique autour du P.C. de ceux qui n'en sont pas membres.

La convocation de l'Assemblée deux jours plus tard est, au contraire, annoncée par un communiqué laconique en cinq lignes qui se borne à indiquer la date de la réunion.

Si malgré que soient ces indications, elles paraissent de très certaines conclusions :

1) Le comité central du parti s'est déjà à peu près certainement réuni en session plénière, et, si cette réunion n'est pas achevée, elle a déjà réglé l'essentiel de son ordre du jour. La convocation de l'Assemblée pour dimanche suppose en effet que les décisions principales, qui seront annoncées au cours de la session ont déjà été prises.

2) L'Assemblée nationale, qui se réunira le 26 février, aura pour thème principal la « révolution culturelle », la « révolution culturelle », la « révolution culturelle ». Quelles que soient ces difficultés, le mouve-

ment n'en prend pas moins une ampleur très supérieure à celle de la vague de réhabilitation des années 1973 et 1974. De bons sources parlent de dix mille cadres vétérans ainsi « réhabilités » à Changhaï, et le Quotidien du peuple citait récemment le chiffre de deux mille trois cents pour un seul district de la province du Kwangsi. Il va de soi que place doit être faite pour ces anciens de révolutions, grâce à l'épuration dans les innombrables comités révolutionnaires ou autres.

Jusqu'où peut aller ce mouvement ? Il semble encore difficile de faire apparaître certains des grands « coupables » de l'histoire politique récente de la République populaire, tels que le maréchal Peng Teh-huai, l'ancien maître de Pékin, Peng Cheng, ou Lin Shao-chi, le dernier président de la République, dans l'hypothèse où ils sont encore en vie. Il devient beaucoup plus vraisemblable, en revanche, que leurs fils et leurs filles reprendront leur place dans les organes du régime.

ALAIN JACOB.

## Malaisie

### LE MINISTRE DE LA DÉFENSE SE DÉCLARE « DÉÇU » DU SERVICE APRÈS-VENTE FRANÇAIS EN MATIÈRE D'ARMES BLINDÉES.

Kuala-Lumpur (Reuter). — Les cent quarante automobiles blindées françaises dont dispose l'armée malaisienne sont progressivement éliminées et seront totalement remplacées par d'autres modèles en 1980, a déclaré M. Mohd. Hashim, ministre malaisien de la Défense.

La difficulté d'obtenir les pièces détachées nécessaires pour ces raisons qui ont conduit l'armée à se priver de ses Panhard, a expliqué le ministre, qui s'est déclaré « très déçu » de l'assistance technique fournie par la France au sujet de ces automobiles blindées.

# PROCHE-ORIENT

## Iran

SELON LES CHIFFRES OFFICIELS

### L'émeute de Tabriz a fait six morts et cent vingt-cinq blessés

Plusieurs centaines de manifestants, débordant les forces de police, ont provoqué des troubles à Tabriz, deuxième ville d'Iran, l'émeute a fait six morts et cent vingt-cinq blessés, dont onze ont été tués. Ces troubles ont eu lieu un mois et demi après ceux des 7 et 9 janvier à Qom (Le Monde du 12 janvier), ville sainte située à 100 kilomètres au sud de Téhéran, où six personnes selon les autorités, une soixantaine selon l'opposition avaient été tuées. Comme à Qom, l'émeute de Tabriz semble avoir été provoquée par une coalition de milliers de musulmans rigoureux et des nationalistes socialistes, les seconds semblant agir sous le couvert des premiers.

L'agitation de Tabriz, partie de « maraudes islamiques » pendant toute la journée de samedi, les émeutes ont ravagé le centre de Tabriz, ville industrielle de six cent mille habitants et capitale provinciale de l'Azerbaïdjan. Selon la presse, pendant quinze jours des manifestants saccageaient des magasins « communistes », d'autres s'attaquaient à de nombreuses banques, à huit cinémas, quatre hôtels, aux magasins vendant de l'alcool, des produits de luxe ou des téléviseurs, à l'institut technologique de Tabriz. Au total cent trente-quatre foyers d'incendie ont été allumés et six voitures de police détruites.

La police, qui semble avoir cédé en fin de journée à la pression des émeutiers avant de faire appel, selon des témoins, à l'armée, a tué quatre personnes et en a blessé dix. Les Européens réunis dans les deux principaux hôtels de Tabriz, le Karou et le Oghani-Safari, la succursale de la Banque Anglienne-Iran a été détruite. — (A.F.P.)

Un communiqué publié dimanche 19 février à Paris par le Mouvement de libération de l'Iran, la cérémonie à la mémoire de la centaine de personnes envivées qui avaient été tuées à Qom, devait avoir lieu, d'après la tradition musulmane, quarante jours après. C'est pourquoi, dans différentes villes d'Iran, notamment Téhéran, Tabriz, Qom, Meshed, Chiraz, Isfahan, les bannières et les magasins avaient fermé leurs portes samedi 17 février. A Tabriz, la police se serait d'abord retirée de la ville. Selon ce communiqué, l'armée aurait ouvert le feu sur la foule, faisant des centaines de morts et des milliers de blessés.

De son côté, le comité pour la défense et la promotion des droits de l'homme en Iran (46, rue de Valenciennes, 75009 Paris), affirme que quatre des plus hautes autorités religieuses de l'Iran, les ayatollahs Shahrastadadi, Gholiyezai, Najafi Maraschi et Rouhani, auraient appelé, samedi, à célébrer un drail national de deuil pour les victimes de l'agitation de Tabriz, et à inviter les manifestants à se retirer de la ville.

D'autre part, les autorités espagnoles ont interdit, dimanche, l'accès de jour de l'ambassade de M. Ahmed Bujari, l'un des conseillers du secrétaire général du Polisario. — (A.F.P., A.P.)

### QUATRE PAYS ARABES SE PRONONCENT SUR L'ACHAT D'AVIONS D'ENTRAÎNEMENT FRANCO-ALLEMANDS

Beyrouth (A.F.P.). — Quatre pays arabes (Arabie Saoudite, Égypte, Qatar et Émirats arabes unis) vont définir à partir de ce lundi 20 février, à Abou-Dhabi, le programme de construction, dans le monde arabe, d'armements modernes qui n'ont encore jamais été produits au Proche-Orient.

L'Organisation arabe pour l'industrialisation (O.A.I.), entreprise multinationale de production d'armements, ouvre à Abou-Dhabi une session de trois jours pour approuver la conclusion de contrats de plusieurs dizaines de millions de dollars avec des sociétés américaines, britanniques et françaises. Le siège de l'O.A.I. est au Caire et le capital est de 1 400 millions de dollars.

Un contrat a déjà été signé avec la société American Motors Corporation (A.M.C.) pour la production de deux mille jeeps par an sur lesquelles seront montés des canons ou des missiles antichars.

Un autre contrat, de 75 millions de dollars, a été signé en décembre dernier avec la société nationale britannique British Aerospace, pour la production, en Égypte, de missiles antichars télégués Swingfire. L'arme sera démontée à 75 % par l'O.A.I. et à 25 % par British Aerospace.

M. Achraf Makroune, président de l'O.A.I., a récemment déclaré que d'autres contrats devaient être signés au début de 1978, notamment avec la France, pour le montage, en Égypte, de l'avion franco-allemand d'entraînement et d'appui au sol Alpha Jet. Ce projet serait une première étape vers la construction, en 1983, par l'O.A.I. du nouvel avion français Mirage-2000. L'Arabie Saoudite a déjà acheté trente-huit Mirage-III et l'Égypte en deux contrats séparés. — vingt-huit Mirage FI.

Ce contrat concerne quatre sociétés françaises : Avions Marcel Dassault-Breguet aviation, Thomson-C.S.F., SNECMA et Engins Matra.

Un autre contrat, dont le principe est acquis, doit également être signé en 1978 avec deux compagnies britanniques, Rolls-Royce et Westland Aircraft, pour la construction, en Égypte, de l'hélicoptère à missions multiples Lynx.

**afrique**  
**asie**

Le plus fort tirage, la plus grande diffusion des journaux du tiers monde.

Cette semaine dans les librairies

**SOMALIE**  
La montée des périls

**SENEGAL**  
Cheikh Anta Diop parle...

**TUNISIE**  
La mise au pas

**ALGERIE**  
La tactique de Giscard

**TCHAD**  
Les « mirages » de la France

Édité par la S.A.R.L. le Monde.  
Généraliste : Jacques Favet, directeur de la publication. Jacques Sauvageot.

Imprimé au « Monde » 5, rue d'Abou-Dhabi, Paris 14.  
1978

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration.  
Commission paritaire des journaux et publications : n° 57497.

**UNE COLONIE ARABE**

Le Proche-Orient est une région où les tensions sont toujours vives. Les conflits entre les différents groupes ethniques et religieux continuent de se manifester. La situation est particulièrement tendue en Israël, où les tensions entre les Juifs et les Arabes sont toujours présentes. Les conflits entre les différents groupes ethniques et religieux continuent de se manifester. La situation est particulièrement tendue en Israël, où les tensions entre les Juifs et les Arabes sont toujours présentes.

**L'échéance de 1987**

Hongkong est, pour la Chine, une zone d'expansion économique. C'est aussi un point d'appui stratégique. Les dirigeants de la Chine ont toujours insisté sur l'importance de Hongkong pour eux, le principal port de la région.



semble nationale va coïncider  
habilitations de vétérans de

## Les réfugiés chinois surveillent avec intérêt les changements d'orientation à Pékin

**4, place d'Éna - Paris 16<sup>e</sup>**



Le Monde

# politique

## Les tensions à l'ouverture de la campagne électorale

(Suite de la première page.)

Ainsi, à moins de trois semaines du premier tour, vit-on dans l'incertitude de ce qui se passera au second et au-delà. Cela ne va pas sans créer des problèmes à la C.G.T. et à la C.F.D.T. (voir l'article de Thierry Pfister). Les dirigeants socialistes tentent de s'accommoder de ce suspense sans préjuger son dénouement, convaincus qu'il s'agit de l'état-major du P.C. n'aura pas de position arrêtée avant le soir du 12 mars.

M. Mitterrand s'en tient à son objectif du premier tour, qui est d'obtenir sept millions de suffrages pour son parti, tandis que le P.C. poursuit son tir de barrage contre le P.S. L'humanité de ce lundi en séance et l'absence d'indication de Chénouard dans le Val-de-Marne font à M. Charles Fiterman l'occasion d'un éditorial vengeur. M. Fiterman reproche aux socialistes de ne pas s'être clairement délimités et de ne pas avoir suffisamment voté pour le candidat communiste qui a été battu. Selon lui, le P.S. a pris « le très grave risque » de « faire d'un regard sautant de la droite ». Accusations que M. Claude Estier a démenties en son nom du P.S.

Il est vrai que le report des voix non communistes — le P.S. n'était pas seul — enregistre dans ce canton une nette dépendance. Il est toutefois supérieur aux indications données par les sondages pour les législatives. Le score du candidat communiste au second tour n'atteint pas — il s'en faut de beaucoup — le potentiel des voix de gauche du premier tour, contrairement à ce qui s'est passé dans le canton de Fontenay-Nord-Vincennes, où se déroulait une autre élection.

Outre les tactiques locales et pour le moins confuses de cette élection, le climat général au sein de la gauche ne favorise pas la réflexion d'union. Quelqu'un d'entre M. Fiterman, il est difficile de faire admettre à des électeurs, dont le parti est

accusé quotidiennement de trahir le programme commun et de vivre à droite, que la discipline dite républicaine de désemparer à gauche est une violence au niveau législatif et essentiellement dans un canton du Val-de-Marne. Les subtilités tactiques de la querelle intestinale de la gauche finissent par avoir des conséquences qui n'ont rien de tellement surprenantes.

« Bavures »

Dans la majorité la concorde n'est pas davantage la règle comme le montrent quelques « bavures » de dernière heure.

Par mesure de rétorsion l'Union pour la démocratie française, c'est-à-dire le parti républicain, le C.D.S. et le parti radical, a présenté des candidats — quatre à Paris, un en Charente-Maritime — contre des représentants du R.P.R. qui ne devaient pas initialement être concurrencés. En retour, le R.P.R. a aligné des candidats contre M. Roger Chénouard (P.R.) à Paris, MM. Jacques Médéric, secrétaire d'Etat au tourisme, et Fernand Icart, ministre de l'équipement, dans les Alpes-Maritimes. M. Paul Granet, dans l'Aube et M. André Merlin député sortant (M.D.S.F.) en Seine-Maritime. Le R.P.R. a mené d'encens dans les Hauts-de-Seine M. Gaston Roche, maire de Vanves, s'il acceptait d'être le suppléant de M. Jean-Pierre Fourcade dans la 11<sup>e</sup> circonscription (Issy-les-Moulineaux). Du coup, l'ancien ministre a renoncé à se présenter.

Ces péripéties révèlent s'il en était besoin, que la rivalité reste entière entre les gauchistes et les autres. M. Chénouard estime que la création de l'U.D.F. qu'il juge à juste titre dirigée contre le R.P.R., n'est pas conforme au pluralisme organisé décrit par le président de la République. Mais M. Jean-Jacques Servan-Schreiber assure que l'inspiration de ce regroupement est M. Valéry Giscard d'Estaing. D'où elle est mise provisoirement sous la

boissau cette rivalité réapparaître tôt ou tard.

La grande différence avec la gauche est qu'aucune des formations de la majorité ne laisse planer de doute sur ses intentions au second tour. De ce côté là, les électeurs savent où ils vont jusqu'au 19 mars au moins.

ANDRÉ LAURENS.

### QUATRE CENT CINQUANTE-NEUF CANDIDATS A PARIS

Paris comptera 459 candidats pour les 31 circonscriptions, ce qui représente une moyenne d'un peu plus de 15 candidats par circonscription. Les records sont battus dans la 21<sup>e</sup> et la 20<sup>e</sup> circonscription, où il y a 19 candidats inscrits.

On compte, par rapport aux élections municipales de 1977 dans la capitale, 233 nouveaux électeurs, soit 14,75 % du corps électoral. Selon les calculs antérieurs de la préfecture de Paris, il y a un renouvellement de 60 % du corps électoral par rapport aux élections de 1973.

### M. CHIRAC : l'U.D.F., comme un pâté réduit à la cuisson.

M. Jacques Chirac, dans une interview à l'agence France Presse diffusée le 19 février, estime que « la création de l'Union pour la démocratie française n'est pas conforme à la définition présidentielle du pluralisme organisé », ajoutant : « Quant à l'efficacité pratique de l'U.D.F., j'en doute. Un pâté réduit à la cuisson et à la sortie du four, il n'est toujours pas cuit, mais ce qui compte, c'est dans l'assiette, l'absence d'ailleurs que, sur le terrain, les choses ne se passent pas aussi simplement que l'imagine les élus-majors parisiens. Pour la raison évidente que d'une circonscription à l'autre, la sensibilité des différentes fractions de l'électorat varie. »

### LES PROCHAINS DÉPLACEMENTS DU PREMIER MINISTRE

Le premier ministre se rendra mardi 21 février à L. Baule (Loire-Atlantique), jeudi 23 à Châteaudun (Eure-et-Loir) et Laval (Mayenne), vendredi 24 à Beauvais (Oise). Plusieurs autres villes seront visitées au cours de sa tournée électorale en province : Souillac (Lot), Bordeaux, Libourne (Gironde), Montpellier (Hérault), Caen (Calvados), Cherbourg (Manche), Metz (Moselle), Mulhouse (Haut-Rhin), Clermont-Ferrand (Puy-de-Dôme), Le Puy (Haute-Loire).

M. Raymond Barre terminera sa campagne en présidant un meeting à Lyon le vendredi 10 mars.

● L'association des secrétaires administratifs des administrations centrales et des services extérieurs, réunie en assemblée générale le 19 février, a dans une motion, « condamnée l'unionisme la politique d'indifférence suivie à leur égard au cours de l'année 1977 par M. Ligot, secrétaire d'Etat auprès du premier ministre, chargé de la fonction publique. Ils soulignent que son attitude est contraire au principe de dialogue et de concertation préconisé par le président de la République. Ils constatent que leur situation n'a cessé de se dégrader au cours de cette dernière période par rapport à celle de leurs collègues, des autres ministères, et que dans les mêmes temps leurs tâches et leurs responsabilités se sont accrues ». Ils ont demandé une audience à M. Ligot.

(PUBLICITE)

## Les intellectuels et le choix du 12 mars

### DÉBAT AVEC

JACQUES CHAMBAZ, député, membre du Bureau politique.  
HENRI FISZBIN, député, secrétaire de la Fédération de Paris.  
ROLANDE PERICAN, sénateur de Paris.  
FRÉDÉRIQUE PIEL, professeur agrégé, membre de la direction parisienne.  
JEAN ELLENSTEIN, historien, directeur adjoint du C.E.R.M.  
PATRICK BOUCHAIN, professeur aux Beaux-Arts, dirigeant du P.C.F. du 6<sup>e</sup> arrondissement.

CANDIDATS DU PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS A PARIS

le mardi 21 février à 20 h. 30

HOTEL LUTETIA, 47, bd Raspail, Paris-6<sup>e</sup>. Métro : Sévres-Babylone

D'accord ou non, nous vous proposons d'en débattre.

## LES PARTIS ET LES SYNDICATS

### Les choix tactiques du P.C.F. pèsent sur les relations entre la C.G.T. et la C.F.D.T.

M. Georges Marchais, qui était samedi 18 février l'invité du « Journal inattendu » de R.T.L., s'est félicité de la publication par la C.F.D.T. des propositions de cette centrale syndicale en matière de nationalisations. Elles tendent, il est vrai, à doubler le chiffre des entreprises à nationaliser avancé par le P.S. et elles se rapprochent sensiblement des propositions du P.C.F.

De même, les communistes ont bien sûr accueilli par les communistes la C.F.D.T. demande aux partis de gauche de se prononcer dès à présent pour un désistement franc et automatique. En outre, dans une déclaration publiée par le P.C.F. en novembre dernier et intitulée « Pour une avancée décisive de la démocratie », les communistes avaient repoussé à leur compte une partie des analyses et des revendications de la C.F.D.T. : l'auto-gestion d'une part et les conseils d'ateliers d'autre part. A de nombreuses reprises, les dirigeants du P.C.F. depuis le XXII<sup>e</sup> congrès de leur parti, ont lancé des appels à l'adhésion en direction des membres de la C.F.D.T.

Cette attitude choisie par le P.C.F. correspond à une démarche parallèle de la C.G.T. La centrale de M. Georges Séguy cherche, elle aussi, à tout prix, rapprochement avec la C.F.D.T. et elle multiplie les gestes de bonne volonté. Le secrétaire général de la C.G.T., affectant d'oublier les critiques portées contre lui par les amis de M. Edmond Maire, s'attache à souligner le « rapprochement très important » existant, selon lui, entre les prises de position des deux centrales. Des conversations se poursuivent, au niveau confédéral, entre les deux organisations, et la C.G.T. espère pouvoir élaborer un « bilan de convergence ».

A l'origine, c'est la C.F.D.T. qui avait souhaité une telle confrontation. Dans la perspective d'une éventuelle victoire électorale, elle se sentait obligée de se rapprocher de la gauche. Mais, dans la même position que lors des négociations de Grenelle, en 1966, c'est-à-dire sans plateforme syndicale commune, l'adhésion d'un tel M. Edmond Maire est fermement décidée à refuser le « bilan de convergence » que lui propose la C.G.T. Etablir cette plateforme, alors que nul ne sait ce que seront demain les relations entre le P.C.F. et le P.S., pourrait placer la C.F.D.T. dans une position délicate. Elle contribuerait, par son accord avec la C.F.D.T., à légitimer les dirigeants de la C.F.D.T. soupçonnés que tel est l'objectif premier des communistes. En outre, si le P.C.F. décidait de pousser l'apogée de force avec le P.S. à l'issue d'une éventuelle victoire de la gauche, toute concession de la C.F.D.T. dans le cadre de la négociation qui se poursuivrait, pourrait être interprétée par la C.G.T. et les communistes comme la preuve d'un parti socialiste, est-ce à dire de M. Edmond Maire.

Or les dirigeants de la C.F.D.T. demeurent fort réservés sur la logique économique du programme commun, qu'il soit actualisé par le P.S. ou le P.C.F. Ils se montrent d'une certaine manière plus modérés dans leurs revendications salariales que les partis de gauche. De même, la C.F.D.T. est sceptique quant aux taux de croissance prévus par les partis de gauche, et elle craint que le problème est mal posé. Selon elle, c'est à une réforme de la production qu'il faudrait donner la priorité.

Le secrétaire général du parti communiste ne cesse d'ailleurs de témoigner de l'intérêt qu'il porte à la C.F.D.T. La presse de son parti s'abstient de relever les sévères critiques adressées par M. Edmond Maire à M. Georges Séguy, à la suite de l'appel à voter communiste lancé par le secrétaire général de la C.G.T.

Désireux d'éviter le piège que constitue la C.F.D.T., les communistes ne signent aucun document rassemblant les objectifs qu'elle a en commun avec la C.G.T. avant que ne soit officiellement constitué le gouvernement issu du scrutin des 12 et 19 mars. En cas de victoire de la gauche, elle sera sûre, avant de se lier par un pacte revendicatif à la C.G.T., que le P.C.F. participera à l'équipe ministérielle. Les preuves de bonne volonté multipliées par M. Séguy et par les communistes n'ont donc, en principe, aucune chance d'aboutir au « bilan de convergence » souhaité d'ici au 19 mars.

Tous ces éléments contribuent à accumuler dans les rangs de la C.G.T. une agacement réel vis-à-vis de la C.F.D.T., agacement qui ne pourra manquer de s'exprimer dès que l'occasion s'en présentera. La par exemple, la divorce de la gauche se prolonge après le scrutin.

THIERRY PFISTER.

### M. Marchais : la clé des élections n'est pas dans les mains du P.C.F.

M. Georges Marchais, qui était, samedi 18 février, le rédacteur en chef du « Journal inattendu » de R.T.L., a déclaré : « Il n'y a pas d'homme-clé, et la décision finale, elle n'est pas dans mes mains ni dans celles de mon parti. La décision finale est dans les mains des Français et des Françaises. Désistement ? Pas du tout. Mais, messieurs, si tous ne savez pas encore ce qui se passera au deuxième tour, il faut s'en prendre au parti socialiste. »

Evocant le document publié par la C.F.D.T. (le Monde du 7 février), dans lequel la centrale syndicale se prononce sur la question des nationalisations, le secrétaire général du P.C.F. a indiqué :

« J'estime ce document extrêmement important, et je vous félicite pour qu'il ait été publié. Il propose un nombre de nationalisations de filiales qui est très proche de notre et extrêmement loin de celui du parti socialiste. Ce document implique la reconnaissance de plus de cinq cents filiales, avec la possibilité encore, dit la C.F.D.T., de discuter de certaines filiales de caractère stratégique. Notre proposition est de sept cents, et celle du parti socialiste est de deux cents. Par conséquent, en C.F.D.T., fait des propositions de ce point de vue que, pour ma part, j'estime raisonnable. »

Sur le chiffre des propositions socialistes d'actualisation du programme commun, M. Marchais a ajouté : « Quand on examine les chiffres donnés par le parti socialiste, on s'aperçoit que nous sommes à

gile car les exportations françaises sont, pour une trop large part, des produits agricoles non transformés, des produits intermédiaires faiblement valorisés ou des produits finis comme l'automobile — soumis à une concurrence croissante et très sensible à la conjoncture économique des pays importateurs. »

« Les socialistes veulent se donner les moyens d'une politique industrielle qui mette l'économie française en position de tenir sa place dans les créneaux commerciaux d'avenir... Ils militent en faveur d'un nouvel ordre économique international qui soit celui d'un développement équilibré de toutes les nations, notamment celles du tiers-monde... Ils favorisent toutes les initiatives venant notamment de la part des petites et moyennes entreprises, capables d'affirmer la présence des techniques françaises à l'étranger. »

A propos du système monétaire international, M. Mitterrand estime que « l'institution du régime des changes flottants a été une étape de la désintégration monétaire internationale. Chacun constate aujourd'hui le rôle qu'il tient dans la propagation de l'inflation, dans les processus monétaires spéculatifs, ainsi que dans la déstabilisation des échanges commerciaux. Voilà pourquoi je plaide pour une plus grande fixité des monnaies. »

« L'action principale... doit être menée à un niveau plus structurel. En effet, si nous l'emportons, la situation dont nous hériterons ne sera équilibrée qu'en apparence : ce n'est que par la mise en hibernation de l'économie que M. Barre a réduit les importations et équilibré momentanément le commerce extérieur. En profondeur, la situation reste fra-

gle car les exportations françaises sont, pour une trop large part, des produits agricoles non transformés, des produits intermédiaires faiblement valorisés ou des produits finis comme l'automobile — soumis à une concurrence croissante et très sensible à la conjoncture économique des pays importateurs. »

« Les socialistes veulent se donner les moyens d'une politique industrielle qui mette l'économie française en position de tenir sa place dans les créneaux commerciaux d'avenir... Ils militent en faveur d'un nouvel ordre économique international qui soit celui d'un développement équilibré de toutes les nations, notamment celles du tiers-monde... Ils favorisent toutes les initiatives venant notamment de la part des petites et moyennes entreprises, capables d'affirmer la présence des techniques françaises à l'étranger. »

A propos du système monétaire international, M. Mitterrand estime que « l'institution du régime des changes flottants a été une étape de la désintégration monétaire internationale. Chacun constate aujourd'hui le rôle qu'il tient dans la propagation de l'inflation, dans les processus monétaires spéculatifs, ainsi que dans la déstabilisation des échanges commerciaux. Voilà pourquoi je plaide pour une plus grande fixité des monnaies. »

## Échange de mauvais procédés au sein de la majorité

Les états-majors des partis de la majorité ont finalement mis à exécution les menaces qu'ils brandissaient (le Monde date 19-20 février) à la fin de la semaine dernière. Les non-gauchistes ont pris l'initiative d'un certain nombre de candidatures nouvelles susceptibles de mettre en difficulté des membres du R.P.R. jusqu'à la candidature unique de la majorité dans leurs circonscriptions. Ces mesures de rétorsion répondent au refus des gauchistes de reconsidérer certaines candidatures supplémentaires, décidées le 15 janvier dernier pour protester contre le projet de constitution de l'Union pour la démocratie française. De son côté, le R.P.R. a répliqué en présentant, à son tour, des candidats contre certains représentants de l'U.D.F.

Les candidatures enregistrées dimanche au titre de l'Union pour la démocratie française sont les suivantes :

CHARENTE-MARITIME, 3<sup>e</sup> circonscription : M. Roland Solo (P.R.). Le candidat du R.P.R. est M. Yvan de Limur.

PARIS, 6<sup>e</sup> circonscription (8<sup>e</sup> arrondissement) : M. Bernard Plazalt (P.R.). Le candidat du R.P.R. est M. Maurice Courve de Murville, député sortant. (M. Plazalt a été placé en congé de parti après l'annonce de sa candidature.)

PARIS, 8<sup>e</sup> circonscription (10<sup>e</sup> arr.) : M. Patrice Renault (P.R.). Le candidat du R.P.R. est M. Claude-Gérard Marcus, député sortant.

PARIS, 10<sup>e</sup> circonscription (11<sup>e</sup> arr.) : M. Gérard Yés (M.D.S.F.), ancien député S.F.I.O. Le candidat du R.P.R. est M. Claude Martin. Le député sortant est M. Jacques Chabaz (P.C.F.).

PARIS, 16<sup>e</sup> circonscription (14<sup>e</sup> arr.) : M. Joël Baillet (Collège pour une société de participation).

M. FOURCADE RENONCE A SE PRÉSENTER DANS LA 11<sup>e</sup> CIRCONSCRIPTION DES HAUTS-DE-SEINE

M. Jean-Pierre Fourcade, ancien ministre, sénateur des Hauts-de-Seine, a renoncé, dimanche 19 février, à se présenter aux élections législatives dans la 11<sup>e</sup> circonscription de ce département contre M. Guy Ducloux (P.C.F.). Vendredi 17, M. Fourcade avait annoncé qu'il serait candidat, si le R.P.R. autorisait M. Roche, qui avait été élu député, à être son suppléant (le Monde du 18 février).

Dimanche, l'ancien ministre a publié une déclaration dans laquelle il affirme : « Malgré l'appel pressant que j'ai lancé pour mettre en place une candidature d'union, le R.P.R. a menacé d'exclusion M. Roche, qui avait accepté d'être mon suppléant. Devant cette infirmité et cette absence d'esprit d'union, je ne peux envisager de me présenter. Je le déplore et je regrette que tout n'ait pas été mis en œuvre pour tenter de reprendre un siège au parti communiste. »

### Dans la 16<sup>e</sup> circonscription M. LÉPINE SOUTIEN M. GANTIER

Dans le seizième arrondissement de Paris (21<sup>e</sup> circonscription), M. Pierre Lépine, membre de l'Institut, adjoint au maire, qui avait conduit la liste du C.D.S. et des R.I. aux élections municipales, a pris la présidence du comité de soutien à M. Gilbert Gantier, député sortant, lui aussi adjoint au maire, et lancé un appel en sa faveur. Bien que M. Gantier ait été inscrit au groupe P.R. de l'Assemblée nationale, la formation giscardienne de l'investi M. Gantier, délégué national, chargé des élections au parti républicain. M. Lépine, dans une lettre ouverte à M. Gantier, observe : « Je ne vois pas pourquoi vos électeurs changeraient un élu qui répond à leurs vœux. »

préparation des

Si l'opposition

Nous aurons l'occasion de

Nous aurons de sérieux

déclare M. Ceylan

Le 19 février, M. Ceylan, secrétaire général du parti communiste, a déclaré : « Si l'opposition nous offre l'occasion de nous battre, nous aurons de sérieux arguments à leur encontre. »

Le 19 février, M. Ceylan, secrétaire général du parti communiste, a déclaré : « Si l'opposition nous offre l'occasion de nous battre, nous aurons de sérieux arguments à leur encontre. »

Le 19 février, M. Ceylan, secrétaire général du parti communiste, a déclaré : « Si l'opposition nous offre l'occasion de nous battre, nous aurons de sérieux arguments à leur encontre. »

Le 19 février, M. Ceylan, secrétaire général du parti communiste, a déclaré : « Si l'opposition nous offre l'occasion de nous battre, nous aurons de sérieux arguments à leur encontre. »

Le 19 février, M. Ceylan, secrétaire général du parti communiste, a déclaré : « Si l'opposition nous offre l'occasion de nous battre, nous aurons de sérieux arguments à leur encontre. »

Le 19 février, M. Ceylan, secrétaire général du parti communiste, a déclaré : « Si l'opposition nous offre l'occasion de nous battre, nous aurons de sérieux arguments à leur encontre. »

مكة المكرمة



## La préparation des élections législatives

### Si l'opposition l'emporte

- Nous aurons l'occasion de parler avec elle
- Nous aurons de sérieuses difficultés sociales

déclare M. Ceyrac

Invité, dimanche 19 février, du « Club de la presse » d'Europe 1, M. François Ceyrac, président du C.N.F.P., a repris, pour l'essentiel, les arguments développés par l'organisation patronale depuis plusieurs mois. Longue intervention sur sa prise de position contre le programme commun, il a tenté de démontrer que le C.N.F.P. n'avait pas pris parti sur un problème politique, mais qu'il était « conscient à propos de certaines conceptions économiques et sociales ».

« Je ne comprendrais pas une démocratie dans laquelle nous serions muets », a expliqué M. François Ceyrac. « Je ne comprends pas qu'on mette en cause la liberté d'expression des chefs d'entreprise du nom d'une certaine vision des rapports sociaux. Nous n'attaquons personne. Nous ne sommes d'ailleurs pas qu'un programme, c'est-à-dire à des idées. Je n'ai jamais attaqué des chefs de parti en tant que tels. Nous avons le droit de parler de grandes options, de grandes lignes nationales. Il reviendra ensuite aux électeurs de trancher. » Le président du C.N.F.P. ne fait pas de grande différence entre le programme socialiste proprement dit et le programme commun initial, car, « si c'est celui du P.S. qui l'emporte, il aura à supporter des pressions redoutables ».

• M. Pierre Mauroy, membre du secrétariat du P.S., a déclaré, samedi 18 février à Lille, à propos du chiffrage du programme commun actualisé par les socialistes : « Comment les travailleurs ne seraient-ils pas indignés d'entendre le même jour à la télévision, dans la même journée, M. Georges Seguy et M. Jacques Chirac faire la même déclaration. Il est inadmissible que le secrétaire général d'une grande centrale ouvrière utilise les mêmes contre-arguments que M. Chirac pour combattre le parti socialiste. »

• Les mesures sociales du P.S. sont « inacceptables », écrit M. Henri Krassuski dans la Vie ouvrière, l'hebdomadaire de la C.G.T. (20 au 26 février). « Les mesures pratiques (du P.S.) sont le contraire des promesses sociales annoncées. (...) En tout cas, c'est à l'opposé de ce que nous avons dit et fait ensemble. Si demain un gouvernement dit de gauche devait nous présenter cela dans une assemblée, ce serait inacceptable, impossible à signer par la C.G.T. »

Interrogé sur son attitude en cas de victoire de l'opposition, M. Ceyrac a déclaré : « Nous aurons l'occasion de parler avec elle dans une optique évidemment différente de celle de la majorité actuelle. Cela nous est arrivé en d'autres temps. Ce qui nous fait peur, ce n'est pas le dialogue avec des gens qui ont des opinions différentes des nôtres. C'est le fait que nous ne sommes pas sûrs du tout de pouvoir empêcher un certain nombre de décisions dont nous avons la conviction qu'elles seront mauvaises pour l'économie nationale. » En tout cas, M. Ceyrac est convaincu que « si l'opposition l'emporte, compte tenu des développements politiques actuels au sein de celle-ci, nous aurons des grèves et de sérieuses difficultés sociales. Dans notre pays, chaque fois que l'opposition l'emporte, des grèves et des mouvements sociaux ont marqué ce succès ».

M. Ceyrac souhaite-t-il, en cas de victoire de la majorité, la reconduction de M. Barre ? « Ce n'est pas nous qui ferons le prochain gouvernement. Le seul problème que je me pose dans cette hypothèse, c'est de savoir si le futur gouvernement aura l'autorité et le courage pour prendre un certain nombre de mesures qui permettront à l'économie française d'avoir devant elle un avenir serein. La politique de M. Barre était une politique de lutte contre l'inflation et de rétablissement des grands équilibres : je crois qu'elle a donné des résultats appréciables. Je pense simplement qu'elle n'est pas terminée. Nous souhaitons que soit poursuivie en même temps une deuxième politique fondée sur la réanimation de nos entreprises. »

En ce qui concerne la nationalisation des secteurs subventionnés massivement par l'Etat (sidérurgie), M. Ceyrac estime que ce dernier « a le droit et le devoir de se préoccuper de l'avenir et de la sécurité des subventions ou des prêts qu'il a consentis. Je ne vois pas en quoi une intervention plus accrue des salariés dans la gestion changerait quoi que ce soit. Ce sont les contribuables et non les salariés qui sont « dans le coup » (...). La médiation politique pour l'Etat est d'obtenir, dans des conditions qu'il lui appartient de déterminer, les remboursements des sommes qu'il a avancées de façon plus que leur abandon sous la forme d'une nationalisation, par exemple ».

### LOIRE : M. Gilbert de Chambrun se présente.

M. Gilbert de Chambrun, maire de Marvejols, ancien député progressiste sous la IV<sup>e</sup> République (1948-1950), a annoncé sa candidature dans la 2<sup>e</sup> circonscription de la Loire, où se représente M. Jacques Blanc, secrétaire d'Etat à l'Agriculture. Il bénéficie du soutien du parti socialiste, qui a retiré la candidature de M. Pierre Gazo. M. Gilbert de Chambrun aura comme suppléant M. Pierre Boncompagni (P.S.), adjoint au maire de Saint-Obély-d'Apecher.

(Né le 2 novembre 1908 à Paris, ministre plénipotentiaire, ancien directeur des conventions administratives et consulaires (1965-1974), ancien membre du Conseil national de la pays, M. Gilbert de Chambrun est l'oncle de M. Charles de Chambrun qui fut député appartenant à l'U.D.R. de la Loire et secrétaire d'Etat de 1964 à 1967. Ses activités dans la Résistance et sa forte personnalité lui valent depuis longtemps une grande popularité dans le département. Perennel partisan de l'union de la gauche, il est surnommé « le marquis rouge » par ses adversaires.)

AIN. — M. Louis Fusari, candidat D.C. dans la 2<sup>e</sup> circonscription (Gyonnaz), nous signale qu'il n'a pas été « évincé » du parti radical dont il fut l'un des dirigeants, mais qu'il a donné sa démission de ce parti le 8 novembre 1977 « en raison, écrit-il, de mon désaccord total avec les méthodes de J.-J. Servan-Schreiber et de sa clique ».

CORSE. — L'U.P.C. (Union de la population corse), mouvement autonomiste qui ne présente pas de candidats, appelle les électeurs de la Corse à ne pas accorder leurs suffrages à quatorze candidats, considérés soit comme des « chefs de clan », soit comme des

### D'un département à l'autre

« candidats du pouvoir ». En revanche, six candidats sont éparpillés par l'U.P.C. qui souhaite leur succès. Il s'agit, dans la 1<sup>re</sup> circonscription de Haute-Corse, de Mme Lucie Molinelli, candidate écologiste ; dans la 2<sup>e</sup> circonscription de département, de M. Vincent Garofoli, candidat du P.S., conseiller général de Molta-Verde ; dans la 3<sup>e</sup> circonscription de la Corse-du-Sud, de Mme Dominique Buschini (P.C.), maire de Sartène, Paul Etouri (P.S.), Tousseint Luciani (M.R.G.), conseiller général de Fénestrolle-Biancamano, et Denis de Rocca-Serra (régionaliste).

LOIRE. — M. Pierre-Roger Gausson (rad.), actuellement député de la 1<sup>re</sup> circonscription comme suppléant de M. Michel Durand, n'est plus le suppléant de celui-ci, qui a choisi comme nouveau suppléant M. Jean-Pierre Vallières, trente et un ans, sans étiquette politique.

MEURTHE-ET-MOSELLE. — M. Dupuy de Méry, président du comité de soutien à l'Union des Français de bon sens (U.F.B.S.) dans la 1<sup>re</sup> circonscription de la Meurthe-et-Moselle dont le député sortant est M. Jean-Jacques Servan-Schreiber, président du parti radical.

PARIS. — M. Abel Thomas (rad.) sera le suppléant de M. Jacques Dominati (R.P.), secrétaire d'Etat auprès du premier ministre, candidat dans la 2<sup>e</sup> circonscription (11<sup>e</sup> et 12<sup>e</sup> arrondissements). Le R.P.R. a investi dans cette circonscription M. Guy Longeville, conseiller municipal, membre du parti radical. Le suppléant élu aux côtés de M. Dominati en 1973, Gérard Lebarde, est décédé.

PARIS. — Dans la 14<sup>e</sup> circonscription (13<sup>e</sup> arrondissement),

M. Jean Turco, député sortant en Alsace, ancien suppléant de M. Hubert Germain, annonce qu'il ne se représente pas. M. Alexandre Banguet, ancien ministre, a été investi par le R.P.R. dans cette circonscription.

PARIS. — Un « bus-exposition » sur la misère du dix-huitième arrondissement, a été inauguré samedi 18 février, par MM. Henri Flamblin (P.C.), député sortant, candidat dans la 28<sup>e</sup> circonscription (dix-neuvième arrondissement) et Jean Gajer, candidat communiste dans la 25<sup>e</sup> circonscription (dix-huitième arrondissement), contre M. Chanaud, député (P.R.) sortant. Cet ancien autobus a été transformé, peint en bleu et rouge, et rempli de trois semaines à travers la 28<sup>e</sup> circonscription. A chacun de ses arrêts, les passants pourront visiter l'exposition qui est présentée à l'intérieur et qui montre plusieurs lettres, pétitions, photos et autres documents concernant les expulsions, les ventes-saisies, la vie quotidienne dans les H.L.M.

BAS-RHIN. — M. Ernest Rieker, ancien député, se présente comme candidat indépendant dans la 1<sup>re</sup> circonscription du Bas-Rhin dont le député sortant est M. René Radins (ex-R.P.R.) qui ne se représente pas. En 1973 dans la 2<sup>e</sup> circonscription, comme suppléant de M. André Bord (R.P.R.), secrétaire d'Etat chargé des relations avec le Parlement, M. Ernest Rieker avait quitté le R.P.R. en même temps que M. René Radins, en mars 1977, lorsque tous deux avaient été écartés de la liste présentée à Strasbourg par le Mouvement gaulliste et la C.D.S. aux élections municipales.

BAS-RHIN. — Des militants du C.E.R.E.S., regroupés dans le

mouvement Initiative socialiste en Alsace, ont décidé, afin de s'opposer à « la solution consensuelle de gauche », de soutenir dans la 2<sup>e</sup> circonscription le candidat du Front autogestionnaire, M. Claude Ratzman. Celui-ci aura pour suppléant M. Jean Jaquinod, l'un des fondateurs d'Initiative socialiste en Alsace. Le Front autogestionnaire regroupe des militants du P.S.U. et des écologistes. Le député sortant de cette circonscription est M. Ernest Rieker (N.I.).

HAUTES-DE-SEINE. — 4<sup>e</sup> circonscription (Cligny, Levallois) : Mme Edith de Villepin, P.R., n'est pas candidate à part entière, comme nous l'avons indiqué dans le Monde du 18 février, mais suppléante de M. Jean-Paul Benoit (U.D.F.-radical).

REIMS. — Le R.P.R. a décidé de retirer le candidat qu'il avait investi dans la 6<sup>e</sup> circonscription (Villancourt), M. Michel Riquelmy. Cette circonscription est la seule, après ce retrait, à n'avoir ni candidat R.P.R. ni candidat communiste. Le P.O. s'étant effacé devant M. Claude Bourdet. Le Front autogestionnaire présente des candidats dans dix des treize circonscriptions de ce département, et notamment dans la 13<sup>e</sup> où il sera représenté par M. Maurice Sochère (P.S.U.), qui dirigeait la liste Bron-Ecologie aux élections municipales.

#### LE MONDE

met chaque jour à la disposition de ses lecteurs des rubriques d'annonces immobilières. Vous y trouverez peut-être LA MAISON que vous recherchez.

# Hertz No1. Partez



ARRIVEZ AIR FRANCE

PARTEZ HERTZ

## Avec nous, vous allez plus vite.

Avec Hertz No1, à peine descendu d'avion, vous voilà déjà au volant d'une Ford, ou de toute autre bonne voiture, entièrement nettoyée et vérifiée. Dès l'atterrissage, vous avez ainsi gagné beaucoup de temps et évité pas mal de complications : c'est notre souci n°1, car nous savons que c'est le vôtre.

Et une fois que vous aurez apprécié le service Hertz No1, vous voudrez rejoindre le Hertz No1 Club : c'est gratuit... et quel gain de temps!

Lorsque vous êtes membre du Hertz No1 Club, il vous suffit de téléphoner, avant votre départ, à votre agent de voyages ou à Hertz. Où que vous alliez en Europe, une voiture Hertz,

fin prête, vous attend. Il ne manque que votre signature au contrat de location que nous avons déjà rempli. Pas de temps perdu : montrez simplement votre permis de conduire, signez et prenez le volant.

Si vous le désirez, vous réglez avec l'une des principales cartes de crédit ou bien encore avec la carte de crédit Hertz (nous ne vous comptons pas d'intérêts).

Quel que soit votre choix, vous ne perdez pas de temps. C'est votre souci n°1. Et c'est aussi le nôtre.



**Hertz No1 Club.**  
**Téléphonez. Signez. Partez.**

PARIS (01) 788.51.51 - LYON (78) 27.28.88 - NICE (93) 83.07.01

Hertz loue aussi des véhicules utilitaires

## Seul Qualitel précise techniquement la qualité de votre futur logement.

Vous êtes à la recherche d'un logement neuf ?



Qualitel est un organisme qui, au-delà des apparences, vous permet de faire la différence entre un logement ou un autre. La méthode d'examen Qualitel, employée par des techniciens strictement habilités, aboutit à l'établissement d'un profil qui vous donne, dès le stade du projet, des indications précises et précieuses.

Avec le profil Qualitel vous serez renseigné sur des éléments importants de votre futur logement : confort acoustique et thermique, installation électrique, plomberie sanitaire, etc., et aussi sur l'environnement.

Le profil Qualitel est sollicité par les constructeurs, promoteurs, etc. Certains, qui réalisent des opérations avec l'aide de l'Etat sont obligés de le mettre gratuitement à votre disposition, d'autres peuvent aussi vous en faire profiter. Demandez-le.

La méthode Qualitel est propriété de l'Etat.

Le profil Qualitel est exclusivement établi par l'Association Qualitel. Renseignez-vous auprès de Qualitel : 136, Bd St-Germain, 75006 Paris. Tél. 329.00.60.





## POLITIQUE

## La préparation des élections législatives

# Les dépenses publiques envisagées par le parti socialiste créeraient un déficit budgétaire très important

Le recours à un impôt exceptionnel sur le revenu en 1978 est envisagé pour un million de gros contribuables

L'examen des comptes économiques pour 1978 et 1979 présentés le 14 février par le parti socialiste laisse perplexes (lire « Le Monde » du 15 février et l'article de Paul Fabra).

Les dépenses et les recettes supplémentaires que le gouvernement de gauche issu des élections de mars proposerait durant la session parlementaire de printemps sont calculées, les premières pour neuf mois d'application, voire moins, les secondes sur une année complète, ce qui empêche toute comparaison valable des uns et des autres et donc tout calcul précis du déficit budgétaire réel. En tout état de cause, celui-ci paraît devoir être plus important que ne l'a estimé le parti socialiste.

Les charges nouvelles qui seraient inscrites dans le budget de 1978 rectifié ne seraient sur l'année 1979 que pendant une partie de l'année, compte tenu des délais nécessaires pour les faire voter

et les appliquer. On n'engage pas certaines dépenses en un jour. Ainsi, par exemple, le recrutement des deux cent mille agents pour les services publics et locaux entraîne dans les comptes du P.S., une dépense de 3,3 milliards de francs. Or le coût moyen, pour le budget de l'Etat, de la création d'un poste dans la fonction publique, est d'environ 50 000 francs par an. C'est dire que la création de deux cent mille emplois publics coûterait à l'Etat 10,5 milliards de francs en année pleine, soit plus du triple de ce qui est inscrit (le P.S. estime ce coût à 8,8 milliards de francs sur un an). Quel qu'il en soit, ces chiffres prouvent bien que les postes seront créés progressivement, tout au long de l'année. L'Etat ne les financera pleinement en 1978 que pendant cinq mois en moyenne.

On pourrait multiplier les exemples. En fait, pour avoir une juste idée de l'importance des dépenses de l'Etat « engagées » par le parti socialiste, il aurait fallu que celui-ci fournisse le détail des charges entrainées pour toute l'année 1979 par les décisions prises au printemps 1978. Cette analyse détaillée n'est malheureusement

pas donnée. Le P.S. indique tout de même un chiffre intéressant : celui des dépenses publiques de l'Etat, l'année prochaine, qui atteindraient 535 milliards de francs. Comparées au niveau des dépenses prévues dans le budget de cette année par le gouvernement Barre (398 milliards de francs), la progression est de 34,5 %. Elle est donc considérable. Mais, bon an mal an, les dépenses publiques augmentent depuis quinze ans à un rythme annuel moyen d'environ 11 % à 13 %.

Les recettes supplémentaires de l'Etat prévues par le parti socialiste auraient dû, elles aussi, pour

pouvoir être comparées aux dépenses, être prises en compte que pour les mois restant à couvrir entre le moment où le Parlement aura voté les modifications de la législation fiscale et la fin de l'année 1978, ou plus précisément entre le moment où ces modifications commenceront à s'appliquer et la fin de l'année. Dans le cas d'impôts recouvrés en une seule fois, comme l'impôt sur la fortune, il apparaît irréaliste d'écarter des recettes importantes en 1978. Encore certains chiffres sont-ils complètement incompréhensibles, d'autres sont-ils entendus des mesures sur lesquelles le P.S. demeure muet.

## Les aléas des mesures fiscales

● L'impôt sur les grandes fortunes et les plus-values rapporterait 4 milliards de francs. — Le parti socialiste instaurerait un système d'impôt sur la fortune dans lequel les contribuables déclareraient eux-mêmes leurs biens et la valeur vénale de ces biens (terrains, propriétés, résidences, établissements professionnels possédés en propre, actions...). Ce système est très séduisant, car il évite à l'administration de l'Etat, coûteux et finalement peu satisfaisants recensements, comme ceux qui ont été faits il y a quelques années pour les propriétés bâties. Assortis de la menace de sanctions en cas de fausse déclaration et, au contraire, de récompense en cas de comportement loyal du contribuable, ce système pourrait remplacer avantageusement les méthodes administratives actuelles. Mais un tel bouleverse-

ment des habitudes impliquerait une longue et patiente information du public, une application progressive et expérimentale. Les mécomptes occasionnés par l'application précipitée de la nouvelle taxe professionnelle ne sont pas si éloignés qu'on puisse déjà les avoir oubliés. Il faut aussi savoir que très peu de contribuables ont déclaré leur signes extérieurs de richesse pour le calcul à l'impôt exceptionnel créé par M. Barre, en 1976.

Un tel système déclaratif de la fortune possédée exigerait aussi un temps d'adaptation pour les services fiscaux. Pour toutes ces raisons, il apparaît très irréaliste de compter sur un rendement — autre que symbolique — en 1978, d'un impôt sur la fortune qui serait voté au printemps de la même année. De plus, il faut bien voir que l'application hâtive d'un

tel impôt risquerait d'aboutir à des injustices — dans la prise en compte de la matière imposable, notamment — contredisant le souci d'équité qui, précisément, justifie cet impôt. La valeur vénale des propriétés non bâties en particulier, très mal connue.

Quant à l'impôt sur les plus-values, les socialistes ont l'intention d'en modifier les dispositions actuelles (profondément, même, pour les plus-values mobilières), cela afin qu'une grande partie de la matière imposable n'échappe pas au fisc. On peut donc de nouveau prévoir de longs et probablement difficiles débats au Parlement, car la gauche aura le souci d'examiner les plus-values réelles par les petits contribuables. Ce qui ira à l'encontre du rendement. Entre la justice et l'efficacité, le point de partage ne sera pas facile à trouver.

La loi actuelle sur les plus-values, qui est franchement marxisée en plusieurs de ses points importants, ne rapportera guère, en 1978 (sur les plus-values immobilières réalisées en 1977), et dans l'hypothèse où elle ne serait pas modifiée, que quelques centaines de millions de francs. C'est tout du moins la quasi-certitude des techniciens de la fiscalité au ministère de l'économie et des

finances. Il nous apparaît, en tous les cas, illusoire d'espérer tirer plusieurs milliards de francs avant des années de rodage d'un tel système, même profondément rénové.

● La lutte contre la fraude fiscale rapporterait, selon le P.S., 4 milliards de francs supplémentaires par rapport aux efforts déjà faits par l'administration, et qui se sont, à l'évidence, beaucoup développés depuis 1969-1970. Les responsables du P.S. justifient cette somme importante par la multiplication des contrôles qu'ils comptent faire opérer et par la nationalisation totale de tout l'appareil bancaire et du crédit, qui, de la sorte, « ne fermera plus les yeux sur certaines anomalies ».

Les 4 milliards supplémentaires devront être dégagés en quelques mois ; il faut pourtant savoir que, depuis des années, le fisc ne parvient à récupérer qu'une partie, souvent faible, des redressements qu'il effectue : 17,4 % en 1976 pour l'impôt sur le revenu ; 23 % pour l'impôt sur les sociétés ; 36 % pour la T.V.A.

Le fisc a réclamé 9,5 milliards de francs supplémentaires aux personnes et aux sociétés en 1976 (8,9 milliards en 1975). Mais on sait par expérience qu'il n'en récupère qu'une partie.

## Jouer sur l'inflation ?

● L'accélération de la croissance économique rapporterait à l'Etat 14 milliards de francs de recettes supplémentaires. — Cette estimation ne peut être justifiée par aucun calcul. Les experts du parti socialiste admettent d'ailleurs sans difficulté, mais ajoutent qu'ils sont convaincus que les recettes de l'Etat inscrites actuellement dans le budget de 1978 sont sous-estimées.

Toujours est-il qu'une accélération de la croissance économique réelle (en volume) de 4,5 % (prévision actuelle du gouvernement) à 4,9 % (prévision faite par le P.S.) ne rapporterait guère que 600 à 700 millions de francs, au titre notamment de la T.V.A. Il est vrai que le P.S. admet un taux d'inflation supérieur à celui qui s'est fixé le gouvernement Barre pour 1978. L'objectif est de maintenir la hausse des prix au-dessous de 10 % en 1978, a précisé M. Bouloche le 14 février (c. 7,6 % dans le compte actuel du gouvernement). Si la hausse des prix s'accélérait avec un gouvernement de gauche et atteignait, par exemple, 9,9 %, il en résulterait un supplément de recettes de 3,4 milliards de francs.

Les hausses de prix des produits pétroliers ne sont pas encore décidées. Nous s'en-on déclaré au P.S., où l'on insiste cependant sur le fait qu'elles concerneront plus encore que l'essence les autres produits pétroliers, et qu'il n'est même pas exclu que le carburant automobile soit écarté des relèvements des tarifs. Cela d'ailleurs en relative contradiction avec les réponses faites par M. Bouloche lors de la conférence de presse du 14 février.

● Les modulations de taux de T.V.A. constitueraient pour l'Etat une opération blanche n'entraînant ni dépenses ni recettes. — L'objectif du P.S. est d'apprécier, lors de la négociation sociale qui se déroulera des années les élections, le nombre des produits de première nécessité qui devront être mis au taux zéro de T.V.A. En fonction du coût qui en résultera pour le budget de l'Etat, un nombre plus ou moins grand de produits dits de luxe seront soumis à un taux majoré de T.V.A. « Soucieux de cohérence européenne », le P.S. ne créera pas de taux majoré supérieur à l'actuel taux de 33,33 %.

Il apparaît en fait que, comme pour les économies d'énergie, le P.S. n'a pas encore arrêté sa décision en matière de T.V.A. Cette hésitation est un peu surprenante dans la mesure où depuis fort longtemps les socialistes estiment aussi urgent qu'indispensable d'amener au taux zéro des produits de première nécessité tels que le pain, le riz, les pâtes, le lait, le beurre, le sucre, la viande de bœuf, etc. Les calculs faits montrent qu'il en coûterait 6 milliards de francs environ à l'Etat, qu'il faudrait récupérer intégralement sur des produits de luxe, ce que beaucoup d'experts estiment problématique, une matière trop impo- sée ayant tendance — l'expérience le prouve — à disparaître d'une façon ou d'une autre.

Tels sont les comptes budgétaires du parti socialiste. Ne faut-il pas diminuer d'un tiers les recettes attendues d'ici à la fin de 1978 pour les comparer valablement aux dépenses prévues ? Le découvert passerait alors à quelque 44 milliards de francs en huit ou neuf mois, ce qui correspond en réalité à un déficit budgétaire très important approchant les 60 milliards de francs en année pleine (1). C'est probablement la fragilité d'un tel compte qui a incité M. Bouloche, le 14 février, à ne pas exclure un impôt additionnel exceptionnel sur le revenu qui s'appliquerait au million de contribuables ayant les plus hautes revenus (7 % des assujettis actuels à l'impôt sur le revenu) et qui pourrait rapporter quelques milliards de francs à l'Etat.

ALAIN VERNHOLIS.

(1) En excluant l'impensé actuel prévu (8,9 milliards de francs) dont le parti socialiste n'est pas responsable.

**"Ce livre est né d'un débat entre Michel Rocard et moi..."**

**Albin Chalandon**  
Les joueurs de flûte

...cet ouvrage où ne perce jamais l'esprit partisan...  
ALAIN DE LONGUEAU Le Progrès de Lyon

Tous ceux qui essaient de voir clair dans le grand débat politique... devraient lire avant tout "Les joueurs de flûte" un livre non seulement important mais aussi agréable à lire.

GABRIEL FARKAS France-Sol

**TRACTS EN 24 HEURES**

Format 21x29,7 cm	Deux couleurs recto seul	Deux couleurs recto verso
10 000 exemplaires	1 100 F	1 800 F
le mille à la suite	42 F	43 F
25 000 exemplaires	1 730 F	2 445 F
le mille au-delà	32 F	33 F

Ces prix et ces délais s'entendent H.T. composition, photogravure et papier compris, pour des tirages de 10 000 à 1 000 000 d'exemplaires.

circulaires, bulletins, affiches, dépliants, journaux, brochures : nous consulter pour devis et délais

**IMPRIMERIE L'AVENIR GRAPHIQUE**  
325, rue de Charenton - PARIS 12<sup>e</sup>. Tél. : 345-44-45 poste 247

## Publicité

## Les rencontres à la Fnac

Un dialogue ouvert à tous sur tous les problèmes d'aujourd'hui

L'avenir du livre passe-t-il par le « pocket » ?

Un débat pour le 25<sup>e</sup> anniversaire de la collection Le Livre de poche

...avec Christian Bourgois (directeur des Editions Bourgois et de la collection 10/18), Frédéric Ditts (Pdg de « J'ai lu »), François Eval (directeur de la collection Idées chez Gallimard)... Animation par Gérard Spitzer.

Mardi 21 février, de 18 h à 19 h 30

Sartre, le théâtre et nous

Une rencontre à partir d'une nouvelle présentation du « Nèkrassov » de Sartre (par le Théâtre de l'Est parisien)

...avec Maurice Delarue (dramaturge), Jean Picolle (directeur des éditions Alain Moreau, spécialiste de l'histoire politique contemporaine), Jean-Claude Texier (« Clés pour la presse », à paraître chez Seghers)... Animation par Georges Werler (le metteur en scène de Nèkrassov).

Mercredi 22 février, de 18 h à 19 h 30

La B.D., technique nouvelle de pédagogie ?

Une rencontre avant la sortie du livre de Francis Van de Velde : « L'histoire

de la musique en B.D. » (aux éditions Van de Velde)

...avec l'auteur, Yves Frémion (journaliste à « l'Éclat ») et « Charlie mensuel », Denis Huisman (directeur de l'Ecole française des attachés de presse ; « La philosophie en B.D. », chez Hachette et « La psychologie en B.D. », à paraître), Jean-Paul Mouglin (rédacteur en chef de la nouvelle revue de B.D. « A suivre »)... Animation par Françoise Docquier-Orabona.

Jeudi 23 février, de 18 h à 19 h 30

Les cadres et la formation

Un débat autour du Grand Prix de la Distribution 77 que le Centre d'études supérieures de la distribution de Paris a décerné à la Fnac

...avec Alain Convent (directeur du Centre d'études et de réalisations pour l'éducation permanente), Jean Hamoniaux (directeur de l'Ecole de la conserve), Jean-François Laisné (du bureau de la Chambre syndicale nationale des organismes de formation), Jean-Claude Pernoud (président de l'Institut de recherches et de formation permanente-Expansion)... Animation par Edgar Hamalian (président de la Chambre syndicale nationale des organismes de formation).

Vendredi 24 février, de 18 h à 19 h 30

La formation demain...

Un débat qui enchaîne sur la rencontre du vendredi 24. Et pour explorer des voies nouvelles

...avec Edgar Hamalian (président de la Chambre syndicale nationale des organismes de formation), Norbert Marchand (directeur des relations extérieures de l'Institut de recherche et d'application pour une méthodologie de la promotion), Paul Marguerand (directeur de Formation-Organisation-Promotion)... Animation par François Roux (qui est la présidente du Groupement interprofessionnel de formation).

Mardi 28 février, de 18 h à 19 h 30

La voix chantée dans le théâtre d'aujourd'hui

Une rencontre à partir du premier Festival de théâtre musical (voix, théâtre et musiques d'aujourd'hui) organisé à la Maison de la culture de Nanterre, du 21 mars au 18 avril

...avec Georges Aperghis (compositeur), Pierre Barrat (metteur en scène et directeur de l'Atelier lyrique du Rhin de Colmar), Guy Erlsman (directeur des services musicaux de France-Culture), Ahmed Essayad (compositeur), Maurice Fleuret (critique

musical au Nouvel Observateur), Jean-Vincent Richard (Les Nouvelles littéraires).

Mercredi 1<sup>er</sup> mars, de 18 h à 19 h 30

France et autres grandes puissances face à l'Afrique d'aujourd'hui

Pour la sortie du livre de Philippe Decraene : « L'expérience socialiste somalienne » (aux éditions Berger-Levrault)

...avec l'auteur (qui est également chef de la rubrique politique africaine au Monde), Et avec André Castelot (« Charlotte et Maximilien », édité par la Librairie académique Perrin), Christian Hoche (chef de la rubrique africaine à L'Express), Jean-Marc Kal-fèche (chef de la rubrique politique africaine au Figaro)... Animation par Claude Dufréne.

Vendredi 3 mars, de 18 h à 19 h 30

A l'auditorium de Fnac-Montparnasse 136, rue de Rennes, Paris 6<sup>e</sup> (parking au 153 bis)

Photo, cinéma, radio, télévision, disques, vidéo, haute-fidélité. Et tous les livres 20 % moins chers.

55221000



(PUBLICITÉ)



(Photo Henry Pesant)

## LE TRAVAIL ET LES LOISIRS DES FEMMES

Les femmes sont aussi intelligentes que les hommes : le fait qu'une jeune fille ait été reçue première à Polytechnique le prouve amplement.

Comme les hommes, il y a des femmes au gouvernement, il y en a dans la politique, il y en a dans l'administration. Il y a des femmes chefs d'entreprise, il y en a qui font fonction de directeur, d'autres sont secrétaires de direction ou sténos-dactylos.

Les femmes travaillent surtout dans la confection et dans l'électronique, car leurs doigts de fée manipulent bien mieux les minuscules composants électroniques.

Mais il n'en est pas moins vrai qu'elles sont plus fragiles. Elles ne peuvent pas exercer les travaux de force qui sont réservés aux hommes, et, comme elles sont plus nombreuses, cela explique qu'il y ait davantage de chômage chez les femmes.

Si certaines femmes veulent élever leurs enfants et assurer le bien-être de leur foyer, il n'y a pas lieu de les décourager mais, au contraire, de les encourager.

Bien entendu, la femme au foyer doit avoir la possibilité, à chaque fois que sa présence n'est pas nécessaire à la maison — notamment lorsque les enfants sont à l'école — de s'instruire et de se distraire en se rendant dans des clubs de femmes, et surtout de mamans, qui doivent être installés dans toutes les communes. Elle pourra y apprendre la littérature française, les langues étrangères, etc.

Cela constituera pour elle un bien autre épanouissement que de rester toute la journée debout devant un tour dans une usine.

Les femmes des cadres supérieurs qui ne travaillent pas s'organisent entre elles pour se distraire et s'instruire. Elles se réunissent tantôt chez l'une, tantôt chez l'autre, ou visitent des musées, assistent à des conférences, etc.

C'est un sort analogue que nous voulons organiser pour les femmes de condition modeste.

Et puis, quel plaisir pour les femmes d'aller chercher paisiblement leurs enfants à l'école, de les ramener à la maison, de leur faire faire leurs devoirs, de leur apprendre leurs leçons, de les préparer pour la nuit, de mettre des fleurs sur la table afin que le mari, quand il revient de son travail, puisse trouver une atmosphère agréable.

Et quel plaisir aussi de pouvoir faire ses achats sans se presser, de pouvoir choisir, de déceler la meilleure qualité au meilleur prix, toutes choses interdites aux femmes qui travaillent.

Plutôt que de payer des indemnités de chômage, il serait souhaitable d'accorder à la femme au foyer un supplément familial égal à 60% du S.M.I.C. pendant trois ans lorsqu'elle a un enfant, pendant trois autres années si elle en a un autre, et enfin jusqu'à cinquante-cinq ans si elle a au moins trois enfants. Au-delà de cinquante-cinq ans, elle recevrait 60 % de la retraite du S.M.I.C.

*Marcel Dassault.*



VIENT DE PARAÎTRE

**Le Monde**  
DOSSIERS ET DOCUMENTS

# L'ÉCOLOGIE enjeu politique



84 PAGES - EN VENTE PARTOUT 10F

Comment ils nous gouvernent.  
Comment ils nous font voter.  
Ce qu'ils disent être bon pour la France.  
Ce qu'ils pensent être bon pour eux.  
Ce qu'ils ont écrit.  
Ce qu'on a écrit sur eux.

Du 20 février au 4 mars, les Puf organisent un Panorama des livres politiques: il présentera les ouvrages écrits par les hommes politiques, ou consacrés aux programmes, ou aux principaux partis, aux systèmes électoraux, etc... Un guide de lecture gratuit accompagnera l'exposition.

Librairie des P.U.F.  
Du 20 février au 4 mars.  
49 bd Saint-Michel,  
Paris 5<sup>e</sup>

Les livres des Puf questionnent le monde.

**puf**

Faites valider vos bulletins chez tous les dépositaires portant l'enseigne

Notices à votre disposition chez les dépositaires



LE MONDE met chaque jour à la disposition de ses lecteurs des rubriques d'annonces immobilières. Vous y trouverez peut-être L'APPARTEMENT que vous recherchez.

## POLITIQUE

EN ILE-DE-FRANCE

La tentation est grande de voir ce département à travers l'image de son chef-lieu, Versailles, ville conservatrice par nature, que la multiplication de résidences de style et de standing a achevée de « déprolétarianiser ». La majorité détiendrait en effet sept sièges sur huit, le huitième étant par tradition un fief radical, actuellement détenu par Mme Jacqueline Thome-Patenôtre (M.R.G.).

Une telle vision paraît aujourd'hui dépassée, le département s'est, en cinq ans, profondément transformé. L'industrialisation, qui s'est

La préparation des élections législatives

## III. - YVELINES :

Houilles, Maisons-Laffitte, Sartrouville

des démocrates présente M. Jacques Milsan, le Front national M. Christian Conzolino.

Bien que M. Bourson soit assuré de mobiliser sans difficulté l'ensemble de l'électorat de la majorité pour le second tour, la gauche considère que l'écart de 2 800 voix (sur 48 000 suffrages exprimés) de 1973 est d'ores et déjà combié. Aussi M. François Hlsum fait-il figure de favori. Membre du comité central du P.C., conseiller général de Sartrouville depuis 1973, M. Hlsum revendique avec M. Machefer, sénateur socialiste, la paternité de l'union de la gauche dans le département. Il incarne d'ailleurs un communisme ouvert propre à rassurer un électorat socialiste en progrès constant. M. Jean-François Legars est chargé de combler les vides laissés par M. Hlsum. Candidat du P.S.D. en 1973, M. Legars avait obtenu 2 432 voix en 1973 avant d'adhérer au P.S. en 1974. Agé de quarante-huit ans, il dirige un collège d'enseignement public à Sartrouville. Enfin, l'absence d'un candidat du Front autogestionnaire laisse à M. Bodu, candidat du Collectif Écologie 78, le monopole de la représentation des écologistes.

Chatou, Saint-Germain-en-Laye

La seconde circonscription (où M. Mitterrand avait obtenu 39,6 % des suffrages), apparaît comme un fief de conservatisme qui ne saurait échapper à la majorité. Ancien directeur de l'information sur France-Inter, M. Péricard, conseiller général et maire de Saint-Germain-en-Laye, R.P.R., fait, à quarante-huit ans, une campagne active et rigoureuse. Soutenu par le P.R. et le C.D.S., la présence de Mme Jenny Consigny, qui lui oppose le parti radical, ne peut le gêner qu'un premier tour. À gauche, la question essentielle est de savoir qui de M. Pierre Soulat (P.C.) ou de M. Jean-François Lestienne (P.S.) devancera l'autre au premier tour. Le premier, âgé de quarante-deux ans, est maire d'Achères, la seule commune qui ait voté à gauche. Le second est à l'image de ces

poursuivie le long de la vallée de la Seine, s'est accompagnée de la diversification d'une population en constante augmentation telle s'est accrue de 28,7 % entre 1968 et 1973. Cet afflux d'une population jeune à majorité ouvrière autour des sites industriels, composée de cadres et de techniciens moyens et supérieurs autour de Versailles et dans les villes nouvelles, a nourri la poussée de la gauche. Sensible dès l'élection présidentielle de 1974, M. Mitterrand avait devancé M. Giscard d'Estaing dans trois circonscriptions, la troisième (Poissy), la septième (Mantes), et la huitième

La Celle-Saint-Cloud

Marly-le-Roi  
Saint-Nom-la-Bretèche  
Le Chesnay  
Les Clayes-sous-Bois

Dans la quatrième circonscription la présence d'un nouvel électorat (le nombre des inscrits s'est accru de 36,5 % entre 1973 et 1978) rend incertaine l'issue du scrutin. La forte proportion de cadres aisés et de membres des professions libérales n'est plus synonyme de vote favorable à la majorité. La majeure partie de cette population se trouve concentrée à l'est, autour du Chesnay et de La Celle-Saint-Cloud, les zones rurales et forestières se situant au cœur de la plaine de Versailles et à l'ouest. Le député est depuis 1973, M. Marc Lanriot (R.P.R.), maire de Davron. Agé de soixante et un ans, il a été député d'Alger de 1958 à 1962. Il avait battu, il y a cinq ans, M. Rocard après que celui-ci eut devancé, dans une élection partielle provoquée en octobre 1969 par la démission de M. Clouetmann, M. Couvre de Merville. Bien implanté dans une circonscription où les rapatriés sont nombreux, M. Lanriot est resté fidèle à une conception très traditionnelle, interventionniste du rôle du député.

L'U.D.F. présente un proche collaborateur de M. Jean-Pierre Soisson, M. Jean-Louis Berthet, trente-six ans, dont le parachutage a suscité quelques remous au sein de la fédération du P.R. Chargé de mission au cabinet de M. d'Ornano, ministre de la culture, M. Berthet, qui fut l'un des principaux rédacteurs du projet républicain, mène une campagne tournée vers le dialogue « débarrassée des exotismes et des anathèmes ». Il se trouve dans une situation tout à fait inconfortable, d'autant qu'il existe d'autres candidats susceptibles de le gêner, tels M. Renaud Girou, conseiller municipal du Chesnay (C.D.S.) qui maintient sa candidature malgré le désaveu de sa formation, L'extrême droite enfin est représentée par deux candidats.

M. Alain Robert, membre du secrétariat national du P.F.N., et M. Godetroy Piéresch, candidat du Front national.

M. Marc Valéry, adjoint au maire de Marly-le-Roi depuis mars 1977, il dirige, à trente-cinq ans, un bureau d'études d'urbanisme et se déclare « le seul candidat du programme commun ». Pour la première fois, en effet, le P.C. sera absent de la compétition. Sa candidate, Mme Jeanine Thomas, ancienne responsable de l'Union des jeunes filles françaises, maire de la seule commune à dominante communiste de la circonscription, les Clayes-sous-Bois, a dû se retirer au profit du candidat du Front autogestionnaire, M. Serge Depaquit, quarante-neuf ans, membre du bureau national du P.S.U. Il a pour suppléant M. Yves Cornereau, membre du P.S.U., cadre commercial, quarante-cinq ans, adjoint au maire de Villepreux. Il semble que cette décision n'ait pas été bien comprise par la section locale du P.C. M. Depaquit et Cornereau, pour leur part, font campagne sur les thèmes propres au Front autogestionnaire. Leur sera, semble-t-il, difficile de mobiliser l'ensemble de l'électorat communiste, mais ils devraient profiter d'un fort courant écologiste. Enfin, le P.S.D. présente M. Marc Tellard.

Conflans-Sainte-Honorine, Meulan, Poissy

La troisième circonscription est à la fois la plus peuplée et la plus ouvrière du département. Encadrée par l'usine Simca-Chrysler de Poissy et par l'usine Renault de Flins, elle constitue un terrain d'élection pour les écologistes : ils dirigent déjà la municipalité de Triel-sur-Seine, alors qu'à Poissy le candidat « verte » aux élections municipales, M. Paul-Xavier Pelli, avait totalisé 17 % des suffrages.

Le député sortant est M. Gérard Godon (R.P.R.), élu en 1973 avec 51,4 % des voix. Animateur du mouvement pour un nouveau contrat social, cher à M. Edgar Faure, M. Godon, qui habite lui-même une cité H.L.M., brigue à nouveau, à quarante ans, les suffrages de ses concitoyens dans des conditions difficiles. Les trois grandes villes, Poissy, Les Mureaux et Conflans-Sainte-Honorine, sont, depuis mars 1977, dirigées par des maires de la gauche. Déjà en mai 1974, M. Mitterrand avait distancé de près de 4 000 voix M. Giscard d'Estaing. De plus, M. Godon doit faire face, en outre de son propre mouvement, à des dissensions telles que l'ancien maire de Poissy, battu en mars 1973, M. Pierre Pinel, a rejoint l'ancien conseiller général, M. Jacques Monjaret, pour désapprouver l'investiture accordée à M. Godon.

L'U.D.F. est représentée par Mme Alix de la Bretesche, nièce du chef de l'État, à vingt-huit ans, secrétaire fédérale du P.R., elle cresse l'espoir de devancer le député sortant au premier tour grâce à la fraction rurale de l'électorat de la circonscription. Quant à M. André Dufrasse, membre du comité central du Front national, il livrera un duel fratricide au candidat du P.F.N. (Parti des forces nouvelles), M. Serge Rep, par ailleurs responsable du G.O.U. à la faculté d'Assas.

Tous les candidats ont un point commun : leur souci de barrer la route au candidat du P.S., qui fait figure de favori. M. Michel Rocard, ancien ministre, a été élu à la tête du parti socialiste devancé le candidat communiste, M. Jean Tricard, nouveau maire de Poissy. Ce dernier ne manque pas d'atouts : membre du comité central depuis 1966, cet ancien militant paysan de la Haute-Vienne (dont il fut le député de 1945 à 1958) a une position d'autant plus solide qu'il a pour

(PUBLICITÉ)

RASSEMBLEMENT  
CONTRE L'IMPERIALISME  
FRANÇAIS

organisé par le Collectif National d'Initiative de la Compagne contre l'impérialisme français

MARDI 21 FÉVRIER

20 H MULTIALITÉ

Métro : MAUSERT MUTUALITÉ  
Stands, expositions, spectacles avec la troupe NEDJMA et MOUN'KIKI.

MATELAS ■ SOMMIERS ■ ENSEMBLES  
**EPEDA**  
multispirale  
présente toutes  
ses literies chez  
**CAPELOU**  
DISTRIBUTEUR

LIVRAISON TRÈS RAPIDE  
EXPOSITION ET CENTRE D'ESSAI  
37, AVENUE DE LA RÉPUBLIQUE  
PARIS XI<sup>e</sup> Métro Parnementier  
Tél. 357.46.35

élections législatives

majorité et

COLOMBES

La commune de Colombes, chef-lieu du département de la Seine, a été créée en 1860 par la fusion de plusieurs communes. Elle est aujourd'hui une des communes les plus peuplées de France.

Saint-Cyr, Meulan, Poissy

La commune de Saint-Cyr, Meulan, Poissy, est une commune de la Seine-et-Oise. Elle est aujourd'hui une des communes les plus peuplées de France.

La commune de Saint-Cyr, Meulan, Poissy, est une commune de la Seine-et-Oise. Elle est aujourd'hui une des communes les plus peuplées de France.

La commune de Saint-Cyr, Meulan, Poissy, est une commune de la Seine-et-Oise. Elle est aujourd'hui une des communes les plus peuplées de France.

La commune de Saint-Cyr, Meulan, Poissy, est une commune de la Seine-et-Oise. Elle est aujourd'hui une des communes les plus peuplées de France.

La commune de Saint-Cyr, Meulan, Poissy, est une commune de la Seine-et-Oise. Elle est aujourd'hui une des communes les plus peuplées de France.

La commune de Saint-Cyr, Meulan, Poissy, est une commune de la Seine-et-Oise. Elle est aujourd'hui une des communes les plus peuplées de France.

La commune de Saint-Cyr, Meulan, Poissy, est une commune de la Seine-et-Oise. Elle est aujourd'hui une des communes les plus peuplées de France.



élections législatives

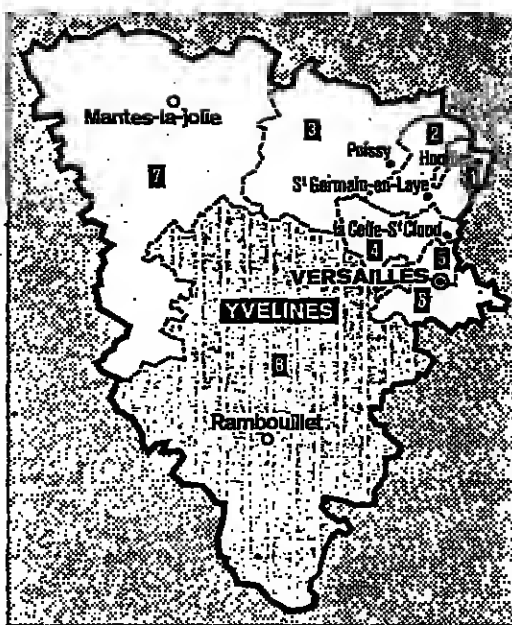
la majorité et la gauche au coude-à-coude

par JEAN-MARIE COLOMBANI

(Rambouillet, elle s'est affirmée avec netteté lors du scrutin municipal de mars 1977 : les élus de gauche contrôlent les deux tiers des villes de plus de cinq mille habitants. Cette progression, le chômage aidant, pourrait déboucher, dans des conditions normales de report des voix, sur une représentation équilibrée, quatre sièges restant à la majorité, quatre autres allant à l'opposition (celle-ci conservant la huitième circonscription, ce pourrait être

la première, la troisième et la septième circonscription). La qualité particulière de l'union de la gauche dans un département qui pratiquait la discipline républicaine - dès avant la signature du programme commun - donnera aux résultats du scrutin un caractère exemplaire. En effet, l'union a toujours fonctionné de façon efficace, que ce soit lors des élections cantonales, ou lors des élections municipales (il y a eu un accord global pour l'ensemble des communes du département), ou plus récemment à l'occasion des élections sénatoriales : communistes, social-

istes et radicaux de gauche du département ont été les seuls à établir une liste commune de candidats aux élections sénatoriales. Ce « micro-climat » très unitaire est mis aujourd'hui à l'épreuve de la querelle qui se déroule au plan national. Sur place, les signes annonciateurs d'une détérioration existent : ainsi, dans la troisième circonscription, le P.C. s'accommode mal de la perspective d'une victoire de M. Michel Rocard (P.S.). Son désistement en faveur du P.S.U. dans la quatrième circonscription, paraît un bon moyen de masquer la progression socialiste.



Circonscription n'appartenant pas à la majorité sortante

Versailles, Saint-Cyr, Bois-d'Arcy, Fontenay-le-Fleury

Dans la 5<sup>e</sup> circonscription, où l'électorat versillais, qui est réputé conservateur, prédomine, Bernard Destremau devrait être assuré de conserver son siège. Pourtant, les réalités de la vie politique rendent incertain le duel qui oppose le député sortant au candidat R.P.R. M. Etienne Pinte, alors que le candidat communiste, M. Jean Cuguen, fait figure d'outsider.

L'une des réalités qui s'imposent à M. Destremau, c'est le poids d'un conservatisme solidement ancré dans le « vieux Versailles ». Les anciennes familles, au libéralisme intransigent, qui saluent notamment le quartier Saint-Louis, reprochent au président de la République la libération des mœurs et surtout la loi Veil sur l'avortement. A ces tendances permanentes s'ajoutent les retombées d'une candidature malheureuse aux élections municipales. De son côté, M. Etienne Pinte est un bon candidat : actif, efficace, libéral, son image de « bon jeune homme sérieux » peut séduire. Mais il est peu connu, et, malgré des racines versillaises, il fait figure de parachuté : il est, en effet, le député sortant de la 4<sup>e</sup> circonscription de Seine-et-Marne (il a suppléé M. Alain Fayet lors de son décès en 1973).

Les responsables giscardiens ont voulu songer à Mme Christiane Schriener, secrétaire d'Etat à la consommation, M. Destremau se voyant confier une ambassade. La retraite d'Etat à la consommation n'étant pas retenue, M. Louis le Guirigaud, sollicité à son tour, fit de même. Dans les deux cas, il était prévu que M. André Damien (C.D.S.), maire de Versailles, serait suppléant. Un tel choix eût été judicieux. Se tenant à mi-chemin du courant présidentiel et du courant gaulliste, cet homme affable est réputé pour son dynamisme et son efficacité à la tête de la municipalité. Nombre d'observateurs s'accordent à dire que, désigné comme candidat unique, ou suppléant de l'un des deux candidats, il aurait mobilisé l'ensemble de l'électorat de la majorité. C'est pourquoi le C.D.S. avait, récemment, fait une démarche auprès de M. Jacques Chirac pour obtenir le retrait de M. Pinte, au profit de M. Damien. Cette démarche ayant pas abouti, la candidature de M. Damien est devenue impossible.

Tout se passe comme si M. Damien répugnait à adopter une attitude hostile au R.P.R. en devenant le candidat de l'U.D.F. Il se trouve placé dans une position délicate, pour le moins, où les Français seraient appelés à dire, après mars 1978, une nouvelle Assemblée. Enfin, M. Philéas Heuzé se présente avec l'étiquette présidentielle : il a été élu du R.P.R. à gauche ne manque pas tout : elle est bien implantée à la périphérie ouvrière de Versailles, où elle devance la majorité. Les maires de Saint-Cyr, Bois-d'Arcy et Fontenay-le-Fleury sont communistes. L'un des leurs fait figure de chef de file de la gauche à la circonscription : M. Jean Guen. Maire de Saint-Cyr, élu depuis 1953, il est l'homme adverse des candidats de

la majorité depuis 1958, à savoir André Migonot en 1958, M. Pierre Clément en 1963 et M. Destremau en 1967, 1973 et à l'élection partielle de 1976, provoquée par la démission du suppléant de M. Destremau, qui voulait retrouver son siège après avoir quitté le gouvernement. M. Cuguen n'avait été devancé au second tour que de 457 voix sur 34 727 suffrages exprimés, qui se trouvent être les circonstances locales de l'élection partielle de 1976 conduisent toutefois à ne retenir comme référence que la seule année 1973, où M. Cuguen avait totalisé 22,22 % des suffrages au premier tour, pour en recueillir 41,07 % au second.

Le P.S. sera représenté par Mme Questiaux, maire des requ-

tes au Conseil d'Etat, quarante-six ans, membre du comité directeur du P.S. : elle semble avoir manqué l'occasion de s'implanter, entre 1976 et 1977, dans une circonscription où elle fut parachutée à l'occasion de l'élection partielle. De leur côté, les écologistes sont divisés. Le candidat indépendant des partis politiques, qui se présente sous les couleurs du Collectif Ecologie 78, M. André Hautot, devrait faire mieux que les 3,21 % des suffrages obtenus en 1976. Le représentant du Front autogestionnaire est M. Jean-Jacques Ughetto, membre du P.S.U.

Enfin, au rang des candidatures marginales figurent celles de l'extrême droite, avec MM. Jean-Marie Landras pour le Front national et Emmanuel Renaud pour le F.P.N., et celle des gaullistes d'opposition de l'U.J.P. avec M. Jean-Michel Elgo.

Versailles-Sud, Vélizy, Viroflay

Dans la sixième circonscription, M. Robert Wagner (R.P.R.), député sortant, maire de Vélizy-Viroflay, peut être gêné par la candidature d'une équipe radicale valoisienne, celle de M. Tournier, inspecteur des finances, quarante-huit ans, conseiller général de Versailles-Sud depuis 1973, maire de Jussy-en-Josas, qui se présente avec l'étiquette de l'U.D.F. La personnalité de son suppléant, M. Martin, trente-sept ans, maire de Viroflay depuis 1971, du conseil général depuis 1976, ne peut que lui être bénéfique. Ce dernier a déjà affronté M. Wagner en 1973 : candidat réformateur, il avait obtenu 20,3 % des suffrages et s'était vu éliminer au second tour, totalisant alors 14,1 %. Ils estiment qu'entre le dernier électeur socialiste et le premier électeur du R.P.R., il y a une différence de dix ans, ce qui est une gauche qui doit être mobilisée. Surtout, le tandem radical mise sur l'électorat écologiste. M. Tournier est l'un des fondateurs de l'Association de défense des riverains de l'aérodrome de Toussus-le-Noble com-

pris dans la circonscription et président du syndicat intercommunal de protection de la vallée de la Sèvre. M. Martin milite activement dans plusieurs associations de protection de la nature ; il a appartenu longtemps au mouvement S.O.R. - Environnement, qui lui oppose pourtant, dans plusieurs communes, le Collectif Ecologie 78. MM. Tournier et Martin prennent une part active à la lutte contre le projet d'autoroute A 86.

A gauche, le duel sera tout aussi vif. M. Roland Nadau, trente-deux ans, enseignant, a pour mission d'écarter l'avantage du P.S. qui devançait le P.C. en 1973, de plus d'un million de voix (pour 40 113 suffrages exprimés). Mme Françoise Cétano, trente et un ans, employée et militante dans plusieurs associations, s'efforcera de combler cet écart. Les candidatures de M. Michel Lironcourt (L.O.) et de M. Jean Elie, puis de M. Jean-Louis (Front national) complètent l'échiquier politique de cette circonscription.

Mantes-la-Jolie, Limay, Houdan

Le siège que M. Pierre Ribes (R.P.R.) occupe depuis 1968 est au nombre de ceux que la gauche peut emporter, si les reports de voix se font dans de bonnes conditions. La 7<sup>e</sup> circonscription est en effet la plus nouvellement industrialisée, au point que trois grandes villes se sont fondées en une même agglomération : Mantes-la-Ville, Limay et Mantes-la-Jolie. Les deux premières ont un maire communiste, la troisième un maire socialiste. Le dernier n'est pas candidat. Le P.S. lui a préféré l'un de ses adjoints, M. Bernard Schriener, ancien journaliste à l'hebdomadaire *Témoignage chrétien*, ancien imprimeur. Il lui sera difficile de devancer le maire communiste de Limay, M. Maurice Quetier, âgé de qua-

rant-neuf ans, a déjà représenté la circonscription de 1967 à 1968. Comme M. Cuguen à Versailles, il jouit d'une bonne cote de popularité. Ses seuls adversaires le séparent de M. Ribes (sur 56 238 suffrages exprimés) au second tour du scrutin de 1973. Il lui sera d'autant plus facile de combler ce retard que M. Ribes doit faire face à plusieurs adversaires au sein de la majorité : MM. Georges Dubois (C.D.S.), Loïc Martin (rad.), Alain Tournier (Mouvement des démocrates).

Les écologistes ne devraient guère troubler les principaux candidats, malgré la présence de M. Marcel Andréol (Collectif Ecologie 78). Enfin, M. Jean-Claude Demathieu est le candidat du P.S.D.

Rambouillet, Montfort-l'Amaury, Trappes

L'issue du scrutin dans la 8<sup>e</sup> circonscription dépend en grande partie du vote des onze villes nouvelles, dont huit ont des municipalités de gauche, parmi lesquelles Saint-Quentin-en-

Yvelines. Mme Jacqueline Thomé-Patenôtre, ancien ministre, maire de Rambouillet, député depuis 1981, et son suppléant, M. Jean-Denis Bredin, devraient conserver au M.R.G. ce fief radical. Le P.C. leur oppose pourtant une rivalité d'envergure nationale, Mme Jackie Hoffmann, trente-quatre ans, ancienne ouvrière spécialisée, aujourd'hui membre du comité central. Elle a pour suppléant M. Mario Urbanek, adjoint au maire de Trappes et président d. Syndicat communautaire d'aménagement de la ville nouvelle de Saint-Quentin-en-Yvelines. La majorité entend bien pro-

dans L'Express cette semaine

Sommes-nous seuls dans l'Univers?

LA VIE est-elle apparue entre les étoiles ? La découverte dans l'Antarctique de météores d'une espèce rare va probablement confirmer la présence de matière organique d'origine extra-terrestre. Alain Dupas se demande dans L'Express si la vie nous est venue des comètes et comment détecter la présence d'une vie intelligente dans l'espace.

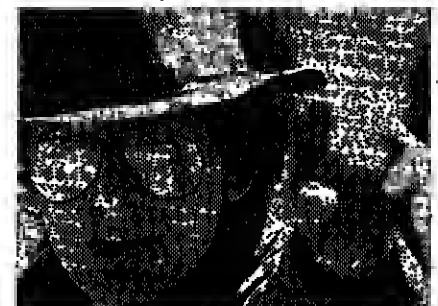
qu'il le chômage des jeunes n'est pas seulement conjoncturel, et s'interroge sur l'inadaptation du système éducatif. Les jeunes ne veulent pas faire n'importe quel travail ; ils ne supportent pas non plus le chômage. Un problème explosif pour l'après-mars 78.

Les batailles de Paris

Christian Fauvet, Jacques Roure et Michèle Georges analysent cette semaine la situation électorale à Paris à travers trois questions : Est-ce que le P.s. va faire échec au P.c. dans un de ses fiefs traditionnels ? Est-ce que les Giscardiens vont prendre sur le R.p.r. leur revanche des municipales ? Combien de circonscriptions la gauche peut-elle gagner à Paris ?

L'emploi des jeunes

Un dossier réuni par Françoise Chivot de L'Express. Que vont devenir les 550 000 stagiaires Barre et les 600 000 jeunes qui arriveront en juin sur le marché du travail. Elle explique pour-



Steven Spielberg.

Après les Dents de la Mer

Steven Spielberg vient de réaliser « Rencontres du troisième type », un film sur les extra-terrestres. Catherine Laporte, de L'Express, l'a interviewé. « Je suis né en 1947, l'année où Kenneth Arnold inventa le terme : soucoupes volantes... J'imaginais des contes monstrueux qui terrorisaient mes trois petites sœurs... Je suis moi-même très peureux.



Claude Estier, P.s. et Roger Chénaut, U.d.f. Les mêmes gestes dans le 18e.

IS ÉLUS DU DÉPARTEMENT DE 1958 A 1976

Dans ce tableau, les élus gaullistes avaient l'étiquette U.N.R. en 1958 et U.D.-V. en 1967, U.D.R. en 1968, 1973 et 1978. Les élus socialistes ont été élus en 1958 et 1967 et républicains indépendants depuis 1968. Les élus de 1968 et de 1973 sont ceux de la Seine-et-Oise.

	58	62	67	68	69	73	76
listes	5	7	4	8	5	5	5
libérés	1	1	1	1	1	1	1
libérés	1	1	1	1	1	1	1
libérés	1	1	1	1	1	1	1
libérés	1	1	1	1	1	1	1
libérés	1	1	1	1	1	1	1

(a) Mme Jacqueline Thomé-Patenôtre, élue avec l'étiquette F.G.D.S. Elle fut présentée en 1973 sous l'étiquette radicale, sans autre précision : avait en effet refusé de choisir le Mouvement réformateur et le M.R.G. Elle s'était ensuite inscrite au M.R.G.

(b) Il s'agit de M. Michel Rocard, élu dans la quatrième circonscription le 28 octobre 1981, au siège laissé vacant par la démission de M. Pierre Desmoulin, U.D.S.

(c) Dont M. Destremau qui, dans la cinquième circonscription, a quitté le 21 novembre 1976, le siège qu'il occupait avant d'exercer les fonctions de secrétaire d'Etat aux affaires étrangères.

**CLOTURE DES JEUX MARDI APRÈS-MIDI**

offices à votre disposition  
chez les dépositaires

**LOTO**

le journal mensuel de documentation politique

**après-demain**

(non vendu dans les kiosques)

Offre un dossier complet sur :

**L'ÉDUCATION SANITAIRE**

Envoyer 10 francs (timbres ou chèque) à APRES-DEMAIN, 27, rue Jean-Daut, 75014 Paris, en spécifiant le dossier demandé ou 40 F pour l'abonnement annuel (60 % d'économie) qui donne droit à l'envoi gratuit de ce numéro.



## POLITIQUE

DANS LE PUY-DE-DÔME

### Plusieurs appelés du contingent ont fait acte de candidature

Le Front national du Puy-de-Dôme a annoncé dans un communiqué qu'il soutiendrait la candidature de deux appelés du contingent dans le « seul département français où la justice tolère l'illégal ».

« Malgré les articles de loi parfaitement explicites, interdisant aux appelés de participer aux consultations populaires, pour le Front national, ces jeunes gens ne veulent pas laisser le terrain libre à l'extrême gauche. Ils veulent faire entendre la voix des appelés qui ne sont pas de la minorité trotskiste ».

L'annonce par le Front national (extrême droite) de la candidature de deux jeunes gens, appelés du contingent (un aspirant et un homme du rang), fait suite au jugement, le 16 février, du tribunal administratif de Clermont-Ferrand, qui a déclaré inopérant le décret de l'Assemblée nationale de 1976 interdisant aux appelés de participer aux élections municipales.

Malin, ajoute L.D.S. « Mommo et Péro menaient campagne à Paris et à Lyon, comme il était prévu, une fois dépourvus de l'obligation de réserve » (Le Monde daté 19 et 20 février).

Enfin, un appelé du contingent M. Philippe Marandat, candidat de « Défense de l'armée », sera présenté par le Parti des forces nouvelles-Union de la droite, dans la neuvième circonscription des Bouches-du-Rhône, pour « relever le défi des candidats antisocialistes, pour qui la campagne électorale est un nouveau moyen de relancer l'agitation dans les unités ».

D'autre part, le mouvement in-

### Le Recours demande une enquête sur les « agissements » de M. Lagailarde

De notre envoyé spécial

Nîmes. — A l'issue de son conseil national qui a réuni, samedi 18 février, à Nîmes (Gard), une centaine de délégués départementaux, le mouvement du Recours (rassemblement et coordination des rapatriés et spoliés d'outre-mer) a décidé d'initier les rapatriés à se prononcer « en fonction des hommes et non des idéologies politiques ». Cette prise de position, sensiblement plus modérée que les déclarations récentes des responsables du mouvement ne le laissent attendre, devrait se traduire dans les faits par un certain nombre de « rapatriés » vivant des candidats de la majorité jugés trop théoriciens à l'égard des rapatriés. En revanche, certains autres, dont la compréhension a été constante, se verront « récompenser », qu'ils appartiennent à la majorité ou à l'opposition.

Soucieux avant tout de préserver « l'identité et l'unité des rapatriés », les dirigeants du Recours ont voulu se situer au-dessus de la « mêlée politique » en instaurant leur espoir dans l'initiative démodée des Fronts intermédiaires de plusieurs députés de la majorité auprès du chef de l'Etat (Le Monde du 18 février).

Les débats ont été passionnés, évoquant explicitement le rôle

joué auprès du parti républicain par M. Pierre Lagailarde, ancien député d'Alger, les dirigeants du Recours se sont élevés « avec une particulière vigueur contre les pressions, les menaces et les contraintes physiques ou morales dont sont l'objet certains de leurs dirigeants nationaux ou départementaux ». Ils ont demandé au gouvernement « de faire sur-le-champ procéder à une enquête approfondie concernant ces agissements qui seraient couverts et financés par le ministère des rapatriés », en précisant que, « loin de les intimider, ces méthodes ne pourraient que les rejeter dans la rébellion et la détermination ».

Le Recours fait état de menaces de mort et tentatives de corruption. — G. F.

● Utilisation des listes d'adresses de rapatriés. — La fédération C.F.D.T. des finances et des affaires économiques dénonce « l'utilisation électorale du personnel de l'Agence nationale d'indemnisation des Frontiers d'outre-mer ». Selon ce syndicat, des listes d'adresses de rapatriés ont été fournies par l'Agence au ministère de l'Intérieur à la demande de celui-ci.

● Utilisation des listes d'adresses de rapatriés. — La fédération C.F.D.T. des finances et des affaires économiques dénonce « l'utilisation électorale du personnel de l'Agence nationale d'indemnisation des Frontiers d'outre-mer ». Selon ce syndicat, des listes d'adresses de rapatriés ont été fournies par l'Agence au ministère de l'Intérieur à la demande de celui-ci.

# J.C. Lattès

PUBLIE



JEAN MANAN PINARQUE

## JOUEZ AUX DEVINETTES POLITIQUES AVEC PINARQUE

- Qui est PINARQUE, élu Capitoul de Paris malgré les manœuvres du parfumeur PATCHOULI, du jeune LARICAUD et GROS Q ?
- Qu'a prédit JÉRÔME, le coquet ordinaire du R.P.R. (Rassemblement pour le Redressement) ?
- Que veulent Lulu CLITOLLE et Toine ROUBINIAU, les conseillers de PINARQUE ?
- Si FLORENTIN et PECUS, les frères ennemis de la Gauche, gagnent les élections, quelle sera l'attitude du Président LOUBARD DE MIROBOL ?
- Ulysse BOUFFIGUE, premier ministre, est-il aussi creux qu'il est rond ?

## PINARQUE de Jean Manan (du Canard Enchaîné)

"Vous saviez la satire." Le Point

"Féroce, le livre est aussi très drôle, et pimenté de quelques transparentes révélations à la manière du Canard." Les Echos

### Les élections cantonales dans le Val-de-Marne

### M. Fiterman accuse le P.S. d'avoir délibérément fait battre le candidat du P.C.

M. Charles Fiterman, membre du secrétariat du comité central du parti communiste, assure dans l'Humanité du 20 février que « tout montre que le P.S. a délibérément fait battre Claude Roméo, le candidat communiste, et fait élire un représentant de la droite, le comte d'Ormesson, y compris en faisant voter pour lui ». M. Fiterman explique que « M. Roméo n'a pas été élu, c'est d'une part, parce qu'il n'a pas été possible d'obtenir un désistement clair et sans équivoque du candidat socialiste, d'autre part parce que « des responsables socialistes sont à l'origine d'une provocation destinée à détourner les électeurs du vote pour Claude Roméo, sous le faux prétexte de manipulations électorales » (le Monde des 14 et 15 février).

M. Fiterman ajoute que malgré les démentis apportés de la direction nationale du P.S. et de sa fédération départementale, les socialistes ont été forcés de reconnaître que « le candidat du P.S. a délibérément fait battre le candidat communiste ». Il indique que « cette affirmation est totalement contraire à la vérité ».

Il précise : « Les candidats socialistes du premier tour se sont désistés officiellement dans deux cantons dès le lundi 13 février en faveur des candidats communistes arrivés avant eux. Des déclarations publiques et des affiches ont été faites en ce sens : des dirigeants de la Fédération socialiste du Val-de-Marne ont participé à des meetings communs en faveur des candidats communistes ». A la demande de Charles Fiterman lui-même et pour faire pièce à une assertion mensongère du candidat de la droite, Claude Estier, au nom du secrétariat national du P.S., a transmis, jeudi 16 février, dans l'après-midi, au secrétariat

de la fédération communiste du Val-de-Marne le texte suivant :

« M. Olivier d'Ormesson, candidat de la droite dans le canton de Chennevières-sur-Marne, a affirmé dans un communiqué que M. René Dessert, maire socialiste de Noisy-le-Grand, avait porté plainte contre le candidat du P.C.P. M. Claude Roméo, le secrétaire national du P.S. dément : catégoriquement cette affirmation. M. René Dessert n'a déposé aucune plainte. Avec la fédération socialiste du Val-de-Marne, il appelle ses électeurs à voter dimanche pour le candidat de la gauche, Claude Roméo ».

### M. Estier dément les affirmations du P.C.

M. Claude Estier, membre du secrétariat national du P.S., a démenti, lundi matin 20 février, que son parti « ait fait élire le candidat communiste ». Il indique que « cette affirmation est totalement contraire à la vérité ».

Il précise : « Les candidats socialistes du premier tour se sont désistés officiellement dans deux cantons dès le lundi 13 février en faveur des candidats communistes arrivés avant eux. Des déclarations publiques et des affiches ont été faites en ce sens : des dirigeants de la Fédération socialiste du Val-de-Marne ont participé à des meetings communs en faveur des candidats communistes ». A la demande de Charles Fiterman lui-même et pour faire pièce à une assertion mensongère du candidat de la droite, Claude Estier, au nom du secrétariat national du P.S., a transmis, jeudi 16 février, dans l'après-midi, au secrétariat

M. Estier ajoute :

« M. Guy Poussy, secrétaire de la fédération communiste du Val-de-Marne, a aussi réaffirmé que M. Claude Estier de cette prise de position claire et sans ambiguïté. Le secrétaire national du P.S. constate qu'effectivement il a manqué à M. Claude Roméo quelques dizaines de voix d'électeurs ayant voté socialiste au premier tour. Il demande au parti communiste et l'officiation répétée par lui que la discipline républicaine est une vieille amie à ranger au musée de l'histoire est bien de nature à mobiliser la totalité des électeurs de gauche sur le nom de ses candidats ».

### Canton de Vincennes-Fontenay Nord (deuxième tour)

Mme GARAND (P.C.)  
L'EMPORTE DE SEPT VOIX

Inscr. 15 277 ; vot. 7 338 ; suff. expr. 7 230. Mme Nicole Garand, P.C., 3 623 voix. Eme. M. Marc Faras, maj., 3 616.

[Cetle élection faisait suite à l'annulation des résultats du scrutin du 14 mars 1976 à l'occasion d'un appel en faveur de la municipalité de Fontenay-sous-Bois, dirigée par M. Louis Bayenard, P.C., avait adressé avant chaque des deux tours de scrutin aux électeurs de la commune des lettres portant l'annulation et l'annulation de l'élection. Les lettres ont été envoyées à voter pour Mme Garand et que des affiches tricolores contenant un appel de même nature avaient été apposées dans la commune, en particulier sur des panneaux réservés à l'affichage administratif.]

Après le tour de scrutin partiel, les résultats avaient été les suivants : Inscr. 15 277 ; vot. 6 576 ; suff. expr. 6 485 ; M. Marc Faras, 3 605 voix. Mme Nicole Garand, P.C., 2 970 voix ; Mmes Nicole Garand, P.C., 2 538 ; Marie-Françoise Martin-Gérard, P.S., 771 ; Monique Duteil, P.S.U., 112 ; M. Pierre Roussel, gauchiste d'opposition, 108 ; Charles Knopier, M.R.G., 94 ; Serge Caboché, sans étiqu., 3.

Alors qu'un premier tour le total des voix de gauche (3 623 suffrages) représentait 55,7 % des suffrages exprimés, Mme Garand — qui n'emporta que 7 sept voix — ne recueillit que 50,4 % des suffrages exprimés avec 3 623 voix, alors qu'en 1976, elle en avait recueilli 52,7 %.

VAR : canton du Lac (1<sup>er</sup> tour). Inscr. 4 458 ; vot. 4 635 ; suff. expr. 4 561. M. Edouard Bernard, M. de Vidauhan, défense des int. cant., mod., 1 847 voix ; Jean-Louis Dizeux, maire du Lac, P.S., 1 635 ; Marcel Migonzi, P.C., 1 019. Il y a ballottage.

[Il s'agit de pourvoir au remplacement de Pierre Gaudin, P.S., sénateur, ancien député, décédé le 2 janvier. Conseiller général depuis 1953, Pierre Gaudin avait été réélu dès le premier tour des élections cantonales de septembre 1973 avec 1 945 voix, contre 875 à M. Migonzi, P.C., et 490 à M. Sigalon, U.D.R., sur 4 466 inscrits, 3 424 votants et 3 310 suffrages exprimés.]

### LES ÉLECTIONS MUNICIPALES

HAUTE-CORSE : Biguglia (1<sup>er</sup> tour). Inscr. 1 048 ; vot. 912 ; suff. expr. 912. Liste conduite par Schell-Gandolfi (maj. prés.), 491 voix ; liste de M. Joseph Allier (div. g.), 425 voix, aucun élu.

[Cetle élection a été provoquée par l'annulation, par le Conseil d'Etat, du scrutin de mars 1977, dont les résultats avaient été les suivants : Inscr. 1 042 ; vot. 917 ; suff. expr. 908 ; liste de M. Schell-Gandolfi, 474 voix ; liste de M. Joseph Allier (div. g.), 425 voix, aucun élu.]

HAUTE-CORSE : Cagnago (1<sup>er</sup> tour). Inscr. 389 ; vot. 359 ; suff. expr. 358. Liste de l'union de la gauche conduite par M. Jean-Baptiste Biaggi, maire sortant, 211 voix de moyenne, 11 élus. Liste conduite par M. Francioni (mod.), 140 voix de moyenne, aucun élu.

[Cetle élection a été provoquée par l'annulation, par le Conseil d'Etat, du scrutin de mars 1977, dont les résultats avaient été les suivants : Inscr. 389 ; vot. 358 ; suff. expr. 348 ; M. Biaggi, 109 voix de moyenne, 11 élus ; M. Pierre Cristofari (div. g.), 149 voix, aucun élu.]

● A San-Gavino-di-Fiumorbo (Haute-Corse), à la suite de l'invalidation du scrutin de mars 1977 décidée par le Conseil d'Etat, le premier tour d'une

### Canton de Chennevières-sur-Marne (deuxième tour)

M. LEFÈVRE D'ORMESSON (C.N.I.P.)  
PREND LE SIÈGE AU P.C.

Inscr. 17 230 ; vot. 11 438 ; suff. expr. 11 070. M. Olivier Lefèvre d'Ormesson, maire d'Ormesson-sur-Marne, ancien député, C.N.I.P., 6 515 voix. Eme. Claude Roméo, P.C., 4 919.

[Il s'agissait de pourvoir le siège vacant depuis l'invalidation de l'élection de M. Claude Roméo, P.C., acquis au deuxième tour des élections cantonales de mars 1976 avec 5 281 voix contre 5 709 à M. Olivier Lefèvre d'Ormesson, C.N.I.P. Le tribunal administratif, sur la requête de M. Lefèvre d'Ormesson, avait pris cette décision en raison d'une erreur administrative dans l'invalidation des listes électorales par la préfecture du Val-de-Marne.]

Alors qu'un premier tour le total des voix de gauche (5 443 suffrages) représentait 52,1 % des suffrages exprimés, M. Roméo n'obtint que 4 919 voix, soit 44,3 % des suffrages exprimés.]

HAUTE-CORSE : canton de Niolu-Oressa (1<sup>er</sup> tour). Inscr. 5 369 ; vot. 4 109 ; suff. expr. 4 094. M. Jean-Paul Lual, m. de Corsica, M.R.G., 2 130 voix, élu ; Jean Lucciani, m. d'Oressa, P.R., 1 964.

[Il s'agissait de pourvoir le siège vacant depuis l'invalidation du scrutin de juillet 1976, décidé par le Conseil d'Etat. Ce scrutin avait estimé que cent quatre-vingt-trois nouvelles inscriptions enregistrées sur les listes électorales entre le 1<sup>er</sup> juillet 1975 et le 28 février 1976 étaient susceptibles d'avoir porté atteinte à la sincérité du scrutin. Ce scrutin lui-même avait été provoqué par l'annulation de l'élection de septembre 1973.]

M. Lucciani avait emporté le 18 juillet 1976 au premier tour avec 2 286 voix contre 2 123 à M. Prosper Alzoumi, M.R.G., sur 5 235 inscrits, 4 433 votants et 4 099 suffrages exprimés.]

● A Morosaglia (Haute-Corse), une élection municipale partielle, provoquée par l'annulation par le Conseil d'Etat du scrutin de mars 1977, a été perturbée par des bagarres entre les partisans des deux listes en présence, celles de M. François Francioni (m. g.) et de Paul Ferrandi (maj. prés.), après qu'une partie des bulletins de vote eurent été déchirés dans des conditions mal déterminées. En mars dernier, la liste d'union de la gauche l'avait emporté.

MEURTHE-ET-MOSELLE : Colombey-les-Belles (2<sup>e</sup> tour). Inscr. 545 ; vot. 483 ; suff. expr. 480. M. Jean-Baptiste Biaggi, 211 voix. Eme. M. Claude Aubertin (P.R.), 215 voix.

Résultats du premier tour : M. Jean-Baptiste Biaggi, 194 voix ; M. Claude Aubertin (P.R.), 186 voix ; M. Jean Hardy (s. étiqu.), 61 voix.

[Il s'agissait de pourvoir au remplacement du maire sortant, M. Jean-Baptiste Biaggi, décédé le 21 janvier 1977, qui avait été réélu maire de la commune en mars dernier et qui a trouvé la mort dans un accident de la route le 14 janvier.]

### Les relations entre de Gaulle et Pompidou selon l'ancien aide de camp du général

Ancien aide de camp du général de Gaulle, de 1966 à 1969, le colonel Jean d'Eschrenne vient de publier un livre de souvenirs : De Gaulle, de l'ont et de prés à la fin. Il évoque les relations entre l'ancien chef de l'Etat et Georges Pompidou après que celui-ci — qui n'était plus premier ministre — eut annoncé, à Rome, le 17 janvier 1969, son intention d'être candidat, le moment venu, à la présidence de la République. Le général a alors dit à son aide de camp : « Il connaît bien les journalistes et leurs réactions, et il est trop jeune pour s'être laissé surprendre. Il savait bien ce qu'il disait et tout ce que cela allait déclencher. Il n'a pas été intentionnellement en partie connaissance de cause ».

Après la candidature de Georges Pompidou à l'Elysée, qu'il approuvait de Gaulle à encore indiqué : « Il n'y avait pas le choix. Georges Pompidou était le moment venu, le seul candidat possible. (...) Cette

### ANCIEN CHEF DE CABINET DE CLÉMENTEAU

### Georges Wormser est mort

Nous apprenons le décès, survenu à Paris dans sa quatre-vingt-onzième année, de Georges Wormser, qui fut notamment, de 1917 à 1920, le chef de cabinet de Georges Clemenceau.

Pen de vies ont été aussi remplies que celle de Georges Wormser. Cet homme d'intelligence et de courage ne fut pas simplement un fidèle de Clemenceau, mais un homme d'action, à la pointe des combats les plus divers pour défendre sa conception de la France et de l'Europe.

Né à Paris le 14 janvier 1888, sorti de l'Ecole normale supérieure, agrégé de lettres, il est, en 1916, capitaine dans l'infanterie, cinq fois blessé, lorsque Paul Painlevé, ministre de la guerre, le prend à son état-major particulier. En novembre 1917, Clemenceau, président du conseil, en fait son secrétaire politique, puis, avec Georges Mandel, un des chefs adjoints de son cabinet. En 1919, pendant les négociations du traité de Versailles, il est le chef de cabinet du Tigre. L'année suivante, lorsque Clemenceau quitte la vie politique, Georges Wormser entre à la Banque Lazard Frères. Il rest l'un et le collaborateur du solitaire de Moullevault-en-Pareds. Il publie ses ouvrages posthumes et deviendra son exécuteur testamentaire.

En 1935, Georges Mandel fait de son ancien collègue son directeur de cabinet aux P.T.T. pour l'aider dans la réforme qu'il a entreprise. Revenu ensuite à la banque, Georges Wormser fonde sa propre maison, la Banque d'économie, destinée aux opérations de marché boursières.

صكزاتالول



## ADMINISTRATION

### Comment les politiques voient les fonctionnaires

Sous la présidence de M. Bernard Chevot, vice-président du Conseil d'Etat, l'Institut français des sciences administratives et l'université de Paris-Sud viennent d'organiser un colloque sur la thème : « L'administration vue par les politiques ». Un autre intitulé aurait été sans doute mieux adapté, tel que : « Les politiques vues par l'administration ». Ce colloque réunissait en effet presque uniquement des hauts fonctionnaires, des chercheurs et des universitaires dont quelques-uns s'exprimaient. Il est vrai, au nom des partis politiques.

Les participants avaient surtout étudié les textes officiels des lois, règlements, décisions, propositions de loi — consacrés à l'administration. A travers les rapports, souvent très documentés, qui ont été présentés, plusieurs lignes de force se sont dégagées au cours de ce colloque. On constate tout d'abord que les partis politiques ne s'intéressent guère aux structures des administrations centrales alors qu'ils dénoncent le mal administratif et le bureaucratisme. Mme Dreyfus, maître assistant à l'université de Paris I, a ainsi noté que le courant libéral illustré par les écrits de M. Poincaré et M. Maland demande que l'Etat ne conserve que ses fonctions « régaliennes » et se

décharge des autres, alors que le P.S.U. propose une suppression des services de l'Etat. Les autres partis proposent des aménagements divers, mais tous critiquent le ministère des finances et veulent son démantèlement. Ainsi, comme l'a dit M. Georges Dupuy, professeur à l'université de Paris I, « les structures gouvernementales sont abandonnées à l'arbitraire ».

En revanche, les partis politiques s'intéressent davantage à la décentralisation et aux relations entre l'administration et les administrés. Les reproches adressés à l'Ecole nationale d'administration sont assez unanimes, mais il semble qu'à travers elle ce soit surtout le phénomène du pouvoir administratif qui est visé. N'en allait-il pas ainsi avant la guerre à l'égard de l'Ecole normale supérieure que, Paul Nizan qualifiait d'« usine à états » ?

Les syndicats ont été reconnus comme les meilleurs défenseurs de l'administration et surtout des fonctionnaires, mais l'échec des commissions techniques et des commissions administratives paritaires a été dénoncé. Ces organismes qui devaient avoir un rôle comparable celui des comités d'entreprise dans l'industrie, ont, en effet, perdu leur efficacité dans un formalisme excessif.

M. Marceau Long, secrétaire général du gouvernement, a souligné la contradiction qui existe

entre les critiques contre la complexité de l'administration et les sèches suppléments demandées à l'Etat. Ainsi, l'élaboration d'un statut des handicapés a entraîné la publication de quarante textes ; de même, la lutte contre les nuisances, la défense de l'écozone, ont provoqué une sorte de « pollution administrative » supplémentaire.

#### Le problème de l'atténuation

M. Georges Dupuy a décrit ainsi l'attitude singulière des partis face à l'administration : du côté de la majorité, il est surprenant que des ministres dans leurs déclarations publiques s'en prennent à leurs fonctionnaires en les traitant d'« incapables » ; du côté de l'opposition, les élus-majors s'inquiètent de savoir s'ils disposeront d'une administration capable et ils laissent planer une atmosphère d'« épuration ».

M. Guy Brabant, maître des requêtes au Conseil d'Etat et secrétaire général de l'Institut français des sciences administratives, a, lui aussi, ramené le débat dans l'actualité en évoquant le problème de l'alternance posé par les prochaines élections. Il a rappelé que la majorité des fonctionnaires actuels n'ont jamais connu de changement de régime politique.

Après avoir repoussé les solutions à la bolchevique, à l'américaine, avec le *spoils system*, et

à l'anglaise, où le changement de majorité politique entraîne une modification dans l'administration, M. Brabant s'est demandé si les fonctionnaires en place, quelle que soit leur bonne volonté, auront assez d'imagination, de ressources intellectuelles et de réflexes pour proposer et mettre en œuvre une politique entièrement nouvelle. Sans apporter une réponse précise, l'orateur a laissé entendre que l'alternance ne pourrait pas ne pas entraîner quelques modifications dans l'administration, au moins au niveau des décisions les plus importantes. Il restait bien là le climat qui existe en cette période pré-électorale dans la haute administration.

ANDRÉ PASSERON.

## ASTROPOLITIQUE

les grands réincarnés

VERLAN

Tout français doit lire astropolitique, le quid satirique

Le gotha des vieux venus et des parvenus politiques

Illustrés de 82 caricatures

18 F

Editions RJOIS Marseille

dans L'Express cette semaine

### Que vont faire les communistes ?

Ils détiennent les clefs de la victoire

Cette semaine dans L'Express, les résultats de notre dernier sondage avant le début de la campagne électorale :

Si nous croyons aux sondages (et Raymond Aron s'interroge sur la différence entre sondage et prédiction) une seule question reste posée :

Les communistes détiennent les clefs de la victoire ou de la défaite de la gauche. Choisiront-ils la participation difficile à un gouvernement de gauche ou bien vont-ils se réfugier dans leur forteresse communiste ? Qui va faire ce choix ?

Olivier Todd, Robert Schneider et André Paulard ont posé la question à Paul Laurent.

Albert du Roy analyse cette situation inattendue.

Jean-François Revel s'interroge sur les rapports ambigus entre P.C. et Cgt.

Mémoires d'outre Maison Blanche

Haldeman était le bras droit de Richard Nixon. Celui qui savait presque tout. L'Express s'est assuré l'exclusivité pour la France de ce document attendu et disputé.

On y retrouvera la figure d'un homme qui, selon Haldeman, mérite la même place que Benjamin Franklin dans la galerie des grands ministres américains : Henry Kissinger.

La Défense va-t-elle manquer de bureaux ?

Les 35 000 employés de la Défense vont devoir s'habituer à vivre dans un chantier inachevé. Personne ne veut entreprendre les 8 tours qui restent à construire. Marie-Laure de Léotard a dressé la carte du prix du mètre carré de bureaux.



Paul Laurent, Secrétaire du comité central du P.C., et L'Express.



Albert du Roy, de L'Express : que fera le Parti communiste ?

## LE DIALOGUE AVEC LES USAGERS

### Comment s'informer ?

Environ deux cents hauts fonctionnaires, élus locaux, représentants des différents syndicats patronaux et de salariés (sauf la C.F.D.T.) et d'associations d'usagers, ont participé, au secrétariat d'Etat aux P.T.T., à une rencontre sur l'information du citoyen organisée par la commission de coordination de la documentation administrative, que préside M. Francis de Basque, conseiller d'Etat.

L'administration s'efforce de sortir de son ghetto traditionnel (qui lui donne une certaine mauvaise conscience). Des centres de renseignements téléphoniques (1) ont été ouverts, des guides ont été diffusés (2), mais bien peu les connaissent. Il semble que les fonctionnaires eux-mêmes tâtonnent quelque peu. La documentation ne manque pas, mais elle n'est ni exploitée, ni diffusée ; il faut analyser les types d'informations et les circuits de communication pour que cette richesse soit utilisée. On est loin du projet d'Etat, qui consiste à mettre les français en fiches, il s'agit ici de la démarche inverse : faire profiter le citoyen d'informations indispensables.

Une des tâches du colloque a été de recenser les événements à la vie où chacun doit être formé : au moment de la naissance et de la mort, de la mise à la retraite ou de l'entrée dans la vie active, quand on doit se payer ses impôts, quand on est malade.

Chaque cas correspond à des types d'informations différents et des contacts avec plusieurs services de l'administration.

Les critiques n'ont pas manqué : complexité de la réglementation, jargon des structures, vocabulaire incompréhensible pour les non-initiés, manque de normalisation et de formation des fonctionnaires au rôle d'informateur, absence de services intermédiaires pouvant orienter les demandeurs vers des centres susceptibles de leur renseigner. Les abus du secret administratif (surtout dans certains domaines comme la consommation) ont été dénoncés avec force.

Comment et à quel niveau doit-on traiter et diffuser l'information ? Les résultats d'un sondage « IFOP » sur l'endroit où il est plus commode de se renseigner ont les suivants : mairies 66 %, reaux de poste 12 % et seulement 4 % pour les préfectures, reaux de tabac, gendarmeries, commissariats de police. La mairie joue donc le rôle

essentiel, évident pour les élus locaux malheureusement peu armés pour le remplir. La plupart, ils l'ont dit, sont surchargés de tâches diverses et souvent exécutives mais informées. Il n'est d'ailleurs pas certain que la documentation doive être traitée au niveau de la mairie, qui devrait plutôt jouer un rôle d'intermédiaire humain, pose des problèmes de moyens et de décentralisation de l'information dans la « responsabilité d'informer », ce qui implique un changement de mentalité à tous niveaux.

#### Des minibus

On a également envisagé l'emploi de minibus spécialisés, reliant dans les marchés ou des fonctionnaires se déplaçant dans les mairies. Tout dépend du type d'information à diffuser : réglementation nationale ou information locale. Il en va de même pour les associations d'usagers et les partenaires sociaux qui sont également des relais de l'information mais ne peuvent jouer ce rôle que s'ils sont destinataires des documents (les guides par exemple) diffusés par l'administration.

Dans tous les cas, il est indispensable d'avoir affaire à des informateurs formés à ce rôle, à qui l'on puisse faire confiance et qui sachent prendre leurs responsabilités.

M. Grémieux Brilhac, directeur de la Documentation française, a conclu le colloque en proposant plusieurs mesures.

La première est de normaliser les instruments documentaires : concevoir un ensemble cohérent de « Guides des droits et démarches » dans l'esprit de ceux déjà édités par la Documentation française (4), rendre accessibles certaines circulaires interprétatives internes à l'administration, étudier la normalisation de la documentation existant dans les mairies et préfectures.

En ce qui concerne les circuits de communication, il a été proposé de développer ou de transformer les structures actuelles et de créer des relais humains aptes à informer.

Des études doivent être lancées sur le rôle que peuvent jouer les préfectures et mairies, la mutualité agricole (dans les campagnes), les associations d'usagers et centres spécialisés (Institut national de la consommation, Information Jeunesse, Centre d'information féminin...) ainsi que les médias.

Il serait possible d'envisager au niveau du département un « organisme d'information sur l'information » branchant directement le

demandeur sur un répondant qualifié.

En effet, même si la documentation existe, elle ne répond pas aux besoins des usagers isolés qui ont besoin d'un interlocuteur apte à interpréter le document pour eux. Cette nécessité d'un intermédiaire humain, pose des problèmes de moyens et de décentralisation de l'information dans la « responsabilité d'informer », ce qui implique un changement de mentalité à tous niveaux.

De plus, le dialogue devrait être à double sens : permettre de traiter les cas individuels mais également faire remonter l'information vers les centres de décision. L'analyse des demandes formulées pourrait améliorer les instruments conçus pour y répondre.

C'est une certaine conception de l'administration qui est remise en cause.

D. DEGEZ.

(1) Centre interministériel de renseignements, 120 rue de la Harpe, Paris, tél. : 387-35-35 ; Lyon, tél. : 71-70-63.

(2) Guide des centres d'information et de la documentation de l'administration française, 1977. La Documentation française, 32 F.

(3) Dans le canton d'Allaire (Morbihan) a été conçue une petite brochure donnant les adresses où il est possible de se renseigner localement sur impôts et taxes, douanes, vignette auto, boléons, etc. Voir aussi : Guide des droits et démarches, 1977. La Documentation française, 20 F.

Ecole d'Orgue Hamm - Paris  
3 méthodes : 120 à 180 F par mois.  
55 F droit d'inscription  
**hamm**  
255/257 rue de Paris  
75003 PARIS - Tél. 544 35-55

RIDEAUX  
VOILAGES  
**Marcel SELGER**  
Maître Artisan Tapissier  
1, Impasse Druinot  
Paris-12 628.35.30

Nous n'avons qu'une passion  
**ALFA ROMEO**  
alfa duplex  
566.09.09

Du lundi matin au samedi soir  
nous ne faisons que vendre des  
**ALFA ROMEO**  
alfa duplex  
566.09.09

Nous n'entretenez que des  
**ALFA ROMEO**  
alfa duplex  
566.09.09



Le Monde

# Société

## LA LUTTE CONTRE LA DROGUE

### De la réflexion à l'action

Après six mois d'enquête, le rapport de la mission d'étude sur la drogue était remis au président de la République le 19 janvier 1978 (1). Moins d'un mois plus tard, avant même sa publication dans les prochains jours par la Documentation française, le premier ministre décide la mise en application de ses principales propositions. Il est ainsi répondu à tous ceux qui, a priori, doutaient de la volonté du gouvernement de tout mettre en œuvre pour enrayer la toxicomanie.

Comme pour toute étude sur un sujet qui passionne l'opinion, les réactions premières sont toujours diverses, parfois contradictoires. Certains ont estimé nos propositions d'action trop modestes; disons-le clairement: il n'existe pas de solution miracle au problème de la drogue. Les mesures proposées constituent un ensemble raisonnable et cohérent, sans doute le seul possible dans l'état actuel des connaissances.

D'autres considèrent que toute politique en ce domaine est l'annonce d'une évolution qu'ils redoutent. Cette divergence est rassurante. Notre objectif était d'abord de saisir dans son ensemble la réalité du problème tel qu'il se présente aujourd'hui. Faire mieux connaître et, par là, mieux comprendre constitue déjà un progrès, un pas vers une solution. Ce rapport n'est qu'une étape. Un nouveau bilan devra être fait au terme de l'action continue et adaptée que nous allons mener.

#### Ne pas punir c'est permettre

A ceux qui nous ont reproché de n'être pas allés assez loin sur le vers de la libéralisation, l'opposant la réponse que nous a été, hélas, amplement fournie par les drogues eux-mêmes. Ils nous ont confirmé le caractère illusoire de la liberté qu'ils espèrent conquérir par la drogue. Ils ont parlé de souffrance plus que de plaisir, toujours de dépendance et jamais de liberté.

C'est-à-dire l'irréversibilité de l'usage de la drogue, au nom de la liberté de chacun de régler — ou déregler — ses plaisirs, et de disposer de vie. Une telle attitude n'est pas responsable. Nul ne peut, aujourd'hui, affirmer que l'usage du haschisch, considéré par certains comme une « drogue douce », est sans risque. Soit-on, notamment, que l'huile de cannabis, l'une des nombreuses variétés de haschisch, peut entraîner des accidents graves? Une telle proposition n'est pas non plus raisonnable, car le propre de la jeunesse est de transgresser les interdits. En éloignant toujours plus la limite à franchir, on conduit nombre de jeunes à aller encore plus loin dans leur besoin de provoquer et de s'affirmer en s'opposant.

Ne pas punir, c'est permettre. L'expérience des quelques pays qui ont dépeçonné l'usage de certaines drogues montre que la consommation de celles-ci s'est banalisée.

Elle permet, l'usage, c'est, par une pente naturelle, en arriver à tolérer l'existence d'un marché quasi officiel de la drogue, donc de son trafic. Or, là où la répression du trafic a été menée avec succès, le nombre de toxicomanes s'est réduit de manière spectaculaire. A Marseille, par exemple, entre 1972

(1) N.D.R.: le Monde des 20 et 21 janvier a analysé le rapport de Mme Pelletier.

par  
MONIQUE PELLETIER (\*)

et 1974, il y avait en permanence à la prison des Baumettes une centaine de toxicomanes. Lorsque je suis revenue l'été dernier, ils étaient cinq.

Certes, il faut savoir aussi que, en l'absence de drogue illicite, on peut avoir recours à d'autres expédients: médicaments, produits divers. La polytoxicomanie se développe; de même, comment ne pas mentionner la recrudescence de l'alcoolisme chez les jeunes?

#### Des conduites individuelles

C'est bien là le signe qu'il n'y a pas de drogue innocente. La solitude et le désarroi, la tentative d'évasion et d'oubli de la réalité, témoignent à des degrés divers de difficultés d'adaptation ou d'une perturbation plus profonde. Il est donc important de s'attacher aux comportements et à leur signification pour être en mesure, dans chaque cas, de trouver avec discernement la solution la meilleure. Il n'existe pas un problème de la toxicomanie qui serait le signe de la dépravation de la société, mais bien plutôt un ensemble de conduites individuelles ayant chacune sa raison d'être.

Seul un dispositif d'ensemble se révèle efficace: une répression sans prévention, une information sans changement de mentalité, un traitement sans accueil, resteront sans effet.

C'est le rôle du groupe de travail mis en place aujourd'hui de permettre par sa structure simple, par la coordination qu'il réalise entre les administrations, que soit développée cette action globale. Apporter aux expériences en cours un élan nouveau, en encourageant d'autres sans prétendre apporter des solutions uniformes, améliorer la connaissance, assurer la véritable prévention, telles sont quelques-unes des orientations

qui se traduiront, à bref délai, par des mesures concrètes. Inquiètes, les familles confrontées à ce problème nous pressent d'agir. Les mêmes questions reviennent sans cesse: que faire? comment intervenir? à qui s'adresser? Quelques associations répondent déjà à ce besoin d'information et de conseils; mais elles sont peu connues et leurs moyens sont insuffisants. Il conviendra donc d'aménager des lieux d'accueil où jeunes et parents trouveront information et soutien.

#### L'affaire de tous

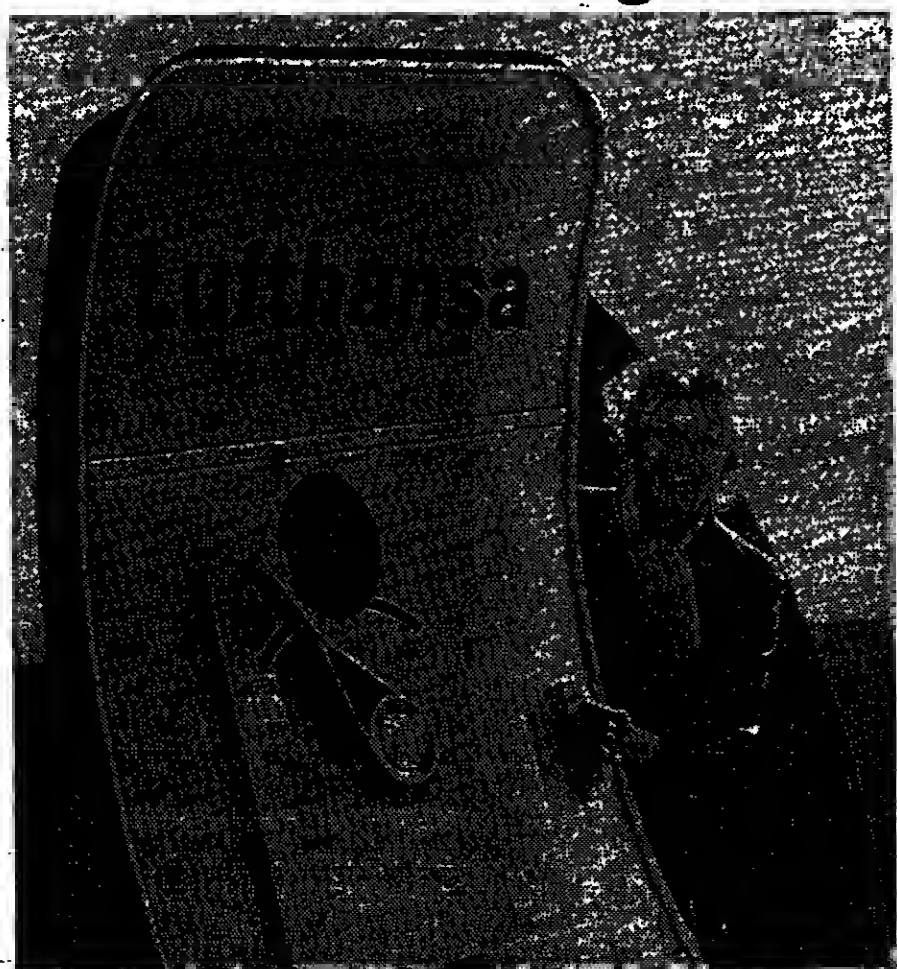
En même temps, il faut souligner que le comportement social se transforme progressivement, car la drogue ne doit pas être tenue pour un phénomène à part, ni rester l'affaire de quelques spécialistes. Elle est un problème social et l'affaire de tous. L'action de l'Etat doit être accompagnée par celle des citoyens.

Reflet d'un désarroi, d'une détresse affective, la toxicomanie nous invite à réfléchir. De quel manquement donc ces jeunes auxquels toutes les libertés ont été offertes d'emblée? Les plus fragiles d'entre eux manquent de l'essentiel, c'est-à-dire de repères et de valeurs à partir desquels il est possible de se construire et de se garder. Ceux pour qui la drogue est un recours signifient plus ou moins clairement qu'ils cherchent à travers elle leur identité dans un monde soudain « flou », où rien n'est plus défendu mais où rien ne paraît plus assez certain pour valoir le peine d'être défendu. La toxicomanie témoigne tout autant de la peur de l'avenir que de l'absence d'une communication véritable.

Est-il utopique d'espérer qu'une société trop peu confiante, trop repliée sur elle-même, devienne — au terme d'un effort partagé — plus chaleureuse? L'alternative est à notre portée. Il faut croire et dire qu'il n'existe pas de fatalité de la drogue.

(\*) Secrétaire d'Etat auprès du ministre de la Justice.

## Bienvenue à Brême, Cologne, Bonn, Dusseldorf, Francfort, Hambourg, Hanovre, Munich, Nuremberg, Sarrebruck et Stuttgart.



Pour les horaires, consultez notre Petit Livre Jaune.

Chaque jour, 12 vols directs ou 34 correspondances via Francfort, vous relient à toutes ces villes d'Allemagne. Départ d'Orly Ouest. Limite d'enregistrement: 15 minutes seulement.

Lufthansa

### SELON LA COMMISSION DE L'ONU

## Le trafic de stupéfiants dans le monde a sensiblement augmenté en 1976

De notre correspondante

Le trafic clandestin du cannabis sous toutes ses formes, et s'est maintenu à un niveau élevé.

La cocaïne est toujours une excellente affaire: bien que la police des Etats-Unis en ait saisi plus de 150 kilos cette année, elle a rapporté aux trafiquants américains 1 milliard de dollars en un an. Les experts ont rappelé que même si la cocaïne n'entraîne pas de dépendance physique, elle engendre souvent une dépendance psychologique grave, car elle est considérée comme l'une des drogues qui donnent « le plus fort effet » d'un repêchage. Quelques 7 300 kilos en ont été saisis au cours des quatre dernières années. Cependant, il continue à en circuler une quantité si grande que les experts redoutent que son prix ne baisse au point d'entraîner une croissance inquiétante de la consommation.

Les laboratoires clandestins de LSD prospèrent également. A

elle seule et en une seule opération, la police britannique a mis l'an passé la main sur une quantité suffisante pour dix millions de doses. La police américaine a saisi pour sa part vingt millions de doses de stupéfiants de synthèse dont quatre millions cent mille doses d'hallucinogènes. C'est en Europe qu'a été opérée la plus importante des saisies de stupéfiants (amphétamines en particulier), et sur le continent américain la plus importante saisisse de dépressifs (barbituriques et tranquillisants).

ISABELLE VICHNIAC.

### UNE BROCHURE DE LA FEN

## Une autre échelle des valeurs pour combattre la toxicomanie

D'après les chiffres du rapport de Mme Monique Pelletier, la toxicomanie toucherait près de trente mille personnes en France, des jeunes essentiellement. La Fédération de l'éducation nationale ne pouvait donc manquer de traiter le sujet. En mai 1977 (le Monde du 13 mai) la FEN organisait une table ronde sur le thème « La drogue, un symptôme? » et lançait une enquête nationale auprès de ses adhérents. Un numéro d'études et documents « des Cahiers de la FEN, intitulé « La drogue, une réalité non une fatalité » (1), vient de paraître. Il regroupe l'ensemble des réflexions et des propositions formulées au cours de l'enquête dirigée par M. Michel Roy, responsable du secteur de la jeunesse et des sports.

D'emblée la brochure sacrifie au « genre »: deux témoignages de toxicomanes, des photographies de jeunes recruevillés sur fond de grand ensemble. Le premier chapitre « Pour une première réflexion sur les causes » tente de faire le point sur une toxicomanie qui — est-il reconnu — quelques lignes plus bas — provient essentiellement d'un manque de repères et des profonds bouleversements de notre époque. « Si on veut lutter contre la toxicomanie, il n'y a pas de doute, on doit adopter des mesures révolutionnaires, c'est-à-dire des mesures qui changeront la nature des choses sans forcément verser dans le spectaculaire. » Autant dire qu'il faut un autre monde. On bute ainsi contre un

préalable de taille: la transformation de notre société!

Les propositions concrètes, exposées dans la seconde partie, dont l'application nécessiterait néanmoins des moyens financiers accrus et une tout autre politique de l'éducation, ont plus de force de conviction. La FEN propose la création d'une véritable structure d'animation de ce milieu de vie qu'est l'école, notamment l'organisation de clubs par lesquels un comité d'accueil et d'information sur les problèmes de la jeunesse. Ce comité jouerait un rôle prépondérant sur les problèmes de la toxicomanie. La FEN souhaite, d'autre part, une meilleure formation des personnels de l'institution scolaire et elle insiste sur le fait que « la toxicomanie ainsi que les différentes expressions du désarroi de la jeunesse doivent être prises en compte par chacun et ne pas faire l'affaire unique des spécialistes ».

Enfin, les responsables de la Fédération pensent que l'information des élèves devrait commencer dès la fin de l'enseignement élémentaire. Evidemment, pour la FEN, ces mesures ne peuvent être réellement mises en place que dans une refonte de l'éducation. « Tant que l'échelle des valeurs restera la même, le profit et le pouvoir de consommation, il y a fort à parier que des jeunes se droguent ou se suicideront », écrit la FEN. C'est pourquoi, trop le don des lendemains qui chantent, existe-t-il un seul paradis d'où on ne puisse trouver des raisons de s'enfuir?

(1) 10, rue de Solferino, 75007 Paris.

CHRISTIAN COLOMBANI.

**Le Monde**  
Service des Abonnements  
5, rue des Halles  
75001 PARIS - CEDEX 03  
C.C.P. 2207-23

**ABONNEMENTS**  
6 mois 5 mois 3 mois 12 mois

FRANCE - D.O.M. - T.O.M.  
115 F 210 F 305 F 400 F

TOUTS PAYS ETRANGERS  
PAR VUE NORMALE  
205 F 300 F 395 F 490 F

ETRANGER  
(par mandat postal)

I. - BELGIQUE-LUXEMBOURG  
PAYS-BAS - SUISSE  
145 F 205 F 300 F 395 F

II. - TUNISIE  
120 F 160 F 200 F 240 F

Par voie aérienne  
Tous sur demande

Les abonnés qui paient par  
chèque postal (trois virements)  
doivent bien indiquer ce chèque à  
leur demande.

Changements d'adresse  
d'adresse ou provisoires (deux  
semaines ou plus): nos abonnés  
sont invités à renouveler leur  
demande une semaine au moins  
avant leur départ.

Joindre la dernière bande  
d'envoi à toute correspondance.  
Veuillez avoir l'obligeance de  
indiquer tous les noms propres en  
capitales d'imprimerie.

**le refuge formation**  
Institut de formation professionnelle continue

propose une  
**FORMATION MARKETING**  
dans votre Entreprise  
par système multi média Bedaux SMM.

5 films 1 livre  
1 manuel de T.P. 1 série de diapos.

Formation adaptée aux besoins  
réels des cadres de l'Entreprise  
sous la direction d'un animateur

LE REFUGE FORMATION - 30, rue de Chabrol, 75010 Paris  
Téléphone 246.92.51

Je désire recevoir gratuitement une documentation  
concernant la Formation Marketing SMM.

Entreprise: \_\_\_\_\_  
Adresse: \_\_\_\_\_  
Nom du destinataire: \_\_\_\_\_

Après le drame de Sangha...

UN COURANT D'OPINION VEUT  
LES SOUS-PROLETAIRES SONT DES  
C'est A.T.O. Contre...

DIRECTION ET INFORMATIQUE

DIRECTEUR FINANCIER ET ADM

CHEF DES VENTES

INGÉNIEURS GESTION

CHEF DES SERVICES

8, rue de Chabrol, 75010 Paris

Amsterdam - Bruxelles - ...



COMMISSION DE L'ONU  
 éfiant dans le m  
 t augmenté en 19

Après le drame de Sainghin-en-Weppes

« UN COURANT D'OPINION VEUT FAIRE CROIRE  
 QUE LES SOUS-PROLÉTAIRES SONT DES PARENTS INDIGNES »  
 déclare A.T.D. Quart-Monde

A propos du drame de Sainghin-en-Weppes (Nord), où trois enfants étaient morts par la mise à feu d'un appartement, le mouvement A.T.D. Quart-Monde rappelle dans un communiqué que « la responsabilité en incombe au manque de logement, à l'absence d'argent, au chômage forcé de M. Pianque, à l'indifférence de l'entourage. A.T.D. Quart-Monde refuse que soient seuls reconnus coupables de l'assassinat du petit Patrick (deux ans), les parents de celui-ci, alors que les collectivités locales et départementales, que la paroisse et les autres organismes d'entraide ont été mis en cause depuis plusieurs mois ».

taires plongés dans l'extrême misère sont des parents cruels, indignes, et que leurs enfants placés à l'aise sociale à l'enfance sont des enfants abandonnés par des parents coupables ».

Le Mouvement Alternatif non violent (MAN) vient de faire paraître un journal mensuel, Non-Violence politique. La publication, tirée à trois mille exemplaires, s'adresse à tous ceux qui, partant d'intuitions non violentes, sont amenés à prendre des responsabilités sociales et politiques ».

Non-Violence politique, 20, rue David, 45200 Montargis, téléphone :

## RELIGION

### Mgr Lefebvre dénonce la « persécution » dont sont victimes les traditionalistes

Quant aux prêtres, ils ne sont pas faits pour faire des stages dans les transports, l'agriculture ou les officines publiques.

Le conseil national de l'Action catholique des milieux indépendants (A.C.M.I.), qui vient de se réunir à Paris avec la participation de deux cent trente personnes, a évoqué la nécessité et les difficultés du pluralisme. Conséquence de vivre dans une « Eglise ouverte », l'A.C.M.I. cherchera à dialoguer avec tous dans le respect et à découvrir dans le progrès technique de nouvelles dimensions.

Ces deux demandes d'annulation de mariage sur 233 ont été accordées par l'Eglise catholique en France en 1978. Dans la région parisienne, le nombre de ces demandes est en diminution : 21 en 1976 contre 24 en 1970 et 32 en 1964.

## MÉDECINE

### POUR INSTAURER LE DIALOGUE Cinquante manifestants occupent l'hôpital de Corbeil

De notre correspondant

Corbeil. — Ils étaient environ cinquante quand ils sont entrés, le vendredi 17 janvier, dans l'hôpital de Corbeil (Seine-et-Marne). L'heure était choisie, mais les mains grandes ouvertes, précédées par un tract vindicatif diffusé dans la ville, ils avaient un objectif : dialoguer. Les membres du Collectif santé, qui étaient à l'origine de cette manifestation, avaient appelé cela « Festival santé » et prévu des débats, des projections de films, de la musique, etc. Un de leurs animateurs, le docteur Jean Carpentier, résume : « L'idée c'est de faire entrer à l'hôpital les gens de l'extérieur autrement qu'en ambulance. D'y faire entrer les forces de vie ».

Le premier contact avec le personnel hospitalier dans la cafétéria fut très froid, le dialogue pratiquement impossible. Il ne fut pas fait appel à la police : Corbeil est une ville de gauche, et à l'hôpital existe une certaine tradition syndicale. Mais, rejetés, durant leurs deux jours de présence dans un coin du vieux bâtiment principal, les « occupants » furent en fait marginalisés. Rejeté qu'il était bien la réaction du directeur de l'hôpital, M. Bernard Campens : « Je condamne la méthode, dit-il. C'est une occupation sans contact préalable et c'est inadmissible en soi. (...) Le dialogue, oui, mais ça se prépare. Sinon on arrive à un blocage entre le personnel et ceux qui viennent discuter. » — S. B.

Une autre échelle des  
 pour combattre la toux



## DIRECTION ET INFORMATIQUE

Paris

Nous sommes une entreprise de dimension nationale agissant sur plus de 100 agences en province. Nous recherchons le responsable du bureau central d'études élaborant de grands projets de gestion complexes, interdépendants, utilisant des outils informatiques et faisant appel simultanément à plusieurs techniques. La candidate recherchée, âgée de 40 ans minimum, de formation grande école ou équivalent, doit posséder : une expérience réussie de la direction et de l'accompagnement d'équipes importantes, ainsi que la conduite organisée et simultanée de grands projets ; une solide pratique informatique permettant l'animation d'informaticiens de tous niveaux, en particulier pour la mesure des charges et des résultats. Le candidat en outre, devra être capable de s'intégrer rapidement en s'adaptant à ses diverses activités. Le poste peut convenir à un agent de la fonction publique. Il est à pourvoir à Paris. La rémunération sera fonction de l'expérience, des connaissances et des responsabilités assumées par le candidat retenu. Ecrire à J. MOUJON à Paris.

Réf. B/5642M

## DIRECTEUR FINANCIER ET ADMINISTRATIF

160.000 F

Filiale d'un important groupe industriel français, cette société spécialisée dans la fabrication et la vente d'outillage mécanique (80 millions de francs de chiffre d'affaires, 550 personnes), recherche, pour son siège à Paris, un Directeur Financier et Administratif. Sous l'autorité du Président-Directeur Général et en liaison avec les services financiers du groupe, il superviserait une vingtaine de personnes et serait responsable de la gestion financière, comptable et administrative de la société. Il assurerait les relations avec les organismes financiers et bancaires et serait chargé des problèmes administratifs et juridiques des filiales (droit des sociétés, prévisions des assemblées...). Ce poste conviendrait à un candidat âgé d'au moins 35 ans, de formation supérieure (E.C., Droit, Expertise Comptable...), au minimum, ayant une expérience approfondie de la gestion financière et comptable acquise à un poste similaire au sein d'une société industrielle. La rémunération annuelle de départ, de l'ordre de 160.000 francs, sera fonction de l'expérience acquise. Ecrire à J. MOUJON à Paris.

Réf. A/2649M

## CHEF DES VENTES FRANCE

120.000 F

Produits grande consommation. — Une importante société spécialisée dans la production et la commercialisation de biens de grande consommation (chiffre d'affaires : 80 millions de francs hors taxes), membre d'un puissant groupe international (50 filiales dans le monde), incontestablement leader sur son marché (50 à 80 % du marché national des produits), implantée en France depuis plusieurs dizaines d'années, crée le poste de Chef des Ventes France. Il sera basé au siège à Paris. Rattaché au Directeur Commercial, il participera à l'élaboration de la politique commerciale et sera responsable de la réalisation des objectifs de ventes. Il contrôlera et animera une équipe d'une vingtaine de personnes, dont dix Chats de Vente régionaux. Ce poste conviendrait à un candidat âgé d'au moins 30 ans, de formation commerciale supérieure, au très bon autodidacte, justifiant d'une expérience réussie de la vente de biens de grande consommation auprès des différents circuits de distribution à l'échelon national ou régional. La rémunération annuelle de départ, de l'ordre de 120.000 francs, sera liée à l'expérience. Une voiture de fonction est fournie. Ecrire à J.-A. DENNINGER à Paris.

Réf. A/2650M

## INGÉNIEURS GESTION QUALITÉ

120.000 F

Une importante société française et filiale d'un groupe multinational de forte notoriété fabriquant des véhicules à usage spécifique recherche la gestionnaire des procédés et procédures de contrôle pour l'une de ses usines. Il fera partie du Département Contrôle Qualité et superviserait un groupe d'une trentaine de personnes. Il sera responsable des aspects d'application et du niveau développement de nouveaux produits ou modification d'anciens produits. Il développera également les méthodes de contrôle qualité en particulier au moment du lancement de nouveaux produits. Il travaillera en liaison étroite avec les bureaux d'études en France et à l'étranger. Les moyens techniques mis à sa disposition sont importants. Le poste convient à un ingénieur diplômé qui ne sait pas seulement un pur technicien mais aussi un gestionnaire d'équipe capable de négocier à des niveaux élevés. Il devra avoir acquis de l'expérience en engineering dans des secteurs tels que l'automobile, les poids lourds, les matériels de travaux publics par exemple. Des connaissances en hydraulique seront appréciées. La pratique de l'anglais courant est indispensable. La rémunération annuelle de départ sera de l'ordre de 120.000 francs. Ecrire à D. LANDEAU à Paris.

Réf. A/4392BM

## CHEF DES SERVICES COMPTABLES

110.000 F

Toulouse. — Un très important groupe américain recherche pour sa filiale française, spécialisée dans l'électronique appliquée aux télécommunications, le Chef de ses Services Comptables. Relevé du Directeur Financier et Administratif, sa mission sera de diriger, organiser, coordonner et contrôler l'ensemble de ces services (comptabilité générale et analytique). Il assurera notamment la liaison avec la société mère pour l'ensemble des problèmes comptables, établira les comptes de résultat (bilans, comptes d'exploitation), étudiera les problèmes fiscaux de l'entreprise et travaillera en étroite collaboration avec l'informatique. Il aura également des responsabilités dans le domaine des déclarations sociales et de la paye du personnel. Ce poste s'adresse à un candidat âgé de 30 ans minimum, titulaire du D.E.C.S. ou pouvant justifier d'un niveau au moins équivalent. Il devra impérativement avoir assumé, pendant plusieurs années, des responsabilités dans les services comptables d'une société anglaise ou américaine. Une bonne connaissance de la langue anglaise est indispensable. Ce poste sera basé dans la proche banlieue Sud de Paris jusqu'en juillet 1978, date à laquelle tous les services de la société seront transférés à Toulouse. La rémunération annuelle de départ, de l'ordre de 110.000 francs, sera fonction de l'expérience acquise. Ecrire à J.-P. ROUGIER à Paris.

Réf. A/2651M

Adresser C.V. détaillé en rappelant la référence sur l'enveloppe. Pour les réf. A), aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats. Pour la réf. B), les réponses seront transmises à notre client sans être ouvertes à moins qu'elles ne soient adressées à notre « Service du Contrôle » indiquant les noms des sociétés auxquelles elles ne doivent pas être communiquées.

P.A. Conseiller de Direction S.A.

8, rue Bellini, 75782 PARIS - Cedex 16 - Tél. 727-35-79

1, allée Jean-Bart - Cours des 50 Otages, 44006 NANTES Cedex - Tél. (40) 47-52-12

9, rue Jacques-Moyron, 69006 LYON - Tél. (78) 52-90-63

19, Résidence Flandre, 59170 CROIX - Tél. (20) 72-52-25

Amsterdam - Barcelone - Bruxelles - Copenhague - Düsseldorf - Frankfurt - Hambourg - Lille - Londres - Lyon - Madrid - Milan - New York - Oslo - Rome - Stockholm - Stuttgart - Turin - Zurich

## DIRECTION COMMERCIALE

170.000 F

Bâtiment - Produits métallurgiques. — Membre d'un important groupe industriel français, cette société, recherche pour Paris, un cadre capable d'accéder rapidement à la Direction Commerciale d'un département de première transformation de l'acier. En étroite collaboration avec l'unité de production, il participera activement au développement des ventes puis deviendra progressivement responsable de la réalisation des objectifs commerciaux en animant une équipe d'une trentaine de personnes. En outre, il devra faire évoluer et élargir de façon rentable la gamme des produits de la société en faisant preuve d'initiative et de sens du marché. Ce poste conviendrait à un candidat âgé d'au moins 35 ans, de formation supérieure, justifiant d'une solide expérience de la vente de produits industriels et de l'animation d'une équipe commerciale. Ses qualités d'animateur et son sens pratique seront importants. Une bonne connaissance de l'anglais et des milieux du bâtiment serait appréciée. La rémunération annuelle, de l'ordre de 170.000 francs, sera fonction de l'expérience acquise. Ecrire à J. MOUJON à Paris.

Réf. A/2573CM

## RESPONSABLE MARKETING-DÉVELOPPEMENT

Automobile

Matériaux plastiques. — DSM FRANCE, filiale en forte expansion du puissant groupe chimique hollandais DSM (chiffre d'affaires : 20 milliards de francs, 33.000 personnes), recherche, pour son siège situé à Paris, le Responsable Marketing-Développement de sa gamme de matériaux plastiques. Sous l'autorité du Directeur Général et en liaison étroite avec ses homologues, responsables Marketing européens, il sera chargé d'élaborer et de proposer des plans de marketing liés à l'évolution du marché automobile français et aux projets à long terme des constructeurs au sous-traitants (recherche de nouveaux débouchés, études des projets, prévisions de ventes...). Il déterminera les lignes directrices d'applications nouvelles auprès des laboratoires du groupe et coordonnera les réalisations chez les utilisateurs (bureaux d'études, transformateurs...) en liaison avec les Chefs de Produits et techniciens d'application de la société. Sa responsabilité pourra éventuellement s'étendre à d'autres secteurs industriels. De fréquents déplacements en France et à l'étranger sont à prévoir. Ce poste conviendrait à un candidat, âgé d'au moins 35 ans, ingénieur de formation et ayant une expérience confirmée de l'industrie automobile. La connaissance des matériaux plastiques et de leur transformation serait appréciée. La pratique de l'anglais est indispensable. La rémunération sera liée à l'expérience et au potentiel du candidat. Ecrire à P. POUJNET à Paris.

Réf. A/2654M

## RESPONSABLE CONTRÔLE CRÉDIT

110.000 F

Une société américaine internationalement connue en raison de la qualité de ses services, recherche un Responsable du Contrôle Crédit pour l'une de ses divisions françaises, située dans la proche banlieue Ouest de Paris. Rendant compte au Directeur du Service « clients », il sera responsable du contrôle des autorisations de crédit à octroyer ainsi que du recouvrement des créances. Pour ce, il aura à animer et dynamiser deux services regroupant 20 personnes chargées de la relance des clients, de la mise en recouvrement des créances et de l'enregistrement permanent des demandes d'autorisation de crédit. Ce poste ne peut convenir qu'à un candidat âgé d'au moins 30 ans, de formation supérieure ou équivalente et pouvant justifier d'une expérience confirmée de l'analyse et de l'évaluation du crédit octroyé à des particuliers, acquise de préférence en milieu bancaire. Une bonne maîtrise de la gestion de comptes informatiques serait appréciée. Cette fonction requiert une grande optimisme et la supervision d'une équipe ainsi que des qualités de rapidité de jugement et un sens éprouvé des affaires. La pratique courante de l'anglais est impérative. La rémunération annuelle de départ, de l'ordre de 110.000 francs, sera fonction du niveau de compétence atteint. Ecrire à G. RAYNAUD à Paris.

Réf. A/2652M

## CHEF DU PERSONNEL

Champagne

Une société industrielle occupant une position de leader sur son marché (produits de consommation) recherche dans la cadre d'une succession dans le poste, un Chef du Personnel pour une importante unité de production située à une centaine de kilomètres à l'Est de Paris. Sous l'autorité du Directeur du Personnel, il participera à la définition de la politique en matière de relations sociales. Sous la responsabilité du Directeur d'établissement, il en assurera l'adaptation et l'application dans tous les domaines de la fonction. Ce poste intéresse un candidat de formation supérieure ou de niveau équivalent, disposant d'une quinzaine d'années de pratique dans la fonction Personnel. Une expérience de généraliste d'au moins cinq ans dans cette fonction acquise en unité de production décentralisée est nécessaire. La rémunération dépendra de l'expérience acquise. Logement facilité. Ecrire à J.-P. CHABAUD à Paris.

Réf. A/2653M

## CHEF COMPTABLE

Sud-Ouest

La filiale française d'une importante société industrielle internationale recherche un Chef Comptable pour son siège social situé près d'une importante ville du Sud-Ouest. Rendant compte exclusivement à la Direction Générale et disposant d'une équipe d'une dizaine de personnes, il sera chargé notamment de la tenue de la comptabilité générale et analytique, de l'établissement des bilans et comptes d'exploitation, et des prévisions de trésorerie. Il aura également des responsabilités dans le domaine des achats, de la paye du personnel, et de l'informatique. Ce poste s'adresse à un candidat âgé de 35 ans minimum, titulaire du D.E.C.S. ou pouvant justifier d'un niveau au moins équivalent, et possédant une solide expérience des opérations indiquées ci-dessus. Une bonne connaissance de la langue anglaise serait appréciée. La rémunération annuelle de départ sera fonction des compétences du candidat retenu. De réelles perspectives d'évolution de carrière peuvent être envisagées. Ecrire à J.-P. ROUGIER à Paris.

Réf. A/2647M



## ÉDUCATION

### Des enseignants des écoles d'architecture s'opposent à la nouvelle réforme des études

Des enseignants d'unités pédagogiques d'architecture de Paris et de province (150 environ) viennent de se réunir à l'École des beaux-arts, qualifiée de "maison de la réforme de l'enseignement de l'architecture" préparée par le ministère de la culture et de l'environnement. Au terme de cette réunion, une délégation s'est rendue chez M. Busy, responsable des enseignements artistiques, pour lui faire part des préoccupations qui se font jour dans les unités pédagogiques d'architecture. Les enseignants estiment que cette réforme "organise la sélection" des étudiants en fin de première année du premier cycle par un concours dont le nombre d'admis est fixé chaque année pour chaque établissement. Elle tend à réduire le nombre des élèves architectes en instituant un "numerus clausus" et en limitant le nombre des étrangers admis à inscrire en première année à 10 % du nombre total des étudiants de chaque école.

Selon les enseignants, la création d'un stage professionnel dans les

agences, sans garanties pédagogiques, laisse présager un retour au système d'avant 1968, et ne fait que différer la mise en place de véritables structures de recherches et de pratiques. Ils considèrent le projet de création de filiales de spécialisation, sous la forme d'un quatrième cycle dans quelques unités pédagogiques, comme une menace de discrimination entre les établissements.

#### Un renforcement de la tutelle du ministère

Enfin, ils voient dans la transformation des unités pédagogiques d'architecture en établissements publics à caractère administratif un renforcement de la tutelle du ministère par l'extension des pouvoirs des directeurs.

Les enseignants réunis ont annoncé des actions d'ampleur régionale et nationale au sein des écoles pour empêcher la mise en place d'une réforme, « élaborée sans consultation réelle des intéressés ».

#### CADRES, ENSEIGNANTS, JEUNES, EN VIVANT DANS UNE FAMILLE AMÉRICAINE, VOUS DECOUVRIREZ MIEUX LES U.S.A.

EXPERIMENT est un organisme d'échanges internationaux dont l'objectif est de favoriser la compréhension entre tous les hommes de toutes les races et de toutes les religions. EXPERIMENT vous initiera à la vie américaine et vous permettra d'améliorer votre anglais. Nous vous proposons également d'autres destinations : le Brésil, l'Inde, l'Irlande, le Japon, le Mexique...

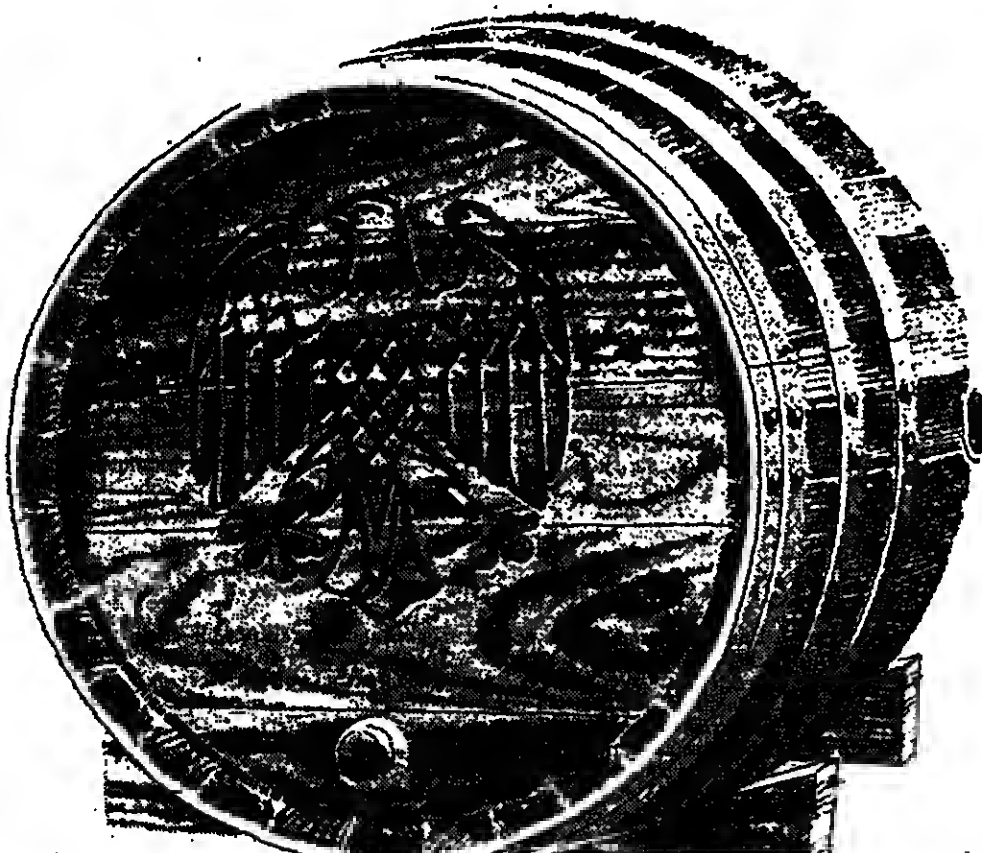
Expériment France

Pour un monde plus ouvert

Associations loi de 1901, membres de l'UNESCO (R) agréés par le Commissariat Général au Tourisme n° 69 0164

89, rue de Turbigo, 75003 Paris - Tél. : 278-50-03

IDA-France-73222-Ad.No.3 - Press



## Qui peut vous aider à tirer meilleur profit de l'Allemagne?

Vos produits bénéficient sur le Marché Allemand d'un taux de change favorable. Il vous est cependant possible d'en tirer encore un meilleur profit en implantant une usine dans la République d'Irlande. Vous bénéficiez ainsi des coûts de production les plus bas du Marché Commun, coûts d'autant plus avantageux qu'ils seront exprimés en Livres Sterling. De plus, le Gouvernement Irlandais vous exonérera de tout impôt sur les bénéfices à l'exportation jusqu'en 1990.

Et n'oubliez pas que vous pouvez livrer le marché Allemand par camion à partir de votre usine Irlandaise en moins de 36 heures et que le fret aérien assure vos livraisons en 2 heures environ.

Ce n'est pas un hasard si de nombreuses Sociétés Allemandes alimentent déjà leur marché intérieur avec des composants et des produits finis en provenance de leur usine Irlandaise. Téléphonez à Terry Brown au 720.67.10 pour obtenir tous les détails sur les avantages d'une implantation en Irlande.

### L'IDA d'Irlande

Vous aurez ainsi affaire à un interlocuteur unique qui a déjà supervisé l'implantation de 500 entreprises européennes. L'IDA IRLAND est prêt à concevoir un plan d'aide financière spécialement adapté à vos besoins.

L'IDA IRLAND vous trouvera un terrain, vous conseillera dans le recrutement de votre personnel et vous assistera dans la négociation avec les syndicats... jusqu'à ce que votre entreprise ait atteint sa pleine capacité de production, dans le respect des délais.

IDA IRLAND 34, Avenue George V - 75008 PARIS. Téléphone : 720.67.10. Télex : 660416.

### L'AIDE A L'ENSEIGNEMENT PRIVÉ

## La FEN attendra le mois d'avril pour siéger de nouveau au Conseil supérieur

Les élus de la Fédération de l'éducation nationale ne siégeront pas au Conseil supérieur de l'éducation nationale avant le renouvellement, le 10 avril prochain, des membres de cet organisme — nommés ou élus pour trois ans — dont le mandat arrive normalement à expiration à cette date. « Il n'est pas question, nous a déclaré M. André Henry, secrétaire général de la FEN, de siéger tant que le Conseil n'aura pas été renouvelé. Nous avons pris nos responsabilités. Si le ministre profitait de notre absence pour traiter certains problèmes, il prendrait

une autre responsabilité ». La décision prise par ces élus, pour protester contre la hâte mise par le gouvernement à soumettre au Conseil des projets de décrets sur l'enseignement privé, ne devrait cependant guère perturber le fonctionnement de cet organisme, dont aucune réunion n'est prévue dans les prochaines semaines.

En plus de son rôle consultatif pour l'examen des textes réglementaires touchant à l'organisation de l'enseignement, le Conseil supérieur a une juridiction suprême en matière disciplinaire. L'ab-

sence des élus de la FEN ne risque-t-elle pas de porter tort aux personnels ? « Nous étions, dit M. Henry, majoritaires dans la section contentieuse et disciplinaire », ce qui signifie que, en l'absence de la FEN, le quorum ne peut pas être atteint dans cette section.

Les textes adoptés le 17 février par le Conseil supérieur ne constituaient qu'un premier ensemble de décrets d'application de la loi Guemour sur la « liberté d'enseignement ». D'autres sont en préparation, ainsi que le ministre l'indiqua dans une lettre au député du Finistère.

### M. Haby prépare des textes d'application de la loi Guemour

M. Guy Guemour, député (R.P.R.) du Finistère, président de l'Association parlementaire pour la liberté de l'enseignement, vient de rendre publique la lettre que lui a adressée, le 13 février, M. René Haby, ministre de l'éducation. Celui-ci précise l'état actuel de préparation de certains textes d'application de la loi du 25 novembre 1977 sur l'aide à l'enseignement privé (dite loi Guemour) relatifs à la situation des maîtres. La loi, rappelle-t-il, a prévu d'aligner, dans un délai de cinq ans, la situation des maîtres du privé sur ceux du public.

M. Haby indique qu'un « premier ensemble de textes » est à l'étude et qu'il se propose « de les soumettre dans les délais les plus brefs » à ses « partenaires ministériels ». Il précise que certaines mesures, « dont le financement est prévu au titre du budget 1978, devraient intervenir prochainement ». Il cite :

— Un texte accordant à certains personnels rémunérés « par référence à l'échelle de rémunération des instituteurs » l'accès au huitième échelon. Le projet de décret va être soumis au Conseil d'Etat ;

— Un projet de texte « ouvrant aux maîtres de l'enseignement privé — à titre exceptionnel et pour une durée de cinq ans — l'accès à l'échelle de rémunération des professeurs d'enseignement général de collège ». Cette possibilité sera soumise à des conditions analogues à celles définies en 1975 pour les maîtres du public.

— Un projet de texte prenant en compte « pour le reclassement des enseignants ayant réussi aux concours de recrutement de l'enseignement public, les services effectués dans l'enseignement privé » ;

— Un texte accordant aux maîtres du privé qui assurent des fonctions de direction la possibilité de « passer un contrat ou d'être agréés pour un service partiel d'enseignement ».

Au sujet des maîtres auxiliaires du privé, le ministre de l'éducation estime que leur situation « est, du point de vue de la garantie de l'emploi, loin d'être défavorable si on la compare à celle des maîtres auxiliaires de l'enseignement public », car les premiers « bénéficient des garanties contractuelles normales ».

A propos du rattachement du forfait d'entretien (qui permet dans une large mesure, de financer les rémunérations des personnels non enseignants), M. Haby rappelle les augmentations intervenues ces dernières années : « 15,36 % au budget de 1976, 12,28 % au budget de 1977 et 13,10 % au budget de 1978 ». « Dans ces conditions », écrit M. Haby, « une nouvelle majoration (...) sera conduite progressivement », comme le prévoit la loi, réalisée dans un délai de trois ans.

Le ministre de l'éducation rappelle, d'autre part, que la loi a prévu la fixation avant le 31 décembre 1978, par un décret en Conseil d'Etat, des « conditions d'accès à la retraite des maîtres de l'enseignement privé » pour élever leur situation avec celle des maîtres du public. « Ces dispositions », écrit M. Haby, « présentent une extrême complexité, s'agissant

d'une transition du régime de droit privé et de la variété des régimes complémentaires au régime de la fonction publique ; elles comportent, en outre, de très lourdes incidences financières qui nécessiteront un échelonnement des mesures budgétaires destinées à leur couverture ».

#### DEUX VITESSES

La FEN reproche à M. Haby sa hâte à faire exécuter des textes sur l'enseignement privé deux mois et demi après le vote de la loi. M. André Henry estime que cette attitude contraste avec les lenteurs habituelles de la procédure quand il s'agit de textes qui concernent l'enseignement public. M. Henry nous a indiqué que celle-ci ne dure jamais moins de sept à huit mois. Selon lui, tous les textes concernant les personnels sont bloqués « sous prétexte que le gouvernement ne veut examiner aucune mesure catégorielle possible ». Il en est ainsi, dit-il, de textes sur la définition du rôle des personnels de l'enseignement, la formation des maîtres ou les écoles normales.

### Divergences au sein de la municipalité de Nantes

De notre correspondant

Nantes. — Une polémique vient d'éclater au sein du conseil municipal de Nantes, à propos des subventions aux écoles privées. Une déclaration faite au début du mois par M. Alain Chemard, maire (socialiste) de la ville, a provoqué une réaction de M. Bussan, conseiller municipal (communiste).

La nouvelle municipalité, élue en mars 1977, avait recouvert les subventions aux écoles privées. Mais, le 2 février, M. Chemard avait déclaré : « Avec plus de deux mille élèves dans le privé, l'école n'est plus qu'un fort pourcentage d'enfants scolaires dans l'enseignement privé. Nous étions conscients de cette réalité lors de notre arrivée à la tête de la municipalité. Tous les établissements privés — qu'ils soient confessionnels ou non — ont des principes qui sont les nôtres sans perturbation considérable. La vie scolaire d'un nombre important d'enfants est assurée par des maîtres qui plaident en faveur du maintien du statu quo, c'est que notre espoir était grand de voir, en mars 1978, avec la victoire de l'union de la gauche, de grands changements se produire, et, particulièrement dans le domaine de l'enseignement, de voir, par des dispositions législatives, mettre fin à cette division en deux du monde des enfants. »

« Si cet espoir était déçu, ce que nous ne croyons pas, si nous n'avons pas des dispositions législatives réglant une fois pour toutes ce problème de l'enseignement privé, je dois dire que la ville de Nantes, qui, comme toutes les collectivités locales, supporte des charges qui ne sont pas de son ressort et qui, en fonction de cela, voit ses impôts locaux augmenter démesurément, la ville

de Nantes ne pourrait plus supporter cette aide à l'enseignement privé ».

M. Bussan, conseiller municipal communiste, vient de répondre au maire : « Cette prise de position n'engage que le maire et les élus socialistes. Nous regrettons de n'avoir été ni consultés ni informés. Nous respectons pour notre part le programme commun, qui indique que les établissements privés — qu'ils soient confessionnels ou non — ont des principes qui sont les nôtres sans perturbation considérable. La vie scolaire d'un nombre important d'enfants est assurée par des maîtres qui plaident en faveur du maintien du statu quo, c'est que notre espoir était grand de voir, en mars 1978, avec la victoire de l'union de la gauche, de grands changements se produire, et, particulièrement dans le domaine de l'enseignement, de voir, par des dispositions législatives, mettre fin à cette division en deux du monde des enfants. »

« Si cet espoir était déçu, ce que nous ne croyons pas, si nous n'avons pas des dispositions législatives réglant une fois pour toutes ce problème de l'enseignement privé, je dois dire que la ville de Nantes, qui, comme toutes les collectivités locales, supporte des charges qui ne sont pas de son ressort et qui, en fonction de cela, voit ses impôts locaux augmenter démesurément, la ville

de Nantes ne pourrait plus supporter cette aide à l'enseignement privé ».

M. Bussan, conseiller municipal communiste, vient de répondre au maire : « Cette prise de position n'engage que le maire et les élus socialistes. Nous regrettons de n'avoir été ni consultés ni informés. Nous respectons pour notre part le programme commun, qui indique que les établissements privés — qu'ils soient confessionnels ou non — ont des principes qui sont les nôtres sans perturbation considérable. La vie scolaire d'un nombre important d'enfants est assurée par des maîtres qui plaident en faveur du maintien du statu quo, c'est que notre espoir était grand de voir, en mars 1978, avec la victoire de l'union de la gauche, de grands changements se produire, et, particulièrement dans le domaine de l'enseignement, de voir, par des dispositions législatives, mettre fin à cette division en deux du monde des enfants. »

« Si cet espoir était déçu, ce que nous ne croyons pas, si nous n'avons pas des dispositions législatives réglant une fois pour toutes ce problème de l'enseignement privé, je dois dire que la ville de Nantes, qui, comme toutes les collectivités locales, supporte des charges qui ne sont pas de son ressort et qui, en fonction de cela, voit ses impôts locaux augmenter démesurément, la ville

de Nantes ne pourrait plus supporter cette aide à l'enseignement privé ».

M. Bussan, conseiller municipal communiste, vient de répondre au maire : « Cette prise de position n'engage que le maire et les élus socialistes. Nous regrettons de n'avoir été ni consultés ni informés. Nous respectons pour notre part le programme commun, qui indique que les établissements privés — qu'ils soient confessionnels ou non — ont des principes qui sont les nôtres sans perturbation considérable. La vie scolaire d'un nombre important d'enfants est assurée par des maîtres qui plaident en faveur du maintien du statu quo, c'est que notre espoir était grand de voir, en mars 1978, avec la victoire de l'union de la gauche, de grands changements se produire, et, particulièrement dans le domaine de l'enseignement, de voir, par des dispositions législatives, mettre fin à cette division en deux du monde des enfants. »

« Si cet espoir était déçu, ce que nous ne croyons pas, si nous n'avons pas des dispositions législatives réglant une fois pour toutes ce problème de l'enseignement privé, je dois dire que la ville de Nantes, qui, comme toutes les collectivités locales, supporte des charges qui ne sont pas de son ressort et qui, en fonction de cela, voit ses impôts locaux augmenter démesurément, la ville

de Nantes ne pourrait plus supporter cette aide à l'enseignement privé ».

M. Bussan, conseiller municipal communiste, vient de répondre au maire : « Cette prise de position n'engage que le maire et les élus socialistes. Nous regrettons de n'avoir été ni consultés ni informés. Nous respectons pour notre part le programme commun, qui indique que les établissements privés — qu'ils soient confessionnels ou non — ont des principes qui sont les nôtres sans perturbation considérable. La vie scolaire d'un nombre important d'enfants est assurée par des maîtres qui plaident en faveur du maintien du statu quo, c'est que notre espoir était grand de voir, en mars 1978, avec la victoire de l'union de la gauche, de grands changements se produire, et, particulièrement dans le domaine de l'enseignement, de voir, par des dispositions législatives, mettre fin à cette division en deux du monde des enfants. »

« Si cet espoir était déçu, ce que nous ne croyons pas, si nous n'avons pas des dispositions législatives réglant une fois pour toutes ce problème de l'enseignement privé, je dois dire que la ville de Nantes, qui, comme toutes les collectivités locales, supporte des charges qui ne sont pas de son ressort et qui, en fonction de cela, voit ses impôts locaux augmenter démesurément, la ville

de Nantes ne pourrait plus supporter cette aide à l'enseignement privé ».

M. Bussan, conseiller municipal communiste, vient de répondre au maire : « Cette prise de position n'engage que le maire et les élus socialistes. Nous regrettons de n'avoir été ni consultés ni informés. Nous respectons pour notre part le programme commun, qui indique que les établissements privés — qu'ils soient confessionnels ou non — ont des principes qui sont les nôtres sans perturbation considérable. La vie scolaire d'un nombre important d'enfants est assurée par des maîtres qui plaident en faveur du maintien du statu quo, c'est que notre espoir était grand de voir, en mars 1978, avec la victoire de l'union de la gauche, de grands changements se produire, et, particulièrement dans le domaine de l'enseignement, de voir, par des dispositions législatives, mettre fin à cette division en deux du monde des enfants. »

« Si cet espoir était déçu, ce que nous ne croyons pas, si nous n'avons pas des dispositions législatives réglant une fois pour toutes ce problème de l'enseignement privé, je dois dire que la ville de Nantes, qui, comme toutes les collectivités locales, supporte des charges qui ne sont pas de son ressort et qui, en fonction de cela, voit ses impôts locaux augmenter démesurément, la ville

de Nantes ne pourrait plus supporter cette aide à l'enseignement privé ».

### AU TERME DE DIX ANS

### Le tribunal de Nantes d'une plénière

Le tribunal de grande instance de Nantes a tenu, le 17 février, sa plénière annuelle. Elle a été présidée par le président du tribunal, M. Jean-Pierre Laroche.

Le tribunal a examiné les comptes de l'exercice 1977 et a approuvé les conclusions du rapport du président.

Le tribunal a également examiné les propositions de budget pour l'exercice 1978 et a approuvé le budget proposé.

Le tribunal a enfin examiné les propositions de règlement intérieur et a approuvé le règlement proposé.

Le tribunal a terminé sa plénière à 18 heures.

Le tribunal de grande instance de Nantes a tenu, le 17 février, sa plénière annuelle. Elle a été présidée par le président du tribunal, M. Jean-Pierre Laroche.

Le tribunal a examiné les comptes de l'exercice 1977 et a approuvé les conclusions du rapport du président.

Le tribunal a également examiné les propositions de budget pour l'exercice 1978 et a approuvé le budget proposé.

Le tribunal a enfin examiné les propositions de règlement intérieur et a approuvé le règlement proposé.

Le tribunal a terminé sa plénière à 18 heures.

Le tribunal de grande instance de Nantes a tenu, le 17 février, sa plénière annuelle. Elle a été présidée par le président du tribunal, M. Jean-Pierre Laroche.

Le tribunal a examiné les comptes de l'exercice 1977 et a approuvé les conclusions du rapport du président.

Le tribunal a également examiné les propositions de budget pour l'exercice 1978 et a approuvé le budget proposé.

Le tribunal a enfin examiné les propositions de règlement intérieur et a approuvé le règlement proposé.

Le tribunal a terminé sa plénière à 18 heures.

Le tribunal de grande instance de Nantes a tenu, le 17 février, sa plénière annuelle. Elle a été présidée par le président du tribunal, M. Jean-Pierre Laroche.

Le tribunal a examiné les comptes de l'exercice 1977 et a approuvé les conclusions du rapport du président.

Le tribunal a également examiné les propositions de budget pour l'exercice 1978 et a approuvé le budget proposé.

Le tribunal a enfin examiné les propositions de règlement intérieur et a approuvé le règlement proposé.

Le tribunal a terminé sa plénière à 18 heures.

Le tribunal de grande instance de Nantes a tenu, le 17 février, sa plénière annuelle. Elle a été présidée par le président du tribunal, M. Jean-Pierre Laroche.

Le tribunal a examiné les comptes de l'exercice 1977 et a approuvé les conclusions du rapport du président.

Le tribunal a également examiné les propositions de budget pour l'exercice 1978 et a approuvé le budget proposé.

Le tribunal a enfin examiné les propositions de règlement intérieur et a approuvé le règlement proposé.

Le tribunal a terminé sa plénière à 18 heures.

Le tribunal de grande instance de Nantes a tenu, le 17 février, sa plénière annuelle. Elle a été présidée par le président du tribunal, M. Jean-Pierre Laroche.

Le tribunal a examiné les comptes de l'exercice 1977 et a approuvé les conclusions du rapport du président.

Le tribunal a également examiné les propositions de budget pour l'exercice 1978 et a approuvé le budget proposé.

Le tribunal a enfin examiné les propositions de règlement intérieur et a approuvé le règlement proposé.

Le tribunal a terminé sa plénière à 18 heures.

Le tribunal de grande instance de Nantes a tenu, le 17 février, sa plénière annuelle. Elle a été présidée par le président du tribunal, M. Jean-Pierre Laroche.

Le tribunal a examiné les comptes de l'exercice 1977 et a approuvé les conclusions du rapport du président.

Le tribunal a également examiné les propositions de budget pour l'exercice 1978 et a approuvé le budget proposé.

Le tribunal a enfin examiné les propositions de règlement intérieur et a approuvé le règlement proposé.

Le tribunal a terminé sa plénière à 18 heures.

Le tribunal de grande instance de Nantes a tenu, le 17 février, sa plénière annuelle. Elle a été présidée par le président du tribunal, M. Jean-Pierre Laroche.

Le tribunal a examiné les comptes de l'exercice 1977 et a approuvé les conclusions du rapport du président.

Le tribunal a également examiné les propositions de budget pour l'exercice 1978 et a approuvé le budget proposé.

Le tribunal a enfin examiné les propositions de règlement intérieur et a approuvé le règlement proposé.

Le tribunal a terminé sa plénière à 18 heures.

Le tribunal de grande instance de Nantes a tenu, le 17 février, sa plénière annuelle. Elle a été présidée par le président du tribunal, M. Jean-Pierre Laroche.



سكوت الحامل

## JUSTICE

AU TERME DE DIX ANNÉES D'ATTENTE

### Le tribunal de Créteil va disposer d'une pleine compétence

Le tribunal de grande instance de Créteil (Val-de-Marne) aura attendu dix ans avant d'être lui-même. Né — comme ceux de Bobigny ou de Nanterre — de la réorganisation de la région parisienne consécutive à la loi du 12 juillet 1967, ce tribunal est devenu une réalité seulement depuis la semaine dernière avec l'inauguration du palais de justice de la ville, la 14 février, par M. Alain Peyrefitte, garde des sceaux (« la Monde », daté 16 février). Probablement sans équivalent en Europe, selon le ministre de la justice, le nouvel édifice, qui a coûté 80 millions de francs, concrétise dans l'esprit de ses promoteurs le désir d'ouverture de la justice française.

Le palais a été conçu en deux bâtiments d'une surface totale de 20 000 mètres carrés : un édifice de dix-neuf niveaux où sont installés les chambres civiles, les services du parquet, les bureaux du ministère public, la greffe et les juges d'instruction, et un immeuble de quatre niveaux qui reçoit, autour d'un vaste hall, la salle des audiences, les six salles d'audiences pénales, le tribunal pour enfants, les services de l'application des peines.

Pour faciliter l'accès à la justice, un certain nombre de services sont mis à la disposition du public : service d'accueil avec bottes ; bureau d'informations judiciaires à la disposition du public, chaque jour de 8 h. 30 à 19 heures ; service de consultations gratuites organisé par le conseil de l'ordre des avocats, qui fonctionnera à partir du 8 mars chaque mercredi ; halte-garderie pour les enfants des justiciables ; cafétéria ; par auto de deux cent cinquante places accessibles à tous.

En dehors de l'accueil, l'accent a été placé sur la rapidité du travail grâce à l'application des techniques nouvelles : transport mécanique du courrier interne par conteneurs, atelier central de reprographie, procédé de conservation des pièces à conviction.

utilisation des moyens vidéo pour l'information pénale et, comme dans les tribunaux de la région parisienne, utilisation de l'ordinateur pour la gestion.

#### Vingt mille affaires par an

Jusqu'au début de l'année 1978, le tribunal de grande instance de Créteil, installé dans les locaux provisoires de la cité administrative, n'avait qu'une compétence limitée : chambre de famille, expropriations, commission de première instance de la sécurité sociale, tribunal pour enfants et application des peines.

L'exercice de la pleine compétence, à partir du 27 février prochain, va accroître considérablement le rôle de la juridiction. Plus de cent cinquante mille procès-verbaux concernant des crimes ou des délits seront soumis annuellement au parquet, les juges d'instruction seront saisis de près de deux mille informations, les chambres pénales jugeront vingt mille affaires et les chambres civiles seront saisis de près de six mille procédures. Une centaine de magistrats et plus de trois mille fonctionnaires se partageront la tâche.

FRANCIS GOUGE.

LA LUTTE CONTRE LE TERRORISME

### Le congrès des juristes démocrates dénonce le « grignotage des libertés »

L'Association française des juristes démocrates, réunie en congrès les 18 et 19 février, à Paris, a entendu un rapport de M. Philippe Waquet, avocat à la Cour de cassation et au Conseil d'Etat, sur le thème : « Terrorisme, justice et libertés ». Après avoir noté que l'opinion, ignorante du fonctionnement de l'appareil judiciaire, est abusivement guidée par le « grignotage des libertés » quand elle est, au contraire, massivement sensibilisée à « certaines formes de violence qualifiées de terrorisme », M. Waquet s'est volontairement abstenu de donner une définition du terrorisme, affirmant seulement qu'il « contient en lui-même une interrogation à la société ».

Le rapporteur a estimé que l'on « trompait les citoyens en prétendant que les moyens légaux de répression étaient insuffisants... » ce qui revient, a-t-il ajouté, à encourager dans l'opinion les réactions les plus primitives et à permettre la remise en cause du droit d'ordre et des droits de la défense. M. Waquet a ensuite évoqué les pressions

que le pouvoir, à l'occasion d'affaires de terrorisme, exerçait sur les magistrats. « Quand les magistrats résistent à ces pressions, la tentation du pouvoir est de se passer de la justice », a déclaré le rapporteur, évoquant à l'appui de sa thèse, le projet d'extradition automatique, la circulation sur l'emprisonnement des étrangers, l'appel à la délation et le développement du fichage automatique.

An cours du débat, un magistrat du parquet, M. Jean-Claude Pouquet, assesseur à Nanterre, a estimé que « l'arsenal législatif actuel était largement suffisant pour faire face aux nécessités de la répression ». Concluant la discussion, M. Waquet a invité les juristes démocrates à intensifier la lutte pour les libertés et pour la défense des droits de la défense. Dimanche, l'association a élu ses organes dirigeants : M. Pierre Lavigne, professeur de droit public à l'université Paris-I, et M. Nicolas Dreyfus, du barreau de Paris, ont été renouvelés dans leurs mandats respectifs de président et secrétaire général.

Après les sanctions décidées par le garde des sceaux

### Mlle Guemann est mutée d'office au tribunal de Nanterre

De notre correspondant

Draguignan. — C'est par une dépêche de l'agence France-Presse, dimanche 19 février, à Draguignan, que Mlle Monique Guemann, premier substitut du procureur de la République de cette ville, a appris sa mutation d'office avec abaissement d'échelon, à Nanterre (Seine-Saint-Denis), comme substitut du procureur de la République (1). Mlle Guemann s'est déclarée « surprise par les pratiques curieuses du ministère de la justice, lequel préfère rendre publiques à la presse ses décisions au lieu de les lui notifier ».

« J'exécute cette décision, car je suis une fonctionnaire disciplinée, mais cela ne m'empêchera pas de continuer à me défendre avec acharnement », a ajouté le magistrat, qui a précisé « son intention de déposer devant le Conseil d'Etat un recours contre la décision de la

commission de discipline du ministère de la justice » relative à sa suspension provisoire en date du 28 novembre 1977 (le Monde du 28 novembre). Mlle Guemann a été d'autre part rétrogradée de l'échelon 760 à l'échelon 711, soit une perte mensuelle de 470 F.

Le syndicat de la magistrature, dont Mlle Guemann est vice-président — a déposé un recours visant la composition de la commission de discipline qui a examiné la situation du magistrat et donné son avis au garde des sceaux le 10 février dernier (le Monde daté 12-13 février). Il se trouve, en effet, que, par une interprétation que le syndicat juge « restrictive », les représentants des magistrats de l'administration centrale du ministère, sous le prétexte qu'ils ne faisaient pas partie des cours et tribunaux, ont été écartés de cette commission.

Une manifestation de soutien a été organisée samedi 18 février, par le syndicat de la magistrature, à Draguignan.

(1) Le Journal officiel du 19 février publie le décret de mutation en date du 18 février 1978.

## Faits et jugements

### Le responsable d'une société de surveillance écroué.

Responsable d'une société de gardiennage et de surveillance de Compiègne (Oise), M. Alain Belval, trente-cinq ans, a été inculpé, samedi 18 février, de coups et blessures volontaires avec préméditation, port d'arme prohibée et d'être écroué.

M. Belval, qui dirige la Société valoisienne de surveillance, assure — avec des chiens policiers, des voitures-radio et trois employés — la sécurité des personnes et des biens, qui lui sont confiés, dans la région de Compiègne. Appelé pendant la nuit du 16 au 17 février par la propriétaire d'un bar qu'importunaient trois consommateurs, M. André Belval, après une tentative de conciliation, les avait légèrement blessés de trois coups de feu, tirés avec un fusil de chasse calibre 12 qu'il était allé chercher dans sa voiture.

La loi française interdisant, sauf en cas de transport de fonds, aux directeurs et personnels des sociétés de gardiennage d'exercer leur métier munis d'une arme à feu, M. Belval a été inculpé et écroué à la maison d'arrêt de Compiègne.

### « Interdit aux Algériens par décision préfectorale ».

Le propriétaire du bar-tabac Le Massagran, place Léon-Betoulle, à Limoges, M. Pierre Puech, a comparu, lundi 13 février, devant le tribunal de grande instance de Limoges sous l'inculpation de refus de service. Le 6 mars 1977, M. Puech avait affiché à la porte de son café l'avis suivant : « Cet établissement est interdit aux personnes de nationalité algérienne par décision préfectorale ». La référence était, bien entendu, inexacte, mais le parquet, saisi de l'affaire, l'avait classée sans suite. Elle est revenue devant le tribunal sur constitution de partie civile du Mouvement contre le racisme, l'antisémitisme et pour la paix (MRAP).

Devant le tribunal, M. Puech a expliqué son comportement par une réaction d'autodéfense après des incidents survenus dans son établissement entre des clients d'origine nord-africaine. Son avocat a demandé qu'une décision de relaxe suive le classement sans suite décidé auparavant. Le MRAP, partie civile, a demandé le franc symbolique de dommages et intérêts. Jugement le 6 mars. — (Corresp.)

● Inculpation après un attentat contre un foyer Sonacotra. — Un jeune homme, âgé de vingt-quatre ans, dont l'identité n'a pas été communiquée, militant d'un mouvement d'extrême-droite, a été inculpé de destruction et de tentative de destruction par explosif d'édifice habité. Cette inculpation fait suite à un attentat commis, dans la nuit du 10 au 11 décembre 1977, contre un foyer Sonacotra, à Strasbourg (le Monde du 13 décembre 1977), qui avait provoqué des dégâts matériels minimes. L'action avait été revendiquée par un « groupe Delta ». Le jeune homme a été laissé en

### Coups de feu après un bal en Alsace : deux morts, un blessé.

Un jeune homme, M. José Flick, vingt ans, a tué deux personnes et en a blessé une troisième à coups de revolver, après une rixe survenue dans la nuit du 16 au 17 février, au dimanche 18 février, au cours d'un bal organisé à Gumbelheim (Bas-Rhin).

Le drame s'est produit vers une heure du matin après que deux groupes de jeunes gens, qui s'étaient querellés au bal, furent sortis dans la rue pour s'y battre. Membre du premier groupe, celui des jeunes gens domiciliés à Hirschwiller, une localité des environs, M. José Flick sortit un revolver à barillet et fit feu à plusieurs reprises, blessant grièvement deux de ses adversaires, MM. Pascal Wintz, dix-neuf ans, de Gumbelheim (Bas-Rhin), et Jean Gourguillon, vingt ans, soldat permissionnaire, et plus légèrement un troisième, M. Daniel Hermann, dix-neuf ans, lui aussi de Gumbelheim. Les deux premiers devaient succomber à leurs blessures au cours de leur transport à l'hôpital de Strasbourg. Le meurtrier, arrêté peu après par les gendarmes a été écroué.

### Un médecin condamné pour un certificat d'arrêt de travail rétroactif.

Un médecin, qui avait établi un certificat de travail avec effet rétroactif, a été sévèrement condamné, samedi 18 février, par le tribunal de grande instance de Montbéliard.

Mme Iranka Combes, cinquante et un ans, médecin à Valentigney (Doubs), avait, le 5 février 1978, établi un certificat d'arrêt de travail pour un ouvrier yougoslave, en le datant du 3 février. Mais l'enquête a prouvé qu'à cette date l'ouvrier se trouvait dans sa famille, en Yougoslavie.

Le tribunal a condamné le docteur Combes à cinq ans d'exclusion des services des assurances sociales, à quinze jours de prison avec sursis et à 3 000 francs d'amende. Mme Combes devra également verser 3 000 francs de dommages-intérêts à la caisse de Sécurité sociale.

● Mme René le Roux, ancien président-directeur général du Palais de la Méditerranée, à Nice, a déposé, lundi 13 février, une plainte contre X pour séquestration arbitraire, après la disparition de sa fille, Agnès, dont elle est sans nouvelles depuis le mois d'octobre 1977. Au cours de la querelle à épisodes qui a accompagné l'entrée du Palais de la Méditerranée dans le groupe de M. Jean-Dominique Fréon, P.-D.G. de l'autre grand casino de Nice, le Ruhl (le Monde du 23 juillet, 17 août et du 28 septembre 1977), la fille de Mme le Roux s'était trouvée en désaccord avec sa mère, qui s'opposait à l'opération.

Admise au mois d'octobre 1977 à l'hôpital Saint-Roch de Nice après deux tentatives de suicides, la fille de Mme le Roux n'a plus, après sa sortie, donné signe de vie ni à sa mère ni à son entourage.

# Votre projet. Avec l'Écureuil.



Vous avez de 16 à 20 ans. Vous êtes sportif, passionné de science, artiste en herbe. Vous voulez défendre votre environnement. Ou aider des personnes défavorisées.

Le Secrétariat d'Etat à la Jeunesse et aux Sports et les Caisse d'Epargne «Écureuil» vous donnent la possibilité, seul ou avec des amis, de réaliser le projet qui vous tient à cœur. En ouvrant un compte épargne Jeune-Projet dans votre Caisse d'Epargne. C'est une exclusivité de l'Écureuil.

Les avantages ? Un : vous commencez par épargner en déposant ce que vous voulez, quand vous voulez et vous touchez un intérêt rémunérateur.

Deux : vous pouvez être l'un des gagnants du concours annuel en présentant votre projet.

Ce qu'il y a à gagner ? 1000 bourses de 1000 F pour l'ensemble des départements. Et en plus, pour les auteurs des meilleurs projets, 30 super-bourses de 4000 F et 100 bourses de 2000 F. Toutes ces bourses sont offertes par le Secrétariat d'Etat à la Jeunesse et aux Sports.

Ce n'est pas tout : l'Écureuil est généreux : 500 000,00 F de cadeaux seront distribués tous les ans, sous certaines conditions, aux possesseurs de compte épargne Jeune-Projet. Renseignez-vous vite auprès de votre Caisse d'Epargne, celle où est l'Écureuil.



## Compte Epargne "Jeune-Projet." Pour les jeunes.

Secrétariat d'Etat à la Jeunesse et aux Sports - Caisse d'Epargne «Écureuil».









هكذا من الامم

IMPORTS  
centre préolympique  
ES POUR L'ÉLITE

# Le Monde DE L'ECONOMIE

## Le chiffre est-il un progrès ?

Il est implicitement admis dans ce pays que le chiffre des programmes présentés par les partis est un progrès, un peu comme si la politique, à son tour, accédait à l'âge scientifique, en substituant, comme l'ont fait depuis longtemps les physiciens, aux jugements de valeur et aux appréciations purement qualitatives, des propositions qui renvoient à des grandeurs quantifiables. Dans ce principe, la méthode paraît inattaquable. Ne procède-t-elle pas du souci justifié qu'exprime le bon sens lors-

qu'il dit : il faut savoir où l'on va ? Il n'est donc pas étonnant que les exercices chiffrés auxquels nous avons assisté depuis le printemps dernier, pour ne pas remonter plus loin, ont permis d'y voir plus clair, non seulement sur les intentions affichées des principales formations, surtout sur celles de l'opposition (la majorité étant au pouvoir, la réélection, pour elle, reste la réalité budgétaire, économique, sociale, monétaire, telle qu'elle existe aujourd'hui), mais aussi sur certaines implications importantes de leurs propositions.

Devrait continuer à être supporté par les entreprises en tout état de cause, tout ce qui, dans les charges sociales, correspond à un salaire indirect ou différé. On pourrait espérer que la crise aurait au moins l'avantage de faire justice de cette étrange conception selon laquelle le pouvoir politique est en mesure de « choisir » un taux de croissance, une préférence pour l'investissement, la réduction du chômage ou un peu moins d'inflation ? Un peu plus de consommation ou d'investissement ? Nous ne carterons pas. C'est dans ces termes, qui laissent entendre que le gouvernement est armé pour arbitrer entre ces différents avantages, que se jouent les élections (qui dans la réalité se jouent), que non seulement en France, mais même aux États-Unis (voir la proposition de loi sur le plein emploi présentée par le sénateur Humphrey), certains jusqu'au-boutistes du « volontarisme » présentent les « options » à offrir aux citoyens.

Les dures leçons de la récession n'auraient guère été entendues, du moins par les faiseurs de programmes. Impeccablement, le P.S. nous promet que sa politique de relance de la consommation devrait porter le taux de croissance (estimé — sans plus de sérieux — à 4,5 % dans les comptes provisionnels de la nation) à 4,9 %, alors que le plus vraisemblable est une forte aggravation de la récession amorcée par une inflation accélérée. Quant au parti communiste, il table sur une expansion de 6 %, comme aux beaux jours du capitalisme. A quel point un raisonnement conduit selon les canons de la comptabilité nationale, qui ne connaît que des « agrégats statistiques » (consommation des ménages, épargne des entreprises, non bancaires, etc.), peut contredire la réalité sociale ici au premier regard. Peut-on penser par exemple, que, en cas où les communistes seraient en mesure de faire prévaloir l'essentiel du programme commun réactif par eux, le fort relèvement de l'impôt sur les sociétés, l'imposition du capital, etc., seraient sans effet sur la proposition d'investir des sociétés capitalistes, et d'une façon plus générale, sur le niveau de l'activité ? Les grands groupes, dirait-on, seront nationalisés. Ils mettront donc en œuvre les programmes d'équipement « vouchés par la nation ».

PAUL FABRA.

(Lire la suite page 22.)

### Le débat fondamental

Par exemple, les chiffres qu'ont publiés les communistes sur la croissance qu'ils attendent de la masse salariale, compte tenu des créations nouvelles d'emplois qu'ils croient pouvoir annoncer, ont montré (voir les articles d'Alain Verhoef, *Le Monde* des 15-16 et 18 mai 1977), l'ampleur de la redistribution des revenus recherchée au profit des bas et modestes salaires (mais quelle serait l'incidence de l'inflation ?). Aussi, si l'on ne peut même « bâcler », quelle ait pu apparaître, la version chiffrée de son programme que vient de faire connaître le parti socialiste a donné une idée — surtout si l'on fait l'effort, indispensable d'essayer de projeter les augmentations de dépenses annoncées sur l'année pleine 1979 — de la lourdeur de l'effort fiscal qui serait très vraisemblablement rendu nécessaire.

Chaque décaissement d'autant plus nûble que le long débat sur les nationalisations a mis pendant des mois le changement le plus fondamental sur le plan du mode de vie qu'appor- terait une éventuelle victoire de la gauche, une modification profonde du système fiscal qui se rapprocherait sans doute du modèle suédois ou britannique. En Suède, la progressivité de l'impôt direct est si rapide — et transmise — que la ligne de démarcation fiscale, celle à partir de laquelle on est imposé à plus de 50 % sur la tranche supérieure de son revenu, est déjà franchie par le contemporain à l'ère de deux enfants !

Si les chiffres ainsi publiés avant l'occasion de révéler, c'est au corps défendant de partis politiques, l'ambition et ces derniers est évidemment. Elle est ni plus ni moins de proposer, comme le fait chaque année le gouvernement, ses « comptes provisionnels » — si pleins d'ambiguïté — et d'accompagner la loi de finances, un schéma « cohérent »

de l'évolution de l'économie française pendant les douze ou vingt-quatre mois prochains d'horizon est parfois plus lointain) compte tenu des mesures dont ils préconisent l'application. C'est ici qu'on a de bonnes raisons de se demander si l'exercice du chiffrage, loin d'éclairer le choix des citoyens, ne jette pas une lumière crue — et cruelle — sur les extraordinaires illusions dont se nourrit trop souvent la politique quand elle parle d'économie ! Ce qui rend ces illusions parfois difficiles à débusquer et peut-être aussi excusables est que plusieurs d'entre elles reflètent, de façon caricaturale il est vrai, le mode de raisonnement le plus contestable de la « science économique » : la « science économique » a contemporain. Le plus courant et le plus dangereux de tous est de croire que les mécanismes économiques jouent au niveau des grandes statistiques « macro-économiques ». D'imaginer par exemple (on est bien dans le domaine de l'imaginaire !) que en stimulant globalement la « consommation » des ménages, on obtient nécessairement tel effet sur le niveau de la production, l'investissement, le niveau des importations, etc. En raisonnant de la sorte on oublie le caractère concret de la vie économique dont les ressorts doivent être saisis au niveau de ceux qui en sont les acteurs. A l'échelon de l'entreprise, la décision d'augmenter sa production dépendra d'abord de la perspective de profit (et nul, de profit) qu'elle en attendra. A l'échelon des banques qui accordent les crédits nécessaires, à l'échelon de la Banque centrale, étant entendu que, au cas où elle est amenée à financer le déficit du Trésor, investissement des sociétés et effort d'exportation (notamment le constaté encore aujourd'hui), on ne peut raisonnablement en attendre que l'inflation, etc., etc.

Dans cet énorme et fastidieux débat préélectoral, les citoyens qui ont le courage de relire les promesses que les députés sortants avaient avancées il y a cinq ans risquent de présenter un peu plus dans l'indifférence ironique. Quelle a été la portée de la fameuse « charte de progrès » avec les familles ? Qu'est devenue la retraite à soixante ans avec une pension égale à 60 % (40% + 20 %) comme le propose l'U.D.R., devenue R.P.R. ? Qu'est devenu l'ambitieux projet d'allègement des charges sociales des entreprises de malade d'œuvre, promis et repris en 1973, 1974 et 1976 ? Autant de projets oubliés ou sans cesse reportés.

Au lieu d'un allègement, les entreprises ont plutôt pâti d'une aggravation des charges. Pour éponger un déficit de 10 à 12 milliards de francs, le gouvernement a dû majorer par deux fois, en 1976, le taux des cotisations calculées sur les salaires.

Cet accroissement des cotisations et un certain tassement des dépenses — maladie — ou plutôt une moindre progression (1) — appliquent le redressement des finances de la Sécurité sociale. Un excédent de 2,5 milliards de francs a pu être dégagé fin 1977 (2). Autres points favorables mais limités : les familles

### La Sécurité sociale et les projets des partis

Des promesses onéreuses, mais l'amorce d'un programme commun... de la gauche à la droite

1973... 1978 : les promesses électorales des partis, qu'ils appartiennent à la majorité ou à l'opposition, reprennent souvent, en un refrain lancinant, leur ancien projet d'oméliation des prestations sociales : promesses non appliquées, et pour cause, quand il s'agit du P.C. et du P.S., promesses non tenues pour le

## Un bon sens méprisé

Il n'est pas inutile d'entendre les raisons que les dirigeants du patronat japonais (Kaidanren) ont données, il y a quelques jours, pour expliquer la « manque de confiance » des chefs d'entreprise nippons qui rend très improbable la réalisation de l'ambitieux objectif de croissance (+ 7 %) fixé par le gouvernement Fukuda.

Parmi les différents motifs d'incertitude qui ont, depuis 1973, retenu les industriels d'investir, celui qui est le plus souvent cité est la malaise provoquée par le politique... d'expansion des pouvoirs publics. Pour essayer de sortir le pays de la récession, les autorités japonaises ont, à plusieurs reprises, lancé des programmes d'investissements qui ont eu pour effet d'accroître considérablement le déficit budgétaire. Jusqu'au mois de septembre dernier il existait tacitement une limite à l'accroissement du solde négatif des finances de l'Etat. Il était convenu qu'on ne le laisserait pas dépasser 30 % du P.N.B. Mais, sous la pression des Américains et des organisations internationales, la seule a été franchie avec les mesures de relance prises par M. Fukuda : le découvert du budget devrait atteindre cette année 32 % du produit national brut.

Sera-t-il possible de continuer à financer pour une durée de temps indéterminée un déficit de pareille ampleur ? La seule solution ne sera-t-elle pas, à terme plus ou moins rapproché, une augmentation des impôts propre à modifier les calculs de rentabilité d'aujourd'hui ? Voilà les questions que se posent les hommes d'affaires japonais préoccupés par l'aspect inflationniste de la politique suivie. Elles leur sont dictées par un bon sens élémentaire que les experts de l'O.C.D.E., chargés pourtant de formuler des recommandations aux Etats membres, s'obstinent à ignorer, sinon à tourner en dérision.

A l'occasion de la réunion de son comité n° 3 (comité de politique économique) qui a eu lieu la semaine dernière, cette organisation a renouvelé ses critiques au Japon — et à l'Allemagne, — reprochant à ces deux pays — de ne pas en faire assez. Sans doute les économistes du château de la Muette voudraient-ils voir l'ensemble des nations industrialisées suivre l'exemple des Etats-Unis, qui, par leur politique active en matière budgétaire et monétaire, sont en train de relancer dans le monde, à un rythme dont on commence seulement à soupçonner la rapidité, l'inflation.

P.R. et surtout le R.P.R., qui, en matière de retraite et de réforme du financement de la Sécurité sociale, n'ont pas respecté les objectifs fixés. Un signe encourageant pour les électeurs doit être cependant souligné : les grandes organisations politiques de droite et de gauche se rejoignent sur plusieurs propositions. La fusion

et la majoration des prestations familiales, une importante revalorisation du minimum vieillesse, et cela, dès soixante ans, ainsi qu'une « refonte profonde » du financement de la Sécurité sociale constituent une sorte de « programme commun » du P.S. ou R.P.R.

actuellement à soixante-cinq ans). Les partis de la majorité refusent de s'engager dans cette voie. Ils proposent cependant de donner un contenu concret à l'idée de « retraite à la carte ». Jusqu'à présent, le taux de la pension à soixante ans (25 % pour le régime général de base) n'incite pas à partir à cet âge, car cinq années d'activité supplémentaire permettent d'augmenter le montant (50 % à soixante-cinq ans). L'objectif du R.P.R. est donc de majorer le taux de la pension (35 % à soixante ans au lieu de 25 % aujourd'hui, et des 40 % promis en 1973). A cette suggestion s'en ajoute une autre, dans la majorité actuelle, celle de pouvoir combiner pension et rémunération d'activité afin d'éviter la retraite guillotine qui plonge les « pensionnés » dans l'oisiveté et l'ennui. Mais, dans le même temps, le R.P.R. comme le C.D.S. et le P.R., tous favorables à cette « retraite à la carte » — admettent qu'une réforme du cumul emploi-retraite est nécessaire. Ils rejoignent en cela le parti socialiste, qui lui aussi déclare qu'il faudra « interdire ou limiter le cumul » et le parti communiste, qui, dans la situation actuelle de l'emploi, accepte de freiner les cumuls (4). Aucun chiffre précis n'est donné si ce n'est par le C.D.S., qui parle, en cas de cumul, de suppression de l'abattement fiscal de 20 %. Mais un fait semble acquis : les parlementaires ou les personnalités sociales devront aborder, dans les cinq années à venir, cette délicate question.

An total, en matière de retraite, la majorité plaide pour une amélioration progressive, alors que l'opposition se prononce pour le « grand pas en avant ». Cette affirmation, clamée depuis des années, de la retraite à soixante ans, est-elle réaliste ?

JEAN-PIERRE DUMONT.

(Lire la suite page 22.)

### Le rôle insolite du SMIC

Entre la politique et l'économie, les risques de malentendus sont constants. Le plus grand de tous, celui d'où découlent les autres, est la place spectative donnée aux promesses — aux moyens de les satisfaire — aux programmes électoraux, compris ceux du B.I.S. et du C.D.S. Le parti indépendant d'une analyse économique, d'un certain nombre d'objectifs si se traduisent par autant de promesses. On essaye d'ajuster les comptes de telle façon qu'on puisse les financer, est, d'une façon générale, le seul moyen de perpétuer, et aggraver, l'inflation, car si l'on n'a pas pu s'y faire correctement (le C. dans ce domaine s'est montré plus rigoureux que le P.S.) — à moins de se débarrasser, le gré de certitude est évidemment beaucoup plus faible en ce qu'il concerne les recettes.

Ainsi s'explique le rôle tout à fait insolite qu'on veut faire jouer au SMIC. A l'origine, il gisait de la garantie donnée à salariés du bas de l'échelle qu'ils disposeraient d'un revenu minimum. De là, on est passé à la notion de salaire minimum de subsistance. Ce qu'on propose aujourd'hui est un changement de perspective qui tourne le dos à spect économique du problème. De l'augmentation du I.C. on veut faire non pas le résultat de la croissance, mais un moteur de celle-ci. Le saut étonnant est qu'on compte le dynamisme du système capitaliste pour mener l'opération au succès, quitte, comme le fait le parti socialiste, à offrir à entreprises une certaine compensation à fin d'éviter le relèvement de 37 % des salaires ne se traduise par fermetures d'usines. Le relèvement proposé des charges sociales, à raison de 300 F par salarié, est présenté comme un mal pas vers une réforme inévitable sans qu'on se demande jamais si, en se lançant dans la voie de la « fiscalité », on n'introduira pas de nouvelles distorsions dans l'appareil

reil de production, d'autant plus graves qu'elles seront invisibles. La première règle devrait être la transparence des coûts, condition indispensable pour parvenir à la fameuse « cohérence ».

(1) Voir nos articles analysant le programme commun des 11 et 12 août 1972, dont le premier avait pour titre : « Au-delà de la règle à calcul ».

المصرف العربي للتقاريات

BANQUE INTERCONTINENTALE ARABE

67, avenue Franklin Roosevelt Paris  
Tél : 359.61.49 - Téléc : 640340 BIAPA

Capital 100 millions de F entièrement libéré

Total du bilan en Francs

1975 : 1 080 000 000 F  
1976 : 3 209 000 000 F  
1977 : 3 564 000 000 F

Le Monde Arabe est notre affaire

### L'âge de la retraite

Le problème du montant des pensions et de l'âge de départ à la retraite est largement évoqué par tous les partis. Il sera certainement l'un des sujets prioritaires de discussion tant au Parlement que dans les salles de réunion entre syndicats et employeurs. Un consensus général se dégage sur la mensualisation des retraites, l'amélioration des pensions de réversion au profit des veuves, l'aide à domicile aux personnes âgées et surtout sur le montant minimum des pensions et même sur l'âge à partir duquel les personnes âgées auront droit à ce minimum.

Le P.C. et le P.S. vont certes assez loin dans leurs propositions : ils entendent relever d'environ 40 % les allocations minimales des 1978 (1 300 francs par mois, soit 53 % du nouveau SMIC) et le porter, en cinq ans, à 80 % du SMIC. Mais le R.P.R. et le C.D.S. avancent des améliorations du même ordre quand ils promettent d'arriver, par étapes, à 70 % du SMIC (3). Alors que les partis de la majorité actuelle n'entendent pas avancer systématiquement et pour tous l'âge de la retraite à 60 ans, ils se prononcent cependant pour l'octroi de ce minimum vieillesse à 70 % du SMIC des soixante ans.

En revanche, les divergences apparaissent sur l'avenir des régimes de retraite contributive. Parti communiste et parti socialiste, fidèles à leur politique, entendent accorder, dès 1978, à tous les Français la possibilité de

quitter la vie active cinq ans plus tôt : cinquante-cinq ans au lieu de soixante ans pour les femmes et soixante ans pour les hommes. Ils proposent de porter le taux de pension pour les personnes âgées de soixante ans (actuellement 25 %) — régime général, plus éventuellement 20 % à titre complémentaire — à soixante ans) à 75 % du salaire des dix meilleures années (70 % actuellement).

(1) Pour la période janvier à septembre 1977 par rapport à 1976, les honoraires médicaux remboursés par le régime des salariés ont augmenté de 5,1 % au lieu de 3,6 % l'année précédente ; les frais de séjour hospitalier de 17 % au lieu de 17,6 % ; les indemnités journalières de 5,5 % au lieu de 18,4 %, soit au total une progression de 11,9 % au lieu de 18,2 %.

(2) Selon des calculs et provisions, encore inédites, le solde pour 1977 serait de + 2,546 milliards (solde nul pour la maladie ; + 46 millions pour la vieillesse ; + 2,5 milliards pour les familles), mais pour 1978 le déficit s'élèverait à 6,7 milliards (+ 2,3 pour la famille, - 8 pour la maladie et - 8 pour la vieillesse). Ces prévisions sont élaborées à partir de l'hypothèse des comptes de la nation (salaires : + 6,4 %, effectifs : + 0,8 % ; prix : + 7,6 %).

(3) Selon le R.P.R., ce minimum serait aussi garanti aux handicapés adultes.

(4) Le P.C. déclare que, dans la situation actuelle de l'emploi, les retraités disposant d'une pension qui met à l'abri de besoin ou pourront exercer une activité rémunérée qu'en fonction des besoins des différentes branches de l'économie.

### ON NE CONSTRUIT PAS UN RÉGIME DE RETRAITE POUR CINQ ANS

	1975	1980	1985	1990	1995	2000
Nombre de personnes âgées de plus de 65 ans .....	7 642 000	7 467 000	6 821 000	7 484 000	7 997 000	8 416 000
% par rapport à la population totale ..	13,8 %	13,9 %	12,5 %	13,2 %	12,6 %	14,2 %
Nombre de personnes âgées de plus de 75 ans .....	2 674 000	2 071 000	1 381 000	1 563 000	1 847 000	2 478 000
% par rapport à la population totale ..	5,2 %	5,7 %	4,1 %	6,3 %	5,3 %	5,9 %







هكذا في العمل

## Des entrepreneurs entrepreneurs

En 1977, 13 842 déclarations d'entreprises ont été enregistrées en France, soit 11,7 % de plus qu'en 1976, et le rythme se maintient à un niveau élevé en ce début d'année. Ainsi les statistiques de l'INSEE font-elles apparaître pour le mois de jan-

vier 1 171 faillites, contre 1 154 en décembre et 1 122 un an auparavant. Mieux que tout commentaire, ces chiffres illustrent bien les difficultés que rencontrent les chefs d'entreprise.

Réussir en cette période troublée à

développer les activités d'une firme n'est pas, on s'en doute, chose aisée. Pourtant, plus nombreux qu'on ne le croit généralement sont les « patrons » qui ont su faire face avec bonheur à la crise, et même saisir les occasions qu'elle pouvait offrir.

En voici deux. L'un dirige une entreprise de meubles pour enfants (Gautier), l'autre une société spécialisée dans les modèles réduits de voitures (Majorette). Des « hommes-miracles » ? Certes non. Mais sans aucun doute des entrepreneurs.

### Gautier : une devanture pour anthologie du capitalisme

Nantes. — Quelques heures au Boudoir. Je visite, furtive, questionne, discute, note. Et j'ai l'irrésistible envie de présenter le groupe Gautier à la manière des guides gastronomiques : *Vendée, 70 kilomètres de Nantes, entreprise familiale d'ameublement, leader du marché de l'enfant, numéro un à l'exportation, champion toutes catégories de la croissance, marge brute d'autofinancement impressionnante, à l'initiative de production, meubles de qualité, pratique commerciale offensive, quatre filiales étrangères, pôles éventuels de restructuration de la profession, tout le détail.*

C'est qu'après tant de rencontres, tant de visites à des industriels, des commerçants ou des agriculteurs qui donnent aux affaires le goût insipide qu'on trouve aux repas de self-service, j'ai, aujourd'hui, en étudiant cette entreprise, le même plaisir qu'à découvrir une table raffinée et bien ordonnée.

En guise de menu, une aventure digne de figurer dans une anthologie du capitalisme, version française du chapitre où le jeune et pauvre vendeur de pommes devient riche à la force du poignet. Patrice Gautier est le fils du menuisier du village. Sans fortune, sans diplôme. Avec l'aide de sa femme, il installe un petit atelier de menuiserie. Et il commence à fabriquer des

De notre envoyé spécial.

chambres d'enfants. C'est en 1960, début d'une étonnante ascension. Pendant les huit années qui suivent, le chiffre d'affaires est multiplié par sept cent cinquante et le nombre de salariés passe de deux à cent soixante-trois. Le chiffre d'affaires quitte son cocon régional, prend une parure nationale. Nouvelle année en 1973. Au cours des cinq années qui se sont écoulées, le chiffre d'affaires a progressé en moyenne de 43 % par an. La société emploie alors près de sept cents personnes, elle entame la phase de développement externe et international : implantation de filiales pour le montage aux Etats-Unis, pour la distribution en Suisse, en Allemagne fédérale, en Belgique ; prise de participation majoritaire dans le capital d'une fabrique corréenne de meubles pour bébés, en difficulté. Egalement, absorption d'une société canadienne, Tabago, également en difficulté. Bref, début 1978, le groupe Gautier annonce 240 millions de francs de chiffre d'affaires hors taxe, dont 22 % d'exportation, 6 % de marge brute d'autofinancement nette d'impôts, près de mille cinq cents salariés, et affiche un bel optimisme gourmand : la congrégation du marché américain, et pour quoi pas, l'introduction en Bourse dans quelques années.

Jard. Du coup règne un climat social particulier : pas une grève en dix-huit ans, la C.G.T. n'a pas pu s'implanter dans l'entreprise face à la C.F.D.T., les départs le « turn-over » sont extrêmement rares. « Il y a un consensus dans l'entreprise », assure le directeur général qui l'explique par la forte promotion interne. Lui-même a commencé à la production, puis cadre commercial et ainsi de suite. Chaque année, un ouvrier sur cinq suit un stage de formation dans une grosse ferme vendéenne rachetée par la société et spécialement aménagée pour des sessions de recyclage. « L'entreprise doit permettre de réapprendre. Tout cadre doit être créatif, avoir une réflexion sur son travail. Et ça marche », assure M. Souillard. Alors, pendant que l'ameublement se languit parce que le prix du bois augmente, parce que la concurrence étrangère s'aggrave, parce que le négociant de l'Etat, parce que les charges sociales sont trop lourdes, chez Gautier, on ne se plaint pas. Gestion plus serrée, nouveaux débouchés à l'étranger, fermés avec la distribution, sont les réponses aux menaces de crises. C'est ainsi qu'on devient le premier européen de la spécialité, qu'on est sollicité par le ministre de l'Industrie pour signer un de ces fameux contrats de progrès.

Patrice Gautier reconnaît que ce n'est pas allé tout seul, que passer de l'artisanat à la P.M.E. puis à la grande industrie, lui a posé beaucoup de problèmes d'adaptation. « Ce n'est pas facile de passer d'un monde à un autre », dit-il. « On a dû apprendre à gérer des tâches qu'on n'avait pas prises d'autres responsabilités ; ce n'est pas facile quand on n'a pas de formation supérieure technique, un diplôme des beaux-arts ou un B.E.C. » Quant à la suite des événements, même s'il ne partage guère les convictions économiques de la gauche, il attend, sans complexe, avec le sourire.

ALAIN GIRAUDDO.

(1) CODIPA : le Comité pour le développement industriel des fabricants d'ameublement, alimenté par une taxe parafiscale, est chargé de faciliter les restructurations.

### Pas d'équivalent dans le meuble

Voilà l'histoire. Un vrai réal. Un remarquable contrepoint aux soucis du ministre pour combler le déficit du commerce extérieur de l'ameublement, et pour réviser une industrie en proie aux écueils d'un marché de la profession face aux augmentations des coûts de fabrication et aux difficultés du négoce.

Demandons au chef : le secret de ses recettes. Il reste fort discret sur ses sources financières. Des difficultés de trésorerie ? Il y en a eu, c'est normal quand la croissance est très rapide, mais elles ont été surmontées, car la vente à crédit bon équilibre entre les capitaux propres et les emprunts. Les banques régionales ont eu confiance. Il a fallu faire un emprunt à l'IDF ; le CODIPA (1) est intervenu ; mais la totalité du capital est toujours restée entre les mains de la famille. Tout se résume par un tour de main, par une « sage gestion financière », ce qui dit tout et qui ne révèle rien.

Pour le reste, il n'y a pas de mystère. La réussite, c'est d'abord le choix d'un créneau : le meuble d'enfant. Ce secteur de marché a connu un développement exceptionnel en raison notamment de l'allongement de la scolarité. La société dispose de son réseau de distribution, une vingtaine de magasins qui livrent les meubles dans toute l'Europe, établissant un meilleur contact avec les clients. « Nous interdisons à nos chauffeurs de dormir dans leur camion », dit M. Souillard. S'ils ne se présentent pas rousés chez un client, ils reçoivent un « traitement ». Alors que les concurrents hésitent à s'engager dans des coûts de consommation, vingt-huit personnes se consacrent aux études de marchés et à la recherche de nouveaux produits.

Une centrale négocie l'achat de 3 800 mètres cubes de panneaux, 1 800 mètres cubes de carton, 1 000 mètres cubes de bois massif, des 120 tonnes de vernis et laques, etc., nécessaires à la production mensuelle de dix-sept

mille cinq cents chambres de jeunes et de bébés. Et un ordinateur se charge du traitement des données et problèmes.

La réussite, c'est enfin une certaine politique sociale. Gautier pratique des salaires élevés qui sont le « cible » des organisations syndicales. Vendée, « Le SMIC à 2 400 francs, ça ne nous inquiète pas », assure tranquillement Patrice Gautier. Chez nous, même le boulanger ne pointe pas. « Ils sont le plus souvent d'origine agricole. Ils travaillent dur et consciencieusement. Pas besoin de leur imposer des cadences », dit M. Sou-

### Majorette : la participation comme moteur

Lyon. — Un P.-D.G. heureux, un personnel satisfait, un chiffre d'affaires en constante et rapide progression. Un conte de fées à la japonaise ? Nullement. L'entreprise est française, gagne chaque année du terrain à l'exportation et vient d'être consacrée par une introduction réussie à la Bourse de Lyon. Le nom de cette société ? Si vous avez de jeunes enfants, vous le trouverez peut-être dans une poche de leurs blousons, au revers de l'une des voitures miniatures qu'ils emportent, à votre insu, à l'école : Majorette. Cette raison sociale répandue dans les grandes surfaces comme dans le dernier des bazars de campagne est aujourd'hui synonyme de réussite.

Créée en 1962 avec une trentaine de personnes, la société en emploie aujourd'hui cinq cent soixante-trois (1). Le chiffre d'affaires hors taxes, qui était de 2,8 millions de francs il y a dix ans, a atteint 78,7 millions l'année dernière, soit une progression moyenne annuelle de l'ordre de 40 %. En volume, la production a suivi le même cours ascendant : de douze millions de voitures en 1972, elle est passée, en 1977, à plus de cinquante millions. Chaque jour sortent des chaînes de fabrication deux cent cinquante mille de ces petites voitures de 7 à 8 centimètres de longueur, exécutées généralement à partir des plans des constructeurs (2).

La moitié de la production est exportée — ce qui représente entre 43 et 45 % du chiffre d'affaires — à travers un réseau qui compte cinq filiales ou sociétés affiliées, au Japon, au Canada, en Grande-Bretagne, en Autriche et en Allemagne fédérale.

C'est sur l'étranger que compte la société pour se développer. En France, où elle contrôle 80 % du marché, elle semble approcher, de la saturation. Si la société vend dans près de soixante-quinze pays, c'est avec une dizaine seulement — dont sept en Europe — qu'elle réalise la part la plus importante de son chiffre d'affaires à l'étranger. La mobilité du prix de ses produits, ainsi que la diversification — très limitée parce qu'il s'agit de lance-

De notre correspondant régional

ment, à l'occasion des salons du Jouet de Paris et de Nuremberg, de nouveaux modèles trois fois plus gros environ que les miniatures actuelles — lui donnent de bonnes raisons de croire en l'expansion de ses marchés extérieurs. L'objectif de Majorette est même de tendre vers un chiffre d'affaires qui serait réalisé à 90 % à l'étranger et cela malgré la concurrence de la firme britannique Lesney Products, premier constructeur mondial qui commercialise, sous la marque Matchbox, des véhicules présentant des caractéristiques très semblables à celles des Majorette.

Parallèle évolution et naturellement entraîné des investissements importants en bâtiments et en machines. La première usine — 4 800 mètres carrés — construite en 1968, sur la zone industrielle de Caluire et Cuire, a été doublée quatre ans plus tard. En 1974, une deuxième unité de production d'une surface de 14 000 mètres carrés a été réalisée à 800 mètres de la première et, cette fois, sur le territoire de la commune de Rillieux-La-Pape. C'est là encore

que s'élève, depuis 1978, le siège administratif : hexagone de 1 280 mètres carrés aux murs de verre abritant des bureaux paysagés — mobilier orange et plantes vertes — sur lesquels des haut-parleurs déversent une discrète musique d'ambiance.

Avec d'aussi bons atouts en main, Majorette s'est présentée à la Bourse de Lyon avec une confiance raisonnable. Sans doute, la société n'est-elle pas encore arrivée à une dimension spectaculaire. « Mais n'est-ce pas le vocation des bourses régionales de faire place à des entreprises moyennes performantes ? », s'interrogeait, en substance, un cadre de la Société lyonnaise de dépôt et de crédit industriel dans l'analyse financière qu'il effectuait à l'occasion de cette introduction. L'opération réalisée le 7 décembre, avec la mise en vente de trente mille actions — soit 17 % du capital, — s'est révélée positive. Le titre coté au départ à 245 F a atteint trois semaines plus tard 270 F sans redescendre, au moment de la chute de la bourse fin janvier-début février, au-dessous de sa valeur initiale. Deux à trois cents transactions opérées en moyenne chaque jour constituent une bonne animation pour un titre jaune.

### « Une machine à fabriquer de l'argent »

A quels critères Majorette doit-elle sa fulgurante ascension ? Au plan industriel, il s'agit de deux ordinaux : monoproduit, grande série, marché en expansion. Mais ila sont aussi et surtout d'ordre social. Sur l'organisation exemplaire de sa société, qu'il a voulu ainsi, M. Emile Véron, cinquante-deux ans, P.-D.G., ne tarit pas d'explications. « Mon principe de base pour fonder une entreprise était de tout faire pour obtenir le plus social, le plus bon, le meilleur contre la concurrence ou contre l'administration, par exemple, mais pas contre mon personnel. Je ne serais incapable de faire face à deux fronts à la fois. » En 1967, alors que l'entreprise dépassait à peine la centaine de salariés, la nouvelle loi sur la participation dans l'entreprise lui ouvre des horizons. Il opte aussitôt pour la formule de l'actionnariat.

Aujourd'hui, alors que le personnel dépasse déjà 18 % du capital, il explique : « Appliquée avec foi, c'est une machine à fabriquer de l'argent. » Avec foi ? Pour Emile Véron cela signifie que « les formules ne débouchant pas pour le personnel sur la propriété réelle du capital — et donc du pouvoir — sont toutes des solutions transitoires ». Si l'homme a rompu avec le capitalisme de papa, il n'a pas pour autant sombré dans un pessimisme désuet. Sur ce point encore, Emile Véron porte clair : « Si le personnel détient une part du capital, il devient copropriétaire et corresponsable. Cela suppose de la part du P.-D.G. et des cadres un comportement en rapport : on ne donne pas un ordre à un associé, on lui parle. »

Certes une telle attitude exige du temps. Pour la formation du personnel notamment : quatre séances annuelles de trois heures chacune — prises sur le temps de travail et rémunérées — pour démontrer les méthodes de travail. Expliquer les grands principes du genre « qui nomme révoque » ou encore « qui

fait du produit fait les pertes », mais aussi ce qu'est un compte d'exploitation, un bilan et enfin l'actionnariat, l'engagement personnel du P.-D.G. est nécessaire. « Plus haut est le niveau, plus la considération apparaît grande au personnel. » Pour Emile Véron, cela représente une centaine d'heures par an consacrées à ces actions de formation. Mais les résultats valent bien ces efforts. Un climat de confiance s'est établi dans l'entreprise. La concurrence se fait dans tous les sens : le plan de financement est préparé avec les responsables des différents services. Une fois les objectifs fixés par la direction, le personnel propose lui-même les moyens pour parvenir à leur réalisation.

Il y a peu, par exemple, un agent de maîtrise a conçu une nouvelle balance pour la peinture des voitures. Son système, testé, a révélé un gain de temps important et a immédiatement été généralisé. La conclusion d'Emile Véron est formelle : « Il existe un rapport direct entre la productivité et la participation. Pas étonnant dans ces conditions que les syndicats ne soient pas implantés dans l'entreprise. Ils ont d'autres chats à fouetter ailleurs ; ici nous avons intéressé le syndicat des actionnaires. N'est-ce pas mieux encore ? », s'interroge-t-il. Que le personnel devienne un jour majoritaire dans la société par le biais de la transformation chaque année en actions de la part légale du bénéfice — un million et demi de francs en 1977 — ne le trouble absolument pas : « Il vaut mieux, dit-il, détenir 20 % seulement d'une entreprise qui marche bien que 100 % d'une mauvaise affaire. »

BERNARD ELIE.

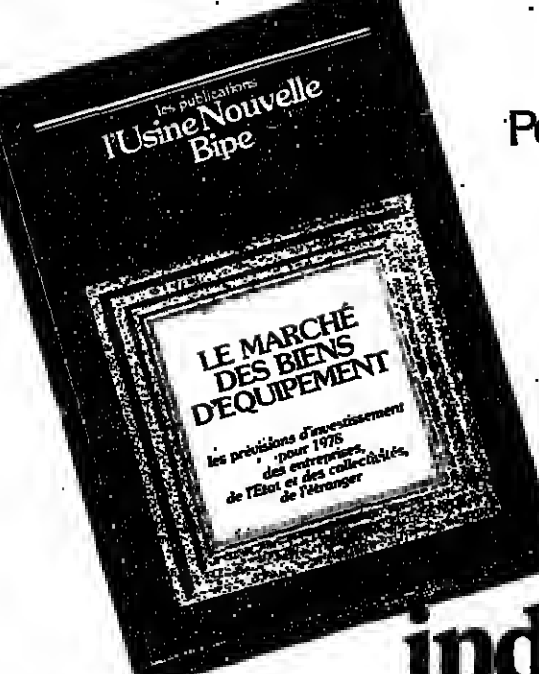
(1) En 1978, sur 563 personnes, un quart environ étaient des travailleurs à domicile, dont des femmes et des handicapés.

(2) Majorette produisait 75 modèles avant d'envisager sa diversification avec une série à une échelle plus élevée.

ge est-il un pro

LIBYE

Pour la 1ère fois en France :



un outil de prévision indispensable


LE MARCHÉ DES BIENS D'ÉQUIPEMENT  
PRÉVISION 1978

Qui investira en 1978 ?  
30 branches :  
Le dossier analyse de façon détaillée les perspectives d'investissement de 30 branches d'activité.  
100 firmes industrielles  
5 entreprises nationales  
Le dossier recense les programmes d'investissement de ces différentes entreprises pour l'année 1978. Les 8 entreprises nationales prises en compte sont : EDF, GDF, Cof, P et T, SNCF, RATP, Air France, Air Inter (prévisions d'investissement et principaux projets).  
21 régions  
Le dossier présente les programmes d'équipement des 21 régions de France.  
400 contrats  
Il s'agit du recensement des 400 principaux contrats d'exportation négociés avec les pays en voie de développement.  
9 pays étrangers  
Le dossier décrit les perspectives d'investissement de 9 pays industriels, toujours pour l'année 1978. Les 9 pays pris en compte sont : Allemagne Fédérale, Belgique, Espagne, USA, Grande-Bretagne, Pays-Bas, Italie, Japon, Suisse.

Sur quels produits portera l'investissement ?  
Le dossier décrit la répartition des investissements 78 sur les principaux biens d'équipement. Ceux-ci sont classés en 5 grands types de produits :  
Les produits de la construction mécanique  
Joints à titre d'exemple :  
• Machines agricoles  
• Machines outils et matériels connexes  
• Equipement général  
• Equipement spécialisé  
• Matériel de maintenance  
• Matériel de Travaux Publics  
• Instruments et matériels de précision, etc.  
Les produits de la construction électrique et électronique  
Citons à titre d'exemple :  
• Matériel de traitement de l'information  
• Machines de bureau  
• Biens d'équipement électriques  
• Biens d'équipement électroniques  
• Biens intermédiaires électriques et électroniques.  
Les véhicules utilitaires  
Les matériels roulants ferroviaires  
Les bâtiments à usage industriel, commercial et agricole ainsi que le Génie Civil.

Ce document indispensable de vos prévisions 1978 est en vente dès maintenant au prix de 350 francs. Il vous suffit d'envoyer votre commande aux éditions I'Usine Nouvelle-BIPE 15, rue Bleue, 75008 PARIS. T.él. 248-72-37 accompagnée de votre règlement.

ABU DHABI  
BAHREIN DUBAI  
DOHA MUSCAT



GULF AIR

le cinq étoiles du transport aérien.

(1) 261.61.20, (1) 776.41.52.



















	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	43,00	43,19
DEMANDES D'EMPLOI	10,00	11,44
IMMOBILIER	30,00	34,32
AUTOMOBILES	30,00	34,32
AGENDA	30,00	34,32
PROP. COMM. CAPITAUX	80,00	91,52

# ANNONCES CLASSEES

	La ligne col.	T.C.
ANNONCES ENCHEREES	24,00	27,42
OFFRES D'EMPLOI	5,00	5,72
DEMANDES D'EMPLOI	20,00	22,88
IMMOBILIER	20,00	22,88
AUTOMOBILES	20,00	22,88
AGENDA	20,00	22,88

REPRODUCTION INTERDITE



emplois internationaux

emplois internationaux

emplois internationaux

## UNIVERSITÉ LAVAL PROFESSEURS DE MARKETING

La Faculté des sciences de l'administration de l'Université Laval est à la recherche de professeurs permanents ou invités pour sa section de marketing. L'Université n'admetra des professeurs qu'après avoir obtenu l'approbation de la Faculté des sciences de l'administration en septembre 1978 et en septembre 1979. Le rang des nouveaux professeurs dépendra de leurs qualifications et de leur expérience.

### Fonctions :

Participer à la recherche et à l'enseignement au niveau des programmes des 1<sup>er</sup>, 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> cycles.

### Qualifications :

L'Université exige de ses professeurs qu'ils possèdent un doctorat. Cependant, les candidats au point de terminer leur thèse sont éligibles. De plus, on peut obtenir un congé de perfectionnement pour compléter des études doctorales.

### Salaires :

Le salaire dépend du rang académique et de l'expérience du nouveau professeur et peut varier, présentement, de 20 000 à 38 500 dollars.

Prière de faire parvenir son curriculum vitae à :  
Prof. John Petro, responsable  
Section marketing,  
Faculté des sciences de l'administration,  
Université Laval,  
Château de l'Université, Québec,  
CANADA G1K 7P4.

THE COMMISSION OF THE EUROPEAN COMMUNITIES requires for its aid programme in KENYA a qualified

## ELECTRICAL/MECHANICAL ENGINEER

with experience in the field of HYDRO-ELECTRIC PROJECTS

### Qualifications :

- relevant university degree or equivalent
  - minimum 10 years experience and 5 years relevant to the duties
  - fluency in English
  - experience of working in the Third World
  - National or an E.C. Member State
- Duties : The engineer will, in a multidisciplinary team, be responsible for the construction of a \$ 70 million Hydro-Electric Project.
- advise the client, a governmental authority, on construction matters
  - maintain day-to-day liaison with the consulting engineers and, where appropriate, with the contractors and suppliers
  - liaise with the Company who on completion of the works, are expected to operate the Scheme.

Location : Nairobi, with frequent visits to the site. Applications should be sent, at once, to the Director, European Association for Cooperation Europe Center, Rue Archimède 17A, 1040 BRUSSELS. Including full details of qualifications, background and experience.

## IMPORTANTE SOCIÉTÉ INSTALLÉE MAROC

recherche

## POUR SON SIÈGE CASABLANCA

## ANALYSTE-PROGRAMMEUR

- Titulaire B.T.S. Informatique ou équivalent ;
- Expérience minimum deux ans ;
- Connaissance G.A.P. souhaitée.

Env. cur. vize sous la réf. A 128 à : ARCHAT, 34, bd Hausmann, 75009 PARIS, qui transmettra.

## Responsable du développement

## "Construction des hôpitaux" au plan international.

Nous sommes une grande Société d'Ingénierie, nous comptons développer notre secteur "Construction Hôpitaux" au plan international. Nous recherchons à un jeune collaborateur de formation supérieure, capable de justifier d'une bonne expérience acquise en B.E.T. Sa mission consistera à étudier les besoins dans les pays concernés ; à prendre tous les contacts nécessaires avec les organisations internationales et les responsables des pays "clients potentiels" ; à assurer la direction de la réalisation des opérations des affaires conclues. Ses déplacements à l'étranger seront nombreux (50 % du temps). Une connaissance parfaite de l'Anglais et de l'Espagnol est exigée. La lettre de candidature accompagnée d'un cv et d'une photo, précisée la sal. souhaitée, est à adresser sous référence 212M à : EISE ROQUES, INFORMATIQUE ET ENTREPRISE, Conseil en Recrutement, 9, rue Alfred-de-Vigny, 75008 PARIS, à qui nous avons confié ce recrutement.

## L'Organisation Européenne pour des Recherches Astronomiques dans l'Hémisphère Austral (E.S.O.)

## TECHNICIEN SUPÉRIEUR EN ÉLECTRONIQUE

Formation : Technicien supérieur en électronique, une spécialisation en électronique digitale serait un avantage.

Expérience et connaissances : Au moins 3 ans d'expérience dans la détection des défauts et la réparation de grands systèmes électroniques constitueront un avantage ; une bonne connaissance de l'anglais est indispensable et la connaissance de l'espagnol constituerait un avantage.

Fonctions : Participer à la mise au point, à l'installation et au maintien des équipements électroniques utilisés pour l'opération des télescopes et des systèmes d'acquisition de données.

Lien de travail : La Silla au Chili (à 650 km au nord de Santiago).

Rémunération : La rémunération dépendra de l'expérience professionnelle et de la situation de famille. Pour un membre du personnel non résident, ayant deux enfants à charge, la rémunération nette non imposable en mars ne sera pas inférieure à l'équivalent de 8 500 F.F. par mois.

Les candidatures doivent être transmises avant le 4 mars 1978 au

Service du Personnel : EUROPEAN SOUTHERN OBSERVATORY, Schleiermacherstrasse 17, D-8048 Garching b. München (R.F.A.). Tél. : 89320-40-41.

Bien qu'une préférence soit accordée aux ressortissants des Etats membres de l'E.S.O. : Belgique, Danemark, France, Pays-Bas, République fédérale d'Allemagne et Suède, aucune nationalité cependant n'est a priori exclue.

## CHEF DE SERVICE TRANSIT BAGAGES

6 500 000 CFA

Afrique francophone

Une société spécialisée dans le transit et les transports internationaux (déclaration 600 millions de FF, effectif : 1.500 pers.) opérant dans de nombreux pays d'Afrique francophone, recherche le chef de Service Transit Bagages de sa principale agence. Sous l'autorité du Directeur de l'Agence et avec l'assistance d'une quinzaine de personnes, il sera chargé de l'ensemble des opérations se rapportant au transit des bagages tant à l'importation qu'à l'exportation : formalités administratives (douanes - assurances - documents), réception, pesage, cartage, manutention, expédition, réexpédition, facturation... Il entretiendra de bons rapports avec les administrations (port, douanes, chemin de fer...). Le candidat retenu, âgé d'un minimum 35 ans, aura une solide formation générale et il possèdera une dizaine d'années d'expérience acquise obligatoirement dans le domaine du transit. La connaissance « bagages » est souhaitée. Envoyer sous la référence 164/M à :

## GRH Conseils

3, avenue de Séguier - 75007 PARIS.

Toutes les candidatures seront traitées confidentiellement.

## ENTREPRISE T.P. A VOCATION INTERNATIONALE

recherche pour sa filiale au

## NIGÉRIA

## CHEF COMPTABLE

35 ANS MINIMUM FORMATION B.T.S. - D.E.C.S.

Très bonne connaissance de l'anglais. Expérience professionnelle minimum 5 ans et possible à l'étranger et dans la branche T.P.

Notions de comptabilité anglo-saxonne appréciées.

Env. avec C.V. daté, à n° 47.631 CONTEXTE Publ. 20, avenue de l'Opéra, 75004 PARIS CEDEX 01.

## INGÉNIEUR HYDRAULICIEN

Diplômé d'une grande école d'ingénieurs, ce spécialiste de l'édification d'eau et de l'assainissement aura acquis une expérience d'environ 5 ans particulièrement en études et projets. Cet ingénieur sera disponible pour effectuer des missions et séjours à l'étranger.

A ce titre, première connaissance de l'étranger sera appréciée. Anglais nécessaire. Merci d'envoyer votre candidature (lettre CV et mentionner votre niveau de rémunération actuelle) sous enveloppe portant la REF. 10.530 CONTEXTE Publ. 20, av. de l'Opéra, 75007 Paris.

Pour participer à ses études de développement et d'aménagement urbain à l'étranger, importante S.A. française recherche

## INGÉNIEUR VRO

Ce poste bénéficie d'un contrat d'expatriation, conviendrait à un ingénieur diplômé de 17 ans minimum ayant une expérience professionnelle confirmée en VRO et ayant de préférence pas de charges familiales. Avec l'ambassade d'adresser une lettre manuscrite indiquant votre rémunération actuelle et prétent. (typé CV) en précisant sur l'enveloppe la REF. 17.154 CONTEXTE Publ. 20, av. de l'Opéra, 75007 Paris.

Important Groupe Français recherche pour ses activités administratives, financières et commerciales des personnes expérimentées en AFRIQUE NOIRE

## RESPONSABLE COMPTABILITÉ GÉNÉRALE

O.E.C.S. ou EQUIVALENT avec expér.

Avantages habituels d'expatriation.

Ad. C.V. et prétentions au n° 47.738 CONTEXTE Publ. 20, av. de l'Opéra, 75007 Paris.

## LE FONDS MONÉTAIRE INTERNATIONAL

recrutera par voie de concours des

## TRADUCTEURS et RÉVISEURS

de langue maternelle française, espagnole, arabe ou portugaise. Les traductions étant faites à partir de l'anglais.

## CES POSTES SONT À POURVOIR À WASHINGTON

Les candidats devront avoir une bonne culture générale, posséder des diplômes universitaires et avoir des connaissances en économie financière et monétaire. Plusieurs années d'expérience professionnelle acquises de préférence auprès d'une organisation internationale sont indispensables. Les demandes de candidatures, adressées à :

Recruiting and Training Division International Monetary Fund Washington, D.C. 20431, U.S.A.

seront accompagnées d'un bref C.V.

Traitements et avantages sociaux comparables à ceux pratiqués par les organismes internationaux.

Les candidats satisfaisant aux critères ci-dessus seront convoqués à une date ultérieure.

## Afrique noire Ingénieurs électriciens

Dans le cadre de notre développement à l'étranger, nous sommes à la recherche de deux postes d'INGÉNIEUR ÉLECTRICIEN au sein de nos unités en AFRIQUE NOIRE.

Vous serez à prendre en charge, après une période de formation à nos méthodes, le suivi complet (technique et commercial) des affaires qui vous seront confiées dans le domaine des INSTALLATIONS et des EQUIPEMENTS (accusés, engins de levage) ÉLECTRIQUES.

Vous avez un diplôme d'ingénieur en électricité.

Vous avez acquis par une expérience d'un minimum cinq années la maîtrise des installations électriques et des équipements.

Si cette offre vous intéresse, adressez votre candidature sous la référence 75-05 M à :

P. CANDRES - Service Recrutement & Mouvements SOCOPEC 17, place Ecluse 75738 PARIS Cedex 16

Notre Organisation (2000 personnes) est active en France et dans le monde. Elle est reconnue par la compétence de ses collaborateurs et le sérieux de ses prestations, une très grande notoriété dans le milieu industriel et du bâtiment.

SOCOPEC

Recherchons pour

IMPORTANT COMPLEXE AGRO-INDUSTRIEL

## AFRIQUE FRANCOPHONE

## INGÉNIEUR HYDRAULICIEN

capable assumer sous 3 ou 5 ans responsabilité irrigation et drainage d'un ensemble de 7 500 hectares de culture irriguée de cannes à sucre.

Situation avérée pour homme jeune et capable. Contrat expatrié garantissant avantages sociaux, logement, voyages, congés.

Séjour de référence exigé.

Env. avec C.V. manuscrit et photo sous réf. 6117 à P. LUCHAU S.A. B.P. 230, 75063 Paris Cedex 02 qui transmettra.



emplois régionaux

emplois régionaux

emplois régionaux

## océ Copieurs-Duplicateurs-Tireuses de plans-Microfilme

## RESPONSABLE PERSONNEL

Châteauroux - Océ-Photo (1000 personnes, 235 MF de CA) distribue une gamme de produits et de fournitures de reprographie. Notre établissement de Châteauroux (250 personnes) assure la réception, la préparation, l'expédition - et les réparations - des matériels ainsi que la fabrication des fournitures. Nous recherchons pour cette unité un Responsable du Personnel et des Relations Humaines.

Votre formation supérieure et vos premières expériences professionnelles vous ont permis de couvrir différents aspects de la "fonction Personnel" et vous vous sentez maintenant prêt pour en effectuer la synthèse. Vous serez au sein de l'unité, responsable du service personnel (administration, paye, recrutement, formation, service social) mais aussi du service réception-manutention, soit une vingtaine de personnes à diriger et à entraîner. Vous prendrez en compte personnellement les relations sociales, l'assistance de l'encadrement, l'information. Très intégré à l'équipe de Direction des Relations Humaines (4 cadres), vous assurerez des missions concernant l'ensemble de l'entreprise.

Si ces perspectives vous intéressent, écrivez à Roland GARDEUX sous réf. 5189 M, à qui nous avons confié la mission d'établir les premiers contacts.

## SERIFO CONSEILS DE DIRECTION

38, RUE DE LISBONNE - 75008 PARIS

## JEUNES DIPLOMÉS, DÉVELOPPEZ-VOUS :

## DIVERSIFIEZ VOS

## EXPÉRIENCES COMMERCIALES

Diplômé d'une Ecole Supérieure de Commerce ou d'ingénieur, vous voulez faire une carrière commerciale.

Nous vous donnons les moyens d'évoluer rapidement en suivant une filière extrêmement formatrice :

1 an : Assistant à la Direction Régionale Voiture de BORDEAUX, vous gèrerez l'Administration des Ventes (Analyse des commandes, centralisation des résultats de ventes, suivi des campagnes de publicité et des concours...) et surtout vous apprendrez à connaître les "Problèmes du Terrain" car vous travaillerez en permanence avec les collaborateurs de la Direction Régionale et le Réseau de Concessionnaires.

1 an : Conseiller de Gestion itinérant, vous aidez les concessionnaires à mettre en place les Systèmes de Gestion préconisés par FORD.

2 ans : Maîtrisant les Systèmes Administratifs et Financiers du réseau, et déjà homme de terrain, vous êtes prêt à l'animation commerciale d'une Région : Vente, Conseil, Organisation.

Au delà, des Fonctions de Direction dans le Marketing, la Vente, le Conseil de Gestion ou l'Orientation vers une carrière internationale.

Ecrire Sec du Personnel FORD FRANCE S.A. 344, Av. N. Bonaparte 92504 RUEIL MALMAISON

UNE DIMENSION NOUVELLE

Ford

**emploi**

**E.T.N.**

SCIENTE QUI FABRIQUE ET... DANS LE MONDE... DES COMPOSANTS... L'ELECTROMENAGER ET...

SEGE EUROPEEN DE LA... DIVISION... A MONACH...

**DIRECTEUR DES VENTES**

POUR L'INDUSTRIE...

**DIRECTEUR CONTROLE**

**INGENIEUR SERVICE**

**DIRECT**

**BANQUE** située à...

**UN CHEF DE**



هكذا من الامل

OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne T.C.
DEMANDES D'EMPLOI	43,00	46,16
IMMOBILIER	10,00	11,44
AUTOMOBILES	30,00	34,32
AGENDA	30,00	34,32
PROP. COMM. CAPITAUX	80,00	91,52

# ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENVOYÉES	La ligne	T.C.
OFFRES D'EMPLOI	24,00	27,46
DEMANDES D'EMPLOI	5,00	5,72
IMMOBILIER	20,00	22,88
AUTOMOBILES	20,00	22,88
AGENDA	20,00	22,88

REPRODUCTION INTERDITE

emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

## EATON

SOCIÉTÉ QUI FABRIQUE ET QUI VEND  
DANS LE MONDE ENTIER  
DES COMPOSANTS POUR  
L'ELECTROMENAGER ET L'AUTOMOBILE

recherche pour le  
SIEGE EUROPEEN DE SA CONTROLS  
DIVISION, situé à MONACO (Principauté) :

- **DIRECTEUR DES VENTES POUR L'INDUSTRIE AUTOMOBILE**

Il sera responsable de la vente des produits existants et de l'introduction des nouveaux produits sur le marché automobile européen. Il a :

- au moins 5 ans d'expérience dans un poste de responsabilité des ventes de l'industrie automobile,
- environ 35 ans
- une connaissance parfaite de l'anglais, et si possible de l'italien et de l'allemand.

## DIRECTEUR CONTROLE QUALITE

Il sera responsable de la qualité des produits au niveau européen (5 usines). Il a :

- un diplôme d'ingénieur
- environ 35 ans
- une expérience industrielle d'environ 10 ans dont 5 ans au moins en tant que responsable d'un service contrôle qualité important dans les produits fabriqués en grande série,
- une connaissance parfaite de l'anglais et de l'italien.

## INGENIEUR SERVICE TECHNIQUE

Cet ingénieur de très haut niveau sera chargé de suivre l'implantation d'usines, l'estimation de coûts, l'établissement de standards de fabrication, l'analyse de la valeur, l'industrialisation de nouveaux produits. Il a :

- un diplôme d'ingénieur
- environ 40 ans
- une expérience industrielle d'au moins 10 ans en tant que Directeur d'Usine ou Chef d'un Service Méthodes important dans les fabrications de grande série.
- Une connaissance parfaite de l'italien et de l'anglais.

Ces trois postes sont basés à MONACO, des voyages fréquents en Europe sont à prévoir. Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions au Directeur du Personnel, EATON, B.P. 84, MONACO.

Importante Société Française  
PRODUITS INDUSTRIELS  
de CONSOMMATION  
recherche le futur

## DIRECTEUR

de ses établissements des régions lyonnaise et provençale  
Dans un premier temps, il assurera essentiellement la gestion commerciale.  
Ensuite, il prendra les responsabilités d'un chef d'entreprise assurant le management global de la production, des ventes et des hommes.  
Ce poste demande une formation supérieure et une expérience commerciale réussie dans les milieux industriels régionaux.  
Adresser curriculum précisant l'importance effective des responsabilités commerciales assurées à Havas-Contact Réf. 74.41 (M) 156, bd Haussmann - 75008 Paris. Discretion absolue assurée.

## DIRECTEUR D'USINE

PROVINCE  
Pour diriger l'une de ses usines (Eff. 150 pers.), l'entreprise recherche un cadre de plus de 35 ans ayant l'expérience de la direction d'une unité autonome de production.  
Sa vocation est la fabrication de meubles de qualité mais la connaissance du produit n'est pas indispensable. Par contre, le candidat, qui recevra le soutien technique du siège, devra avoir fait ses preuves comme organisateur, gestionnaire de production et meneur d'hommes.  
28 rue Marbeuf, 75008 Paris vous adressera note d'information et dossier de candidature sur demande. Réf. 833 M

BANQUE située à MONACO

## UN CHEF DE BUREAU

(Bureau situé dans la Principauté)  
Ce poste conviendrait à un gradu (niveau III/IV) habitant dans la région, ayant déjà fait de l'exploitation et possédant au moins son Brevet de Banque.  
Adresser lettre manuscrite et C.V. détaillé avec photo et prétentions à Service du Personnel (seulement confidentielle s'applique), Boite Postale 144, MONT-CARLO (Principauté de Monaco).

## BAC + 2

un métier d'avenir  
dans une société d'avenir

Bac+2 années d'études ou  
Bac+2 années d'expérience,

Profitez au maximum des structures mises en place dans notre Société.  
Nous sommes en contact permanent avec le client, contact en réception, au téléphone ou par courrier, dans des équipes où chacun fait le travail de tous.  
Cela peut-être pour vous la meilleure école de formation (nos cadres sont tous issus des équipes) et un bon départ dans votre vie professionnelle. Pour réussir sa carrière, il faut choisir une entreprise qui va de l'avant : c'est ce que nous proposons la CATELEM-DIRECT.  
Notre prochaine réunion d'information sur cette fonction et sur votre avenir dans notre groupe aura lieu le 3 mars à notre agence de Lyon.  
Pour y participer adresser rapidement un bref C.V. avec photo sous réf. 488 à Françoise ROUSSEAU - Compagnie Bancalis - Service Orientation-Recrutement - 25, av. Kléber - 75118 PARIS

## TRINDEL

recherche dans le cadre  
du développement régional  
de son département  
« INSTRUMENTATION »  
région : PORT-DE-SOUC (13)

## INGENIEURS D'AFFAIRES

en instrumentation ayant un minimum de cinq ans d'expérience en gestion d'affaires, devis, négociations, approvisionnements, suivi de chantier et essais, gestion, expérience similaire indispensables en région.  
Ecrire avec C.V., photo et prétentions sous référence A 78-12 à SOCIÉTÉ TRINDEL, DP/PS, 44, rue de Lisieux, 75283 PARIS CEDEX 18.

## cadre juridique - Lyon

Le responsable juridique d'un groupe industriel et commercial, siège social à Lyon, 500 MF, plusieurs filiales en France et à l'étranger, cherche son adjoint.  
Celui-ci intervient principalement dans la vie des sociétés (assemblées et conseils), leur création ou restructuration. Il étudie et rédige des contrats commerciaux, d'assurances, de licence, suit les dossiers de brevets et marques, d'immobilier. Licencié en droit, il a 28 ans minimum et une expérience de 3 à 5 ans au sein du service juridique d'une entreprise industrielle ou dans un cabinet de conseil. Une bonne pratique de l'anglais est souhaitée. Ecrire à Mme G. DILL, réf. 422 LM.

ALEXANDRE TIC S.A.  
10, RUE DE LA REPUBLIQUE - 69001 LYON  
PARIS - LILLE - BRUXELLES - GENEVE - LONDRES

## Diriger notre filiale commerciale à Strasbourg

Vous avez été vendeur puis chef de ventes, peut-être même directeur régional pour un grand de la distribution. Pourquoi ne deviendriez-vous pas aujourd'hui patron ? Patron d'une de nos filiales de vente.

Vous n'avez pas besoin d'être un spécialiste de la décoration de la maison, c'est la vocation de notre Groupe. Nous souhaitons simplement que vous partagiez nos goûts.  
Vous n'avez pas besoin d'être un spécialiste des problèmes administratifs et financiers, une fiduciaire s'en occupe.  
Pour le reste c'est à vous de jouer : l'animation et le développement commercial sont votre affaire pour la région.

Les consultants de SIRCA auxquels nous avons confié le recrutement, nous présenteront votre candidature. Envoyez leur sous référence 78174M, en précisant votre niveau actuel de rémunération et les attaches que vous avez déjà en Alsace.

Sirca  
64, rue La Boétie 75008 Paris

## LE CRÉDIT MUTUEL DE BRETAGNE à Brest

CREER LE POSTE OS

## RESPONSABLE ÉQUIPE SYSTÈME

Une expérience dans un poste similaire est indispensable à une personne de formation ingénieur. La connaissance de l'OS/IBM et de CICS sera appréciée.

MATÉRIELS ACTUELS :  
- un IBM 370/138 ;  
- deux IBM 370/148 ;  
- mini NCR, BULL, BURROUGHS ;  
- important réseau TP.

RECHERCHE

## UN CHEF DE SALLE ORDINATEURS

Adjoint direct du responsable de production, cette personne de formation IUT, ou équivalent, aura acquis une expérience de quelques années dans un poste similaire. Une formation système OS et CICS est souhaitable.

Avantages sociaux importants.  
Ecrire avec C.V. et prêt à Direction du Personnel du CRÉDIT MUTUEL DE BRETAGNE (Service Gestion des Carrières), B.P. 351 83507 CEDX.

## Logabax

informatic  
PREMIER CONSTRUCTEUR FRANÇAIS  
DE TERMINAUX  
ET MINI-ORDINATEURS DE GESTION

recherche pour sa  
Direction Régionale de NANTES

## Ingénieurs Commerciaux CONFIRMÉS

sur mini-ordinateurs de gestion  
1) BOURGES - CHATEAUX - BLOIS  
2) ILLE-ET-VILAINE (résidence Rennes)  
Adresser C.V. et prétentions sous référence 822, à Direction du Personnel, 77, av. Aristide-Briand, 94110 ARCUEIL.

## LE CRÉDIT AGRICOLE DU SUD-EST

recherche pour son siège social à LYON (P).

## UN INGÉNIEUR

Conduite de projets sur gros systèmes IBM. Connaissance DL 1 IMS souhaitée. 3 ans d'expérience.  
Adresser lettre, C.V., photo et prétentions au : C.R.A.M. DU SUD-EST  
8, P. 818 LYON 08  
69285 Lyon Cedex 1.

## THOMSON-CSF

CENTRE ÉLECTRONIQUE DE BREST

## UN INGÉNIEUR PHYSICO-CHIMISTE TECHNOLOGUE

Diplômé de P.C. PARIS ou NANCY (au ENSI dispensant formation similaire)

Le candidat retenu devra, après mise en courant, assurer le démarrage d'un atelier de fabrication de circuits imprimés hyperfréquences en petites séries.

Il pourra être débutant ou avoir acquis un à deux ans d'expérience professionnelle dans la fabrication des circuits imprimés.

Il aura à animer une équipe de 5 à 6 techniciens et ouvriers : sa fonction évoluera ensuite vers la technologie des matières plastiques et d'une manière générale vers la technologie de tous les matériaux utilisés en électronique professionnelle. Exige des connaissances en mécanique seraient appréciées.

Adresser C.V., photo, prétentions à THOMSON CSF, Service du Personnel, rue du Conquet, 29200 BREST.

## exportation

Leader sur le marché Européen, nous sommes la filiale d'un Groupe Français de dimension internationale spécialisée dans

## l'éclairage.

Notre marché est celui des appareils d'éclairage destinés à l'équipement des bureaux, magasins et de la maison (C.A. 75 millions).

Nous sommes implantés en Sologne.

Nous offrons la possibilité à un homme d'action, français ou étranger, d'être un élément moteur de notre développement qui est de 80% par an, en lui confiant la responsabilité d'un secteur géographique comprenant plusieurs pays.

Son rôle sera à la fois de Marketing et d'intervention directe.

Il aura la trentaine, une première expérience de l'exportation, un potentiel de formation élevé (GRANDE ÉCOLE DE COMMERCE) ou équivalent étranger, une bonne connaissance des langues, une grande disponibilité pour voyager et assurer les circuits de distribution.

La rémunération annuelle de départ ne saurait être inférieure à 100.000 F.

Les dossiers de candidatures avec photo et souhait de rémunération - sous réf. 1438 M - à préciser sur l'enveloppe - seront traités confidentiellement par

DEVELOPPEMENT

10, rue de la Paix - 75008 Paris.

## SOCIÉTÉ NATIONALE D'INSTALLATIONS ÉLECTRIQUES

(600 personnes)

recherche pour son agence du NORD-EST (200 personnes)

## RESPONSABLE ADMINISTRATIF

chargé sous le contrôle direct du directeur d'agence de la gestion financière et administrative, de la gestion du personnel, des contacts avec les administrations extérieures. Poste de responsabilité convenant à un candidat ayant déjà travaillé dans une entreprise de T.E. possédant de bons contacts humains et à une autorité naturelle ainsi que l'esprit d'organisation.  
Résidence METZ ou THIONVILLE (réf. 756).

Ecrire avec curriculum vitae et photo à :

OREST  
5-7, rue Pierre-Perrat  
57000 METZ  
en rappelant la référence.

## COMITÉ D'ENTREPRISE

recherche

POUR SAISON 87/88

CORSE (PORTO-VECCHIO)

du 5 mai au 30 septembre

UN MONITEUR DE VOILE

UN ANIMATEUR DE PLEIN AIR

UN ANIMATEUR INTÉRIEUR

en vue formation d'équipe d'animation pour saison estivale adultes

UN BARMAN

Env. C.V., photo, n° T 03.181, REGIE-PRESSA, 85 bis, rue Beaumais, 75002 PARIS, qui transmet







5527 من الامم

REPRODUCTION INTERDITE

... LE MONDE — 21 février 1978 — Page 31

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

**BOEHRINGER MANNHEIM**  
FRANCE S.A.  
**DELEGUES SCIENTIFIQUES**  
7 postes

**DEMONSTRATION ET ADAPTATION** n° : A  
2 Postes : BORDEAUX et PARIS  
Titulaire d'un BTS ou d'un DUT de CHIMIE ou de BIOCHIMIE, vous connaissez bien les appareils analytiques d'analyse chimique pour les avoir utilisés au cours de votre passé professionnel (2-3 ans), et vous souhaitez donner à votre carrière une nouvelle dimension.  
Nous vous proposons des postes de DELEGUES SCIENTIFIQUES sur le Sud-Ouest et vous habitez BORDEAUX et sur l'Île de France et vous résidez à PARIS.

**MATERIEL DE LABORATOIRE** n° : B  
2 Postes : PARIS et LYON  
Titulaire d'un BTS ou d'un DUT de CHIMIE ou de BIOCHIMIE, vous avez une expérience confirmée de la vente des matériels de laboratoire, et souhaitez l'harmoniser avec vous confère cette fonction commerciale.  
Les laboratoires BOEHRINGER vous offrent la possibilité de poursuivre votre carrière dans la région Parisienne ou dans la région Rhône-Alpes (après 3 mois de stage à PARIS).

**PROMOTION DES REACTIFS** n° : C  
1 Poste : PARIS  
Titulaire d'un DUT ou d'une maîtrise de BIOCHIMIE, vous êtes à vos connaissances en chimie clinique un complément très "commercial". Nous recherchons un homme sérieux pour lui confier la gestion totale d'un secteur (Promotion de nos réactifs, suivi des clients...).

**RECHERCHE MEDICALE** n° : D  
2 Postes : PARIS  
Votre formation scientifique de haut niveau (maîtrise ou doctorat de BIOCHIMIE) fait de vous un spécialiste dont les compétences seront reconnues dans tous les milieux de la recherche médicale (HÔPITAL) où vous devrez faire connaître et apprécier les méthodes mises au point par nos laboratoires.  
Votre activité s'exercera sur toute la France, excepté le Sud-Est et la région Rhône-Alpes.

Pour tous ces postes, les candidats doivent être disponibles le 1er mai 1978 au plus tard. Ils sont invités à adresser leur CV accompagné d'une lettre manuscrite et d'une photo (en précisant bien la référence du poste souhaité) à :  
SCOP 7 - 17, bd St Jacques - 75014 PARIS  
à qui nous avons confié cette recherche.

**SIEMENS**

dans le cadre du développement de son activité Péri-Informatique recherche :

**INGÉNIEUR**  
**TECHNICO-COMMERCIAL**

Sa mission consistera à :

- Assurer le support technique d'un Système Saisie de données
- Etudier les besoins des clients
- Gérer les commandes et les offres
- Assurer les liaisons avec la maison-mère.

De formation supérieure, le candidat aura une expérience d'au moins 3 ans dans le secteur technico-commercial.

De bonnes connaissances en langue allemande sont souhaitables.

Il est offert de réelles possibilités d'évolution.

Adresser C.V., photo et salaire actuel sous la R.M. : 32.01/TC/27 à

Conseil en recrutement  
54, avenue de Versailles  
75016 Paris

**C.E.P.I.A.**

Centre d'Etudes Pratiques en Informatique et en Automatique

recherche

**UN INGÉNIEUR**

pour développer, au sein d'une équipe, des formations appropriées sur une recherche pédagogique dans les domaines suivants : économie et planification de l'informatique, contrôle de son développement, analyse de ses incidences sociales, influence des structures et des méthodes sur sa mise en œuvre, son fonctionnement et son développement.

L'intéressé doit posséder d'une grande école ou posséder une formation universitaire (3<sup>e</sup> cycle), orientée vers la connaissance du fonctionnement des organisations (économie, sociologie, management, etc.).

Une excellente connaissance de la pratique de l'informatique dans l'entreprise ou l'administration, étayée par une expérience professionnelle réelle d'analyse ou de chef de projet de quelques années, est exigée.

Place disponible le 1<sup>er</sup> avril 1978.

Adresser curriculum vitae manuscrit complet, photo et prétentions à :  
CEPIA - B.P. 105 - 78150 LE CHESNAY  
(ne pas se présenter)

**FABRICANTS DE PRODUITS**  
**POUR LES ARTS GRAPHIQUES**  
**DE REPUTATION MONDIALE**

recherche

**ADJOINT**  
**CHEF DE PUBLICITE**  
**D'ANNONCEUR**

Le candidat devra posséder une bonne connaissance de fabrication (édition publicitaire) et des moyens publicitaires.

Il secondera le chef de publicité aussi bien pour la conception que la réalisation.

Une expérience de 2 ans minimum chez un annonceur ou en agence de publicité.

Formation de base souhaitée :  
Ecole de Commerce ou Ecole Technique de Publicité (de préférence P.B.E.)

Age minimum : 25 ans.

Un esprit méthodique, doté d'organisation, aura les meilleures chances de réussite dans cet emploi.

Le salaire sera en fonction de l'expérience et de la valeur du candidat.

Il est nécessaire d'être disponible immédiatement.

Lieu de travail :  
**LE PERRAY-EN-YVELINES**  
(proximité RAMBOUILLET)

Adresser photo, C.V. et prétentions sous  
n° 22638 B à E.U. Publicité  
41, av. du Château, 94300 Vincennes O.T.

**société industrielle française**  
**mondialement connue**  
**cherche à Paris**  
**un jeune spécialiste**

**commercialisation-distribution**  
**produits pour le bâtiment**

Ce poste, créé au sein de la Direction Commerciale d'une division

consiste à :

- analyser et coordonner les circuits de distribution en place, en liaison avec les Chefs Produits-Marchés et les équipes commerciales,
- proposer les évolutions nécessaires en fonction des contraintes de la production, du marché et des réseaux de distribution,
- mettre en place les solutions choisies,
- contribuer à l'animation de toutes les actions visant à promouvoir la politique commerciale de la division.

Ces responsabilités devraient permettre à un cadre de formation commerciale supérieure, apportant 2 à 3 ans d'expérience des structures de distribution de l'industrie du bâtiment, de prouver ses qualités de perspicacité et d'innovation et ses capacités de réalisateur avant d'évoluer vers une fonction hiérarchique.

Ecrivez-nous vite, de façon détaillée, pour que nous puissions vous rencontrer à n° 217 EMPLOIS ET ENTREPRISES  
18, rue Volney 75002 PARIS.

**LABORATOIRE**  
**CENTRAL**  
**DE TELECOMMUNICATIONS**  
recherche

**INGÉNIEURS**  
**GRANDES ÉCOLES**  
ou équivalent

Débutants ou 2 à 3 années

d'expérience pour travaux

dans les domaines suivants :

- Logiciel de base (compilateurs et assembleurs),

Bonne connaissance écrite

et parlée de la langue

anglaise.

Nationalité française

exigée.

Ecrire avec C.V. et prétent., à

L.T.C., Boite Postale 41,

78 Volney-Villacoublay

ou tél. 94-96-15 (poste 335)

**IMPORTANTE SOCIÉTÉ**  
**SPECIALISÉE EN ÉLECTRONIQUE DE POINTE**  
recherche pour son Centre d'Études situé au hameau Sud

**des ingénieurs d'études**

Débutants ou première expérience.

(formation ESE, SUP TELECOM)

pour domaines :

- asservissements
- téléphonie / microprocesseurs
- analyse de maintenabilité de systèmes.

Envoyer C.V. détaillé et prétentions en indiquant le domaine

choisi à CONTEXTE PUBLICITE 20, Avenue de l'Opéra -

75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra, sous réf. 49.582.

**jeune ingénieur**

Nous sommes un groupe privé d'assurances travaillant sur le marché

national et international.

Nous recherchons un jeune ingénieur libéré des O.M., de préférence

spécialisé en mécanique générale. Ce collaborateur qui aura le

statut cadre est destiné à s'intégrer dans une équipe de souscription

« Assurances de responsabilités civiles et dommages des entreprises

industrielles et commerciales ».

Ce poste demande, outre le dynamisme, une adaptation aux notions

juridiques, un esprit d'analyse et de synthèse, un goût et un sens des

contacts à tous niveaux (entreprises, courtiers, etc.).

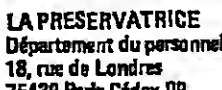
Fonction basée à Paris avec quelques déplacements via de France,

Nord et Centre.

Programme préalable de formation à l'assurance à Paris.

Si vous êtes intéressé, envoyez-nous votre C.V. en précisant le

niveau de rémunération souhaitée.



**LA PRESERVATRICE**  
Département du personnel  
18, rue de Londres  
75439 Paris Cedex 09.

**LE MINISTÈRE DE LA DÉFENSE**

**DIRECTION TECHNIQUE**

**DES ARMEMENTS TERRESTRES**

recherche pour ses

**SERVICES INDUSTRIELS**

**INGÉNIEUR**

**ÉLECTRONICIEN**

Liberté obligations militaires. Préparation, industrialisation systèmes électroniques, étude de sous-ensembles.

Recevoir avec C.V. sous référence TA

ÉTABLISSEMENT D'ARMEMENT AMX-APX

Route de la Minère, SATORY,

78013 VERRAULT.

**DIRIGER NOTRE ÉQUIPE**

**ORDONNANCEMENT**

C'est la mission que notre Société

spécialisée dans l'ingénierie et la construction de grands ouvrages industriels,

souhaite confier à un ingénieur d'un

moins 30 ans et justifiant d'une solide

expérience en ordonnancement et

planification.

Intégré au sein de notre Division Études

employant plus de 300 ingénieurs et

techniciens, il sera chargé d'ordonner

les activités de cette Division et d'assurer

les cellules techniques dans la préparation

et la mise en œuvre de nouvelles méthodes

de travail (mise en place d'un nouveau

système de gestion informatique).

Permis à pourvoir à PARIS.

Merci d'adresser votre dossier de

candidature à n° 5748 à : PLECEAU

S.A. - B.P. 220 - 75063 Paris cedex 02

qui transmettra.

**SOCIÉTÉ NATIONALE**

**ELF ACQUAINE**

(Production)

recherche

**COMPTABLES**

CONFIRMES

Titulaires d'un B.T.S.

Comptabilité ou d'un DUT

(option Finance)

comptabilité.

Lieux d'implantation :

- Un poste à PARIS

- Deux postes à

BOUSSÈNS (Hte-Garonne)

Pour une période initiale

de 1 à 3 ans.

Expatriation à prévoir

dans le cadre

du déroulement de carrière.

Ecrire avec C.V., photo, à

S.N.E.A. (P) Recrutement

21 bis, allée des Lilas,

49000 PAU

**CABINET**

**D'EXPERTISE COMPTABLE**

et de

**COMMISSARIAT AUX COMPTES**

recherche

● **ASSISTANT DE CABINET**

confirmé, 40 O.E.C.

● **ASSISTANT CONTRÔLEUR**

expérimenté, titulaire certificat

juridique et fiscal

Ecrire Cabinet TUILLET

21, rue de la Banque, Paris-2<sup>e</sup>.

**CHEF DE**  
**PUBLICITE**  
**annonceur**

Dans ce groupe industriel, le Département Publicité-Promotion analyse les objectifs Marketing des divisions autonomes. Il travaille en liaison avec l'Agence pour déterminer les axes de communication, les messages et les médias dans le cadre d'un budget dont il est gestionnaire.

Nous souhaitons rencontrer un Chef de Publicité, ayant une solide formation, quelques années d'expérience publicitaire, dont au moins 3 en agence.

Peu importe qu'il ait géré des budgets industriels s'il est un véritable professionnel.

Pour communiquer avec les filiales étrangères, il maîtrise la langue anglaise.

Les dossiers de candidature, avec photo et prétentions, sont à adresser

sous réf. M 5103 A.N. à

5 rue Meyerbeer

75009 Paris



**DIDIER SHPC**

Filiale d'un important groupe

international

Fabricant de produits réfractaires

recherche pour son

**SERVICE TECHNICO-COMMERCIAL**

**INGÉNIEUR ACIERISTE**

Minimum 35 ans

Responsable technique de la clientèle acierière, il

aura à

**promouvoir la vente des produits**

en proposant des solutions adaptées en liaison

avec nos services techniques centraux et à en suivre

la mise en œuvre chez l'utilisateur.

Voyages fréquents de courte durée. Connaissances

de base de l'Allemand indispensables.

Adresser C.V., photo et prêt. sous la réf. 2.342 A ;

85, avenue Kléber

75116 PARIS

Discrétion assurée.

Préciser les sociétés auxquelles vous souhaitez que

vos candidatures ne soient pas transmises.

**DIGITAL EQUIPMENT FRANCE**

Filiale du premier constructeur mondial

de mini-ordinateurs recherche pour

Rungis

**contrôleur**

**budgétaire**

Dépendant de la Direction Financière, il

assistera le Directeur du service Après-

Vente dans l'établissement des plans et

budgets prévisionnels et dans l'analyse

mensuelle des résultats.

Nous souhaitons engager un jeune

diplômé d'école de commerce ayant

acquis une première expérience de la

Finance-Comptabilité au sein d'une société

multinationale.

Nous nous chargeons d'assurer la formation

de départ de ce poste. La pratique

de la langue anglaise est indispensable.

Veuillez adresser votre CV sous réf. CB 3

à la Direction du Personnel de

**DIGITAL EQUIPMENT FRANCE**

18 rue Sarrasin - 91120

94528 RUNGIS Cedex

digital

**IMPORTANTE SOCIÉTÉ**

**Quartier ÉTOILE recherche**

**CHEF de PERSONNEL**

minimum 5 ans d'expérience : réglementation du travail, conventions

collectives (pétrole et métallurgie).

Ecrire C.V. détaillé, photo, références

et prétentions à No 44637; CONTEXTE

PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra,

75040 Paris Cedex 01 qui transmettra.

**IMPORTANTE ENTREPRISE INDUSTRIELLE**

recherche son

**RESPONSABLE**

**DES ÉTUDES INFORMATIQUES**

2 ans d'expérience dans une fonction enlogue.

Le salaire annuel

ne sera pas inférieur à 100.000 F.

Adresser C.V. à Monsieur MARY S.G.P.

B.P. No 88 - 75840 PARIS CEDEX 17.







REPRODUCTION INTERDITE

offres d'emploi

CADBURY - FRANCE

Filiale du groupe international Cadbury-Schweppes, leader mondial dans ses spécialités, nous sommes une jeune société dynamique et en pleine expansion, nous recherchons un

CHEF DE PRODUIT BISCUITS

Responsable de la gamme biscuits, Finger, Wafer, etc.

Contrôle des budgets publicités et promotion. Elaboration de la stratégie à court et moyen termes.

Vous avez au moins trois ans d'expérience en la fonction de produits de grande diffusion.

Une expérience de la vente et une connaissance de la distribution alimentaire sont souhaitables.

Pratique de l'anglais indispensable.

Si vous êtes intéressé par ce poste, demandez à M. COLVIN, un dossier d'information ainsi qu'un C.V. à nous retourner.

CADBURY - FRANCE  
B.P. 207 - 92002 ANTOINE CHOUX.

SAGEM

CERGY-PONTOISE

recherche

INGENIEURS INFORMATIENS

GRANDES ECOLES

OPTION INFORMATIQUE et/ou D.E.A.

Débuts ou quelques années d'expérience pour étude et développement de matériel et de logiciel sur mini-ordinateurs et microprocesseurs.

PROGRAMMEURS D'ETUDE

NIVEAU D.U.T. ou MAITRISE

Débuts ou quelques années d'expérience pour développement de logiciel sur mini-ordinateurs et microprocesseurs.

NE PAS SE PRESENTER, écrire avec C.V. à SAGEM Boite Postale 61 - PONTAISE 95301

SOCIÉTÉ DES TUYAUX BONNA

1500 personnes, C.A. 500 millions de francs fabrication et pose canalisation en béton. Engazonnement, fontaines, fontaines de préfabrication produits en main.

Champ d'activité internationale

recherche

JEUNES INGENIEURS

a) pour son Département Etudes et Projets Paris

PORTS et CHAUSSEES - MINES - CENTRALE

b) pour son Département de l'Équipement et du Matériel de Paris

ARTS et MÉTIERS - E.N.S.I.

ÉLECTROTECHNIQUES GRENOBLE et TOULOUSE

Ces postes conviennent à des ingénieurs débutants ou à des ingénieurs expérimentés (Production, commercial, travaux) pour déboucher à terme sur des responsabilités plus étendues en France ou à l'étranger.

Rechercher avec C.V. et photo à Société des Tuyaux BONNA - B.P. 371-08 - 95306 PARIS CEDEX 08

Très Important

GRUPE INDUSTRIEL FRANÇAIS

du secteur énergétique recherche pour sa

DIRECTION JURIDIQUE ET FINANCIERE

UN JURISTE

spécialiste du droit français

et international

Il lui sera demandé :

- un doctorat en droit ou équivalence
- une maîtrise parfaite de l'anglais
- une expérience de 5 ans minimum dans le domaine international à haut niveau de négociation
- une expérience dans le secteur de l'énergie ou dans un groupe industriel.

Pour réussir dans sa fonction, il lui faudra une attitude prospective, connaître bien les règles de l'évolution des problèmes, il lui faudra aussi faire preuve de créativité, de polyvalence, d'ouverture et de sens des responsabilités.

Ad. lettre man. C.V. photo et prétentions ss réf. 8110 à

EPA

LEPA - RECRUTEMENT

84, rue Saint-Lazare 75009 Paris

ENTREPRISE INTERNATIONALE

DE TRAVAUX PUBLICS

DEPARTEMENT DU MATERIEL

création d'un poste de

CADRE DE GESTION

en relation directe avec la Direction du Département et en collaboration fonctionnelle avec les Services des Travaux, du Transit et de la gestion du parc matériel (200 Millions), il assurera, dans le cadre des activités internationales du groupe une fonction d'AUDIT et de CONTRÔLEUR DE GESTION.

Le poste conviendrait à un jeune candidat diplômé de l'enseignement supérieur ayant de solides connaissances en comptabilité analytique et générale ainsi qu'en informatique. Une expérience d'Audit interne serait appréciée.

Le poste est à pourvoir à Paris.

Adresser lettre man. + C.V. + photo, 312 D.A. à M. Claude Debray conseil

78, rue Olivier de Serres 75789 Paris cedex 15  
Discretion absolue assurée.

offres d'emploi

Société industrielle - 3000 personnes - proche

banlieue Ouest de Paris, recherche un

informaticien et recherche un

INGENIEUR SYSTEME

sur IBM 370 (OS/MVS - DOS/VS)

Il aura la responsabilité d'une équipe, assurera le démarrage d'un ordinateur IBM 370/125 (DOS/VS) ou d'un ordinateur et un support système sur IBM 370/168 (OS/MVS).

De formation ingénieur en matière informatique, il connaît le DOS/VS et possède une expérience de 2 ans minimum sur un système IBM OS/MVS, ainsi qu'une bonne connaissance des principaux produits.

Axial Publicité, 91, Fembourg Saint-Honore 75008 Paris, se charge de transmettre les candidatures qui lui parviendront sous la référence 9889.

Importante Société Chimique

recherche pour son

Séjour à NEUILLY

ADJOINT AU DIRECTEUR

DES RELATIONS SOCIALES

Ce poste nécessite :

- une parfaite connaissance du droit du travail ;
- une expérience de plusieurs années dans une fonction de chef de personnel en usine (service continu de préférence) assortie d'une expérience adéq.

Age minimum 40 ans.

Rémunération élevée.

Env. let. man. cv. C.V. dat. à n° 40.981 CONTEXTE Publicité, 20, av. Opéra, 75004 Paris cedex 01 q. 17

Recherches pour important projet

DEUX INGENIEURS D'ETUDE

confirmés

1 INGENIEUR MECANICIEN (maintenance continue, criblage, concassage de minéral).

1 INGENIEUR ELECTRICIEN (installations industrielles, asservissements, instrumentation).

Résidence PARIS avec déplacements AFRIQUE

Demandes écrites à adresser à SOCOMEX, 30, rue Cambourin, 75015 PARIS.

LABORATOIRE PHARMACEUTIQUE

recherche pour son unité

Banlieue Ouest de Paris

JEUNE PHARMACIEN

Responsable du Conditionnement.

Rechercher C.V. et photo sous réf. 8.614 à Le Monde + Publicité, 3, rue des Italiens, 75001 PARIS-9.

Recherches

TECHNICIEN (NE) U.T. de Génie chimique ou B.T.S. ASSISTANT I.E.T. D'INGENIEUR Anglais indispensable. Allemand souhaité.

Adresser C.V. + prétentions sous n° 302, à SPERAR, 12, rue Jean-Jaures, 92007 PUTEAUX.

M. OPERA

Société machines-outils mondiallement connue

recherche

CADRE ADMINISTRATIF-REDACTEUR

destiné à devenir adjoint au chef du service commercial. Lisant couramment anglais.

Ayant sérieuse expérience Expédition, Caisse, Crédits bancaires.

5 X 8 - Continue - 12 mois. Adresser C.V. + photo, à 2090 PARFANCE, 4, rue Robert-Estienne, 75005 Paris, ou à

Ad. lettre man. C.V. photo et prétentions ss réf. 8110 à

INFORMATIS SYSTEMES

recherche pour démarrage de système temps réel en FRANCE et à l'ÉTRANGER

INGENIEURS LOGICIELS NOVA, MITRA, POP 11, SOLAR

INGENIEURS IRIS 50 Réels possibilité de promotion pour éléments de valeur.

26, rue Daubenton-9, 93349-72.

APSIDE

recherche pour travaux assembleur temps réel

JEUNES INGENIEURS ANALYSTES-PROGRAMM.

MITRA 15, SOLAR 16 6000, INTEL 30

Tel. pour rendez-vous 328-27-40 ou env. C.V. 40, r. de Pontbise, 75008 PARIS.

SOCIÉTÉ PRODUITS PARFUMERIE DE PRESTIGE recherche

EMPLOYEE DE BUREAU pour tenir poste de docteur, aide-comptable ou tout service statistique.

Adresser C.V. et prétentions à M. T. 02.94 M. REGIE-PRESSE 25 bis, rue Reaumur, Paris-2.

CINEMA 191, recherche OPERATEUR C.A.D. 25 h. par semaine, 2.500 F mens. à partir du 1er mars. T. 883-22-25.

offres d'emploi

Société d'Etudes et de Conseils

recherche

pour postes en FRANCE et à l'ÉTRANGER

- Agro-économistes
- Ingénieurs forestiers
- Statisticiens-économistes
- Économiste industriel
- Économiste finances/monnaie
- Conseiller de gestion/organisateur.

Rémunération en fonction de l'expérience et de la qualification.

Adresser C.V. et prétentions, sous réf. 1183, à SWEET'S, B.P. 208 - 75431 PARIS CEDEX 02

GRUPE CRÉDIT COOPÉRATIF

recherche

CONTROLEUR DE GESTION

pour renforcer service contrôle budgétaire qui connaît méthodes, élabore et suit budgets prévisionnels.

Le candidat doit avoir :

- Formation supérieure.
- 3 ans expérience contrôle interne ou contrôle de gestion et possible dans secteur bancaire.

Env. lettre man. C.V. photo et prétentions à : DIRECTION DU PERSONNEL C.C.C. 18 bis, avenue Roche - 75008 PARIS.

STE APPAREILS DE MESURES INDUSTRIELLES

siège social PARIS

recherche

AGENT TECHNIQUE PRINCIPAL

ELECTRONIQUES INFORMATIQUES

spécialiste Software, bonne pratique Hardware. Salaire intéressant en fonction expérience. Possibilité cadre - libre rapidement.

Discrétion totale assurée.

Adresser C.V. détaillé au CHEF DU PERSONNEL, Boite Postale 156 - 75343 PARIS CEDEX 02.

SOCIÉTÉ DE CONSEIL EN INFORMATIQUE

recherche

jeunes collaborateurs

• 2 à 3 années d'études supérieures

• calculatrices, dépannage des obligations militaires

• libres rapidement

DESIREUX D'ENTREPRENDRE UNE CARRIÈRE dans :

L'INFORMATIQUE

Formation assurée dans le cadre d'un contrat de travail à terme avec stage rémunéré.

Adresser lettre de candidature, avec C.V. détaillé et photo en précisant la date de disponibilité à N° 40.981 ConTEXTE Publicité, 20, av. Opéra, 75004 PARIS CEDEX 01, qui transmettra

FERODO

ne 3 européens de l'équipement automobile C.A. 25 milliards, effectif 20 000 chercheurs pour le développement de Conduite-Motricité (14)

CHIEF DE SERVICE

MÉTHODES ET ÉTUDES

D'installation, Ingénieur Grande École (Centr., ENSAM, INSA), il aura 4 à 5 ans d'expérience des méthodes et des fabrications techniques en série. Au sein d'une organisation décentralisée de la production, il sera chargé, pour une ligne de produits, de la différentiation et de la mise en place de moyens matériels de production, de l'élaboration des gammes de fabrication, de l'élaboration des éléments techniques entrant dans le calcul de prix de revient et de l'étude et de l'élaboration des postes de travail.

Anglais ou allemand souhaités. Réf. 2147/1

pour la DIRECTION DE LA RECHERCHE ST-JOHN (14)

INGENIEUR PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE DÉBUTANT

Diplômé Grande École d'ingénieurs (option mécanique souhaitée) en relation avec tous les bureaux d'études de la Société ainsi qu'avec des cabinets extérieurs spécialisés. Il assurera, progressivement et après formation la production des idées originales de la Société. Allemand ou anglais lu et écrit courant. Réf. 2147/2

pour la DIVISION VERDY usine d'AMIENS (60) ou sa DIVISION SOFICA usine de NOGENT-LE-ROTHOU (28)

INGENIEURS DÉBUTANTS

Diplômé Grande École mécanique (ENSA, ECAM, I.N.A., I.C.A.M.) désirant commencer leur carrière par l'exercice de responsabilités au sein d'entreprises unites de fabrications mécaniques de précision. Attachés aux services méthodes, ils seront chargés, après formation, de mission d'organisation de la production. En fonction des aptitudes et des motivations ils pourront éventuellement évoluer dans l'ensemble du Groupe vers des domaines variés. Allemand ou anglais appréciés. Réf. 2147/3

Ad. C.V., prétentions et photo en indiquant la réf. du poste FERODO Service Recrutement, 45, rue Bayen, 75017 PARIS.

GRUPE ANGLAIS D'ASSURANCES

recherche

programmeurs-analystes

référence 5072

• 1 à 2 ans d'expérience Cohol

• DUT ou équivalent

Postes évoluant vers l'analyse selon compétences.

référence 5069

Sous la Direction d'un chef de projet, ils seront chargés de l'analyse de nouveaux traitements dans le cadre de la mise en place d'un système informatique transactionnel.

2 années minimum d'expérience de cette fonction sont nécessaires. Connaissances télétraitement et base de données appréciées.

Adresser C.V., prétentions et photo en précisant la référence, à Jean PORRACCHIA

CHIEF SERVICE

COMPTABILITÉ GÉNÉRALE

Agé de 30 ans minimum

Il assurera l'encadrement de 3 ou 4 personnes et aura la responsabilité de la comptabilité jusqu'au bilan.

Le candidat devra avoir une expérience récente d'au moins 5 ans dans une société anglo-saxonne. Le niveau D.E.C.S. serait apprécié.

L'anglais courant est indispensable.

Rechercher avec C.V., photo, présent, et disponibilité à : AVIS, 12, rue Albert, 75013 PARIS, et la réf. 402-4

AVIS LOCATION DE VOITURES

recherche

CHIEF SERVICE

COMPTABILITÉ GÉNÉRALE

Agé de 30 ans minimum

Il assurera l'encadrement de 3 ou 4 personnes et aura la responsabilité de la comptabilité jusqu'au bilan.

Le candidat devra avoir une expérience récente d'au moins 5 ans dans une société anglo-saxonne. Le niveau D.E.C.S. serait apprécié.

L'anglais courant est indispensable.

Rechercher avec C.V., photo, présent, et disponibilité à : AVIS, 12, rue Albert, 75013 PARIS, et la réf. 402-4

AVIS LOCATION DE VOITURES

recherche

CHIEF SERVICE

COMPTABILITÉ GÉNÉRALE

Agé de 30 ans minimum

Il assurera l'encadrement de 3 ou 4 personnes et aura la responsabilité de la comptabilité jusqu'au bilan.

Le candidat devra avoir une expérience récente d'au moins 5 ans dans une société anglo-saxonne. Le niveau D.E.C.S. serait apprécié.

L'anglais courant est indispensable.

Rechercher avec C.V., photo, présent, et disponibilité à : AVIS, 12, rue Albert, 75013 PARIS, et la réf. 402-4

AVIS LOCATION DE VOITURES

recherche

CHIEF SERVICE

COMPTABILITÉ GÉNÉRALE

Agé de 30 ans minimum

Il assurera l'encadrement de 3 ou 4 personnes et aura la responsabilité de la comptabilité jusqu'au bilan.

Le candidat devra avoir une expérience récente d'au moins 5 ans dans une société anglo-saxonne. Le niveau D.E.C.S. serait apprécié.

L'anglais courant est indispensable.

Rechercher avec C.V., photo, présent, et disponibilité à : AVIS, 12, rue Albert, 75013 PARIS, et la réf. 402-4

AVIS LOCATION DE VOITURES

recherche

CHIEF SERVICE

COMPTABILITÉ GÉNÉRALE

Agé de 30 ans minimum

Il assurera l'encadrement de 3 ou 4 personnes et aura la responsabilité de la comptabilité jusqu'au bilan.

Le candidat devra avoir une expérience récente d'au moins 5 ans dans une société anglo-saxonne. Le niveau D.E.C.S. serait apprécié.

L'anglais courant est indispensable.

Rechercher avec C.V., photo, présent, et disponibilité à : AVIS, 12, rue Albert, 75013 PARIS, et la réf. 402-4

AVIS LOCATION DE VOITURES

recherche

CHIEF SERVICE

COMPTABILITÉ GÉNÉRALE

Agé de 30 ans minimum

Il assurera l'encadrement de 3 ou 4 personnes et aura la responsabilité de la comptabilité jusqu'au bilan.

Le candidat devra avoir une expérience récente d'au moins 5 ans dans une société anglo-saxonne. Le niveau D.E.C.S. serait apprécié.

L'anglais courant est indispensable.

Rechercher avec C.V., photo, présent, et disponibilité à : AVIS, 12, rue Albert, 75013 PARIS, et la réf. 402-4

AVIS LOCATION DE VOITURES



## demandes d'emploi

**ANNONCES CLASSEES  
TELEPHONEES :  
296-15-01**

s'adresser à: **AME**  
**AGENCE SPÉCIALISÉE DES INGÉNIEURS ET**  
**CADRES 12, rue Blanche 75436 PARIS**  
**CEDEX 09 tél. : 280.61.46 poste 71.**

Tél. : 278-77-71

**locat.-autos**

LOCATION VEHICULES  
MOINS CHERE  
EXPRESS ASSISTANCE  
504 - 01 - 50

**appartements vente**

704 - 64 - 85. Indexation - Etude gratuite

.....

**terrains**

**ARGENTEAU COTEAU**  
100 m<sup>2</sup> - 10 m de large - 10 m de profondeur  
à construire - 10 m de large - 10 m de profondeur  
**MORVILLE VIEUX**  
100 m<sup>2</sup> - 10 m de large - 10 m de profondeur  
100 m<sup>2</sup> - 10 m de large - 10 m de profondeur

**Locations**  
**meublées**  
**Offre**

**PARIS**

**PARIS (19°)**  
V. P. 19.10.19.11.12.13.14.15.16.17.18.19.20.21.22.23.24.25.26.27.28.29.30.31.32.33.34.35.36.37.38.39.40.41.42.43.44.45.46.47.48.49.50.51.52.53.54.55.56.57.58.59.60.61.62.63.64.65.66.67.68.69.70.71.72.73.74.75.76.77.78.79.80.81.82.83.84.85.86.87.88.89.90.91.92.93.94.95.96.97.98.99.100.101.102.103.104.105.106.107.108.109.110.111.112.113.114.115.116.117.118.119.120.121.122.123.124.125.126.127.128.129.130.131.132.133.134.135.136.137.138.139.140.141.142.143.144.145.146.147.148.149.150.151.152.153.154.155.156.157.158.159.160.161.162.163.164.165.166.167.168.169.170.171.172.173.174.175.176.177.178.179.180.181.182.183.184.185.186.187.188.189.190.191.192.193.194.195.196.197.198.199.200.201.202.203.204.205.206.207.208.209.210.211.212.213.214.215.216.217.218.219.220.221.222.223.224.225.226.227.228.229.230.231.232.233.234.235.236.237.238.239.240.241.242.243.244.245.246.247.248.249.250.251.252.253.254.255.256.257.258.259.260.261.262.263.264.265.266.267.268.269.270.271.272.273.274.275.276.277.278.279.280.281.282.283.284.285.286.287.288.289.290.291.292.293.294.295.296.297.298.299.300.301.302.303.304.305.306.307.308.309.310.311.312.313.314.315.316.317.318.319.320.321.322.323.324.325.326.327.328.329.330.331.332.333.334.335.336.337.338.339.340.341.342.343.344.345.346.347.348.349.350.351.352.353.354.355.356.357.358.359.360.361.362.363.364.365.366.367.368.369.370.371.372.373.374.375.376.377.378.379.380.381.382.383.384.385.386.387.388.389.390.391.392.393.394.395.396.397.398.399.400.401.402.403.404.405.406.407.408.409.410.411.412.413.414.415.416.417.418.419.420.421.422.423.424.425.426.427.428.429.430.431.432.433.434.435.436.437.438.439.440.441.442.443.444.445.446.447.448.449.450.451.452.453.454.455.456.457.458.459.460.461.462.463.464.465.466.467.468.469.470.471.472.473.474.475.476.477.478.479.480.481.482.483.484.485.486.487.488.489.490.491.492.493.494.495.496.497.498.499.500.501.502.503.504.505.506.507.508.509.510.511.512.513.514.515.516.517.518.519.520.521.522.523.524.525.526.527.528.529.530.531.532.533.534.535.536.537.538.539.540.541.542.543.544.545.546.547.548.549.550.551.552.553.554.555.556.557.558.559.560.561.562.563.564.565.566.567.568.569.570.571.572.573.574.575.576.577.578.579.580.581.582.583.584.585.586.587.588.589.590.591.592.593.594.595.596.597.598.599.600.601.602.603.604.605.606.607.608.609.610.611.612.613.614.615.616.617.618.619.620.621.622.623.624.625.626.627.628.629.630.631.632.633.634.635.636.637.638.639.640.641.642.643.644.645.646.647.648.649.650.651.652.653.654.655.656.657.658.659.660.661.662.663.664.665.666.667.668.669.670.671.672.673.674.675.676.677.678.679.680.681.682.683.684.685.686.687.688.689.690.691.692.693.694.695.696.697.698.699.700.701.702.703.704.705.706.707.708.709.710.711.712.713.714.715.716.717.718.719.720.721.722.723.724.725.726.727.728.729.730.731.732.733.734.735.736.737.738.739.740.741.742.743.744.745.746.747.748.749.750.751.752.753.754.755.756.757.758.759.760.761.762.763.764.765.766.767.768.769.770.771.772.773.774.775.776.777.778.779.780.781.782.783.784.785.786.787.788.789.790.791.792.793.794.795.796.797.798.799.800.801.802.803.804.805.806.807.808.809.810.811.812.813.814.815.816.817.818.819.820.821.822.823.824.825.826.827.828.829.830.831.832.833.834.835.836.837.838.839.840.841.842.843.844.845.846.847.848.849.850.851.852.853.854.855.856.857.858.859.860.861.862.863.864.865.866.867.868.869.870.871.872.873.874.875.876.877.878.879.880.881.882.883.884.885.886.887.888.889.890.891.892.893.894.895.896.897.898.899.900.901.902.903.904.905.906.907.908.909.910.911.912.913.914.915.916.917.918.919.920.921.922.923.924.925.926.927.928.929.930.931.932.933.934.935.936.937.938.939.940.941.942.943.944.945.946.947.948.949.950.951.952.953.954.955.956.957.958.959.960.961.962.963.964.965.966.967.968.969.970.971.972.973.974.975.976.977.978.979.980.981.982.983.984.985.986.987.988.989.990.991.992.993.994.995.996.997.998.999.1000.1001.1002.1003.1004.1005.1006.1007.1008.1009.1010.1011.1012.1013.1014.1015.1016.1017.1018.1019.1020.1021.1022.1023.1024.1025.1026.1027.1028.1029.1030.1031.

**region  
perissienne**

**PUTEAUX**  
**RESIDENCE BELLEVUE**  
**SUBITO**  
100 m<sup>2</sup> - 2 ch.  
1200 €

**OR PLACE**  
100 m<sup>2</sup> - 2 ch.  
1200 €

766-9455

**BOUTIQUE** RUE DU  
HOTEL PARTICULIER  
1000-1001

**terrains**

[illegible]











Le Monde

régions

EN ILE-DE-FRANCE

A Rueil-Malmaison  
Papy règle  
le trafic

Imperméables noirs, gants blancs, brassards aux couleurs de la ville et badges à l'enseigne des « papy-traffic », tels apparaissent depuis le 9 janvier les nouveaux contractuels chargés de surveiller la sortie des écoles à Rueil-Malmaison (Hauts-de-Seine). Ces « papy-traffic » ont été recrutés par la municipalité de M. Jacques Baumel, député R.P.R., parmi les retraités de la commune.

« Ils ne sont pas bénévoles, mais volontaires », explique-t-on à la mairie. En effet, les dix contractuels en service depuis jeudi sont payés — l'équivalent de 800 francs par mois pour deux heures de service par jour ouvrable. Etant données les responsabilités qui leur incombent, ils doivent être couverts par la Sécurité sociale et donc officiellement déclarés.

Pourquoi ces « papy-traffic » ? Pour pallier l'insuffisance des effectifs de police affectés à la protection des écoliers dans le département et notamment à Rueil, explique-t-on à la mairie.

ROGER CANS.

Un quartier de Suresnes change de décor  
TOUS URBANISTES

Voilà des années qu'il ne se passait rien au quartier Val-d'Or-République à Suresnes. En dehors des mesures d'entretien courant, rien ou presque n'avait été fait pour ce secteur du Bas-Suresnes, qui, grâce à la présence de nombreuses activités industrielles côtoyant un habitat pavillonnaire, rapporte pourtant à la commune quelque 35 % de ses recettes. Accrochés à l'est aux quais de Seine, isolés du reste de Suresnes par la voie ferrée et le large boulevard Henri-Seliger, les quatre mille habitants du quartier se sentaient à ce point abandonnés par la municipalité socialiste que certains parlaient plaisamment de demander leur rattachement à la commune limitrophe de Saint-Cloud.

En 1976, profitant de la grève suscitée dans le quartier par le stationnement envahissant de plus de mille cent voitures appartenant aux employés des entreprises voisines, des habitants ont constitué en comité « pour rechercher ensemble une solution au problème particulier du stationnement » et déboucher éventuellement sur des problèmes généraux d'aménagement ou d'animation. Sur ces entrefaites, la municipalité de Suresnes présentait en octobre 1976 son plan d'occupation des sols qui, selon M. Jean-François Trébut-

chet, président du comité de quartier, « n'avait d'autre ambition pour le quartier Val-d'Or-République que d'en faire une véritable zone industrielle ». Alors, bien qu'il fut plus ou moins ouvertement accusé par la mairie d'être « un comité de circonstance à l'approche des élections », le comité prenait le taureau par les cornes et se mettait au travail.

Il encourageait la population du quartier à faire connaître son mécontentement à l'occasion de l'enquête publique du P.O.S. et lui distribuait en même temps un questionnaire axé sur les trois thèmes « urbanisme, circulation et animation ». En février 1977, deux cents réponses environ étaient parvenues au bureau du comité, qui lui permettait de dégager, au-delà de l'expression de certains intérêts particuliers et divergents, quelques idées-forces pour l'aménagement du quartier : refus de l'extension des activités industrielles et de l'élargissement des voies, volonté de conserver un habitat bas, recherche d'une utilisation optimale des terrains libres (en particulier le parc de 6,5 hectares du vieux château de Suresnes, actuellement inutilisé par la société La Béron, qui en est propriétaire), désir de réorganiser le quartier autour d'une « place de village ».

On en serait peut-être resté au stade des idées si le comité de quartier n'avait alors songé à appeler à la rescousse l'équipe d'Urbanisme Masurel, jeunes architectes urbains qui apportent bénévolement leur concours aux associations d'habitants en peine de conseils techniques (le Monde du 14 janvier). S'inspirant des résultats du questionnaire, l'équipe d'Urbanisme Masurel dessinait des plans en collaboration avec la population, allant jusqu'à estimer les coûts des réalisations envisagées, et proposant des solutions de financement. Il ne restait plus qu'à rencontrer la municipalité suresnoise, que conduisit le sénateur et conseiller général Robert Fontenon, pour lui soumettre les propositions ainsi élaborées.

A l'occasion d'une émission radiophonique que France-Culture consacra au groupe Urbanisme Masurel, le conseiller général demanda la participation des élus. La rencontre fut positive. Beau joueur et oubliant les suspensions du passé, M. Robert Pon-

A PROPOS DE...  
L'AÉROPORT DE PARIS ET SES RIVERAINS

BRUITS... DE PAPIERS

Le « Journal officiel » du 14 février a publié un décret autorisant l'Aéroport de Paris à lancer un emprunt pour combattre autour d'Orly les nuisances dues au bruit des avions. Ce texte n'est pas du tout celui qu'attendaient, depuis des années, les riverains des grands aéroports.

Pour tenter de réduire la montée du bruit aux abords d'Orly et de Roissy, le gouvernement a créé, par décret, en 1973, une taxe parafiscale prélevée sur les compagnies aériennes. Celles-ci doivent payer 1 franc par passager embarqué à destination d'un aéroport français et 3 francs par voyageur partant pour l'étranger. La taxe dont le taux n'a pas varié depuis cinq ans est gérée par l'Aéroport de Paris. Elle a rapporté depuis 1973 117 millions de francs auxquels s'ajoutent 30 millions d'emprunt. Ces sommes ont été consacrées pour un tiers à l'insonorisation de 77 écoles et centres sociaux proches d'Orly et de Roissy. Il en reste 42 à « traiter ». Les deux tiers du produit de la taxe ont servi à racheter 274 pavillons sur les 680 qui devaient l'être.

C'est donc l'application au transport aérien du principe pollueur-payeur. Mais à l'usage on s'est aperçu que le système, fort simple, présente plusieurs défauts. D'abord les avions ne payant que pour les passagers qu'ils embarquent à Paris et non pour ceux qu'ils transportent. En second lieu, les appareils modernes comme l'A380, peu bruyants mais de grande capacité, sont taxés davantage que les moyens porteurs souvent plus sonores. Enfin les avions-cargos qui décollent la nuit et sont donc les plus gênants ne payent rien. La taxe est donc injuste ; et elle n'incite guère les compagnies à s'équiper d'appareils « silencieux ».

D'où l'idée de modifier son « assiette » comme disent les spécialistes. L'administration prépare un nouveau décret. La taxe désormais calculée selon le poids des appareils et le vacarme qu'ils émettent devra

en outre être doublée pour les vols de nuit. Mesure de bon sens.

Survient alors un incident apparemment sans rapport avec le projet de décret. Un passager se casse une jambe à Orly et réclame à l'Aéroport de Paris des dommages et intérêts. Pour en calculer le montant, les juristes se demandent si l'Aéroport de Paris est un établissement public « administratif » ou « industriel et commercial ». La loi de 1945 qui l'a créé ne le précise pas.

Le 31 décembre 1976, la tribunaux des conflits se prononce pour le caractère « administratif » de l'établissement. Dans ce cas, l'Aéroport de Paris n'aurait pas le droit de prélever une taxe parafiscale sur le bruit. Pour ne pas « faire de vagues », l'administration entente la réforme qu'elle préparait et ne publie que le mini-décret du 14 février 1978. Il n'apporte à celui de 1973 que des améliorations mineures.

Aux alentours d'Orly et de Roissy, rien n'est donc changé. Les riverains dont les maisons tremblent désespérément. Parce qu'il y a trente-deux ans la législation a oublié de donner une étiquette précise à l'Aéroport de Paris, tout est bloqué. Il faudrait sans doute une autre loi. Mais qui aura le courage de mobiliser tout l'arsenal législatif pour le faire ? Ne pourrait-on simplement reconnaître l'évidence, c'est-à-dire que l'Aéroport de Paris est un établissement à la fois administratif et commercial ? Alors pourrait-on s'attaquer enfin au vrai problème : celui des nuisances qu'imposent les mouvements aériens aux riverains des aéroports.

MARC AMBROISE-RENDU.

TÉMOIGNAGE

Voyageurs dans le brouillard

J'habite à L'Etang-la-Ville, ligne de Saint-Nom-la-Bretèche, et, ce soir-là, j'ai pris en gare Saint-Lazare le train de 22 h. 21, affiché comme se dirigeant sur Saint-Cloud. Marly-le-Roi, L'Etang-la-Ville, Saint-Nom-la-Bretèche. Or, quelques secondes après l'arrêt à Marly-le-Roi, et sans aucun avis aux voyageurs, le train est reparti, en direction de Louveciennes et Paris. A l'arrêt de Louveciennes, comme je me plaignais au conducteur du train, il me dit : « Je n'y suis pour rien, nous n'avons qu'à descendre ici ».

J'ai dû attendre le train suivant qui, officiellement lui, n'allait que jusqu'à Marly-le-Roi, et donc ensuite aller à pied jusqu'à L'Etang-la-Ville. Ainsi, partie de Paris à 22 h. 51, je suis arrivée à L'Etang-la-Ville à 0 h. 05, grâce aux bons soins

de la S.N.C.F. Comme m'a élogieusement répondu l'employé de gare à Marly — qui ne s'est nullement excusé de sa désinvolture — « quand on peut avoir de beaux trains, il faut supporter quelques inconvénients ».

Cette attitude du personnel des gares et des trains qui consiste à ne pas annoncer aux voyageurs les modifications ou les suppressions de train et ensuite à répondre aux réclamations par « je ne suis pas responsable, ce n'est pas de mon ressort, etc. » devient vraiment par trop fréquente, et témoigne d'un manque de la plus élémentaire courtoisie à l'égard du public qu'il transporte, qui pourtant justifie son existence.

Il me paraît urgent que la S.N.C.F. se préoccupe de l'amélioration de la formation du personnel des gares, et lui fasse acquiescer, ou retrouver, du service public. On rencontre sur les grandes lignes des contrôleurs parfaitement courtois et serviables, pourquoi pas sur les lignes de banlieue qui transportent quotidiennement bien plus du monde ?

Mme KERRHABO.  
L'Etang-la-Ville (Yvelines).

● Une piste cyclable entre la Bastille et Marne-la-Vallée ? — L'Institut d'aménagement et d'urbanisme de la région Ile-de-France, en collaboration avec l'Atelier parisien d'urbanisme et la Direction départementale d'équipement, vient d'achever une étude sur les itinéraires cyclables dans l'est parisien.

Il est proposé de créer une liaison aménagée entre la place de la Bastille et le Bois de Vincennes en passant par la place Félix-Eboudé et la Porte de Reuilly. Au-delà du plateau de Gravelle, trois itinéraires conduiraient respectivement à la forêt de Stmand, au Bois de Vincennes et aux environs de Marne-la-Vallée et de la base de loisirs de Jabilles. Longueur totale : 75 kilomètres.

Les secrets de cette réussite ? « Il faut être tenace et diplomatique », explique le président du comité, entretenu d'un côté de se brouiller avec les élus municipaux et savoir présenter des projets qui ne tiennent pas compte de notre seul quartier. Il faut également posséder suffisamment de données techniques pour avancer des suggestions sérieuses. De l'autre côté, il faut fuir comme la peste toute notabilisation et retourner constamment à la base pour prendre en compte tous les avis. »

Il y a peut-être encore chose à suggérer. M. Max Calabro, trésorier du comité, c'est la tradition de cohésion et de solidarité qui règne dans ce quartier où les habitants ont toujours su se débrouiller tout seuls. Il y a de plus, une source locale existait la convulsion des populations voisines et obliges les gens du quartier à « grimper pour défendre son quartier. M. Robert Pon-

FRANÇOIS ROLLIN.

DÉBAT QUELLE ARCHITECTURE POUR LE PARIS ANCIEN ?

Quelle architecture pour le Paris ancien ? Doit-on figer le cœur de la capitale comme un musée de pierre ? Ou peut-on en réaménager les monuments pour de nouveaux usages, autoriser une époque à parler son propre langage dans le discours de la ville ?

Mme KERRHABO.  
L'Etang-la-Ville (Yvelines).

La polémique ouverte à propos du marché Saint-Germain, dans le sixième arrondissement, dépasse cet exemple — difficile — et pose des questions d'actualité sur l'évolution harmonieuse de la ville.

Les architectes chargés du projet d'aménagement de cet ancien marché pour de nouveaux équipements publics, MM. Renaud Bardon, Pierre Colbec, Philippe-Georges Lamy et Jean-Paul Philippin, exposent ci-dessous leur point de vue.

L'art d'accommoder les restes

C'EST la variété même des bâtiments dans une ville et le charme de leurs relations souvent conflictuelles qui font la saveur de la « symphonie » urbaine. La face-à-face de l'église Saint-Germain-des-Prés et des bâtiments de la fin du dix-neuvième siècle, ou l'ensemble constitué par le palais Mazarin, le passerelle des Arts, le Louvre et le Pont Neuf ; la dialogue Grand Palais-Invalides ou même

la trilogie Ecole militaire-tour Eiffel-Trocadéro.

Le temps s'écoule et ces « gages » d'époques différentes. Cependant, tel n'est pas le cas de la plupart des adjonctions des dernières décennies, car elles ont manifestement ignoré la composition urbaine, ont répandu dans la population le peur de toute nouvelle tentative architecturale. Parce que nous sommes architectes et jeunes, nous avons déploré dans ces con-

structions ce mépris de la ville et de l'environnement. Mais, est-ce là une raison suffisante pour qu'un jour'hui on bloque toute tentative nouvelle au cœur de Paris ? Pourquoi, faudrait-il que les esprits de 1978 soient les seuls, depuis Lucien, qui s'autorisent à dire : « Arrêtons la ville, car dorénavant, toute adjonction sera néfaste... » ?

N'est-ce pas présomption d'affirmer que le centre de Paris doit devenir un musée ? Notre projet essayait de poser le problème d'un monument ancien très détérioré en milieu urbain. Certes, nous n'avons jamais caché que cet édifice, d'inspiration néo-classique, ne manquait pas de charme dans son aspect original.

Cependant, il ne subsiste, aujourd'hui, du marché Saint-Germain de J.-B. Blondel (pas le grand, l'inconnu) que les arcades (dont une grande partie noyée dans le maison des examens), et le cinquième des toitures. Devant une telle dégradation de l'édifice original, que faire ?

Certes, on peut classer des ruines. On peut aussi reconstruire le marché Saint-Germain de 1820, à partir des morceaux subsistant aujourd'hui pour y loger les équipements de la ville. Mais il y a contradiction au sein de cette démarche.

Nous sommes favorables à la réutilisation d'un bâtiment lorsqu'il existe. Mais, nous estimons incohérent, avant de réutiliser un bâtiment, de le reconstruire tel qu'il était à l'origine (d'ailleurs, si l'on devait reconstruire les centres-villes dans leur « aspect d'origine », à quelle époque devrait-on se référer ?). Ceux qui prônent la reconstruction doivent savoir qu'ils souhaitent le respect du bâtiment reconstruit. Mais alors, une ville, avec ses débris de ses

habitants, peut-elle se permettre d'ériger un aussi vaste monument, presque vide au cœur d'un quartier qui attend depuis dix ans des équipements ?

La reconstruction d'un marché-musée, bien loin de répondre à la vie matérielle et spirituelle des habitants du quartier Saint-Germain, n'apporte qu'une assez mince satisfaction personnelle à quelques esthètes séduits par une gravure ancienne.

Reste la solution que nous avons proposée : recomposer avec les éléments subsistant dans l'esprit du parti architectural d'origine. Peut-être ce choix se heurte-t-il à ceux qui découragent, alors qu'il n'est plus temps, les deux vieilles lunes indissociables de l'urbanisme moderne : faire de la ville ancienne un musée et construire à la périphérie, sans âme, sans forme urbaine, en ordre dispersé, grands ensembles et vastes zones de toutes sortes.

Notre démarche professionnelle s'oppose à celle-ci : reconversion des bâtiments, recyclage des centres anciens, continuité urbaine, recherche d'une nouvelle identité de la ville — tels sont les principaux concepts qui la guident.

Nous regrettons les ruptures d'échelle et de formes souvent trop fortes et injustifiées que les constructions des dernières décennies ont pratiquées dans le tissu urbain. Assurément, l'urbanisme n'admet pas les perturbations choquantes, mais la production de différences dans la continuité est nécessaire. Elle doit être liée à l'intérêt public d'un programme.

L'art en urbanisme ne peut être gratuit et n'a de signification que dans la mesure où il est à la dimension des hommes et de leurs besoins constamment renouvelés.

NOTRE  
**Télex**  
POUR VOS COMMUNICATIONS  
Par vos téléphones vos messages. Mais les autres. Vos correspondants nous répondent par télex : tous vos téléphones.

**TELEX**  
SERVITELEX  
452162-4 34610123  
18, Avenue Daumesnil, 75012 PARIS

**vient de paraître**

**LE QUÉBEC VERS L'INDEPENDANCE ?**  
UNE EVOLUTION POLITIQUE PRUDENTE  
18 p., 1978 ..... 5 F  
revue Problèmes Politiques et Sociaux n° 329

**L'ENJEU ECONOMIQUE**  
2 p., 1978 ..... 5 F  
revue Problèmes Politiques et Sociaux n° 330

naissances de presses littéraires et LA

**DOCUMENTATION FRANÇAISE**  
quai Voltaire 75340 Paris Cédex 07  
tél. Garibaldi 69401 Lyon Cédex 03

**REPARER LE DIPLOME D'ETAT L'EXPERT COMPTABLE**  
uniquement exigé - Aucune limite d'âge - Debut des cours à titre concourant - Demandez le nouveau guide etant numero 684

**ECOLE PREPARATOIRE D'ADMINISTRATION**  
soit prise fondée en 1873 soumise à contrôle pédagogique de l'Etat à Paris des Petits-Champs

**2000 PARIS - CEDEX 02**  
cours gratuits pour les bacheliers de la formation continue (01 24-7-71)

**VOUS DEVEZ VISITER LES BUREAUX DU PONT DE SEVRES**  
36.000 m² de bureaux sur métro pour petites et grandes entreprises à partir de 150 m²

● Métro ligne n° 9  
● 90% des bureaux en jour naturel  
● charges réduites

● Tour Vendôme : les premiers locataires se sont installés en octobre 1977  
● Tour Amboise : livraison 1<sup>er</sup> trim. 1978

Renseignements pour la location (Tour Vendôme)  
**SAGGEL-VENDOME 266.61.05**

Renseignements pour la vente (Tour Amboise)  
**S.E.C.I. 766.51.76**

Location : (Tour Vendôme). Vente : (Tour Amboise)  
**G.I.M. 260.31.03**



## LA CONVENTION DES GIR



## SOCIAL

LES « PRIORITAIRES » DU LOGEMENT

### SIX ENFANTS, 25 m<sup>2</sup>

Cet ancien relais de poste, près du métro Stalingrad, a un aspect propre, avec ses murs blancs et, dans le passage, les pots de fleurs de la concierge, qui attendent frileusement le printemps. Sur le pailleur, la porte ouverte des toilettes à la turque. A angle droit, c'est la porte d'un logement qui s'ouvre sur la « cuisine », qui occupe, à main droite, moins de 1 mètre carré. L'humidité s'élève sur le mur, bouillonnant une épaisse couche de peinture impuissante à maîtriser le salpêtre. Deux portières s'ouvrent devant, en face de la porte d'entrée, sur une des deux minuscules pièces qui composent le logement : en tout, moins de 25 m<sup>2</sup>. La première, où couchent, en lits superposés, Colette, douze ans, et Yvon, dix ans ; Francine, sept ans, dans un lit-cage qu'on ouvre le soir, et Rida, quatre ans, dans un petit lit d'enfant en bois, sert de salle à manger. Une porte la sépare de la seconde pièce, celle qui donne sur la rue. Adossé à la fenêtre, un caspé-lit, dont la moustiquine forme de crochets de plastique adhésif pour en contenir le rembourrage fatigué, s'ouvre le soir pour accueillir les parents, tandis qu'on traîne contre le mur le petit lit où dorment tête-bêche les deux derniers-nés, Frank et Stéphanie, trois mois et demi. Quelques meubles et un poêle à charbon complètent l'ensemble.

Pour Robert et Jacqueline Corouge, les parents, ce n'est plus un cachemarin qui dure depuis dix ans et dont on espère se réveiller, l'an prochain, quotidiennement. Impossible d'installer un chauffe-eau à gaz : les conditions de sécurité ne sont pas réunies. Et Robert Corouge ajoute : « On ne peut pas se réveiller, le matin, mais on n'a pas pu le garder, il faisait sauter les plombs... » Alors les parents et les plus grands vont aux bains-douches, à côté, et on fait chauffer l'eau sur la cuisinière pour laver les petits et faire la lessive, qu'on met à égoutter dehors, au-dessus de la

courrette. Robert Corouge était couvreur-plombier, mais il y a quelques années, il est tombé et il a préféré abandonner. Depuis, est embauché et gagne 2 500 F par mois. Jusqu'ici, il fallait y ajouter 1 160 F d'allocations familiales : avec les jumeaux, cette somme va atteindre 1 700 F environ. C'est loin d'être le Pérou, et les maigres économies ont fondu avec l'arrivée des petits derniers, mais pour être logé décemment, on accepterait de payer beaucoup plus que les 500 F trimestriels de l'actuel taudis.

Parlons tous les deux, les Corouge, qui ont, dès 1969, demandé un logement H.L.M., sont, depuis la naissance de Nadia, en 1974, considérés comme « prioritaires ». Des lettres ont été écrites à M. Chirac et à M. Claude-Gérard Marquis, député R.P.F. et conseiller de Paris, sans résultat jusqu'ici.

Pourtant, il y a deux ans, et c'est un autre cas réel, tel fonctionnaire parisien, gagnant plus de 4 000 F par mois, a trouvé pour lui et son fils, en deux mois, dans une H.L.M. locative, un quatre pièces, à Paris même. Rien que de normal en cela. Ce qui est anormal, c'est le cas des Corouge et celui des vingt mille familles, environ, « prioritaires » à Paris. A quoi sert le comité départemental des H.L.M., à quoi servent les deux grands offices publics, sans parler des sociétés anonymes d'H.L.M. ?

Les familles en détresse comme les Corouge ont un besoin urgent que des services sociaux efficaces leur trouvent un logement.

Comment les mal-logés ne ressentent-ils pas comme une dérisoire les discours assurant que « le problème du logement n'est pas quantitatif », ou l'édifice, par la mairie de Paris, de la somptueuse brochure où « le logement social, la priorité des priorités », s'étale en attrayantes photographies ?

JOSÉE DOYÈRE.

### « UNE PIERRE, DEUX COUPS »

Joailliers, fourreurs, commissaires-priseurs, marchands de tableaux, de bibelots, de livres anciens sont unanimes : « Toutes les pierres de très belle qualité se vendent très bien », « Sur le marché, tout ce qui se met dans une poche, se met dans une poche », trône une antiquaire.

Fluctuations monétaires, crise inflationniste, chute des valeurs mobilières et incertitudes politiques, tout se mêle pour créer un climat d'incertitude et pousser les possédants à placer solidement leur pécule. L'argent liquide brûle les doigts, dès que les gens en ont, ils viennent », dit un joaillier. Seuls bénéficient de cet engouement les objets rares, les « très belles pierres », dont la valeur et la rareté sont suffisamment reconnues pour ne souffrir aucun mécompte. En matière d'art, par exemple, les tableaux modernes, dont la cote reste encore incertaine, sont peu demandés. En revanche, les rares œuvres de maîtres reconnus qui sont mises sur le marché atteignent des prix folles.

A tout seigneur tout honneur. Les pierres précieuses, et parmi elles le brillant, récent des jours historiques. Les joailliers respectueux des traditions de discrétion qui régissent la profession, sont avares de chiffres concernant leur vente. Tous reconnaissent pourtant que depuis six mois « le marché est très actif » en particulier sur les pierres de plus d'un carat. Ils bénéficient de circonstances particulières et opportunes. Une demande internationale forte, face à une offre limitée, a provoqué un envol des prix des diamants. Les dernières ventes de la compagnie De Beers ont vu des hausses de prix des diamants bruts allant de 15 à 20 %, sur des pierres « moyennes ». Les plus grosses étant quasiment introuvables.

En un an, les prix de ventes des pierres taillées ont grimpé de 40 à 60 % selon les cas. Par ailleurs de nombreux organismes financiers ou para-financiers (banques, sociétés d'assurances, etc.), ont découvert depuis quatre ans que les brillants de beau calibre et de belle eau pouvaient intéresser une épaisse clientèle. En orientant leurs clients vers ce marché, ou en vendant eux-mêmes des pierres, ils ont gonflé la demande. D'autres petites sociétés, « importateurs directs » ou autres, s'engouffrant dans la brèche, ont également tenté de tirer parti de ce « filon » en offrant leurs services, le plus souvent par petites annonces, à une clientèle spéculative. Enfin les acheteurs « traditionnels » des grands joailliers ne sont pas en reste et anticipent lar-

gement la hausse des prix. Le cadeau d'anniversaire ou la bague de fiançailles est de préférence acheté quelques mois à l'avance. « Autrefois, la valeur artistique ou sentimentale d'un bijou primait, aujourd'hui, si l'acheteur peut en même temps capitaliser, il préfère faire d'une pierre deux coups », explique — sans rire — un joaillier.

La plupart des « grandes maisons » assurent cependant qu'il ne faut pas « exagérer le phénomène ». La hausse des ventes atteint 20 à 30 % en volume depuis six mois. « C'est tout », assure l'un. « Notre métier a toujours été en dents de scie, il y a un gonflement certain, mais nous ne vendons pas plus que nos parents n'ont vendu en 1923-1929. Nous avons connu des périodes somptueuses », rappelle un second, en évoquant les « grandes années », 1913, « deux rangs de perles à 1 million de francs or (1) chacun », 1928-1929 (la grande crise), 1968 (les séismes de mai), 1974 (les présidentialités)... 1977 ? « Nous avons en un mois réalisé le chiffre d'affaires d'un trimestre normal », confie un troisième.

#### « Accélération »

Les joailliers ne sont pas seuls à bénéficier de craintes de « l'argent ». Un grand fourreur assure que les ventes de « très belle pelletterie » (sibeline, lynx, certains visons femelles, etc.) sont depuis quelques mois supérieures de 15 % environ à la normale. Enfin, commissaires-priseurs, antiquaires, orfèvres, soulignent la « très bonne tenue » ou l'accélération « des ventes de livres, de monnaies, de bijoux, de tableaux et de dessins anciens, de timbres rares, de bibelots, d'autographes (un autographe « musical » a été récemment vendu quelque 580 000 F !), etc. » Les valeurs refuges sous faible volume ont fait un véritable bond depuis six mois. Rares sont les très belles marchandises mises sur le marché. Dès qu'il y a un objet, il fait des prix très importants », explique un commissaire-priseur, citant le cas d'une comode Louis XV qui, estimée de 20 à 30 000 F, a été vendue 57 000 F. Cas d'exception, dans l'ensemble les marchands de meubles anciens rouspètent : « Les gens sont inquiets, ils n'ont pas goût à décorer leur intérieur. Au Portugal, il n'y a plus un antiquaire, j'ai des commandes qui dépendent du résultat des élections », Jean qui pleure...

VERONIQUE MAURUS.

(1) 5,5 millions de francs actuels environ.

## SIEMENS

Information destinée aux actionnaires de Siemens

### Niveau des commandes maintenu

Au cours du premier trimestre de l'exercice 1977/78, les commandes nouvelles ont tout juste atteint le montant enregistré durant la même période, l'exercice précédent. Exprimé en termes comparables et sans la société Kraftwerk Union AG, le chiffre d'affaires relatif à la période du 1er octobre au 31 décembre 1977 est en hausse de 5 % seulement ; il accuse même un net recul si l'on inclut KWU dans la comparaison.

En milliards de francs	du 1.10.76 au 31.12.76	du 1.10.77 au 31.12.77	Variation comparable* sans KWU	avec KWU
Marché allemand	6,5	7,1	+5%	+1%
Marché étranger	8,2	8,7	+6%	+2%
Chiffre d'affaires	12,2	13,2	+8%	+3%
Marché allemand	6,3	6,7	+4%	+35%
Marché étranger	5,8	7,2	+5%	+29%

L'incorporation de KWU et de TU depuis le 1er janvier 1977 rend impossible une comparaison directe des chiffres trimestriels de cet exercice avec ceux de l'exercice précédent. Seuls les taux de variation excluant KWU donnent une idée significative de l'évolution des affaires.



#### Une nouveauté : les câbles en fibres de verre

Les câbles en fibres de verre présentent de nombreux avantages pour les télécommunications et la transmission de données : à l'abri de l'écoulement, insensibles aux champs magnétiques perturbateurs, ils offrent une capacité de transmission élevée pour un diamètre infiniment petit, un dixième de millimètre par fibre de verre. Notre photo montre l'agrandissement d'un câble inscrit à notre catalogue. En association avec le firme américaine Corning Glass Works, un des leaders dans la production de fibres de verre, nous avons créé en novembre 1977 une société destinée à fabriquer et commercialiser des câbles en fibres de verre aux Etats-Unis.

Les commandes nouvelles, qui s'établissent à 15,8 milliards de francs contre 14,7 l'an dernier, enregistrent en valeur comparable une baisse de 1 % par rapport à la même période de l'exercice précédent. Les ordres reçus de l'étranger s'élevaient à 8,7 milliards de francs contre 8,2 l'an dernier et les commandes prises en R.F.A. sont passées de 6,5 à 7,1 milliards de francs, ce qui traduit en termes comparables, KWU exclue, une augmentation de 5 % des commandes intérieures, face à un recul de 6 % des ordres enregistrés à l'étranger.

Le chiffre d'affaires mondial s'est établi au cours du premier trimestre à 13,9 milliards de francs contre 12,1 milliards l'an dernier. Il a augmenté de 4 % en termes comparables, KWU exclue, pour les facturations en R.F.A. qui passent de 6,3 milliards à 6,7 milliards de francs, et de 5 % en ce qui concerne les ventes à l'étranger qui totalisent 7,2 milliards de francs contre 5,8 milliards de francs l'exercice précédent. La société KWU n'ayant pu facturer de grands ensembles industriels lors du premier trimestre de cet exercice, comme elle l'avait fait l'an dernier durant la même période, le C.A. global réalisé en incluant KWU accuse, mathématiquement parlant, une forte baisse, de 32 %.

Le carnet de commandes enregistré une hausse de 5 % sans KWU et de 1 % si l'on inclut cette société, qui totalise à elle seule plus de la moitié des ordres en portefeuille.

En millions	30.9.77	31.12.77	Variation
Allemagne	221	218	-1%
Etranger	98	98	0%

L'effectif au nombre de 316 000 personnes a baissé de 1 % par rapport au début du trimestre. La diminution de 1 % enregistrée en R.F.A. est en partie due aux fluctuations saisonnières.

En milliards de francs	du 1.10.76 au 31.12.76	du 1.10.77 au 31.12.77	Variation comparable*
Les frais de personnel	8,3	8,3	0%
hausse de 3% (chiffres comparables) sur le montant de l'exercice précédent.			

Les investissements au cours des trois premiers mois de l'exercice ont atteint 501 millions de francs, ce qui représente un recul de 5 % en termes comparables, sur la somme de 434 millions de francs investie l'an dernier. Le volume des investissements sur l'ensemble de l'exercice devrait, selon les prévisions, être légèrement supérieur à celui de l'année précédente.

Si le bénéfice net marque une croissance en valeur absolue, le rapport bénéfice net/C.A. est tombé de 2,5 % à 2,3 %.

\*Taux de variation exprimés en termes comparables par suite de l'intégration de Kraftwerk Union et de Transformator Union depuis le 1er janvier 1977. Les valeurs sont converties en fonction du cours moyen coté à la Bourse de Francfort le 30 décembre 1977 : 100 F = 44,90 DM.

Un exemplaire de notre Rapport Annuel '77 est automatiquement remis aux actionnaires Siemens à leur banque de dépôt. Nous sommes prêts à faire parvenir à toute autre personne intéressée ces informations détaillées sur notre exercice 1976/77. La version française sera disponible dès le fin du mois de mars. Adressez vos demandes à Siemens AG, ZVW 104, Postfach 103, D-8000 Munich 1.

Siemens AG En France: Siemens Société Anonyme







هكذا في الامل

# ENVIRONNEMENT

## Etat accorde 5,7 millions de francs pour 1978 à l'opération « Lot, rivière claire »

De notre correspondant

Cahors. — L'aménagement de la vallée du Lot recouvrera 5,7 millions de francs en 1978. C'est ce qu'a annoncé récemment M. Jacques Bland, secrétaire d'Etat à l'Agriculture. Il s'agit des crédits affectés à la poursuite du programme « Lot, rivière claire », qui avait été lancé en 1971 par un conseil interministériel.

Cette opération couvre au total deux cent quatre-vingt-dix communes abritant une population de 150 000 habitants. Cinq départements sont concernés : la Lozère, le Cantal, l'Aveyron, le Lot et le Lot-et-Garonne. Un triple objectif est recherché depuis 1970 : protéger la cours de la rivière, les rives et le site contre la pollution ; les déprédations, améliorer l'environnement en donnant aux collectivités locales les possibilités d'une promotion économique et sociale, éduquer les populations, étudiants et usagers, en les familiarisant aux notions de protection de la nature et en créant sur ce thème un mouvement d'opinion.

An cours des sept dernières années, l'opération « Lot, rivière claire » a bénéficié d'environ 30 millions de francs, dont la moitié a été accordée par l'Etat sous forme de subventions et l'autre versée par les départements et communes. Cinquante-deux stations d'épuration ont été installées sur le Lot et ses affluents, faut y ajouter la réalisation, prévue en cours, des égouts à Decazeville, l'assainissement du bassin houiller de Decazeville, la remise en état de barrages en Lozère, la lutte contre les déchets, le soutien des débits séche, la nettoyage et l'aménagement des berges du Lot (chemin de halage, création de parkings, des de repos, etc.).

Les travaux en cours portent sur les équipements touristiques de la vallée.

● Pour la sauvegarde de la Méditerranée. — Mercure, cadmium, matières plastiques, non dégradables, D.D.T., hydrocarbures et produits radioactifs tels que les résidus des navires et ceux de l'interdiction de déverser en Méditerranée des déchets de pays riverains de Méditerranée ayant ratifié les accords de Barcelone il y a deux ans par les représentants de leurs gouvernements, des conventions entre vigueur à partir du dimanche 12 février, autres substances figurant sur la liste « grise » comme le plomb, le zinc, le cuivre, ne pourront plus être déversés sans autorisation. Un autre protocole visant la lutte contre les déchets noirs entrera en vigueur à la même date. Il prévoit qu'un centre de surveillance des pétroliers et d'alerte sera installé dans l'île de Malte. Cet organisme est en cours d'installation.

● Un schéma directeur de la Seine à Paris. — Un groupe de travail chargé de l'élaborer un schéma directeur de la Seine dans sa traversée de Paris vient d'être créé, indique un arrêté du maire publié au Bulletin municipal officiel du 7 février. Ce groupe a pour mission d'établir une charte de l'utilisation et de l'aménagement de la Seine dans la traversée de la capitale et de définir un plan permettant d'équilibrer et de répartir les différentes fonctions du fleuve : fonctions économiques et fonctions de loisirs.

GUY REVELLAT.

## LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	SIX MOIS
+ Bas + haut	Rep. + ou Dép.	Rep. + ou Dép.	Rep. + ou Dép.
U.S. ... 4,898 4,810	+ 130 + 170	+ 270 + 330	+ 750 + 850
U.S. ... 5,297 5,398	+ 110 + 190	+ 240 + 310	+ 650 + 750
(100) 2,000 2,000	+ 110 + 190	+ 240 + 310	+ 700 + 770
L. .... 2,350 2,378	+ 130 + 190	+ 290 + 350	+ 900 + 1000
U.S. ... 2,177 2,188	+ 90 + 120	+ 180 + 230	+ 610 + 680
(100) 1,580 1,580	+ 90 + 120	+ 180 + 230	+ 610 + 680
U.S. ... 2,177 2,188	+ 90 + 120	+ 180 + 230	+ 610 + 680
(100) 1,580 1,580	+ 90 + 120	+ 180 + 230	+ 610 + 680
U.S. ... 2,177 2,188	+ 90 + 120	+ 180 + 230	+ 610 + 680
(100) 1,580 1,580	+ 90 + 120	+ 180 + 230	+ 610 + 680

## TAUX DES EURO-MONNAIES

COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	SIX MOIS
+ Bas + haut	Rep. + ou Dép.	Rep. + ou Dép.	Rep. + ou Dép.
U.S. ... 2,350 2,378	+ 130 + 190	+ 290 + 350	+ 900 + 1000
U.S. ... 2,177 2,188	+ 90 + 120	+ 180 + 230	+ 610 + 680
(100) 1,580 1,580	+ 90 + 120	+ 180 + 230	+ 610 + 680
U.S. ... 2,177 2,188	+ 90 + 120	+ 180 + 230	+ 610 + 680
(100) 1,580 1,580	+ 90 + 120	+ 180 + 230	+ 610 + 680
U.S. ... 2,177 2,188	+ 90 + 120	+ 180 + 230	+ 610 + 680
(100) 1,580 1,580	+ 90 + 120	+ 180 + 230	+ 610 + 680

Nous donnons ci-dessous les cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises tels qu'ils étaient indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

# ÉTRANGER

## En Suède

### La baisse de la natalité se ralentit

De notre correspondant

Stockholm. — Le nombre des naissances a atteint en 1977, en Suède, le niveau le plus bas depuis le début des années 30 : 98 000 contre 98 000 en 1976, ce qui constituait déjà un record. Toutefois, l'Office central de la statistique note que la courbe descendante de la natalité a tendance à se stabiliser : 108 000 naissances en 1974, 103 000 en 1975 et 98 000 en 1976.

De leur côté, les démographes font remarquer que, pour assurer la reproduction naturelle d'une génération, le taux de natalité devrait être supérieur de 25 % à celui enregistré en 1977, qui était de 11,6 0/00. Trois constantes de l'évolution moderne de la population suédoise se trouvent confirmées : baisse du nombre des naissances, espérance de vie plus longue et augmentation de l'immigration. Fin décembre, la Suède comptait 2 388 000 habitants.

Selon M. Erlend Hofsten, démographe de l'université de Stockholm, la Suède n'échappe pas au phénomène qui peut être constaté dans la plupart des pays.

## GRANDE-BRETAGNE

● La Fédération des fabricants britanniques de papier et carton est opposée à l'instauration, réclamée par la France, d'un droit antidumping sur les importations dans la C.E.E. de pâte à papier en provenance d'Amérique du Nord. La France produit une partie de la pâte qu'elle consomme, alors que la Grande-Bretagne importe la quasi-totalité de ses besoins. Pour la Fédération britannique, le droit antidumping alourdirait les prix de revient de l'industrie britannique du papier. — (A.F.P.)

## JAPON

● La balance commerciale japonaise a été excédentaire de 350 millions de dollars en janvier (en données brutes). Cet excédent, qui résulte d'une augmentation de 19 % en un an des exportations et de 10 % des importations, est à comparer avec le déficit de 77 millions de dollars enregistré au plus tôt (janvier) — pour des raisons comptables — très souvent déficitaire. En décembre 1977, l'excédent commercial du Japon avait atteint sur les mêmes bases 2,88 milliards de dollars (et 17,1 milliards de dollars sur l'ensemble de l'année). La balance des paiements courants a été déficitaire de 240 millions de dollars en janvier (elle l'avait été de 682 millions de dollars en janvier 1977).

● Les prix de gros au Japon ont de nouveau diminué en janvier (- 0,1 %), après le recul de décembre (- 0,4 %). En un an, l'indice des prix de gros a ainsi baissé de 1,5 %. La Banque centrale du Japon souligne que cette nouvelle amélioration résulte en grande partie de la revalorisation du yen. — (A.F.P.)

● La production mondiale de soja a été excédentaire de 3 % en 1977, tombant à 5,43 millions de tonnes, annonce le département américain de l'Agriculture. La production a baissé en Turquie (- 29 %) et en Espagne (- 10 %). Par contre, la production a augmenté en Chine (+ 0,5 %), en Inde (+ 18,4 %) et en Brésil (+ 1,6 %) et en Corée du Sud (+ 24 %). — (A.F.P.)

Édité par OBBO

## une initiation au décalque

Ce document présente de façon claire et vivante les bases de la comptabilité OBBO :  
• les renseignements analytiques et de synthèse que l'on peut en tirer ;  
• les différents documents et journaux ainsi que leur utilisation ;  
• enfin, il donne un aperçu de l'emploi de la comptabilité OBBO comme instrument de gestion, pour toutes les entreprises industrielles et commerciales.

Comptabilité pour une meilleure gestion.

Veuillez me faire parvenir gratuitement "Analyse et Synthèse" OBBO - 9 rue de Valenciennes, 75009 Paris - tél. 280.68.76 et 578.25.50

Nom ..... Société .....  
Adresse ..... Tél. ....

## JEUNES DE 10 A 20 ANS

### DÉCOUVREZ L'ANGLETERRE, L'ALLEMAGNE, LES ÉTATS-UNIS

EF vous propose ses séjours linguistiques :  
— Un accueil dans une famille sélectionnée.  
— Des cours quotidiens adaptés à votre niveau.  
— La pratique intensive d'un sport favori : voile, tennis, équitation.

Départs assurés de la province par train et par avion.  
Pour les séjours de Pâques : session spéciale de RÉVISION.

### DEMANDEZ NOTRE DOCUMENTATION COMPLÈTE

NOM .....  
ADRESSE .....  
VILLE .....  
CODE POSTAL .....  
Bon à retourner pour recevoir la documentation EF.

ALAIN DEBOVE.

## RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

### MINISTÈRES DES INDUSTRIES LÉGÈRES

Société Nationale des Industries Textiles

« S.O.N.I.T.E.X. »

## AVIS D'APPELS D'OFFRES INTERNATIONAUX

### PRODUITS EN MAIN

La Société Nationale des Industries Textiles SONITEX :  
Lance un Avis d'Appel d'Offres International pour la Réalisation Produits en Main de :  
Appel d'offre n° 1 : Une unité intégrée (tricotage, finition, confection) de pull-overs, localisée à ARRIS, Wilaya de BATNA, ayant une capacité annuelle de 6 000 000 d'articles.  
Appel d'offre n° 2 : Une unité intégrée (tricotage, finition, confection) d'articles chaussons, localisés à DJAMAA, Wilaya de BISKRA, ayant une capacité annuelle de 19 900 000 articles.  
Appel d'offre n° 3 : Une unité intégrée (tricotage, finition, confection) de sous-vêtements, localisée à EL-OUED, Wilaya de BISKRA, ayant une capacité annuelle de 17 000 000 articles.  
Appel d'offre n° 4 : Un complexe de tricotage, finissage, localisé à BISKRA, Wilaya de BISKRA, ayant une capacité annuelle de 21 millions de m2 tissus maille.

Les cahiers des charges correspondant à chacune de ces unités sont à retirer à SONITEX - DIRECTION ENGINEERING - B.P. 17 DAR-EL-BEIDA - ALGER.

Les soumissionnaires peuvent soumettre leur offre pour une ou plusieurs unités.

## RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

### MINISTÈRE DES INDUSTRIES LÉGÈRES

Société Nationale des Industries Textiles

« S.O.N.I.T.E.X. »

## AVIS D'APPELS D'OFFRES INTERNATIONAUX

### FOURNITURES D'ÉQUIPEMENTS

La Société Nationale des Industries Textiles SONITEX :  
Lance un avis d'Appel d'Offres International pour la fourniture d'équipements destinés aux unités de confection suivantes :  
Appel d'offre n° 10 : Une unité de confection de draps de lits et produits associés, localisée à TABLAT, Wilaya de MEDEA, ayant une capacité annuelle de 1 480 000 articles.  
Appel d'offre n° 11 : Une unité de confection de vêtements de masse, localisée à BOUL-SAADA, Wilaya de M'SILA, ayant une capacité annuelle de 1 200 000 articles.  
Appel d'offre n° 12 : Une unité de confection d'articles féminins de style localisée à ALGER, Wilaya d'ALGER, ayant une capacité annuelle de 1 650 000 articles.

Les cahiers des charges correspondant à chacune de ces unités sont à retirer à SONITEX - DIRECTION ENGINEERING - B.P. 17 DAR-EL-BEIDA - ALGER.

Les soumissionnaires peuvent soumettre leur offre pour une ou plusieurs unités.



# AFFAIRES TRANSPORTS

## 23 820 MILLIONS DE FRANCS DE COMMANDES ÉTRANGÈRES POUR L'INDUSTRIE AÉRONAUTIQUE FRANÇAISE EN 1977

Les commandes à l'exportation enregistrées en 1977 par l'industrie aéronautique française ont atteint 23 820 millions de francs, contre 9 710 millions en 1976 et 9 210 millions en 1975, indiquent les statistiques définitives, diffusées vendredi 17 février par le Groupement des industries françaises aéronautiques et spatiales (GIFAS) (Le Monde du 21 janvier). Le GIFAS précise la répartition des commandes par groupe d'activités :

- 11 330 millions de francs pour les cellules et avions complets ;
- 8 000 millions pour les engins et matériels spatiaux ;
- 2 380 millions pour les moteurs ;
- 2 170 millions pour les équipements et l'électronique ;
- 1 450 millions pour les hélicoptères.

● Un nouvel administrateur de Manufrance. — M. Pierre Juvin (P.C.), adjoint au maire de Romans (Drôme), vient d'être nommé à titre individuel par le nouveau P.-D. G. de la société, M. Jean Hamon, comme administrateur de Manufrance.

● L'entreprise textile Villard-Dorion, à Sorbiers (Loire) vient de déposer son bilan. L'usine employait cent trois personnes.

● Volkswagen et MAN, sociétés de constructions mécaniques, ont été autorisées par l'Office des cartes d'Allemagne fédérale à mettre en œuvre un accord de coopération portant, jusqu'en 1984, sur la fabrication en commun de camions de moyen tonnage (6 à 9 tonnes). — (A.F.F.)

● Le bureau de l'Association nationale des conseils juridiques est composé, pour l'année 1978, de : MM. Pierre Chiffaut-Mollard, président ; Robert Brédel, Jacques Bret, Jean-Paul Despine, Jacques Mouderie, Paul Puyraveau, Georges Reynaud, vice-présidents ; Jean-Claude Coulon, secrétaire général, et Jean-Yves Carré, trésorier.

## APRÈS TROIS ANS D'INTERRUPTION

## Le couloir aérien Bangkok-Hongkong est rouvert

De notre correspondant

Bangkok. — Le couloir aérien Bangkok-Hongkong, qui permit la liaison la plus directe entre Bangkok et Hongkong, en survolant le Laos et le Vietnam, sera rouvert au trafic international le 23 mars, après une interruption de près de trois ans. Il avait été fermé après la chute de Saigon, en avril 1975.

Cet accord illustre d'abord l'atmosphère de détente rétablie entre Bangkok et ses voisins, sans laquelle la négociation serait restée impossible. En novembre, une tentative avait échoué du fait des autorités laotiennes, qui entendaient protester contre le blocus économique imposé à leur pays par l'ancien gouvernement de Bangkok renversé en octobre 1977.

Un autre obstacle était le montant élevé des droits de survol réclamés initialement par Bangkok : 500 dollars pour un Boeing-747, le double pour un Jumbo-Jet. L'accord prévoit que le Vietnam et le Laos recevront chacun 250 dollars par passage d'avion gros porteur et sensiblement moins pour les autres appareils.

La nouvelle réglementation va permettre à une quinzaine de compagnies aériennes opérant sur l'un des trajets les plus fréquentés du monde une économie de vol d'une heure et demie entre Bangkok et Hongkong, et celle, aussi, de quelques milliers de dollars de kérosène. On a calculé que, depuis trois ans, le détour imposé aux avions avait augmenté les frais de l'ensemble des transporteurs de quelque 20 millions de dollars par an.

Pour des raisons politiques, les compagnies des États-Unis, de la Corée du Sud et de Formose sont exclues de l'accord. Le Vietnam n'a pas de relations diplomatiques avec ces pays, et le Laos n'a de relations avec les États-Unis, Bangkok, Hanoï et Vientiane sont néanmoins disposés à négocier des accords avec les compagnies de ces États si ces derniers en font la demande par l'entremise des autorités thaïlandaises.

R.-P. PARINGAUX.

● Spéciaux : 6 600 000 passagers en 1977. — La compagnie Swissair a transporté, l'an dernier, 6 600 000 passagers — soit 200 000 de plus que la population de la Suisse — dont près de 700 000 entre la France et la Suisse. Le coefficient de remplissage des appareils a progressé, d'une année sur l'autre, de 58 à 61 %.

## Trains surchargés à Grenoble

## LES VOYAGEURS MÉCONTENTS OCCUPENT LA VOIE

(De notre correspondant.)

Grenoble. — Samedi 18 février, le train 5716 (Grenoble-Lyon-Paris) était, à Grenoble, « submergé » de voyageurs, bien avant l'heure du départ, fixée à 14 h 02. « C'était la cohue indescriptible des jours de vacances », raconte l'un d'eux : on demandait au chef de gare d'accrocher un autre wagon, mais il n'y avait plus. Les voyageurs contestataires déclaraient alors d'occuper la voie, immobilisant le train pendant trente minutes. La police, appelée sur les lieux, ramena le calme, sans toutefois interrompre les négociations engagées entre les responsables de la S.N.C.F. et les voyageurs mécontents. On accrocherait un wagon supplémentaire à Lyon. Et tout le monde accepta de s'en aller à nouveau dans les couloirs.

Des trains bondés entre Lyon et Grenoble : le phénomène est courant sur cette ligne, surtout pendant les fins de semaine. « La S.N.C.F. n'a pas su prévoir le mouvement qui porte les foules vers la montagne », déclare le maire de Grenoble, M. Robert Duhaut (P.S.), qui s'était d'autre part, indigné, il y a deux ans, lorsque le Catalan (Genève-Barcelone) fut « détourné » vers Lyon, délaissant définitivement la gare de Grenoble.

Malgré l'utilisation récente des turbotrains sur Grenoble-Lyon, cette ligne demeure surchargée et les 129 kilomètres qui séparent les deux villes sont parcourus plus souvent en cent minutes qu'en soixante-quinze minutes comme le prévoit l'horaire. — G. F.

## VOIX ET EXPRESSION

parlez avec aisance se faire écouter, maîtriser l'expression convalescente, décider. Tous renseignements : C.E.S.D.E.L. de 14 h. 30 à 19 h. 24, rue Henri-Barbousse - 75005 - Téléphone : 325-15-10 - 325-15-42

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

### FACOM

Le conseil d'administration de la Société FACOM, zélant usager de l'autorisation qu'il a reçue de l'assemblée générale des actionnaires du 21 janvier dernier d'augmenter par étapes le capital social pour le porter à un montant maximum de 75 millions de francs par incorporation de réserves, a décidé dans sa séance du même jour d'augmenter ce dernier

de 2 500 000 F le portant ainsi à 31 500 000 francs par création de 125 000 actions nouvelles de 50 F, raison d'une action nouvelle pour quatre actions anciennes.

Le droit d'attribution se négociera à partir du 6 mars prochain à la Bourse de Paris, les actions anciennes seront jouissances du 1<sup>er</sup> janvier 1977.

Par ailleurs, la société vient de présenter à ses actionnaires : distributeurs de produits industriels et grossistes automobiles la dernière édition de son catalogue général où il figurent à côté des outils traditionnels un grand nombre de produits nouveaux destinés à l'électronique, à la mécanique et à la carrosserie automobile d'autre part. Ce catalogue, diffusé mondialement, est tiré à six cent mille exemplaires et en huit langues différentes. Il devrait permettre à la société d'atteindre pour 1978 un chiffre d'affaires de l'ordre de 500 millions de francs contre 448 millions de francs au cours de l'exercice 1977.

Il couvrira en outre de 200 000 à 300 000 exemplaires de la Société FACOM a pris au cours du mois de décembre dernier une participation minoritaire dans la création de la Société GARNACHE-CHENET, fabricant de bonneterie à Arbois (Jura), l'un des leaders de sa profession.

### SOCIÉTÉ DE FORAGES PÉTROLIERS LANGUEDOCIENNE FORENCO

Le conseil d'administration de la Languedocienne Forenco, réuni le 15 février 1978, a arrêté les comptes de l'exercice clos le 30 septembre 1977, qui sont les suivants :

Bénéfice net de 1 942 248,36 francs contre 1 817 988 francs pour l'exercice 1976.

Il sera proposé à l'assemblée des actionnaires la distribution d'un dividende net de 5 francs par action (plus avoir fiscal de 2,50 francs) inchangé par rapport à l'exercice précédent.

### France Garantie

Situation au 31 décembre 1977

Actif net : F. 1 225 305 485,72

Répartition de l'actif :

- obligations classiques : 89,25 %
- obligations indexées : 1,08 %
- liquidités et autres éléments de l'actif : 9,67 %

Nombre d'actions : 5 536 768

Valeur liquidative : F. 221,30

Dividende net à payer : F. 15,15 + 1,68 mis en paiement le 21 mars 1977

Prochaine Assemblée Générale : 7 mars 1978

Dividende 1977 proposé (global) : F. 17,07

### SÉLECTION MONDIALE SICAV

Dans sa réunion du 15 février 1978 le conseil d'administration a décidé, après avoir arrêté les comptes du septième exercice, de proposer à l'assemblée du 3 avril 1978 la mise en distribution d'un dividende net de 3,80 francs par action assorti d'un crédit d'impost de 0,38 franc contre 3,50 francs assorti d'un crédit d'impost de 0,35 franc pour l'exercice 1976. Les actionnaires pourront, comme les années précédentes, réinvestir leurs dividendes en actions Sélection mondiale ou franchise de la commission d'entente.

# EMPRUNT 1978 11,00%

TAUX DE RENDEMENT ACTUARIEL BRUT 11,27 %

GARANTI PAR L'ÉTAT CLOTURE SANS PREAVIS BALQ DU 20 FÉVRIER 1978

**CREDIT HOTELIER COMMERCIAL ET INDUSTRIEL**

78, RUE OLIVIER-DE-SERRES - PARIS 15<sup>e</sup>  
75739 PARIS - CEDEX 15

# crédit coopératif

groupe d'épargne et de crédit de l'économie sociale.

### Des services diversifiés.

La Caisse Centrale de Crédit Coopératif, établissement semi-public dont le bilan consolidé atteint 8 milliards de francs, est devenue l'outil financier de secours très variés, avec lesquels elle a des contacts quotidiens par ses agences régionales.

Ses clients sont en même temps ses sociétaires :

● Coopératives : de production, de consommateurs, de commerçants, d'artisans, de professions libérales, de transporteurs, de pêche, d'habitation.

● Secteur social : associations, fondations, sociétés mutualistes, comités d'entreprises et tous organismes à caractère social, sanitaire, de tourisme et de loisirs.

● Groupements professionnels : professions industrielles, commerciales, artisanales et libérales qui, par la coopération de crédit, renforcent l'action de leur groupement.

En outre, elle est l'établissement financier central du Crédit Maritime Mutuel qui, avec ses 13 caisses régionales et leurs 100 guichets, est devenu le banquier de la pêche et du littoral.

### Des ressources adaptées aux emplois.

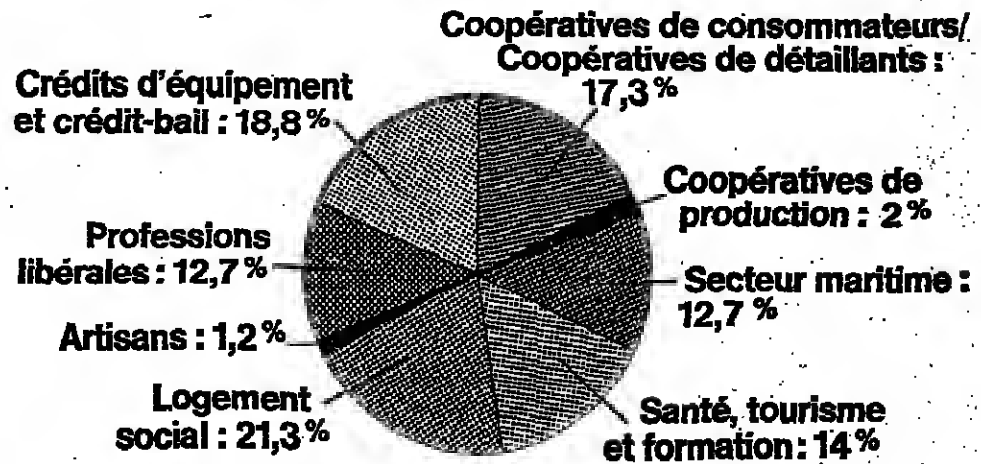
Les emplois sont financés à hauteur de 21 % par ses adhérents et sociétaires, ensuite par des emprunts obligataires pour 60 % et par des fonds d'État pour 15 %. Un recours modéré au marché monétaire (4 %) suffit à réaliser l'équilibre.

### Une expansion portée par les besoins de notre temps.

● Besoins économiques : logement, distribution, consommation, pêche, artisanat.

● Besoins sociaux et culturels : santé, loisirs et tourisme, éducation et formation permanents.

Répartition des crédits versés en 1977 : 1,12 milliard de francs.



Crédit Coopératif. 18 bis, avenue Hoche, 75008 Paris.

## LES CONSEILLERS PAS LES PAYER

SECTEUR	TAUX	TAUX	TAUX
SECTEUR 1	10,0	10,0	10,0
SECTEUR 2	10,0	10,0	10,0
SECTEUR 3	10,0	10,0	10,0
SECTEUR 4	10,0	10,0	10,0
SECTEUR 5	10,0	10,0	10,0
SECTEUR 6	10,0	10,0	10,0
SECTEUR 7	10,0	10,0	10,0
SECTEUR 8	10,0	10,0	10,0
SECTEUR 9	10,0	10,0	10,0
SECTEUR 10	10,0	10,0	10,0

## COURSE DE PARIS

SECTEUR	TAUX	TAUX	TAUX
SECTEUR 1	10,0	10,0	10,0
SECTEUR 2	10,0	10,0	10,0
SECTEUR 3	10,0	10,0	10,0
SECTEUR 4	10,0	10,0	10,0
SECTEUR 5	10,0	10,0	10,0
SECTEUR 6	10,0	10,0	10,0
SECTEUR 7	10,0	10,0	10,0
SECTEUR 8	10,0	10,0	10,0
SECTEUR 9	10,0	10,0	10,0
SECTEUR 10	10,0	10,0	10,0

## VALEURS

SECTEUR	TAUX	TAUX	TAUX
SECTEUR 1	10,0	10,0	10,0
SECTEUR 2	10,0	10,0	10,0
SECTEUR 3	10,0	10,0	10,0
SECTEUR 4	10,0	10,0	10,0
SECTEUR 5	10,0	10,0	10,0
SECTEUR 6	10,0	10,0	10,0
SECTEUR 7	10,0	10,0	10,0
SECTEUR 8	10,0	10,0	10,0
SECTEUR 9	10,0	10,0	10,0
SECTEUR 10	10,0	10,0	10,0

## SECTEURS

SECTEUR	TAUX	TAUX	TAUX
SECTEUR 1	10,0	10,0	10,0
SECTEUR 2	10,0	10,0	10,0
SECTEUR 3	10,0	10,0	10,0
SECTEUR 4	10,0	10,0	10,0
SECTEUR 5	10,0	10,0	10,0
SECTEUR 6	10,0	10,0	10,0
SECTEUR 7	10,0	10,0	10,0
SECTEUR 8	10,0	10,0	10,0
SECTEUR 9	10,0	10,0	10,0
SECTEUR 10	10,0	10,0	10,0

## SECTEURS

SECTEUR	TAUX	TAUX	TAUX
SECTEUR 1	10,0	10,0	10,0
SECTEUR 2	10,0	10,0	10,0
SECTEUR 3	10,0	10,0	10,0
SECTEUR 4	10,0	10,0	10,0
SECTEUR 5	10,0	10,0	10,0
SECTEUR 6	10,0	10,0	10,0
SECTEUR 7	10,0	10,0	10,0
SECTEUR 8	10,0	10,0	10,0
SECTEUR 9	10,0	10,0	10,0
SECTEUR 10	10,0	10,0	10,0

## SECTEURS

SECTEUR	TAUX	TAUX	TAUX
SECTEUR 1	10,0	10,0	10,0
SECTEUR 2	10,0	10,0	10,0
SECTEUR 3	10,0	10,0	10,0
SECTEUR 4	10,0	10,0	10,0
SECTEUR 5	10,0	10,0	10,0
SECTEUR 6	10,0	10,0	10,0
SECTEUR 7	10,0	10,0	10,0
SECTEUR 8	10,0	10,0	10,0
SECTEUR 9	10,0	10,0	10,0
SECTEUR 10	10,0	10,0	10,0



IS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Trade Development Bank (France)

crédit  
opérations  
d'épargne et de  
économie sociale

LES MARCHÉS FINANCIERS

LES CONSEILERS  
NE SONT PAS LES PAYEREURS...

Paris (A.P.). — Le mensuel financier de Suisse allemande, *Finanz und Kapital*, tend à prouver dans son dernier numéro que les conseillers en matière d'investissement, ne sont pas infatigables.

Voici quelques exemples de calculs auxquels son ordinateur s'est livré.

Un investissement de 1 million de francs suisses dans un portefeuille d'actions de dix des plus grandes sociétés internationales, comme le recommandent une banque suisse, aurait perdu près du tiers de sa valeur en quatre-vingt-deux mois, pour ne plus représenter que 727 716 francs suisses. L'ordinateur a tenu compte, non seulement des variations de cours des titres cotés, mais aussi de l'inflation en Suisse, qui a atteint 4,7 % du 1er janvier 1977 au 31 octobre 1977. Les dividendes versés pendant quatre-vingt-deux mois, totalisant 167 495 francs suisses, couvrent à peine les impôts, les frais de courtage et la note du conseiller fiscal, écrit *Finanz*.

Un investissement de 300 000 dollars U.S. aux Etats-Unis dans un portefeuille américain serait tombé à 225 000 dollars à la fin de 1977 si les recommandations d'une banque suisse avaient été suivies à la lettre. A ce chiffre, on ajoute les dividendes et on arrive à 225 000 dollars, soit une perte de 75 000 dollars. Placé en obligations, ce portefeuille aurait aujourd'hui un capital de 300 000 dollars, soit plus de 87 000 dollars.

Si l'investisseur s'était comporté en grand père, en se contentant d'augmenter son livret de caisse d'épargne en Suisse, ses 300 000 dollars représentés aujourd'hui 325 millions de francs suisses — représentant maintenant 275 millions de francs suisses, soit 75 000 dollars de plus.

Si l'investisseur s'était comporté en grand père, en se contentant d'augmenter son livret de caisse d'épargne en Suisse, ses 300 000 dollars représentés aujourd'hui 325 millions de francs suisses — représentant maintenant 275 millions de francs suisses, soit 75 000 dollars de plus.

Si l'investisseur s'était comporté en grand père, en se contentant d'augmenter son livret de caisse d'épargne en Suisse, ses 300 000 dollars représentés aujourd'hui 325 millions de francs suisses — représentant maintenant 275 millions de francs suisses, soit 75 000 dollars de plus.

Si l'investisseur s'était comporté en grand père, en se contentant d'augmenter son livret de caisse d'épargne en Suisse, ses 300 000 dollars représentés aujourd'hui 325 millions de francs suisses — représentant maintenant 275 millions de francs suisses, soit 75 000 dollars de plus.

Si l'investisseur s'était comporté en grand père, en se contentant d'augmenter son livret de caisse d'épargne en Suisse, ses 300 000 dollars représentés aujourd'hui 325 millions de francs suisses — représentant maintenant 275 millions de francs suisses, soit 75 000 dollars de plus.

Si l'investisseur s'était comporté en grand père, en se contentant d'augmenter son livret de caisse d'épargne en Suisse, ses 300 000 dollars représentés aujourd'hui 325 millions de francs suisses — représentant maintenant 275 millions de francs suisses, soit 75 000 dollars de plus.

Si l'investisseur s'était comporté en grand père, en se contentant d'augmenter son livret de caisse d'épargne en Suisse, ses 300 000 dollars représentés aujourd'hui 325 millions de francs suisses — représentant maintenant 275 millions de francs suisses, soit 75 000 dollars de plus.

LONDRES

Colours et irrégulier  
Peu d'affaires lundi matin sur le marché de Londres, où les industriels réagissent pour la plupart à la suite des prévisions pessimistes du patronat sur l'évolution des exportations. L'irrégularité des pétales, malgré la hausse de l'or, les banques suisses se replient. Seuls, les fonds d'Etat progressent.

OR (livres sterling) 101 10 102 10 103 10

VALEURS	Cours	Dernier
British Petroleum	127	128
Shell	121	122
Esso	118	119
British Airways	115	116
British Telecom	112	113
British Overseas Airways	109	110
British Airways	106	107
British Airways	103	104
British Airways	100	101
British Airways	97	98

NOUVELLES DES SOCIÉTÉS

VINCEKEL. — Bénéfice net 1977 : 144,7 millions de francs (+ 15,5 %). Dividende : 15,48 F contre 13,18 F.

FINANCEMENT DE CREDIT INDUSTRIEL. — Les comptes de l'exercice 1977 se sont soldés par un bénéfice net de 18,89 millions de francs contre 15,35 millions de francs. Dividende global imputable à 18,20 F par action sur un capital augmenté graduellement en 1977.

GRANDS TRAVAUX DE MARSEILLE. — Avant provisions pour la dépréciation, le bénéfice consolidé de l'exercice 1977 devrait atteindre environ 70 millions de francs.

SOMMER ALLIANCE. — Chiffre d'affaires consolidé du groupe pour 1977 : 1 920 millions de francs (+ 4,1 %). Les structures comparables.

INSTITUT MORBIEN. — Le chiffre d'affaires réalisé en 1977 s'est élevé à 411,4 millions de francs contre 356,05 millions de francs.

ETABLISSEMENTS G. LEROY. — Chiffre d'affaires hors taxes pour 1977 : 656,10 millions de francs contre 613,00 millions de francs.

VINCEKEL. — Avec un chiffre d'affaires propre de l'ordre de 8 milliards de francs, le groupe réalise un chiffre d'affaires consolidé de près de 10 milliards de francs, ce qui représente un chiffre d'affaires consolidé de 10 milliards de francs, ce qui représente un chiffre d'affaires consolidé de 10 milliards de francs.

B. A. L. O.

Le Bulletin d'annonces légales obligatoires, daté du 20 février, publie notamment les insertions suivantes :

GAZES CENTRALES DE CREDIT MOBILE, commercial et industriel (C.C.M.I.). — Emprunt d'un emprunt de 500 millions de francs représentés par 500 000 obligations de 1 000 F, à 11 % d'intérêt, jouissance du 1er janvier 1978, amortissables en dix ans par tirage au sort tous les deux ans, de 1979 à 1981, et une série en 1982 et 1983.

Cet emprunt bénéficie de la garantie de l'Etat.

ADRESA. — Société des assurances Rhône-Alpes. — Emprunt d'un emprunt de 100 millions de francs représentés par 100 000 obligations de 1 000 F, à 11 % d'intérêt, jouissance du 1er janvier 1978, amortissables en dix ans par tirage au sort tous les deux ans, de 1979 à 1981, et une série en 1982 et 1983.

Cet emprunt bénéficie de la garantie de l'Etat, sera remis à 100 F par obligation.

Adressa et Outillage Peugeot. — Cotation éventuelle des 50 000 actions de 100 F créées en reconnaissance de l'apport-ratification fait par la société d'exploitation mécanique « Semas ».

INDICES QUOTIDIENS  
(BASE 100 : 30 déc. 1977.)

VALEURS FRANÇAISES... 163,5 171,1  
VALEURS ÉTRANGÈRES... 102,1 101,6  
Cote des AGENTS DE CHANGEMENT... 100,0 100,0  
Indice général... 163,5 171,1

COURS DU DOLLAR A TOKYO

1 dollar (en yen)... 172,2 172,2  
1 dollar (en yen)... 239,7 239,7

Taux du marché monétaire  
Effets privés... 10 1/2 %

Le Monde  
PUBLIE  
CHAQUE LUNDI  
(numéro daté mardi)  
UN SUPPLÉMENT  
ÉCONOMIQUE

BOURSE DE PARIS - 17 FÉVRIER - COMPTANT

VALEURS	Cours	Dernier
10 % 1977-1980	84 10	1 151
10 % 1978-1981	84 10	1 151
10 % 1979-1982	84 10	1 151
10 % 1980-1983	84 10	1 151
10 % 1981-1984	84 10	1 151
10 % 1982-1985	84 10	1 151
10 % 1983-1986	84 10	1 151
10 % 1984-1987	84 10	1 151
10 % 1985-1988	84 10	1 151
10 % 1986-1989	84 10	1 151

Compte tenu de la brièveté du délai qui nous est imparti pour publier le cours des valeurs cotées, nous nous sommes contentés de donner les cours des valeurs cotées, nous nous sommes contentés de donner les cours des valeurs cotées.

VALEURS

VALEURS	Cours	Dernier
10 % 1977-1980	84 10	1 151
10 % 1978-1981	84 10	1 151
10 % 1979-1982	84 10	1 151
10 % 1980-1983	84 10	1 151
10 % 1981-1984	84 10	1 151
10 % 1982-1985	84 10	1 151
10 % 1983-1986	84 10	1 151
10 % 1984-1987	84 10	1 151
10 % 1985-1988	84 10	1 151
10 % 1986-1989	84 10	1 151
10 % 1987-1990	84 10	1 151

MARCHÉ A TERME

VALEURS	Cours	Dernier
10 % 1977-1980	84 10	1 151
10 % 1978-1981	84 10	1 151
10 % 1979-1982	84 10	1 151
10 % 1980-1983	84 10	1 151
10 % 1981-1984	84 10	1 151
10 % 1982-1985	84 10	1 151
10 % 1983-1986	84 10	1 151
10 % 1984-1987	84 10	1 151
10 % 1985-1988	84 10	1 151
10 % 1986-1989	84 10	1 151
10 % 1987-1990	84 10	1 151

COTE DES CHANGES

VALEURS	Cours	Dernier
10 % 1977-1980	84 10	1 151
10 % 1978-1981	84 10	1 151
10 % 1979-1982	84 10	1 151
10 % 1980-1983	84 10	1 151
10 % 1981-1984	84 10	1 151
10 % 1982-1985	84 10	1 151
10 % 1983-1986	84 10	1 151
10 % 1984-1987	84 10	1 151
10 % 1985-1988	84 10	1 151
10 % 1986-1989	84 10	1 151
10 % 1987-1990	84 10	1 151

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

VALEURS	Cours	Dernier
10 % 1977-1980	84 10	1 151
10 % 1978-1981	84 10	1 151
10 % 1979-1982	84 10	1 151
10 % 1980-1983	84 10	1 151
10 % 1981-1984	84 10	1 151
10 % 1982-1985	84 10	1 151
10 % 1983-1986	84 10	1 151
10 % 1984-1987	84 10	1 151
10 % 1985-1988	84 10	1 151
10 % 1986-1989	84 10	1 151
10 % 1987-1990	84 10	1 151



# Le Monde

## UN JOUR DANS LE MONDE

2. IDEES  
— PHILOSOPHIE : « Bertrand Russell, la sagesse, la politique et le reste », par J. Souveresse.
3. ETRANGER  
— L'épilogue de la prise d'otages de Nicosie.
4. EUROPE  
— ALLEMAGNE FEDERALE : Bons espoirs de la fin de la guerre froide d'Allemagne.
5. AFRIQUE  
— TCHAD : un accord général de cessez-le-feu serait entré en vigueur.
6. PROCHE-ORIENT  
— HONGKONG : les réfugiés chinois surveillent avec intérêt les changements d'orientation à Pékin.
- 8-14. POLITIQUE  
— LA PREPARATION DES ELECTIONS LEGISLATIVES : EN ILE-DE-FRANCE (III). — YVELINES : la majorité et la gauche au coude-à-coude.
15. ADMINISTRATION  
— Comment les politiques voient les fonctionnaires.
- 16-17. SOCIETE  
— La lutte contre la drogue.
18. EDUCATION  
— L'aide à l'enseignement privé.
19. JUSTICE
20. SPORTS  
— RUGBY : la difficile victoire de la France sur l'Irlande.  
— OMNISPORTS : Vichy, nouveau centre préolympique.
- LE MONDE DE L'ECONOMIE  
— PAGES 21 A 24  
— Le chômage est-il un progrès ?  
— La sécurité sociale et les projets de loi.  
— Des entrepreneurs entrepreneurs.  
— Le rapport Mésaire sur la réforme fiscale : la fiscalité en question, par J. Rivière.
- 25-26. CULTURE  
— CINEMA : Rouvi, de Jean-Pierre Dutilleul.
37. REGIONES  
— EN ILE-DE-FRANCE : quelle architecture pour la Paris ancienne ? Le quartier de Suresnes change de décor.
- 38-42. ECONOMIE  
— LIRE EGAIEMENT  
— RADIO-TELEVISION (27)  
— Annonces classées (28 à 35) : Aujourd'hui (36) ; France (37) ; Journal officiel (38) ; Météorologie (39) ; Mots croisés (40) ; Bourse (41).
- Le numéro du « Monde » daté 19-20 février 1978 a été tiré à 513 249 exemplaires.

## LE MAUVAIS TEMPS

### De nombreux villages sont privés d'électricité dans l'Est et en Normandie

La nouvelle vague de froid et les chutes de neige qui ont affecté durant le week-end la partie nord de la France, ont provoqué d'importantes difficultés sur les réseaux routier et ferré. L'aéroport de Roissy-Charles-de-Gaulle a également été fermé au trafic, dimanche 19 février.

C'est cependant en Normandie que la situation est la plus préoccupante. Une centaine de communes du département de l'Eure, la quasi-totalité des communes rurales du Cotentin 48 villages de la région de Mortain (Manche) sont privés d'électricité. Le gel a provoqué la rupture de lignes de haute et basse tension. Plusieurs pylônes électriques ont été brisés et 229 transformateurs sont tombés en panne. Le réseau moyen tension est endommagé nous signale notre correspondant à Caen. La pluie s'est immédiatement transformée en givre en tombant au sol, rendant impraticables les routes secondaires.

La neige a bloqué près de 300 voitures dimanche matin sur la RN 24, Rouen-Abbeville, près de Pourcraumont (Seine-Maritime). Entre Le Havre et Fécamp, la route était recouverte par 1 mètre de neige. La circulation des trains a été interrompue sur les lignes Paris-Cherbourg, Paris-Granville et Rouen-Serquigny. Plusieurs trains ont été immobilisés pendant plusieurs heures en gare d'Yvetot. Les communications téléphoniques ont également été perturbées.

Dans la région parisienne, la circulation était également difficile, dimanche 19 février, et le verglas a provoqué dans la soirée plusieurs accidents. En Seine-et-Marne, des arbres se sont abattus sur les routes. Plusieurs lignes électriques ont été sectionnées par la chute de branches. Des communications de la région de Coulommiers ont été privées d'électricité.

#### Trois morts

Enfin, dans l'est de la France, le centre de plusieurs villes, Nancy, Metz, Colmar, est quasiment impraticable. Certains villages sont bloqués, des fermes isolées et des secteurs encore privés d'électricité. A Montbéliard (Doubs), huit cents logements sont sans électricité et sans chauffage, et le toit d'un supermarché s'est effondré sous le poids du givre. L'autoroute Boulogne-Bresse-La Cluse, dans le département de l'Ain, a défilé après avoir heurté une masse de rochers qui s'était abattue sur la voie. Il n'y a pas eu de blessés.

La neige et le froid ont causé la mort de deux personnes : Mme Adeline Pitanze, âgée de vingt-six ans, qui a succombé au froid à 800 mètres de la commune où elle se rendait, à Saint-Victor-Le Coste (Gard), après avoir quitté sa voiture immobilisée par la neige ; dans la Seine-Maritime, à Pavilly, un homme âgé de soixante-dix-huit ans, sorti sur sa terrasse pour régler son système de télévision, a été foudroyé par la foudre. Le redoux a provoqué de nombreuses chutes de rochers et des

avalanches dans la région Rhône-Alpes. Près de Nyons (Drôme), un automobiliste, M. Max Boyer, âgé de vingt-trois ans, a été écrasé par une chute de pierres.

Ce lundi matin 20 février, dans la banlieue parisienne le service a dû être réduit de moitié sur le réseau de la gare Montparnasse, à cause notamment d'une rupture de caténaire à Vitroflay. Des trains ont d'autre part été supprimés dans la banlieue nord. Sur le réseau grandes lignes, on note trois points sensibles : entre Mulhouse et Belfort, entre Mantes-la-Jolie et Evreux sur la ligne de Cherbourg, et entre Dreux et Surdon, sur la ligne de Granville.

Quant au trafic aérien, il était normal sur les trois aéroports parisiens, le lundi matin 20 février. Les avions attendaient seulement une demi-heure de retard environ au décollage.

## Le fichier d'adresses des grandes écoles utilisé par le R.P.R.

### VALSE DES ÉTIQUETTES...

Plusieurs étudiants de grandes écoles se sont étonnés de recevoir, ces jours derniers, divers documents à leur domicile dans des enveloppes où leurs adresses, dactylographées sur une étiquette autocollante, comportaient exactement les mêmes fautes. Ces courriers émanant, d'une part, de l'Association Gala des grandes écoles (1), et, d'autre part, d'un organisme intitulé Etape, 6, place du Palais-Bourbon. Dans ce dernier envoi se trouvait une lettre de M. Jérôme Monod, secrétaire général du R.P.R., et une plaquette de ce mouvement portant le titre de la Démocratie en question.

Faisant immédiatement le rapprochement, ces élèves ont alors soupçonné les organisateurs du gala des grandes écoles d'avoir vendu leurs adresses au R.P.R. M. Philippe Gilmond, le président de l'Association Gala des grandes écoles, dément formellement cette accusation. Le mouvement Etape, lui-même, explique que ce n'est pas le R.P.R. qui a fourni le fichier d'adresses, mais qu'il a été obtenu par un autre moyen.

Un service « animation » du R.P.R. on s'étonne du bruit fait autour de cette affaire. « Ces fichiers sont du domaine public. Tout le monde peut les utiliser », déclare le mouvement Etape, qui ajoute : « La société Etape, qui se charge de la diffusion de certains documents du R.P.R., possède effectivement des bureaux dans un immeuble de la rue de Valenciennes, 15, au Palais-Bourbon. Fondée il y a deux ans, ayant son siège social 15, avenue Victor-Hugo, cette société, dont le gérant est M. Jean Gallat, a été créée par des étudiants de l'Université et a pour but de assurer diverses prestations de service.

La société Etape, qui se charge de la diffusion de certains documents du R.P.R., possède effectivement des bureaux dans un immeuble de la rue de Valenciennes, 15, au Palais-Bourbon. Fondée il y a deux ans, ayant son siège social 15, avenue Victor-Hugo, cette société, dont le gérant est M. Jean Gallat, a été créée par des étudiants de l'Université et a pour but de assurer diverses prestations de service.

## UNE ÉLECTION MUNICIPALE

CORSE-DU-SUD : Bonifacio (1<sup>er</sup> tour).

Inscr. : 1 891 ; vot. : 1 637 ; suff. expr. : 1 632. Liste de la majorité, conduite par M. Xavier Seraino, 851 voix, en moyenne 17 sièges ; liste d'union de la gauche, conduite par M. Michel Sorba, 781 voix en moyenne.

[Les élections de mars 1977 avaient été annulées par le Conseil d'Etat en raison de diverses irrégularités dans le déroulement du scrutin. Au premier tour de ces élections, la liste d'union de la gauche, conduite par M. Michel Sorba, P.S., avait obtenu seize sièges sur 37 voix en moyenne face à la liste de M. Seraino, qui avait obtenu 14 voix en moyenne. Il y avait eu 1 636 suffrages exprimés et 1 637 inscrits sur 1 891 inscrits.]

Le siège restant en ballottage était revenu au second tour au candidat de la majorité par 783 voix contre 686.

M. Sorba, qui avait été élu maire à l'issue de ce scrutin, ne se représentait pas à cette élection partielle.]

## LE CARDINAL MARTY EXPLIQUE SON REFUS D'AUTORISER UNE MESSE POUR LE LIBÉRATEUR DE L'ARGENTINE

À la suite des protestations suscitées en Argentine par le refus du cardinal Marty d'autoriser la célébration à Paris, d'une messe pour le bicentenaire de la naissance du libérateur José de San Martín (Le Monde du 18 février), le bureau de presse de l'archevêché de Paris a publié un communiqué dont voici l'essentiel :

« Après en avoir délibéré avec son conseil, le cardinal Marty a estimé tout fait inopportuniste, dans les circonstances actuelles, qu'une cérémonie publique se déroule à cette occasion dans une église de Paris. (...) Depuis plusieurs mois, l'opinion publique française est inquiète à juste titre, du sort d'un certain nombre de nos compatriotes et de beaucoup d'autres hommes et femmes qui résident en Argentine. (...) Plusieurs témoignages incontestables nous sont parvenus à une date encore très récente sur cette situation douloureuse. (...) Quant cet ensemble de faits, l'archevêché de Paris ne pouvait donner un accord qui risquerait de paraître les ignorer. La commémoration du général San Martín correspond, en Argentine, à un légitime sentiment populaire ; elle constitue, à Paris, essentiellement une initiative propre de l'ambassade, c'est-à-dire des autorités argentines officielles. (...) C'est de ces mêmes autorités que des familles françaises, comme bien d'autres d'ailleurs, attendent aujourd'hui des explications sur le sort de leurs disparus et l'adoption de mesures d'humanité indispensables. »

John McAndrew, fondateur de la Save Venice Inc., l'une des plus importantes organisations américaines pour la sauvegarde de Venise, est mort dimanche soir d'une crise cardiaque dans la cité des doges.

## En Israël

### Le gouvernement examine à nouveau le problème des implantations dans les territoires occupés

M. Aïch Achen, secrétaire d'Etat adjoint américain, était attendu, ce lundi 20 février, à Jérusalem, où le gouvernement israélien tient un conseil extraordinaire pour étudier à nouveau l'ensemble du problème des implantations dans les territoires occupés.

Cette séance a lieu à l'initiative du ministre de la défense, le général Ezer Weizman, qui a demandé que la question soit réexaminée à fond avant son départ pour les Etats-Unis, prévu pour la première semaine de mars, et avant celui de M. Begin, qui doit se rendre à Washington à la fin du mois. Selon les commentateurs politiques israéliens, on s'attend que la question comme lieu à une véritable confrontation, essentiellement entre le ministre de la défense et le ministre de l'agriculture, M. Ariel Sharon, président de la commission d'implantation.

Le général Weizman estime, en effet, selon Yediot Aharonoth, qu'il ne faut pas perdre l'occasion historique de faire la paix qui se présente maintenant, et qu'il faut de ce fait geler toute activité susceptible de nuire aux négociations.

Par ailleurs, le cabinet examine, au cours de la même séance, un projet de création de quatre nouveaux points d'implantation que vient de présenter le professeur Raanan Weiss, directeur du département de l'implantation de l'Organisation autonome mondiale.

Le premier ministre israélien, M. Begin, a formulé, dans une déclaration à la chaîne de télévision N.B.C., le souhait que les négociations avec l'Egypte se poursuivent « sans que les deux parties se lancent l'une à l'autre des ultimatums ». Il a regretté les déclarations américaines sur les implantations israéliennes du Sinaï et de la rive occidentale du Jourdain et affirmé :

#### Selon la presse de Tel-Aviv

### L'ETHIOPIE A EXPULSÉ LES COOPÉRANTS ISRAËLIENS APRÈS L'INDISCRETION DE M. DAYAN

Tel-Aviv (A.F.P.). — L'ensemble de la presse israélienne a confirmé, dimanche 19 février, les déclarations faites la veille à la télévision israélienne par le député Yossi Sarid (travailliste), au sujet de l'expulsion d'Ethiopie de tous les conseillers israéliens à la coopération, dans les vingt-quatre heures qui ont suivi les révélations faites en Suisse par le ministre israélien des Affaires étrangères, M. Moshe Dayan, sur « l'aide militaire » israélienne à l'Ethiopie.

Selon la presse, c'est le colonel Mengistu lui-même qui aurait fait connaître sa décision aux Israéliens, invoquant les pressions qui s'exercent sur lui à la suite de ces révélations.

Selon Haaretz et Yediot Aharonoth, il s'agit essentiellement de conseillers soviétiques alors que Moshe Dayan évoque, en outre, des pressions libyennes.

Le Jerusalem Post croit savoir que le premier ministre, M. Menahem Begin a déclaré au cours de la dernière réunion à huis clos de la commission des affaires étrangères et de sécurité de la Knesset que les révélations de M. Dayan étaient « une erreur humaine compréhensible et excusable ».

« Comment pourrions-nous démentir des villes et des villages pour relater de cette région un désert ? »

● A JERUSALEM une bombe dissimulée sur le campus de l'université hébraïque a explosé, dimanche matin, tuant une personne et en blessant dix autres, dont une juvénile. L'attentat a été revendiqué, dimanche soir, par la résistance palestinienne dans un communiqué publié à Beyrouth par l'agence Wafa.

● AU CAIRE, le président Sadate, dans une interview publiée samedi par l'hebdomadaire Octobre, a déclaré « comprendre l'affaire suscitée en Israël par la vente d'avions de combat américains à l'Egypte ». (...) Israël veut être l'Etat le plus fort de la région et demeurer une source d'insécurité au Proche-Orient. Le chef de l'Etat égyptien a toutefois ajouté que ces craintes d'Israël n'étaient pas fondées, car les avions F-5 prévus pour l'Egypte étaient des appareils « de dixième catégorie ». Selon M. Sadate, c'est le « contact » entre l'Egypte et les Etats-Unis qui aurait vraiment effrayé Israël.

● A MIAMI, M. Andrew Young, représentant des Etats-Unis à l'ONU, a déclaré, samedi, que la possibilité d'un coup d'Etat militaire au Caïre avait été l'un des facteurs qui avaient conduit le président Carter à prendre la décision de vendre des chasseurs F-5 à l'Egypte. (A.F.P., A.P., Reuters, U.P.J.)

● Après l'entrevue, le lundi 13 février, à Paris, entre le président Sadate et une délégation de personnalités juives européennes comprenant notamment M. Nahum Goldmann, ancien président du Congrès juif mondial, et Edmond de Rothschild (Le Monde du 15 février), M. Goldmann a déclaré, selon l'hebdomadaire Tribune juive, dans un entretien à Paris, le 14 février, que « nous avons donné au président Sadate une leçon de psychologie juive. Nous lui avons expliqué l'histoire du peuple juif à travers trois mille ans de débâcle et de destructions pour lui dire que les juifs ont raison d'être méfiant et que l'Egypte doit savoir se montrer patiente et elle veut que les négociations aboutissent ». L'entrevue, selon M. Goldmann, a été empreinte d'une très grande cordialité. M. Sadate a invité M. Goldmann en Egypte, où il pourrait se rendre au printemps.

## LA CHUTE DU DOLLAR SE POURSUIT

Largement amorcée le semaine dernière, la chute, ou plutôt la recrudescence du dollar se poursuit, lundi 20 février, sur les marchés des changes. A Francfort et à Zurich, la monnaie américaine est tombée à ses plus bas niveaux historiques, touchant 2,04 DM contre 2,06 DM et 1,850 FS contre 1,88 FS. L'échec des tentatives de règlement de la grève des mineurs de charbon aux Etats-Unis a, certes, joué un rôle, mais, plus sûrement, les commentateurs font état d'une nouvelle vague de défiance à l'égard du dollar et de l'administration Carter.

A Paris, le dollar a fléchi 4,9050 F contre 4,82 F, mais moins rapidement qu'ailleurs, du fait que le dérive du franc français par rapport aux monnaies fortes a continué. Le décalage est surtout le franc suisse qui atteint leurs plus hauts cours, respectivement à 2,950 F et 2,99 F.

## A NICE-GINESTIERE

le domaine de Canta-Gallet

3 petites villas dans un vaste parc - à 7 minutes de la Promenade - vue sur mer - Piscine - De studio à 5 pièces

Souscription prix moyen 4.000 F, le m2

Bureaux de vente sur place 86-18-91

ou Promenade Mozart, 18, 19 bis, avenue d'Ar

au 1<sup>er</sup> étage - Nice - Tél. : 87-08-20



**VENTE ANNUELLE TISSUS D'AMEUBLEMENT**

**"LA DECORATION ACTUELLE"**

**RODIN**

36, CHAMPS-ÉLYSÉES - PARIS

REVISION FEVRIER

**6 jours** du 27/2 au 4/3

**math, phys**

de la 6<sup>e</sup> en Terminale

**MATH ASSISTANCE**

Cours pédagogique privé

9<sup>e</sup> SAINT-LAZARE - 06-37-17

12<sup>e</sup> VAUGHAN - 01-31-13

20<sup>e</sup> NATION - 373-08-38

**ANTIQUITES**

C. FHAL & Ph. MOITY

41, av. de SAXE

ACHAT

Mobilier - Montres - Pendules - Anciens - Papiers de verre - et tous objets d'art.

**SEG. 55-43**

**RÉPUBLIQUE**

Magenta

4 pièces, cuisine, salle de bains, cab. toilette, w.c., 90 m2 env., 4<sup>e</sup> étage, ascenseur, calme, soleil 2.300 F + charges 150 F env.

Tél. soir et week-end

**208-78-29**

**jusqu'au 25 février**

offre spéciale d'avant-saison

**NICOLL**

COSTUME SUR MESURES

formule industrielle **990F**

avec gilet 1150 F

NICOLL LA TRADITION ANGLAISE DU VÊTEMENT MASCULIN

29, RUE TRONCHET / PARIS 8<sup>e</sup>

la contre-offensive éthiopienne aurait repris dans l'Ogaden

UNE PAGE 1

la conférence de Belgrade en échec ?

la chute du dollar se poursuit

la presse de Tel-Aviv

la chute du dollar se poursuit

la presse de Tel-Aviv

la chute du dollar se poursuit

la presse de Tel-Aviv